



## Vuk Draskovic défie à Belgrade le pouvoir de Milosevic

**CRAQUEMENTS.** fissures dans le pouvoir de Slobodan Milosevic, ou initiative isolée d'un homme imprévisible ? Vuk Draskovic, vice-premier ministre yougoslave, qui dirige le Mouvement serbe du renouveau (SPO, droite nationaliste) multiplie les déclarations critiques sur la politique de Slobodan Milosevic. Il a appelé, mardi 27 avril, à des manifestations de rue à Belgrade contre la prise en mains par l'armée, selon des informations non confirmées, d'une chaîne de télévision. Dans un entretien accordé à la BBC-radio, il ajoute qu'il est prêt, si nécessaire, à se dresser contre le président yougoslave. La veille, il avait invité Slobodan Milosevic à faire preuve de « courage » et à passer un compromis avec l'OTAN. Ces déclarations laissent les alliés perplexes. Les États-Unis s'interrogent sur le poids politique de Vuk Draskovic, tandis que le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, disperse dans ses déclarations « les premiers grondements du mécontentement ».



Vuk Draskovic, vice-premier ministre yougoslave.

à Belgrade. L'Union européenne a décidé, lundi, de renforcer la panoplie de ses sanctions à l'égard de Belgrade. L'OTAN devait examiner, mardi, les modalités de mise en œuvre de l'embargo pétrolier. Les alliés vont intensifier et concentrer, cette semaine, leurs frappes au Kosovo. L'un des responsables de l'OTAN promet « un cauchemar » aux forces serbes. Malgré la guerre, les consommateurs français et les chefs d'entreprises ne semblent pas avoir modifié leurs comportements.

Lire pages 2 à 5, 18 et 19  
et notre enquête page 15

## Corse : des gendarmes contre l'Etat de droit

● Le commandant de la légion de gendarmerie dans l'île ainsi qu'un officier et un sous-officier ont été mis en examen et écroués ● La justice soupçonne des gendarmes d'élite d'avoir monté une provocation en incendiant un restaurant ● M. Chevènement a convoqué à Paris le préfet de Corse

LE PRÉFET de Corse, Bernard Bonnet, a été convoqué, mardi 27 avril, place Beauvau, par le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Il devait s'expliquer sur l'affaire de l'incendie criminel du restaurant « Chez Francis », dans le golfe d'Ajaccio (Corse-du-Sud), pour lequel trois gendarmes ont été mis en examen et écroués. Deux membres du Groupe de pelotons de sécurité (GPS) - un lieutenant et un adjudant-chef - ont été mis en examen, lundi 26 avril, pour « destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée ». Quant au commandant de la légion de gendarmerie de Corse, le colonel Henri Mazères, il a été mis en examen pour complicité « dudit crime », selon le communiqué du procureur de la République d'Ajaccio. Tous trois ont été incarcérés à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse).

La « paillette » - un restaurant de plage - a brûlé dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril. Selon les pre-



mières explications publiques du colonel Mazères, les gendarmes, qui étaient en « mission légère de surveillance », auraient été surpris par l'incendie et se seraient enfuis en laissant sur place un talkie-walkie et une cagoule maculée de sang. Mais ces membres du GPS n'avaient curieusement pas donné l'alerte. Dans un premier temps, ils avaient prétendu avoir égaré le talkie-walkie le week-end précédent, sur les hauteurs d'Ajaccio, affirmant avoir été victimes d'une malveillance.

Le GPS est une unité d'élite de la gendarmerie créée en juillet 1998 spécialement pour la Corse. Chargée de missions dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, elle a conduit, avec l'accord du gouvernement, des missions de surveillance en marge de l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac. Elle était entrée en rivalité avec les services de police chargés des investigations sur ce crime.

Lire pages 6 et 9  
et notre éditorial page 17

## James Bond, agent 007, vole au secours des indépendantistes écossais

**LONDRES**  
de notre correspondant  
James Bond est en colère, furieux contre la presse écossaise, qui lui reproche de faire campagne pour l'indépendance de l'Ecosse alors qu'il partage son temps entre ses résidences américaine et espagnole. En fait, il cherche une maison du côté d'Edimbourg. L'agent 007 est furieux qu'on écrive que lui, Sean Connery, n'a pas fait un seul film en Grande-Bretagne depuis vingt-cinq ans alors que, jure-t-il, trois de ses derniers rôles ont été tournés dans l'île. Furieux, enfin, contre Tony Blair et les travaillistes, qui se bousculaient pour un cliché en sa compagnie quand il s'agissait, en septembre 1997, de remporter le référendum de la décentralisation contre les conservateurs, qui n'en voulaient pas. Or les travaillistes, aujourd'hui, « empoisonnent l'atmosphère » pour dissuader les électeurs de voter pour le SNP, le parti qui prône la séparation de l'Ecosse du Royaume-Uni.

Comme son prédécesseur à la tête du Parti travailliste, John Smith, brutalement décédé en 1992, Tony Blair a cru que la renaissance d'une certaine autonomie écossaise et l'inau-

guration prochaine d'un Parlement autonome à Edimbourg allaient tuer dans l'œuf toute velléité indépendantiste. C'est le contraire qui s'est produit, et le SNP s'est envolé dans les sondages avant de redescendre récemment à environ 30 % des intentions de vote. La campagne fait rage. Les élections à l'Assemblée écossaise ont lieu le 6 mai et les indépendantistes ont appelé « le plus célèbre Écossais du monde », qui est aussi leur principal sponsor - 500 000 francs par an dit-on -, à la rescousse.

« Je ne suis pas un politicien et je n'ai pas l'intention de le devenir », a lancé l'acteur, lundi 26 avril, aux trois cents militants nationalistes invités par le SNP dans un grand hôtel d'Edimbourg. « Tout ce que j'ai fait ou tenté de faire pour l'Ecosse, ces trente dernières années, a toujours été pour son profit à elle, jamais pour le mien. » A soixante-huit ans, tous ses fans le savent, le meilleur des James Bond n'a rien perdu de sa fougue. « Nous avons attendu trois siècles avant de retrouver notre Parlement », a-t-il rappelé. « Tout ce que je souhaite, c'est qu'il soit authentiquement démocratique, qu'il reflète vraiment la nouvelle voix de l'Ecosse. Pour moi

part, je pense que l'Ecosse ne doit être rien d'autre que l'égalité de toutes les autres nations du monde. »

Sur le podium, derrière l'idole, Alex Salmond, le leader du SNP, boit du peat lait. Il parle du renouveau de la culture écossaise, qui explose dans la musique, le cinéma, le théâtre, la littérature. Il révèle que Sean Connery porte sur son avant-bras un tatouage qui dit tout : « Scotland Forever », l'Ecosse pour toujours. Donnés largement vainqueurs par les sondages - « mais il reste dix jours de campagne », souligne Alex Salmond -, les travaillistes ne paraissent pas troublés outre mesure par l'arrivée tardive de 007 dans la campagne. « Ce n'est pas le nombre de célébrités qu'il compte qui fait le succès d'un parti, mais son programme », explique Donald Dewar, candidat de Tony Blair. David McLetchie, chef des conservateurs locaux, est plus cruel : « Franchement, dit-il, Sean Connery aurait mieux fait de continuer de jouer au golf à St Andrews plutôt que de venir jouer les James Bond à Edimbourg pour le SNP. »

Patrice Claude

## Des forêts et des hommes

**L'**IDÉE selon laquelle les réserves naturelles sont des sanctuaires dont l'accès est interdit aux hommes - destructeurs - est dépassée. En zone de forêts tropicales, l'objectif est désormais d'associer les populations à la mise en place et à la gestion des zones protégées. Mais les réussites restent maigres. Les habitants, désireux d'améliorer leurs conditions de vie souvent difficiles, sont plutôt favorables à la poursuite de l'exploitation. Extraordinaire réservoir de biodiversité, la forêt tropicale recèle 100 millions d'espèces végétales et animales dont 10 % seulement sont répertoriées. Chaque année, le territoire qu'elle occupe diminue d'une surface équivalente à celle de la Grèce.

Lire page 24

## CMU : les associations veillent

Les députés examinent, à partir de mardi, le projet de loi sur la couverture maladie universelle, sous le surveillance des associations caritatives.

p. 10

## Défense européenne

La Grande-Bretagne a décidé, lundi, de se retirer du programme le plus emblématique en matière de coopération navale, celui de la frégate Horizon.

p. 6

## Sida : l'éradication exclue à court terme

Il ne faudrait pas interrompre le traitement antirétroviral chez les malades, même lorsque le virus est devenu indétectable dans le sang. Le VIH-1 persisterait au moins soixante ans dans certains globules blancs.

p. 25

## Decaux, maître de l'affichage

Jean-Claude Decaux annonce l'acquisition du groupe français d'affichage Havas Media Communication-Advertising (HMC-OA), devenant le plus gros afficheur du monde.

p. 20

## Gastronomie

Dans son établissement au-dessus de Tours, Jean Baralet est revenu de la cuisine d'avant-garde pour des plats plus traditionnels. Du couscous main.

p. 26

## Comment obtenir un congé parental

Légalement, le congé parental d'éducation est ouvert aux hommes comme aux femmes. En pratique, ce sont ces dernières qui en bénéficient.

p. 27

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,55 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 350 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 340 DR ; Irlande, 1,00 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 10 FL ; Portugal, 200 ESC ; Royaume-Uni, 8 £ ; Suède, 800 F CFA ; Suisse, 16 KRS ; Suisse, 2,30 FF ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-428-7,50 F



## POINT DE VUE

## Kosovo : devant l'échec

par Pierre Hassner

**L**E sommet de l'OTAN s'est achevé sur une déclaration d'unité, de détermination et de confiance dans la stratégie adoptée en Yougoslavie. On ne peut que saluer les deux premiers aspects, qui tranchent avec les divisions et les hésitations du temps de la Bosnie. Mais - au risque de se voir reprocher une impatience fétide ou une propension pour la stratégie de Café du Commerce - on ne peut qu'exprimer son scepticisme et son inquiétude pour le troisième.

Comment nier, en effet, que les craintes exprimées il y a un mois (selon lesquelles les bombardements, s'ils n'étaient accompagnés d'une action au sol, loin de protéger les populations albanaises, risquaient de durcir la politique de Milosevic, de lui rallier le peuple serbe et d'aggraver encore la situation des Kosovars) - « En cas d'échec », dans *Le Monde* du 27 mars 1999 - se sont vérifiées ? Même si, comme il faut ardemment l'espérer, la situation devait se retourner d'ici quelques semaines ou quelques mois, même si la catastrophe suprême d'une victoire de Milosevic est écartée et si les Kosovars rentrent dans leurs

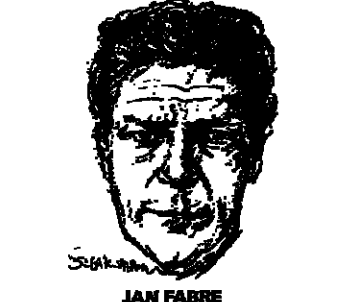
foyers, comment ne pas voir que l'échec est déjà là, dans les souffrances des déportés, dans les destructions infligées à la Serbie, dans la déstabilisation de la Macédoine et du Monténégro, dans le fossé creusé, à travers les Balkans, entre gouvernements pro-occidentaux et populations hostiles, dans l'immense tâche de reconstruction économique et sociale, psychologique, politique et morale à entreprendre ?

Comment les traces de ce mois interminable, où l'infrastructure serbe était progressivement détruite mais où les forces de Milosevic et ses consorts restaient libres de poursuivre leur œuvre barbare, s'effaceraient-elles de si tôt ? Il y a peu de chances que l'année 1999 ne reste pas, pour la paix et la démocratie, l'Europe et l'Amérique, et les Balkans, une « annus horribilis », faisant pendant à « l'annus mirabilis » de 1989.

Lire la suite  
et nos autres points de vue page 16

Pierre Hassner est chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

## Le prince des scarabées



**ARTISTE** universel, Jean Fabre peuple son œuvre d'animaux vivants ou morts, de carapaces de scarabées et de corps humains. Dans son dernier spectacle, dont le général Patton est le héros, ou son exposition de sculptures à Strasbourg, l'inventeur du « Bic-Art » soumet la fin du siècle au regard-sculpté qu'il pense tenir de son aïeul, l'entomologiste Jean-Henri Fabre.

Lire page 28

International	2	Tableau de bord	71
France-société	8	Aujourd'hui	74
Régions	12	Météorologie	77
Carnet	14	Jeux	77
Horizons	15	Culture	78
Entreprises	18	Guide culturel	78
Emplois/annonces	18	Abonnements	78
Communication	20	Radio-Télévision	78

هكذا من الأصل

2

## INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**BALKANS** L'OTAN a poursuivi ses frappes contre des cibles en Serbie, mardi 27 avril, en bombardant à nouveau le bâtiment abritant le siège du Parti socialiste (SPS, au

pouvoir) du président Slobodan Milosevic. ● VUK DRASKOVIC, le vice-premier ministre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) a affirmé que « la

Serbie, de plus en plus isolée et faible » devait accepter une force de maintien de la paix au Kosovo. Il s'est déclaré prêt à organiser des manifestations contre le régime de

Belgrade si celui-ci entérinait la reprise en main de la télévision privée Studio B. ● CES DÉCLARATIONS d'un homme réputé imprévisible ont été accueillies avec prudence par les ca-

pitales occidentales. ● LA MACÉDOINE fait face à un nouvel afflux de réfugiés, alors que près de 150 000 Kosovars se trouvent déjà dans ce pays.

# Vuk Draskovic brave le pouvoir de Slobodan Milosevic

L'ancien opposant devenu vice-premier ministre du gouvernement yougoslave s'est dit prêt, mardi 27 avril, à déclencher des manifestations si le régime de Belgrade entérinait la décision de placer la télévision privée Studio B sous la férule de l'armée

L'OPÉRATION « Force allée » de l'OTAN en Yougoslavie entre, mercredi 28 avril, dans sa sixième semaine. Elle a été doublée d'un renforcement des sanctions de l'OTAN et de l'Union européenne. De premières dissidences se font entendre à Belgrade.

● Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, a suscité une certaine perplexité en critiquant sans détour dimanche et lundi la politique du gouvernement yougoslave. M. Draskovic s'en est pris à la désinformation pratiquée par les autorités et a estimé que Belgrade devait faire preuve de « courage » pour « aller vers un compromis ». Lundi, M. Draskovic a tenu à préciser qu'il exprimait « la position du gouvernement fédéral » que préside Slobodan Milosevic et que « le président serbe, Milutinovic a

très fermement appuyé [son] point de vue ». Il a appelé mardi à des manifestations pour la démocratie à Belgrade.

● Le porte-parole de l'Alliance atlantique, Jamie Shea, a cru entendre dans ces déclarations les « premiers grondements du mécontentement » à Belgrade. Les Etats-Unis sont demeurés prudents. « Dans quelle mesure il [M. Draskovic] représente la direction à Belgrade, c'est une question toujours en suspens et je me garde bien de m'exprimer à ce sujet », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, qui ne s'en félicite pas moins du fait que M. Draskovic prenne conscience de l'isolement de son pays.

● L'Union européenne (UE) a décidé de renforcer la panoplie de sanctions imposées à la Yougo-

slavie, lors d'une réunion lundi à Bruxelles. Ces mesures vont de l'interdiction de voyager pour M. Milosevic et les siens, à de nouvelles restrictions aux mouvements de capitaux et aux investissements en passant par l'extension du gel des avoirs à l'étranger des gouvernements serbe et yougoslave. L'interdiction des vols commerciaux etc. L'UE a invité le dirigeant modéré albanais, Ibrahim Rugova, retenu à Pristina, à participer à sa prochaine session, en mai. Elle a réaffirmé son adhésion à un projet de « pacte de stabilité » pour les Balkans qui serait mis en œuvre après l'instauration de la paix.

● Le conseil permanent de l'OTAN devait examiner mardi les modalités de mise en œuvre de l'embargo pétrolier contre la Yougoslavie décidé par le sommet de

Washington. Quant au blocus maritime, le général Klaus Naumann, président du comité militaire de l'OTAN a indiqué que l'Alliance n'aurait pas recours à la force pour arrêter des navires transportant du pétrole à destination de la Yougoslavie. En revanche, un porte-parole du Pentagone a indiqué que « si un navire faisant l'objet de sommations décide de fuir, il pourrait être poursuivi et arrêté en utilisant de la force si nécessaire ».

● Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été autorisé à revenir au Kosovo pour y travailler librement, lors d'un entretien lundi à Belgrade entre M. Milosevic et le président du CICR, Cornelio Sommaruga. M. Sommaruga a indiqué qu'il avait soumis à M. Milosevic, pour approbation, un document énumérant les exigences du CICR :

évacuation des blessés, garantie que les populations civiles seraient protégées, fourniture de produits alimentaires, d'eau, d'abris et de médicaments et visite aux prisonniers. M. Sommaruga attend la réponse du gouvernement yougoslave à ces exigences. Il a néanmoins indiqué que M. Milosevic lui avait dit : « Nous vous ouvrons toutes les routes, vous pourrez aller où vous voulez. (...) Nous assurerons votre protection mais nous ne pouvons vous protéger des bombardements. » Il a aussi ajouté, toujours selon M. Sommaruga, qu'il n'y a pas un seul prisonnier que vous ne pourriez visiter ». Le président du CICR a pu rendre visite aux trois soldats américains capturés par les Serbes le 31 mars.

● L'OTAN demeure résolue à aller jusqu'au bout. Elle va intensifier « cette semaine » ses bom-

bardements en les concentrant au Kosovo sur les forces serbes. Les bataillons serbes au Kosovo vont vivre prochainement « un cauchemar », a déclaré à Bruxelles un responsable de l'Alliance sous couvert d'anonymat. Tandis que l'un des vingt-trois hélicoptères de combat américains Apache, arrivés en Albanie, s'est écrasé lundi lors d'un exercice près de Tirana, le secrétaire à la défense William Cohen a ordonné le déploiement, à partir du week-end, de 30 avions ravitailleurs supplémentaires au sein des forces de l'OTAN engagées dans l'opération « Force allée ». Ils font partie du contingent de 300 avions de combat, de reconnaissance et de ravitaillement en vols supplémentaires réclamés par le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées.

### « Négociations très constructives » entre M. Talbott et M. Ivanov

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, a déclaré, mardi 27 avril, que les discussions qu'il venait d'avoir avec le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, avaient été « très constructives ». « J'ai appris beaucoup sur la perception de la situation par la Russie et je suis convaincu que les Etats-Unis et la Russie collaboreront, aux côtés de nombreux autres pays, en faveur d'un retour à la paix dans la région », a-t-il dit à la presse. M. Talbott devait ensuite rencontrer Viktor Tchernomyrdine, l'ambassadeur du président Boris Eltsine pour la Yougoslavie, qui a rappelé que M. Talbott « est une personne qualifiée, qui connaît bien l'Europe et la Russie ». M. Tchernomyrdine s'est entretenu par téléphone pendant plus d'une heure avec le vice-président américain, Albert Gore, sur les possibilités de règlement du conflit au Kosovo. — (AFP, Reuters)

## Les déclarations tonitruantes d'un homme imprévisible

L'HOMME a la réputation d'être imprévisible et d'apprécier les feux de la rampe. Aussi, les déclarations tonitruantes du vice-premier ministre fédéral, Vuk Draskovic, lundi 26 avril, allant à contre-courant de la position défendue bec et ongles par son président, Slobodan Milosevic, laissent-elles perplexes. Pour beaucoup d'observateurs, il est probable que cet ancien opposant rallié au président Milosevic au début de 1998 se soit avant tout exprimé en son nom, contrairement à ce

qu'il affirme. Reprenant des propos déjà tenus la veille, Vuk Draskovic s'est répandu lundi dans les médias pour affirmer que la Yougoslavie devait accepter une force de maintien de la paix des Nations unies qui pourrait inclure des soldats de l'OTAN, si tel était la décision du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans une interview télévisée dimanche soir, celui que l'on appelle communément « Vuk » (le loup) avait appelé « ceux qui dirigent le pays » et les « prétendus patriotes » à « ne plus mettre au peuple et à lui dire enfin la vérité ». La vérité, a-t-il souligné, c'est que « nous sommes seuls » : « L'OTAN n'est pas près de s'effondrer, la Russie n'aidera pas militairement la Yougoslavie et l'opinion internationale est contre nous ». Interviewé lundi sur CNN, il a affirmé que le gouvernement yougoslave ait « le courage d'aller vers un compromis » sur la base du respect de la Charte des Nations unies.

Pour la première fois depuis le début des frappes de l'OTAN, Vuk Draskovic fait donc entendre une voix dissidente au sein de la coalition au pouvoir regroupant le Parti socialiste (SPS) de Slobodan Milosevic, la Gauche yougoslave (JUL, néocommuniste) de Mira Markovic, son épouse, le Parti radical (SRP, ultranationaliste) de Vojislav Seselj et le Mouvement serbe du Renouveau (SPO, droite nationaliste) de Vuk Draskovic, entré au début de l'année 1998 au gouverne-

ment. Le déploiement d'une force de l'ONU au Kosovo est en effet une solution rejetée continuellement avec force par M. Milosevic qui dit n'accepter que des observateurs non armés. Il n'envisage pas non plus la présence de représentants de pays « agresseurs » de l'OTAN.

#### UN PARI RISQUÉ

Les dirigeants des partis de l'opposition yougoslave ont relevé les critiques lancées par Vuk Draskovic contre M. Milosevic. Le gouvernement pro-occidental du Monténégro, seconde république yougoslave, a réagi le premier. « Voici le signal qu'une Serbie différente et démocratique est en train de naître », a affirmé Miodrag Vukovic, le président du Parti socialiste démocratique, au pouvoir au Monténégro. Mais à Belgrade, le leader du Parti démocrate, Zoran Djindjic a réagi avec plus de retenue aux déclarations de son ancien allié à la tête de la coalition d'opposition Zajedno, dont il a appris à se méfier. Si Vuk Draskovic reprend « l'opinion du gouvernement fédéral », cela pourrait représenter « une bonne nouvelle », a-t-il simplement déclaré.

Les Etats-Unis semblent sur la même longueur d'onde. « Dans la mesure où les commentaires de M. Draskovic reflètent une reconnaissance de la réalité qui a cruellement manqué jusqu'ici, tout va bien », a déclaré James Rubin, porte-parole du département

d'Etat. « Dans la mesure où M. Draskovic reconnaît que la Serbie est en passe de devenir chaque jour de plus en plus isolée et faible, tandis que l'OTAN se renforce chaque jour, encore une fois, cela nous convient », a-t-il poursuivi. « Mais dans quelle mesure il représente la direction [yougoslave] à Belgrade, c'est une question toujours en suspens et je me garderai bien de m'exprimer à ce sujet », a conclu le porte-parole.

Le dernier coup d'éclat de Vuk Draskovic apporte un début de réponse. Le président du SPO a en effet appelé, mardi 27 avril, à des manifestations pour la démocratie à Belgrade, à la suite d'informations non confirmées selon lesquelles l'armée aurait pris sous sa coupe la chaîne de télévision privée qu'il contrôle, Studio B. « Nous descendrons dans la rue et manifesterons (...) contre cette décision antidémocratique », a déclaré Vuk Draskovic à la BBC, ajoutant qu'il était prêt, si nécessaire, à se dresser contre l'homme fort de Belgrade, Slobodan Milosevic. L'ancien opposant avait perdu une grande part de sa crédibilité dans l'opinion publique serbe en acceptant de participer au gouvernement. En jouant la carte de la confrontation, il fait peut-être le pari de redorer son blason. Un pari risqué alors que le pouvoir de Slobodan Milosevic semble solidement ancré.

Christophe Châtelot

A quelques kilomètres de nous, la guerre tue une population et les conditions sanitaires et médicales sont déplorables. Les conséquences du conflit sont désastreuses. Face à cette urgence, une équipe d'Hôpital Sans Frontières est déjà sur place.



Plus que jamais, nous avons besoin de vous. Participez à notre collecte de dons\* au profit des Réfugiés du KOSOVO.

Ne les oublions pas...

Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 10 du 06 novembre 1993.

HSP HOPITAL SANS FRONTIERE

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code Postal : ..... Ville : .....  
Je souhaite faire un don de FF à l'Hôpital Sans Frontières pour son action au KOSOVO.  
Ci-joint mon chèque libellé à l'ordre "HSP Mission KOSOVO"  
à renvoyer à Hôpital Sans Frontières / Hôpital Rothschild - 33, bd Picpus 75571 PARIS Cedex 12.  
Tel. 01 43 44 24 24 - Fax : 01 43 44 80 39  
Merci de votre soutien.

## L'opposition « entre le marteau de l'OTAN et l'enclume du régime »

L'OPPOSITION démocratique serbe est totalement désorganisée mais certains intellectuels - professeurs d'université, académiciens, anciens responsables de théâtres, militants de mouvements anti-guerre du temps des combats en Bosnie, journalistes - tiennent à exprimer une vue des événements différente de celle du régime. Ainsi, le 17 avril, 27 d'entre eux ont adressé une lettre de « citoyens serbes inquiets » au Comité des Balkans, qui est une banque de données sur la situation économique, politique et culturelle de cette région et qui soutient les médias démocratiques (site internet : <http://bok.net/balkans/>).

« Opposants de longue date au régime actuel, et militants pour une Serbie démocratique et anti-nationaliste, ayant choisi de rester en Yougoslavie (...) parce que nous voulons voir notre pays réintégrer la communauté mondiale des nations », les signataires condamnent « avec véhémence les bombardements de l'OTAN qui ont gravement accéléré l'escalade de la violence au Kosovo et qui sont la raison des déplacements de populations, hors et à l'intérieur du Kosovo ». Mais ils

réprochent également « l'épuration ethnique de la population albanaise perpétrée par les forces yougoslaves » - une expression qu'on n'a pas l'habitude d'entendre de la part du régime de Slobodan Milosevic - ainsi que « la violence de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dirigée contre les Serbes, les Albanais modérés et autres communautés ethniques du Kosovo. La catastrophe humanitaire au Kosovo (morts, souffrance psychologique et physique extrême pour des centaines de milliers d'Albanais et de Serbes) doit cesser dès maintenant ».

#### POUR UNE SOLUTION POLITIQUE

Selon les auteurs de cette déclaration « pour faire régner le respect », « tous les réfugiés de Yougoslavie doivent pouvoir retourner immédiatement et sans condition chez eux, leur sécurité et les droits de l'homme leur étant garantis et étant proposés. Tous les coupables de crimes contre l'humanité, sans exception, doivent être assignés en justice ».

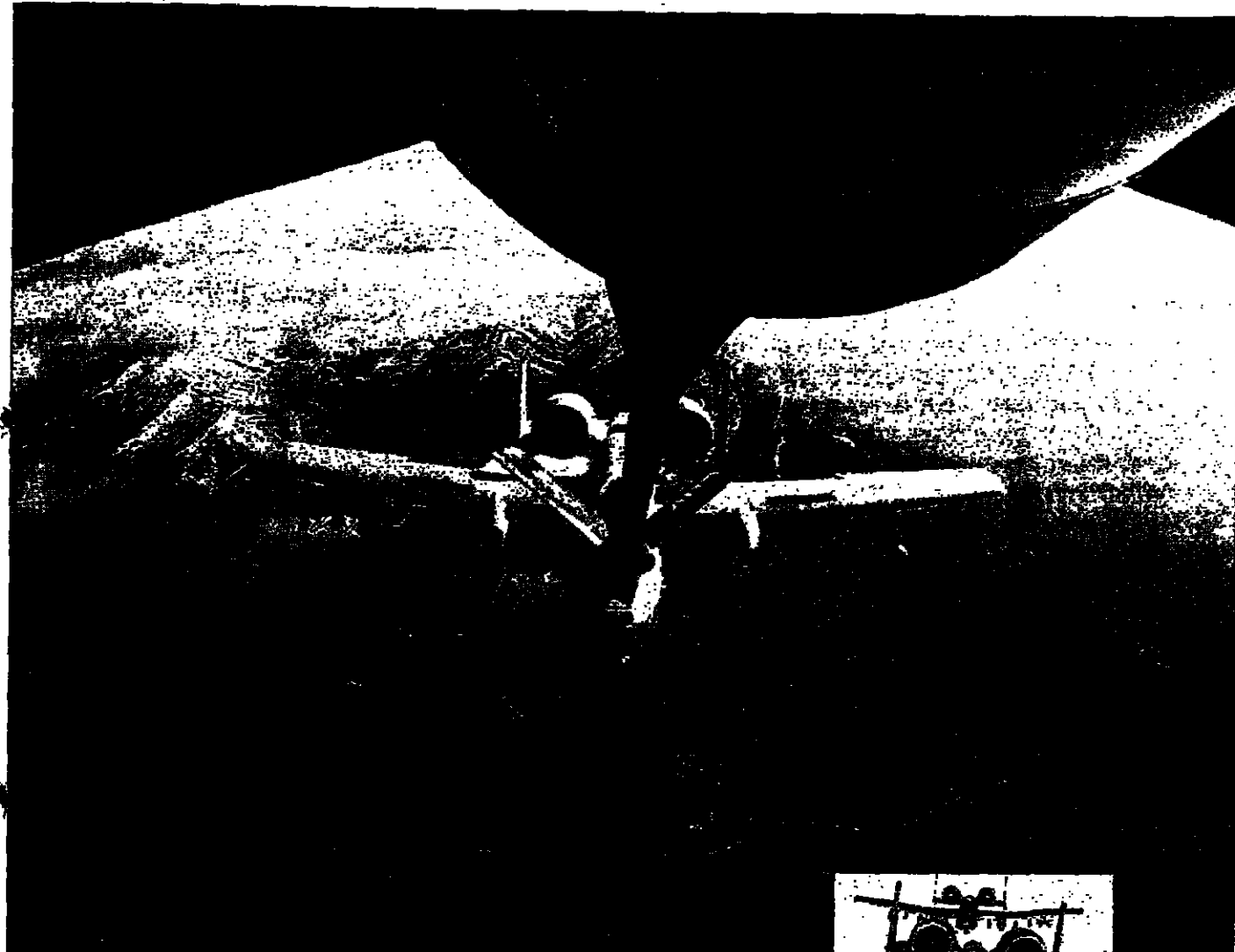
Les opposants de Belgrade demandent l'arrêt immédiat des

combats entre les forces serbes et l'UCK afin de lancer une nouvelle série de négociations. Ils indiquent qu'il n'y aura pas de solution « facile ou rapide, comme dans les conflits similaires, comme en Irlande du Nord ». Ils réclament également la cessation des bombardements de l'OTAN qui ont déstabilisé « encore plus » les Balkans du Sud et dont le résultat final « sera la destruction des fondements économiques et culturels de la société yougoslave ».

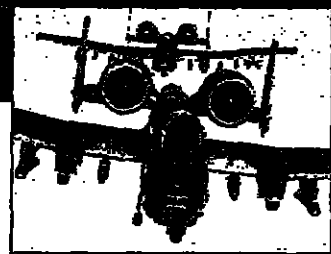
Aux yeux des signataires, le régime en place n'a été que renforcé par les attaques de l'OTAN « du fait de la réaction naturelle des populations qui se rallient autour de leur drapeau en temps d'agression étrangère ». « Nous continuons, ajoutent-ils, notre opposition au régime anti-démocratique et autoritaire actuel » mais les frappes ont affaibli les forces démocratiques en Serbie et menacent le gouvernement réformateur du Monténégro : les opposants se trouvent ainsi actuellement « entre le marteau de l'OTAN et l'enclume du régime ». Ils appellent enfin toutes les parties impliquées à trouver une solution politique au conflit.



## LA GUERRE AÉRIENNE DANS LE CIEL YOUGOSLAVE



Ravitaillement en vol d'un avion américain A-10 « tueur de chars » au cours d'une mission de combat au-dessus du Kosovo. Les A-10 de l'US Air Force, déployés sur la base d'Aviano, en Italie, sont des appareils d'attaque au sol. Le Pentagone a annoncé, lundi 26 avril, qu'il allait mettre 30 avions ravitailleurs supplémentaires au service des forces de l'OTAN engagées contre la Serbie.



## Le Monténégro s'inquiète de l'embargo pétrolier décidé par l'OTAN

PODGORICA  
de notre envoyée spéciale  
Seul débouché sur la mer de la Serbie, le Monténégro, son petit partenaire rétif au sein de la Ré-

REPORTAGE  
La tradition de la contrebande est ici aussi vieille que le royaume

publique fédérale de Yougoslavie (RFY), espère voir les gages que son gouvernement démocratique a donnés à l'OTAN suffire pour l'exclusion de l'embargo décidé contre Belgrade. Il se sentait déjà épargné par les bombardements de l'Alliance, après ceux qui ont touché, à deux reprises fin mars, des installations de l'armée yougoslave déployée dans le pays.

Mais les frappes ont de nouveau visé, lundi 26 avril, un site proche de l'aéroport de Podgorica, capitale du Monténégro. Les autorités monténégrines venaient pourtant de faire un pas supplémentaire en direction de l'OTAN en proposant d'accueillir des inspecteurs chargés de vérifier que le pétrole et autres marchandises sous embargo transportés vers ses ports sont bien destinés au Monténégro et non à la Serbie.

## PARADIS DE LA FLIBUSTE

Chacun cependant connaît les limites d'une telle offre : l'embargo précédent, en vigueur de 1993 à 1996, a été détourné à si grande échelle qu'il a donné naissance à une nouvelle classe de riches Monténégrins, profiteurs de l'embargo.

Vieux royaume montagnard ouvert sur l'Adriatique, le pays a de tout temps été accusé d'être le paradis de la flibuste en Europe. Les sanctions contre la Serbie ont relancé la noble tradition contrebandière. Sur la route menant de Podgorica à son principal port de Bar, relié par ferry à Bari, dans les Pouilles, les humbles maisons de marchands sont désormais flanquées de vastes et hautes demeures.

Mais ces nouveaux flibustiers ne sillonnent pas la mer : leur terrain de chasse est le grand lac de Skadar, qui s'étend jusqu'à la ville du même nom dans le nord de l'Albanie, la région la moins contrôlée d'un pays sans foi ni loi. Pétrole et autres « war materials » destinés à la Serbie durant l'embargo, mais aussi cigarettes

et diverses denrées toujours importées en Albanie, prenaient et prennent le chemin du lac puis des vastes marais qui bordent sa rive nord monténégrine.

Au risque d'être interceptés par des « pirates de pirates », bandits masqués capables de mettre le feu aux embarcations s'ils ne reçoivent pas leur dîme. Y compris s'il le faut aux « mini-tankers » construits spécialement pour le lac, bateaux plats conduits par une seule personne, racontent experts et chauffeurs de taxis. La dernière rumeur à Podgorica est que l'armée yougoslave tente de renforcer ses positions sur le lac aux dépens de celles de la police du gouvernement monténégrin, qui y fut de tout temps prédominante...

## L'EMPRISE DE BELGRADE

Evocant donc « certaines réalités », les experts de l'OTAN suggèrent, pour renforcer l'embargo, de couper les voies reliant le Monténégro à la Serbie. La mesure serait plus efficace. Déjà, la SFOR, force de l'ONU en Bosnie, a coupé la voie ferrée qui mène de Bar en Serbie en passant par son territoire. Cela a été fait discrètement au début des frappes, au grand dam de ceux qui disent que l'OTAN n'a pas d'ordres à donner à l'ONU, dont les forces se justifient en disant qu'il s'agit d'empêcher Belgrade d'envoyer des renforts de troupes au Monténégro.

De tels renforts seraient néanmoins en route, a annoncé lundi la presse du Monténégro, évoquant 500 réservistes de Serbie centrale envoyés vers le port de Bar.

Six à sept routes relient les deux Républiques, par de hautes vallées, encaissées, dont les ponts seraient des cibles « idéales ». A condition qu'elles se trouvent en territoire serbe. Car toute frappe au Monténégro ne ferait que renforcer l'emprise de Belgrade et de son armée sur son petit voisin.

Petit à petit, à coup de compromis ponctuels, cette emprise s'alourdit déjà, estime le consul d'Italie à Bar, seul diplomate occidental resté en poste dans le pays, en contemplant avec inquiétude la splendide baie donnant sur ses fenêtres, bordée de réservoirs pétroliers étincelants et flanquée de panneaux publicitaires pour Loukoil-Monténégro, la toute nouvelle société mixte créée... avec les Russes.

Philippe Lemaître

Sophie Shihab

## La fermeté des Quinze sur les sanctions ne convainc qu'à moitié

## LUXEMBOURG

(Union européenne)  
de notre correspondant

Renforcement des sanctions à l'égard de la Serbie et, notamment, mise en œuvre de l'embargo pétrolier avant la fin du mois, a été accueilli avec enthousiasme par les pays d'accueil, préoccupés par la situation quant au sort du Monténégro, référence au rôle à jouer par le Conseil de sécurité des Nations unies, volonté d'agir sur le long terme pour assurer la stabilité des Balkans : rien n'a été oublié dans les « conclusions », publiées, lundi 26 avril, par les ministres des affaires étrangères des Quinze ou leurs représentants pour témoigner d'une persévérante fermeté à l'égard de Belgrade.

Pourtant, même bien rodé, l'exercice, au moins au niveau de l'image, n'a convaincu qu'à moitié. Certes, la réunion se tenait au len-

demain d'un sommet fatiguant à Washington. Néanmoins, peu de ministres des affaires étrangères s'étaient déplacés. C'était vrai notamment des français, anglais et italiens. La volonté bruyamment manifestée lors de chaque sommet de voir l'Europe jouer pleinement son rôle, dans le conflit, ainsi que celle de faire retrouver un lustre disparu au « Conseil des affaires générales », perdent ainsi de leur crédibilité. Joschka Fischer, le ministre allemand des affaires étrangères, qui préside les débats, a accueilli les critiques à l'égard de Slobodan Milosevic récemment exprimées à Belgrade par le vice-président Vuk Draskovic « comme un signe qu'on commence visiblement, de l'autre côté, à comprendre la gravité de la situation ». Mais la « perspective ainsi offerte » n'a pas fait, apparemment, l'objet d'un échange de vues sérieux sur la ma-

nière d'être éventuellement exploitée. Différents moyens, plus ou moins nouveaux, plus ou moins convaincants - les Quinze avouent ainsi qu'ils ne savent pas encore exactement comment ils feront respecter l'embargo pétrolier -, sont envisagés pour gêner Milosevic, sa famille et sa clique.

## AIDE AUX PAYS D'ACCUEIL

Les mots employés désignent toujours le président yougoslave davantage comme un hors-la-loi que comme un interlocuteur possible. Les sanctions sont de plus en plus personnalisées : interdiction de voyager pour Milosevic, sa famille, ses ministres, et l'ensemble des dirigeants du pays ; extension du gel des avoirs détenus à l'étranger par le président yougoslave et par ses proches ou par des compagnies contrôlées par des intérêts serbes ; restrictions supplémentaires aux mouvements de capitaux et à tout autre investissement ; interdiction aux Européens d'exporter des équipements pouvant être affectés à la répression ; interdiction complète faite aux compagnies aériennes de voler entre l'UE et la Yougoslavie ; « encouragement » aux Etats membres et à leurs fédérations sportives d'accueillir des équipes yougoslaves.

Une invitation a été adressée à Ibrahim Rugova, le leader modéré retenu à Pristina, pour la prochaine session du conseil en mai. Les Quinze dénoncent les efforts de Belgrade en vue de saper l'autorité du gouvernement du Monténégro et indiquent leur intention de « saisir toute opportunité » de lui venir en aide.

L'Union se félicite ensuite de la « modération » de l'Albanie et de la Macédoine. L'aide annoncée aux

## Les mesures de rétorsion décidées par la communauté internationale depuis 1998

Les sanctions européennes contre la Serbie ne datent pas du déclenchement des frappes aériennes et s'inscrivent dans toute une série d'initiatives prises à des échelons multiples (ONU, G 8 ou Union européenne).

● 31 mars 1998. Adoption par l'ONU de la résolution 1160, qui prévoit un embargo sur les armes à destination de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Déjà en 1991, une résolution des Nations unies avait décrété un embargo sur les armes à destination de la Yougoslavie, qui n'était pas encore divisée en plusieurs Etats.

● 9 mai 1998. Annonce par les ministres des affaires étrangères du G 8 d'un embargo sur les investissements étrangers en RFY.

● 8 juin 1998. Les Quinze, réunis à Luxembourg, approuvent l'interdiction de nouveaux investissements en Serbie et le gel des avoirs du gouvernement de Belgrade dans l'UE. Les Etats-Unis prennent une décision similaire au même moment.

● 15 et 16 juin 1998. Interdiction par l'Union européenne, lors du sommet de Cardiff, de toutes liaisons aériennes assurées par les compagnies yougoslaves avec l'Union européenne.

des plaies plus profondes qu'une guerre nationale. Au Kosovo aussi, nous avons affaire à une forme de guerre civile parce que les Albanais et les Serbes ont vécu longtemps en voisins.

2 Au Kosovo, comment est-il possible que la communauté internationale ait encore sous-estimé Milosevic ?

Je n'ai pas compris que les Etats qui avaient eu des troupes dans la Forpro ou en Bosnie n'aient pas su avec quelle dureté - et parfois avec quelle haine - les conflits avaient lieu dans la région. Ils auraient dû savoir que les réactions des Serbes ne respecteraient pas les règles habituelles du droit de la guerre. Le ministre néerlandais des affaires étrangères m'a dit à propos du Ko-

sovo qu'il ne pouvait pas imaginer tant de sauvagerie dans la pratique du nettoyage ethnique. Comment les Néerlandais ont-ils pu croire, après Srebrenica, que Srebrenica ne se reproduirait pas ?

3 Que faire ? Les cinq conditions de l'OTAN ne doivent pas être intangibles si on veut la négociation et non la capitulation. Mais deux points, selon moi, ne sont pas négociables : le retour des réfugiés et leur protection par une force internationale, qui devra être sérieusement armée, parce qu'un homme désarmé, dans les Balkans, n'est pas un homme et n'inspire aucun respect.

Propos recueillis par  
Daniel Vernet

## TROIS QUESTIONS A...

HANS KOSCHNICK

1 A Mostar, en tant qu'administrateur civil désigné par l'Union européenne, vous avez essayé de refaire vivre ensemble des Croates et des Musulmans. Après les déchirements, des communautés différentes peuvent-elles encore coexister ?

Il ne faut pas dire que deux communautés ne pourront plus jamais vivre ensemble. L'histoire prouve le contraire. Mais il faudra du temps, deux générations peut-être. En arrivant à Mostar, j'ai cru que cela trait plus vite, surtout avec les moyens que nous avons mis à la disposition des deux communautés. Mais une guerre civile laisse

L'Irlande à deux, c'est encore mieux.

L'Irlande à partir de 1594\* pour deux.

Pour de plus amples informations,  
contactez Aer Lingus  
tél. 01 55 38 38 42, fax : 01 55 38 38 40,  
Minitel 3615 Aer Lingus  
(2,25F/mn) ou votre agence de voyages.

Aer Lingus

50 من الاصل

## L'intensification des raids de l'OTAN affaiblit l'économie yougoslave

10 500 sorties aériennes depuis le début de l'opération

Depuis le lancement de l'opération « Force alliée », le 24 mars, l'Alliance atlantique a comptabilisé 10 500 sorties aériennes dont un peu plus du quart

LES ANALYSTES de l'OTAN se disent aujourd'hui persuadés du fait que Slobodan Milosevic n'est plus en mesure de pouvoir reconstituer ses forces au même rythme qu'elles sont détruites par les bombardements des avions alliés. De la frappe ciblée à la « chirurgicale », au début des opérations, contre la défense aérienne et la défense antiaérienne serbe, on est passé à des vagues de bombardements relativement précauténeux, pour éviter des « dommages collatéraux », puis à un élargissement de la gamme des cibles et à une intensification des raids sur des objectifs militaires et civils, c'est-à-dire économiques et industriels, qui sont présentés comme contribuant à l'effort de guerre de Belgrade au Kosovo. Dernière étape en date : l'embargo sur les importations de carburants.

Concrètement, les raids alliés s'en sont pris successivement à des stations-radar et aux avions de combat serbes, puis au système nerveux (commandement et communications) qui contrôle les forces de répression au Kosovo, à leurs arrières en Serbie et aux infrastructures (y compris les usines de munitions ou les dépôts de carburant) qui les soutiennent pour, enfin, se consacrer à des émetteurs de radio-télévision, accusés d'être les véhicules de la propagande en faveur du régime, et à une résidence privée de M. Milosevic, assimilée à un poste enterré de commandement.

Quelque 10 500 sorties aériennes, dont un peu plus du quart sont de véritables raids d'attaque et le reste des missions de soutien ou de surveillance, sont d'ores et déjà comptabilisées par l'OTAN depuis le début de l'opération « Force alliée ». À en croire les experts de la Défense Intelligence Agency (DIA), dirigée par le vice-amiral Thomas Wilson et proche de l'état-major interarmées américain, quelque 30 % des capacités radar de la Serbie (notamment seize radars d'alerte avancée et des radars de batteries de missiles SAM) ont été détruits ; l'aviation d'attaque au sol est réduite de moitié ; 100 % des moyens de raffinage ont été mis hors service et 25 % des réservoirs de carburant éliminés ; 50 % des usines et des stocks de munitions ont été rayés de la carte.

Au Kosovo, selon les mêmes sources, la 3<sup>e</sup> armée yougoslave, ses auxiliaires du ministère serbe de l'Intérieur (la MUP ou ministarstvo unutrašnjih poslova), les groupes paramilitaires et les mil-

ciens - le tout alignant 40 000 hommes, 300 chars, autant de véhicules mécanisés et 200 pièces d'artillerie - ont enregistré des pertes difficiles à évaluer mais qui les rendraient moins mobiles sur le terrain, à moins qu'ils ne se dissimulent et se camouflent pour ruser avec les forces de l'OTAN.

### GAMME DE CIBLES ÉLARGIE

Les estimations sont d'autant plus malaisées que, depuis le début des raids, on a observé que ces moyens serbes se renforcent : 3 000 hommes supplémentaires seraient venus de Serbie, et les groupes paramilitaires du chef nationaliste Arkan seraient, chaque jour, encore plus virulents.

Selon l'amiral Wilson, l'ensemble de ce dispositif répressif, contre lequel l'OTAN va concentrer ses tirs, demeure sous le contrôle direct et encore discipliné de Belgrade, malgré la dégradation de ses moyens de commu-

nications et en dépit d'un flux très limité - on parle de 2 000 hommes localisés, pour l'essentiel, à Pristina - de déserteurs ou, plus précisément, de jeunes qui n'auraient pas répondu à leur ordre d'appel.

Le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe et « patron » de l'opération « Force alliée », a réclaté - et il est en passe de les obtenir - des nouveaux moyens au profit de l'OTAN : quelque 380 avions supplémentaires (parmi lesquels une armada d'appareils de ravitaillement en vol) déployés autour du théâtre des opérations, vingt-quatre hélicoptères d'attaque et des batteries de lance-roquettes multiples en Albanie. Ce renforcement vise à pouvoir élargir l'éventail des cibles et à mettre l'OTAN, avec une centaine d'avions maintenus

au-dessus de la Serbie et du Kosovo en permanence, en situation de les bombarder par tous les temps vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pendant plusieurs semaines, en spéculant sur un revirement de Slobodan Milosevic sous la pression de son entourage.

On est loin des opérations aériennes planifiées fin mars. Le nombre des objectifs susceptibles d'être visés aujourd'hui serait, dit-on, deux fois et demi supérieur à celui des cibles déterminées précédemment. On parle désormais de quelque 2 000 sites en jeu. Cette comptabilité est délicate à suivre : il faut tenir compte du fait qu'un même objectif peut être l'objet de plusieurs attaques renouvelées, tels une piste d'aéroport, un pont, une voie ferrée ou un relais émetteur, dès lors qu'il aurait été remis en état entre temps par les Serbes, avec des moyens de fortune.

Tout se passe comme si les al-

### Les Européens assurent 40 % des missions

Avant l'arrivée de 30 nouveaux avions-ravitailleurs KC-135 et KC-10 américains, ce qui portera à 167 le nombre global des appareils américains et européens de cette catégorie, l'opération « Force alliée » rassemble à ce jour une flotte de 700 avions, majoritairement déployés en Italie. Les États-Unis en alignent 500 à eux seuls. En termes de missions de combat, les raids sont assurés à 60 % par les Américains et à 40 % par leurs alliés européens. Cette proportion est sensiblement la même pour ce qui est des autres missions pour le compte de l'OTAN : reconnaissance, supériorité aérienne et interdiction, soutien, guerre électronique et ravitaillement en vol. Le général Wesley Clark souhaite porter à un millier le nombre des avions engagés. Pour deux raisons principales. La première est que l'OTAN, avec une flotte plus importante de ravitailleurs, puisse, de jour et de nuit, bombarder de nouvelles cibles, et la seconde est qu'elle soit en mesure d'attaquer le territoire serbe davantage en profondeur.

liés, devant la résistance du président yougoslave et de ses chefs militaires, cherchent - sans encore l'avouer publiquement - à s'attribuer de nouveaux buts dans les Balkans et, en particulier, comme s'ils tentaient d'affaiblir une économie yougoslave déjà passablement ébranlée de manière à en ramener le niveau d'activités à celui d'avant la guerre de 1941. Selon l'expression imagée, mais sans doute provocatrice, d'un goât douteux, d'un stratège de l'OTAN, cela revient à vouloir ramener l'économie de son adversaire « à son état, supposé, du temps du Moyen Âge ».

En Irak, les destructions infligées en 1990-1991, pendant les hostilités dans le Golfe, par les raids aériens de l'opération « Tempête du désert », ont contribué et concourent encore à considérablement entraver le développement du pays. La Serbie ne dispose pas des ressources du pétrole pour espérer surmonter un tel handicap.

Jacques Isnard

## Les camps macédoniens sont saturés par l'arrivée de nouveaux réfugiés

L'interminable exode vers la Macédoine se poursuit. 150 000 Kosovars se trouvent aujourd'hui dans un pays qui affirmait ne pouvoir en accueillir plus de 20 000

### SKOPJE (Macédoine)

de notre envoyé spécial

Interminable, l'exode des Kosovars vers la Macédoine se poursuit. Lundi 26 avril, plus de 3 200 nouveaux réfugiés ont franchi la frontière à Blace. Installé au cours de la semaine dernière en suppléant de la zone où s'était abattue la première vague d'Albanais du Kosovo, le camp de transit construit par les autorités de Skopje (la capitale macédonienne) tourne désormais à plein régime. Au cours des sept derniers jours, plus de 10 000 personnes ont passé la frontière à cet endroit. Ces chiffres continuent de donner le vertige. Au début de la crise, le gouvernement macédonien avait assuré qu'il ne pourrait pas accueillir plus de 20 000 réfugiés, de peur de voir les tensions s'exacerber entre sa majorité slave et sa minorité albanaise. Les Kosovars sont aujourd'hui plus de 150 000, dont la moitié est placée dans des camps gardés par la police et l'armée.

Ce bilan provisoire ne tient pas encore compte des passages clandestins qui perdurent dans les zones de montagne. La semaine passée, plusieurs milliers de réfugiés s'étaient retrouvés pris au piège dans le petit village de Lohane, à l'est de Blace. Les forces macédoniennes s'étaient un instant opposées à leur entrée sur leur territoire à partir de ce point de passage non officiel. Un accord avait finalement été trouvé. Une soixantaine de bus avait évacué les Kosovars vers les camps. Depuis, aucun nouveau convoi n'a été signalé. Sur place, le dispositif macédonien a même été allégé. Pourtant, chaque jour, de petits groupes d'Albanais parviennent au village après avoir franchi les montagnes qui séparent la Macédoine de la République fédérale de Yougoslavie.

« Ils arrivent plutôt en fin de journée, lorsque la nuit tombe, c'est plus discret », rapporte Vitar, qui tient un petit café au milieu du village. Selon les personnes qui les hébergent pour la nuit, ils proviennent désormais en majorité de zones situées juste de l'autre côté de la frontière. À Blace, les réfugiés continuent de venir de la ville d'Uroševac, où la population de nombreux villages s'était rassemblée, et de petites communes situées plus près de la frontière.

À Lohane, ces nouveaux arrivants ne font que passer. Avec 1 300 réfugiés, le village à population albanaise a largement épuisé ses capacités d'accueil. Mais la Macédoine tout entière se retrouve dans la même situation. Après avoir beaucoup rechigné, le gouvernement macédonien a donné son accord à la construction d'un nouveau camp au sud de Tetovo (au nord du pays), où les albanophones sont majoritaires. En-



viron 20 000 personnes pourraient y être installées. Cela n'épargnera pourtant pas une nouvelle épreuve pour les camps saturés de Stankovac (lire aussi page 15) et surtout de Braçda, où 40 000 personnes, selon les estimations les plus fréquentes, se pressent sur l'emplacement d'un ancien aérodrome.

Si la capacité de Stankovac risque d'être rapidement portée de 12 000 à 15 000 et peut-être même à 20 000 personnes grâce à l'édification de nouveaux quartiers de tentes, à Braçda, des incidents provoqués par les agriculteurs dont les terres entourent la zone dis-suadent d'en faire autant. Une tente située en bordure de camp a, en effet, été incendiée en signe de protestation contre la présence des réfugiés. Les camps, concentrés au nord du pays, étant surpeuplés et les capacités d'accueil dans les familles de cette région souvent épuisées, les réfugiés risquent donc de se rendre plus au sud. Ce serait déjà le cas dans des sanatoriums situés autour du lac Ohrid, près de la frontière avec l'Albanie.

### CAMPAGNE DE VACCINATION

Dans le même temps, les évacuations de réfugiés se poursuivent mais elles restent sans commune mesure avec les arrivées. Le pont aérien organisé par la France depuis le 24 avril permettra d'ici au 1<sup>er</sup> mai le départ de près de 2 500 personnes, après les 10 000 personnes transportées en Allemagne et les 3 000 réfugiés évacués en Turquie. Au total et en l'espace de quatre semaines, environ 20 000 Kosovars auront quitté le territoire macédonien. Le pont

aérien organisé par la France n'est prévu pour l'instant que jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, parce que ses capacités d'accueil risquent d'être rapidement saturées si les réfugiés sans famille sur place ne sont pas rapidement réorientés vers des structures alternatives.

En l'espace de trois semaines, la France a dû réviser ses positions. Après avoir défendu le choix du maintien des réfugiés au plus près du Kosovo, les autorités françaises en Macédoine n'ont pu que constater les difficultés de la vie dans les camps. Le pire reste à venir avec la chaleur de l'été, dans des zones dépourvues de systèmes d'assainissement. « Il s'agit désormais d'éviter qu'un camp comme celui de Braçda devienne un second Blace », explique-t-on en référence au camp installé dans le déneuvement le plus complet sur la frontière aux premiers jours de l'exode.

Lundi, l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) a commencé une campagne de vaccination des enfants des camps. Il s'agit d'une action préventive contre la poliomyélite, la varicelle, la bronchite et la rubéole. L'amélioration des conditions de vie, cependant ses limites, tout comme les évacuations vers l'étranger. Il reste encore l'hypothèse d'un couloir humanitaire pour installer des réfugiés en Albanie, où les questions de cohabitation ethnique ne se posent pas. Mais un tel transport ne pourrait se faire qu'avec l'accord de Tirana et, surtout, celui des premiers concernés, les Kosovars eux-mêmes.

Gilles Paris

## LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finances internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (weekends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (précipital) en entreprise.

Admission : BAC + 1, BAC + 5 • Coût de l'enseignement : 10 000 F (hors frais de scolarité et de logement)

ISG

DONNEZ RAISON À VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury  
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tel. 01 56 26 26 26

## El Hilal, une assistance qui se dit sans frontières

### SKOPJE (Macédoine)

de notre envoyé spécial

Les portes claquent, on entre, on sort, on passe une tête, on s'apostrophe en albanais, en turc, on apporte une théière, on vole une cigarette. Un bureau de El Hilal, en Macédoine, tient toujours un peu de la Cour des miracles et, d'ailleurs, le miracle a bel et bien eu lieu, à la fin du mois de mars, à la frontière avec le Kosovo.

Lorsque la vague des réfugiés déferlait sur le camp improvisé de Blace et que les pesantes organisations onusiennes peinaient à réagir, les microbus et les tracteurs mobilisés par l'organisation macédonienne El Hilal assuraient un mini-pont humanitaire qui permettait d'éviter le pire.

Aujourd'hui, El Hilal continue de parer au plus pressé avec le soutien d'organisations internationales qui bénéficient de ses réseaux d'entraide. « Nous avons des réunions toutes les vingt-quatre heures et, pour l'instant, nous ne voyons pas au-delà », assure un bénévole, professeur de mathématiques à Tetovo, au nord du pays.

El Hilal a poussé sur les décombres du communisme yougoslave, au début des années 90. « Il y a toujours eu chez nous une tradition de solidarité qui a pu s'exprimer avec l'ouverture vers la démocratie », estime son secrétaire général, Behljudin Chehab. Le croissant qui apparaît sur le logo vert et bleu

de l'organisation rappelle à la fois son nom, « Nouvelle Lune », inscrit en caractères romains et arabes, et ses racines religieuses à l'origine de nombreuses suspensions.

Pour certains diplomates occidentaux, El Hilal n'est que le fruit d'un fondamentalisme islamique masqué. Pour le gouvernement macédonien majoritairement slave orthodoxe, cet activisme n'est qu'une manifestation parmi d'autres du nationalisme de la minorité albanaise musulmane.

A Studenica, près de Skopje (la capitale), le correspondant de l'organisation, Mutallip Adem, est l'imam de la mosquée. Après des années d'études au Koweït, il s'exprime aisément en arabe classique, suit avec assiduité les programmes de la chaîne d'information qatarie al-Jazeera et regrette l'extrême flexibilité de l'islam des Balkans tout en ne voyant pas comment les choses pourraient changer.

### SENSIBILITÉ COMMUNAUTAIRE ALBANAISE

Mais des parcours comme le sien semblent bien rares. Au bureau de El Hilal à Tetovo, les filles aux jeans ajustés et aux cheveux décolorés travaillent côte à côte avec les garçons, et on serait bien en peine de trouver une quelconque référence à l'islam dans le petit bureau du président.

En revanche, la sensibilité communautaire albanaise est bien présente. L'incurie des autorités macédoniennes à Blace et dans les

camps de réfugiés a profondément marqué les esprits et libéré des propos définitifs à l'encontre des « Macédoniens », sous-entendu les Macédoniens slaves.

Dans le village de Sedlare, à l'ouest de Tetovo, l'instituteur, Ymer Sinani, correspondant de fraîche date de El Hilal, n'éprouve que mépris pour « ces Macédoniens qui ont facturé l'accueil chez eux de réfugiés du Kosovo ». « Ils ne souffrent pas pour nous, ils souffrent pour Milosevic », ajoute-t-il en tapant du poing sur la table du petit café où il retrouve habituellement ses amis.

A Skopje, le secrétaire général s'efforce de convaincre de l'universalisme de El Hilal. « Nous aidons les gens quelles que soient leur religion et leur nationalité. Nous avons accueilli des Croates et des Bosniaques, et pas seulement les musulmans, quand leurs pays étaient en guerre. Et puis, nous avons déjà apporté de l'aide aux Macédoniens », assure-t-il.

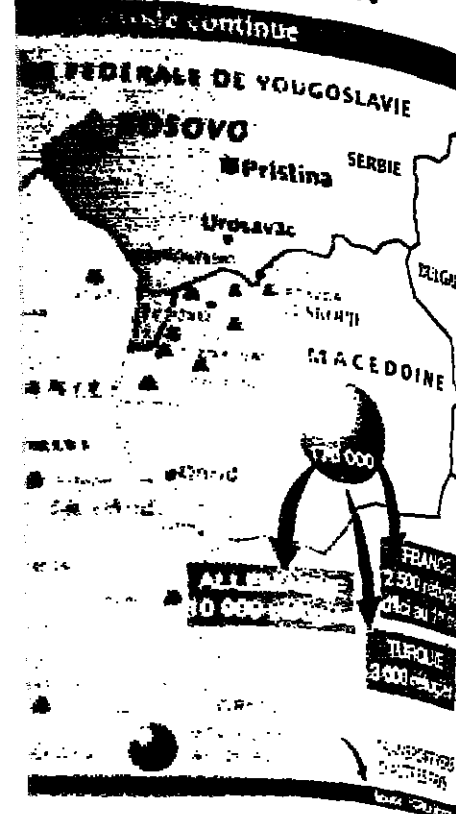
Historien et spécialiste de l'art islamique, il souligne aussi que, « à la direction de l'organisation, sur une cinquantaine d'intellectuels ou d'enseignants, il n'y a qu'un seul religieux. D'ailleurs, nous recevons très peu d'aide des pays musulmans : nos principaux partenaires sont européens », précise-t-il. Avec la prolongation de la guerre, El Hilal n'est pas au bout de ses peines.

G. P.

مسكن الحلال



miens sont saturés  
nouveaux réfugiés  
la Macédoine se poursuit.  
aujourd'hui dans un pays  
accueillir plus de 20 000



## En Grèce, les non communistes de Synaspismos veulent lutter contre la guerre

**ATHÈNES**  
de notre envoyé spécial  
« Européens de tous les pays,  
unissez-vous ! » A l'initiative du  
petit parti de la gauche non commu-  
niste, Synaspismos, quelques cen-  
taines de manifestants ont mar-  
ché, dimanche 25 avril, de Ma-  
rathon à Athènes, pour protester  
contre les bombardements de  
l'OTAN et condamner le régime de  
Milosevic. Ils étaient moins nom-  
breux que le public rassemblé, lun-  
di, sur la place de la Constitution  
par le collectif d'artistes qui avait  
déjà dénoncé la livraison du chef  
kurde Abdullah Öcalan à la Tur-  
quie, mais ils voulaient représen-  
ter la Grèce moderne, européenne,  
celle qui refuse les slogans natio-  
nalistes et la mythologie de la  
« fraternité d'armes avec la Serbie  
orthodoxe ».

Il n'est pas facile de résister à la  
vague qui secoue la Grèce depuis  
l'extrême gauche, avec le Parti  
communiste de Grèce (KKE) qui a  
retrouvé les accents antiaméricains  
de la guerre froide, jusqu'à l'extrême  
droite, politiquement insignifiante  
mais qui se reconnaît dans les diatribes  
de la presse populaire et les anathèmes  
du patriarche. M<sup>r</sup> Christodoulou n'avait  
pas attendu la guerre du Kosovo  
pour replonger l'Eglise orthodoxe dans  
la vie politique grecque. Cependant  
les bombardements de la Serbie lui  
ont offert l'occasion de condamner  
l'OTAN un « pion du diable » et de  
jeter l'opprobre sur ceux qui « se disent  
chrétiens et s'attaquent à un peuple  
pratiquant la même religion ».

**PAS DE FRATERNITÉ ANCESTRALE**  
Pour les Grecs, la guerre est  
proche. Les réfugiés, les bombardements  
sur les camps d'une télévision  
qui s'étend plus sur les domi-  
nations grecques que sur les bom-  
bardements grecs, sur le net-  
toyage ethnique. Ils voient les  
chars qui remontent du port de  
Salonique vers la Macédoine. 97 %  
des Grecs condamnent l'interven-  
tion armée de l'OTAN. Comment,  
dans ces conditions, garder la tête  
froide et ne pas trop gêner un gou-  
vernement qui s'efforce avec un  
certain succès de concilier la soli-  
darité avec l'Alliance atlantique et  
les réactions spontanées de l'opini-  
on ?

Synaspismos, une coalition des  
anciens communistes qui avaient  
rompu avec Moscou et d'une  
gauche plus intellectuelle, a face à  
la guerre, l'attitude ambivalente  
qu'il a adoptée face au gouverne-  
ment Simitis. Il est dans l'opposition  
bien qu'il approuve la volonté  
du premier ministre de qualifier la  
Grèce pour l'Europe. Une forte pro-  
portion de ses membres serait  
même prête à faire l'appoint si le  
Pasok (parti socialiste au pouvoir)  
venait à se diviser. De même, il  
critique les frappes de l'OTAN sans  
tomber dans le tropisme balka-  
nique qui change les conflits du  
présent de tout le poids du passé.  
En 1992, il s'était déjà distingué du  
monde politique grec en acceptant  
que le petit Etat voisin de Skopje  
se nomme Macédoine.

Pas la fraternité ancestrale avec  
les Serbes - sur laquelle il y aurait  
d'ailleurs beaucoup à dire -, mais  
le respect de la souveraineté, pas  
la solidarité des orthodoxes, mais  
les doutes sur la possibilité pour  
les Kosovars de retourner un jour  
dans leurs foyers, pas la peur irra-  
sonnée de la Turquie, mais la  
crainte d'une déstabilisation de  
toute la région que les Occiden-  
taux voulaient précisément éviter.  
Synaspismos tente d'introduire  
dans le débat grec une autre lo-  
gique, une logique européenne qui  
n'est pas éloignée de la politique  
du gouvernement Simitis. Dans  
cette gauche non communiste,  
tout le monde n'est pas encore  
d'accord sur le droit d'ingérence,  
mais, dans un pays officiellement  
si chatouilleux sur le respect des  
frontières qu'il serait prêt à se  
battre pour les cailloux de la mer  
Égée, certains commencent à l'ad-  
mettre, à une condition cepen-  
dant : que cette ingérence ait été  
légitimée par les Nations unies.

Daniel Vernet

## Le monde musulman, sceptique sur les motivations de l'Alliance, affiche une certaine discrétion

Pour eux, une solution doit être parrainée par l'ONU

Les pays musulmans, singulièrement arabes, ont  
envoyé aux réfugiés albanais du Kosovo une  
aide plurielle. L'Organisation de la conférence

islamique a pris contact avec l'Union euro-  
péenne et la Russie pour réclamer une solution  
qui garantisse le retour des Kosovars chez eux.

Ces mêmes pays craignent néanmoins que l'in-  
tervention de l'OTAN au secours des Kosovars  
ne soit le prélude à une mise à l'écart de l'ONU.

**FAUT-IL** y voir de la lassitude,  
un certain scepticisme, quelques  
craintes sourdes, de douloureux  
souvenirs, ou au contraire un en-  
thousiasme brisé, compte tenu  
d'un climat régional peu favo-  
rable à l'Occident, et singulière-  
ment aux Etats-Unis ? Ou bien  
est-ce, comme le suggère un di-  
plomate arabe, tout cela à la fois  
qui dicte la sobriété des réactions  
politiques des pays arabes et mu-  
sulmans à la tragédie des Alba-  
nais du Kosovo, et à la campagne  
militaire de l'OTAN contre les  
forces serbes ? On est loin, en  
tout cas, des réactions enflam-  
mées qui avaient prévalu au  
Proche-Orient, lors des opéra-  
tions d'« épuration ethnique »  
pratiquées par les Serbes en Bos-  
nie. Derrière les mots transpire  
un malaise. Bien qu'elle soit du  
côté du droit, l'OTAN inquiète.

Quelques défilés d'étudiants  
pro-Kosovars ici, de violentes  
diatribes antiyougoslaves là, de  
généreuses collectes de dons au-  
près des populations, des contri-  
butions personnelles de tel ou tel  
autre monarque, des édifices  
dénouant le « nettoyage eth-  
nique » ou demandant une inter-  
vention allée terrestre et l'indé-  
pendance totale du Kosovo, et  
parfois, comme en Iran, une car-  
taine dévotion à l'égard de l'Al-  
liance atlantique : c'est bien peu  
au regard de ce qui s'était passé,  
dès 1992, à propos de la Bosnie.

L'Iran avait alors réclamé la le-  
vée d'une armée islamique et le  
retrait de la présidence du mou-  
vement - de facto défunt - des  
non-alignés, à la Yougoslavie.  
Des manifestants avaient défilé  
dans les rues de ceux des pays du  
Proche-Orient, où la liberté de  
manifestation existe. Des armes  
avaient été envoyées en contre-  
bande en Bosnie, où des jeunes  
de différentes nationalités  
s'étaient portés volontaires pour  
combattre aux côtés de ces  
« frères » musulmans, dont ils  
ignoraient l'existence avant l'ef-  
fondrement du système sovié-  
tique.

L'affaire bosniaque revenait  
aussi dans toutes les conversa-  
tions des officiels. Les pays mu-  
sulmans reprochaient aux Occi-  
dentaux ce qu'ils prenaient pour  
de l'indifférence et voulaient être  
associés à la solution du conflit. A  
l'initiative du président français,

Jacques Chirac, le Groupe de  
contact de l'Organisation de la  
conférence islamique (OCI), une  
cinquantaine d'Etats avait eu des  
réunions communes avec son ho-  
mologue occidental (Etats-Unis,  
Grande-Bretagne, Allemagne,  
Italie, France, Russie). En un mot

Alors, les images se brouillent et  
la crainte existe de voir les  
Kosovars devenir les Palestiniens  
de l'Europe, si l'OTAN ne va pas  
jusqu'au bout de sa propre  
logique.

« Bravo, mille fois bravo ! » si  
l'OTAN achève sa tâche, a no-

### Les Emirats vont financer la construction d'un aéroport à Kukës, en Albanie

Les Emirats arabes unis vont financer la construction d'un aéroport à Kukës, dans le nord de l'Albanie, destiné au transit de l'aide aux réfugiés du Kosovo, a rapporté, lundi 26 avril, le quotidien émirati *El Itihad*, proche des milieux officiels. Une délégation officielle des Emirats qui se trouve en Albanie a signé un contrat avec une compagnie albanaise lui confiant l'exécution des travaux. La première tranche, qui comprend la construction d'une piste, d'une aire de stationnement de 40 000 m<sup>2</sup> et d'une tour de contrôle mobile, doit être terminée dans dix jours, ajoute *El Itihad*.

Par ailleurs, le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, dont le pays est membre du Groupe de contact pour la Yougoslavie de l'Organisation de la conférence islamique, va se rendre en Albanie mercredi 28 avril pour apporter son appui aux réfugiés, a annoncé le ministère des affaires étrangères. Le Pakistan a déjà offert 12 000 couvertures et 342 tentes pour les réfugiés kosovars.

comme en mille, les pays musul-  
mans s'étaient fait bruyamment  
entendre, non sans être parfois  
écoutés. Ou est loin de tout cela  
aujourd'hui.

Le Groupe de contact de l'OCI  
s'est bien réuni pour discuter de  
l'affaire du Kosovo. Il a pris  
contact avec l'Union européenne  
- avec laquelle s'est dégelée une  
« large convergence de vues » - et  
avec la Russie. L'OCI veut  
d'abord et avant tout le rétablis-  
sement des Kosovars dans leurs  
droits au retour dans leurs foyers  
et à « l'autodétermination ». Et si  
pour les pays musulmans, le pré-  
sident Slobodan Milosevic est  
seul responsable de la situation  
actuelle, le Conseil de sécu-  
rité de l'OTAN de mettre  
en œuvre un règlement du pro-  
blème.

Au spectacle de centaines de  
milliers de Kosovars sur les  
routes de l'exil forcé, de ces  
camps de toile supposés être pro-  
visaires, de tant de détresse hu-  
maine et de déchirements, il est  
difficile aux pays musulmans, sin-  
gulièrement aux Arabes, de ne  
pas penser au terrible exode des  
Palestiniens en 1948, départ  
contraint lui aussi, supposé être  
temporaire et qui s'éternise.

tamment écrit le prince Khaled  
Ben Sultan, fils du ministre saou-  
dien de la défense, dans un édi-  
torial publié à la « Une » du quoti-  
dien *El Hayat*. Mais si l'OTAN  
échoue, « son intervention n'aura  
réussi qu'à aggraver les choses, à  
faire des habitants du Kosovo de  
pauvres réfugiés et à multiplier le  
nombre de camps » d'asile à tra-  
vers le monde.

### « Les Américains ne nous ont pas habités à se battre pour des principes », un diplomate arabe

« Dans la mesure où l'OTAN,  
pour de bonnes ou de mauvaises  
raisons, veut aujourd'hui au se-  
cours des Kosovars, il n'est pas  
possible de la critiquer », dit le diplo-  
mate arabe. Cela n'avait pas été  
le cas en Bosnie et cela fait une  
grande différence. Mais des chan-  
gements sont également surve-  
nus au sein du monde musulman,  
dont les moindres ne sont pas

l'apaisement des tensions et des  
rivalités entre Arabes et Iraniens,  
l'émergence d'un plus grand sens  
des responsabilités internatio-  
nales à l'égard de l'humanité et  
aussi le constat d'une incapacité  
à infléchir le cours des choses.  
Cela n'a pas empêché certains  
éditorialistes de s'interroger sur  
l'efficacité d'une campagne mili-  
taire qui ne serait qu'aérienne.  
D'autres se sont demandé si l'in-  
tervention de l'OTAN n'avait pas,  
en quelque sorte, accéléré  
l'« épuration ethnique ». D'autres  
encore ont mis l'accent sur l'« in-  
cohérence » des Occidentaux, qui  
ont laissé longtemps la bride sur  
le coup à Slobodan Milosevic,  
avant de fondre brutalement et  
massivement sur lui.

« Les Américains ne nous ont pas  
habités à se battre pour des prin-  
cipes », dit le diplomate arabe,  
pourtant représentant d'un pays  
ami des Etats-Unis et de l'Europe.  
Sa remarque traduit un jugement  
largement partagé dans cette  
partie du monde, où l'OTAN est  
assimilée aux Etats-Unis, les  
autres Etats membres n'y faisant  
presque que de la figuration. Les  
problèmes européens, dit ce di-  
plomate, sont certes prioritaires,  
pour les alliés ; trop prioritaires  
peut-être, au point d'occulter ce  
qui se passe dans d'autres régions  
du monde. Ainsi, une crainte dif-  
fuse existe de voir Israël tenté, en  
période pré-électorale, de mettre  
à profit la « diversion » du Koso-  
vo, pour se lancer dans une quel-  
conque aventure, ou prendre des  
initiatives qui compliqueraient  
davantage encore la situation au  
Proche-Orient.

Aussi, nombreux sont ceux qui,  
dans le monde musulman, sin-  
gulièrement arabe, se demandent  
pourquoi les Occidentaux, si  
prompt à réagir à la force  
contre les Serbes, ne font pas  
preuve à l'égard de l'Etat hébreu  
d'un minimum requis de fermeté  
diplomatique, pour l'empêcher  
de n'en faire qu'à sa tête. Et  
quelles sont les garanties qu'une  
fois l'opération « Force allée »  
terminée, l'OTAN ne s'arroge le  
droit d'intervenir où elle voudra,  
quand elle le jugera utile, s'éri-  
geant ainsi en une sorte de direc-  
toire du monde aux dépens des  
Nations unies ?

Mouma Nafim

## DÉPÊCHES

### EXPLOSION

Deux grenades lancées par des  
inconnus ont explosé, lundi  
26 avril au soir, devant un poste  
militaire français en Macédoine  
sans faire de blessés, a annoncé  
un porte-parole des forces fran-  
çaises. Il s'agit du deuxième in-  
cident visant les forces françaises  
de l'OTAN en Macédoine. La se-  
maine dernière, une jeep fran-  
çaise avait été incendiée dans un  
village à majorité serbe où un  
convoi français s'était trouvé  
sous une pluie de pierres jetées  
par les habitants. - (AFP)

### CENSURE

Le centre de presse de l'armée  
yougoslave a tenté, par un dé-  
cret, d'imposer une censure to-  
tale. Intitulé « Code de conduite  
à l'usage des correspondants  
étrangers dans la République fé-  
dérale de Yougoslavie en état de  
guerre », le décret a été publié le  
jour de l'enterrement de plu-  
sieurs employés de la Radio-Télé-  
vision serbe, RTS, dont les ca-  
davres avaient été retrouvés dans  
les ruines de l'immeuble de la té-  
lévision d'Etat, deux jours après  
son bombardement par l'aviation  
de l'OTAN. Rédigé dans un style  
militaire et signé par le colonel  
Milivoje Novkovic, il contient dix  
points. Le cinquième affirme :  
« Tout le matériel de presse - texte,  
photos, son et vidéo - doit être  
soumis à l'inspection du Centre officiel  
de presse avant d'être transmis.  
Les émissions en direct de radio et  
de télévision ne sont pas autorisées ».  
- (Corresp.)

### ONU/NOMINATION

Le secrétaire général des Na-  
tions unies, Kofi Annan, a nom-  
mé d'ici un jour ou deux un  
émissaire spécial chargé de le  
conseiller sur la crise des Balkans,  
a fait savoir son porte-parole lun-  
di 26 avril. Il pourrait s'agir soit  
de l'ancien chancelier autrichien  
Franz Vranitzky, soit de l'ancien  
premier ministre suédois Carl  
Bildt, a-t-il laissé entendre, mi-  
nimisant les rumeurs qui voulaient  
que ce poste revienne au chef de  
l'Etat finlandais. - (Reuters)

### DÉCLARATION DU G7

Les ministres des finances du  
G7, des sept grands pays indus-  
trialisés ont appelé la commu-  
nauté internationale, lundi  
26 avril, à se mobiliser pour aider  
les pays riverains de la Yougo-  
slavie à faire face aux retombées  
économiques du conflit du  
Kosovo, selon le communiqué  
publié à l'issue de leur réunion,  
mais ne font aucune allusion di-  
recte à une aide financière. Les  
institutions internationales et le  
Fonds monétaire international  
doivent « jouer un rôle crucial »  
dans cet effort, estimant simple-  
ment les grands argentiers du G7.  
- (AFP)

### AIDE

Un bateau, le *Fret-Aquitaine*,  
affrété par l'Association des ré-  
gions de France, devait quitter,  
mardi 27 avril à midi, le port de  
Marseille pour le port de Durres,  
en Albanie, avec à son bord  
2 500 tonnes de colis alimen-  
taires, du matériel de télé-  
communication et douze ca-  
mions. Deux autres bateaux  
devraient appareiller dans les  
prochaines semaines pour ache-  
miner l'aide des organisations  
non gouvernementales françaises  
au Kosovo.

### CLANDESTINS

Environ 800 immigrés clan-  
destins dont de nombreux réfu-  
giés kosovars ont été interceptés  
dans la nuit de lundi 26 à mardi  
27 avril sur les côtes des Pouilles  
(sud), a-t-on appris de sources  
policières. Lors de ces opérations,  
une petite embarcation utilisée  
pour le transport des clandestins  
a été saisie par les forces de  
l'ordre ainsi que 31 kilogrammes  
de hachisch, et deux passeurs  
albanais ont été arrêtés. - (AFP)

### UN A LA TELEVISION SERBE

## Le septième anniversaire de la RFY au son des canons

A LA VEILLE de la date anni-  
versaire de la création (le 27 avril  
1992) de la République fédérale de  
Yougoslavie (RFY, Serbie et Mon-  
ténégro) la télévision s'est adon-  
née à la lecture des télégrammes de  
félicitations qui ont afflué sur la  
table du président fédéral, Slobodan  
Milosevic.

Le président de Serbie, Milan  
Milutinovic, a ainsi mentionné  
« la lutte héroïque du peuple serbe  
pour la défense de la liberté, de  
l'indépendance et de l'intégrité du  
pays ». « Nous allons poursuivre  
cette lutte jusqu'au bout, avec suc-  
cès », a-t-il dit. Le premier mi-  
nistre fédéral, Momir Bulatovic,  
allié monténégrin de Slobodan

Milosevic, a souligné que cette  
lutte était menée avec le pré-  
sident Milosevic, chef de « la ré-  
sistance populaire, en tant que  
commandant en chef de l'armée  
yougoslave ». Il a conclu sur la  
« résolution du gouvernement fé-  
déral à apporter sa pleine contri-  
bution à la défense, à la restaura-  
tion et au futur développement de  
la fédération yougoslave, tant dans  
la guerre que dans la paix ».

Le chef d'état-major de l'armée  
yougoslave, Dragoljub Ojdanic, y  
est allé, lui aussi, de son message  
en assurant que l'organe qu'il  
commande est « déterminé à  
poursuivre cette guerre jusqu'à la  
victoire finale ». Il espère que « la  
raison l'emportera au sein de la

communauté internationale et que  
la violence laissera la place à la  
recherche d'une solution pacifique  
que notre pays prône depuis le dé-  
but de la crise ».

La radio de Belgrade, de même  
que la télévision serbe, n'ont fait  
état d'aucun télégramme de deux  
vice-premiers ministres, Vojislav  
Seselj et Vuk Draskovic. Le pre-  
mier est un ultranationaliste favo-  
rable à la guerre à outrance. Le  
second, nationaliste convaincu et  
opportuniste avéré, vient de criti-  
quer l'intransigence de Slobodan  
Milosevic face à l'OTAN. Un mes-  
sage de Milo Djukanovic, le pré-  
sident du Monténégro (second  
pays de la RFY avec la Serbie),  
dont Milosevic n'a jamais re-  
connu l'élection, était encore plus  
éloquent.

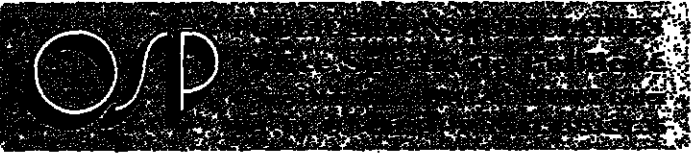
### PORTE OUVERTE

Passé la longue litanie des télé-  
grammes, les bulletins d'informa-  
tion ont relaté la rencontre entre  
Cornelio Sommaruga, président  
du Comité international de la  
Croix-Rouge (CICR), et le pré-  
sident Milosevic qui a assuré que  
« du côté yougoslave, il n'existe au-  
cun obstacle à ce que les représen-  
tants et équipes de la Croix-Rouge  
internationale accomplissent leur  
tâche sur l'ensemble du territoire de  
la Yougoslavie ». Il a toutefois  
estimé que « le seul obstacle à leur  
engagement réside dans les bom-  
bardements incessants d'objets civils.  
Bombardements respon-  
sables de leur départ du Kosovo dès  
le début de l'agression contre la  
Yougoslavie ». Il a tenu à préciser

que les attaques aériennes de  
l'OTAN sont la seule raison empê-  
chant « le retour massif des réfu-  
giés ».

Ce bilan « positif » de l'action  
des forces de sécurité et cette  
porte officiellement ouverte à un  
retour d'organisations internatio-  
nales au Kosovo s'accompagnent  
de nombreux commentaires no-  
tant le semi-échec des Etats-Unis  
face à l'Europe lors de la récente  
réunion au sommet de l'OTAN. Si  
l'Union de l'Alliance a été sauvée,  
les analyses constatent que l'in-  
tervention terrestre au Kosovo  
n'a pas obtenu de feu vert et que  
les dirigeants européens, et no-  
amment le président Chirac, se  
sont opposés, comme l'écrit un  
quotidien chinois cité par la télé-  
vision, à la volonté des Etats-Unis  
« de mettre les pays européens sous  
le joug pour tirer le char du gé-  
néral international ».

Hector Forest



Par jugement en date du 17 mai 1996 la 3<sup>ème</sup> Ch. 2<sup>ème</sup> section du TGI de PARIS,  
confirmé en appel par la 4<sup>ème</sup> Ch. section B de Cour d'Appel de Paris le 15 janvier 1999,  
la société ENCICLOPEDIA UNIVERSALIS, 10, rue Vercingétorix à PARIS 75014,  
qui a adopté le titre *RYSCOPE* pour désigner un ouvrage offrant des informations  
politiques et économiques sur les principaux pays du monde, a été déclarée  
contrefacteur par imitation illicite de la marque *PARISCOPE* de la société HACHETTE  
FILIPACCHI PRESSE.

Il a été fait interdiction à ENCICLOPEDIA UNIVERSALIS de poursuivre  
l'utilisation de titre *RYSCOPE* en édition, distribuer ou diffuser toute publication  
portant ce titre, et ce sous astreinte de 500 F par infraction constatée dans les deux mois  
de la signification de la décision ; ENCICLOPEDIA UNIVERSALIS a été  
condamnée à verser à la société HACHETTE FILIPACCHI PRESSE la somme de  
60.000 F à titre de dommages et intérêts et 10.000 F au titre de l'article 700,  
augmentés de 10.000 F en appel.


HACHETTE FILIPACCHI PRESSE a été autorisée à faire publier dans deux  
journaux ou revues, cette décision pour un coût global ne pouvant excéder la somme  
de 20.000 F.

Bac +2  
**Osez le cinéma !**  
et les métiers de l'image !  
Assistant de réalisation, assistant de production,  
montage on-line et virtuel, effets spéciaux numériques  
Diplôme national homologué par l'Etat  
2 années d'études + stage professionnel  
**Documentation au 01 43 42 43 22**

1550 من الأصل

## La baisse de l'euro a été suffisante, selon les ministres des finances du G 7

MOSCOW. Une forte explosion a dévasté, lundi 26 avril, deux étages de l'hôtel Intourist, l'un des plus célèbres établissements du centre-ville de Moscou. Une bombe, d'une puissance équivalente à un kilo de TNT, aurait été placée dans un ascenseur de service, selon les enquêteurs. Onze personnes ont été blessées, la déflagration ayant brisé les vitres alentours, ouvert un trou d'environ dix mètres dans la façade et provoqué un début d'incendie. L'explosion s'est produite au vingtième étage de l'immeuble, en partie occupé par les bureaux du député Iossif Kobzon. Chanteur très populaire en Russie, M. Kobzon est soupçonné d'être lié à la mafia. En 1997, les États-Unis lui avaient refusé un visa d'entrée sur leur territoire. Haut lieu de la prostitution à Moscou, l'hôtel Intourist est, selon le ministre de l'Intérieur, Sergueï Stepatchine, « dans une situation très compliquée ».



L'anglais à Oxford

*Le français à Oxford*

L'anglais à Bristol

L'allemand à Heilsberg

L'anglais à Cambridge

L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford qui agit dans les langues étrangères et langues. Selon l'école, les stages administratifs, les adultes, étudiants, jeunes ou collègues.

Avec logement en famille, voyage et loisirs

60 Informations et inscriptions

Bordeaux 05 54 00 99 77 - Lille 01 55 38 11 00  
Lyon 04 78 26 56 74 - Paris 01 55 38 11 00  
Tél. 01 72 72 64 74



orla  
que  
cès  
née  
aux  
par-  
ick,  
Ly-  
Des  
vec  
de  
der-  
  
net  
de  
te.  
ur-  
ier  
pte  
de  
ni-  
xes  
ces  
rer,  
ve-  
ons  
le  
pte  
ar  
de  
ur  
ly-  
les  
as  
ou  
tu.  
ser

4.

7-  
 fs  
 as  
 le  
 re  
 ie  
 si  
 1-  
 5-  
 ie  
 .  
 c  
 :s  
 :t  
 a  
 e  
 -  
 -  
 s  
 :s  
 s  
 s  
 -  
 -  
 s  
 s  
 -  
 -  
 -  
 i  
 e

1. **Information** -  
 2. **Form** -  
 3. **Number** -  
 4. **Page** -  
 5. **Year** -  
 6. **Month** -  
 7. **Day** -  
 8. **Time** -  
 9. **Place** -  
 10. **Subject** -  
 11. **Author** -  
 12. **Editor** -  
 13. **Printer** -  
 14. **Illustrator** -  
 15. **Designer** -  
 16. **Translator** -  
 17. **Reviewer** -  
 18. **Editorial Board** -  
 19. **Advisory Board** -  
 20. **Contributors** -  
 21. **Index** -  
 22. **Appendix** -  
 23. **Notes** -  
 24. **References** -  
 25. **Tables** -  
 26. **Figures** -  
 27. **Maps** -  
 28. **Photographs** -  
 29. **Tables of Contents** -  
 30. **Index of Subjects** -  
 31. **Index of Names** -  
 32. **Index of Dates** -  
 33. **Index of Places** -  
 34. **Index of Events** -  
 35. **Index of Organizations** -  
 36. **Index of Publications** -  
 37. **Index of Periodicals** -  
 38. **Index of Newspapers** -  
 39. **Index of Magazines** -  
 40. **Index of Books** -  
 41. **Index of Journals** -  
 42. **Index of Monographs** -  
 43. **Index of Theses** -  
 44. **Index of Dissertations** -  
 45. **Index of Doctoral Theses** -  
 46. **Index of Master's Theses** -  
 47. **Index of Bachelor's Theses** -  
 48. **Index of Graduate Theses** -  
 49. **Index of Undergraduate Theses** -  
 50. **Index of Honors Theses** -  
 51. **Index of Honors Theses** -  
 52. **Index of Honors Theses** -  
 53. **Index of Honors Theses** -  
 54. **Index of Honors Theses** -  
 55. **Index of Honors Theses** -  
 56. **Index of Honors Theses** -  
 57. **Index of Honors Theses** -  
 58. **Index of Honors Theses** -  
 59. **Index of Honors Theses** -  
 60. **Index of Honors Theses** -  
 61. **Index of Honors Theses** -  
 62. **Index of Honors Theses** -  
 63. **Index of Honors Theses** -  
 64. **Index of Honors Theses** -  
 65. **Index of Honors Theses** -  
 66. **Index of Honors Theses** -  
 67. **Index of Honors Theses** -  
 68. **Index of Honors Theses** -  
 69. **Index of Honors Theses** -  
 70. **Index of Honors Theses** -  
 71. **Index of Honors Theses** -  
 72. **Index of Honors Theses** -  
 73. **Index of Honors Theses** -  
 74. **Index of Honors Theses** -  
 75. **Index of Honors Theses** -  
 76. **Index of Honors Theses** -  
 77. **Index of Honors Theses** -  
 78. **Index of Honors Theses** -  
 79. **Index of Honors Theses** -  
 80. **Index of Honors Theses** -  
 81. **Index of Honors Theses** -  
 82. **Index of Honors Theses** -  
 83. **Index of Honors Theses** -  
 84. **Index of Honors Theses** -  
 85. **Index of Honors Theses** -  
 86. **Index of Honors Theses** -  
 87. **Index of Honors Theses** -  
 88. **Index of Honors Theses** -  
 89. **Index of Honors Theses** -  
 90. **Index of Honors Theses** -  
 91. **Index of Honors Theses** -  
 92. **Index of Honors Theses** -  
 93. **Index of Honors Theses** -  
 94. **Index of Honors Theses** -  
 95. **Index of Honors Theses** -  
 96. **Index of Honors Theses** -  
 97. **Index of Honors Theses** -  
 98. **Index of Honors Theses** -  
 99. **Index of Honors Theses** -  
 100. **Index of Honors Theses** -  
 101. **Index of Honors Theses** -  
 102. **Index of Honors Theses** -  
 103. **Index of Honors Theses** -  
 104. **Index of Honors Theses** -  
 105. **Index of Honors Theses** -  
 106. **Index of Honors Theses** -  
 107. **Index of Honors Theses** -  
 108. **Index of Honors Theses** -  
 109. **Index of Honors Theses** -  
 110. **Index of Honors Theses** -  
 111. **Index of Honors Theses** -  
 112. **Index of Honors Theses** -  
 113. **Index of Honors Theses** -  
 114. **Index of Honors Theses** -  
 115. **Index of Honors Theses** -  
 116. **Index of Honors Theses** -  
 117. **Index of Honors Theses** -  
 118. **Index of Honors Theses** -  
 119. **Index of Honors Theses** -  
 120. **Index of Honors Theses** -  
 121. **Index of Honors Theses** -  
 122. **Index of Honors Theses** -  
 123. **Index of Honors Theses** -  
 124. **Index of Honors Theses** -  
 125. **Index of Honors Theses** -  
 126. **Index of Honors Theses** -  
 127. **Index of Honors Theses** -  
 128. **Index of Honors Theses** -  
 129. **Index of Honors Theses** -  
 130. **Index of Honors Theses** -  
 131. **Index of Honors Theses** -  
 132. **Index of Honors Theses** -  
 133. **Index of Honors Theses** -  
 134. **Index of Honors Theses** -  
 135. **Index of Honors Theses** -  
 136. **Index of Honors Theses** -  
 137. **Index of Honors Theses** -  
 138. **Index of Honors Theses** -  
 139. **Index of Honors Theses** -  
 140. **Index of Honors Theses** -  
 141. **Index of Honors Theses** -  
 142. **Index of Honors Theses** -  
 143. **Index of Honors Theses** -  
 144. **Index of Honors Theses** -  
 145. **Index of Honors Theses** -  
 146. **Index of Honors Theses** -  
 147. **Index of Honors Theses** -  
 148. **Index of Honors Theses** -  
 149. **Index of Honors Theses** -  
 150. **Index of Honors Theses** -  
 151. **Index of Honors Theses** -  
 152. **Index of Honors Theses** -  
 153. **Index of Honors Theses** -  
 154. **Index of Honors Theses** -  
 155. **Index of Honors Theses** -  
 156. **Index of Honors Theses** -  
 157. **Index of Honors Theses** -  
 158. **Index of Honors Theses** -  
 159. **Index of Honors Theses** -  
 160. **Index of Honors Theses** -  
 161. **Index of Honors Theses** -  
 162. **Index of Honors Theses** -  
 163. **Index of Honors Theses** -  
 164. **Index of Honors Theses** -  
 165. **Index of Honors Theses** -  
 166. **Index of Honors Theses** -  
 167. **Index of Honors Theses** -  
 168. **Index of Honors Theses** -  
 169. **Index of Honors Theses** -  
 170. **Index of Honors Theses** -  
 171. **Index of Honors Theses** -  
 172. **Index of Honors Theses** -  
 173. **Index of Honors Theses** -  
 174. **Index of Honors Theses** -  
 175. **Index of Honors Theses** -  
 176. **Index of Honors Theses** -  
 177. **Index of Honors Theses** -  
 178. **Index of Honors Theses** -  
 179. **Index of Honors Theses** -  
 180. **Index of Honors Theses** -  
 181. **Index of Honors Theses** -  
 182. **Index of Honors Theses** -  
 183. **Index of Honors Theses** -  
 184. **Index of Honors Theses** -  
 185. **Index of Honors Theses** -  
 186. **Index of Honors Theses** -  
 187. **Index of Honors Theses** -  
 188. **Index of Honors Theses** -  
 189. **Index of Honors Theses** -  
 190. **Index of Honors Theses** -  
 1

## NETWORKS OF CONFIDENCE

# Bull

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

**CORSE** Le préfet de Corse, Bernard Bonnet, a été convoqué, mardi 27 avril, par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Ils devaient évoquer l'incendie du restaurant de

Coti Chiavari (Corse-du-Sud) pour lequel trois gendarmes ont été mis en examen. **UN LIEUTENANT** et un adjudant-chef du Groupe des pelotons de sécurité (GPS) ont été mis en exa-

men, lundi 26 avril, pour « destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée ». Le chef de la légion de gendarmerie de Corse, le colo-

nel Henri Mazères, a été mis en examen pour « complicité ». Tous trois ont été incarcérés. **LE GPS** est un groupement de gendarmes de 95 hommes créé en 1998. Chargé de missions dans

le domaine du renseignement, de l'antiterrorisme et de la protection rapprochée de personnalités, il était entré en conflit avec les services de police. (Lire aussi notre éditorial page 17)

## L'incarcération de trois gendarmes affaiblit l'action de l'Etat en Corse

Le préfet de région, Bernard Bonnet, a été convoqué par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Il doit s'expliquer sur l'incendie d'un restaurant de plage du golfe d'Ajaccio, pour lequel le chef de la légion de gendarmerie de Corse et deux gendarmes ont été mis en examen

LA LÉGIION de gendarmerie de Corse a perdu son chef. Au moins, provisoirement. Le colonel Henri Mazères a été mis en examen, lundi 26 avril, pour « complicité de destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie en bande organisée », dans le cadre de l'enquête sur l'incendie criminel du restaurant « Chez Francis » situé sur le golfe d'Ajaccio (Le Monde du 27 avril). Deux membres du groupe de pelotons de sécurité (GPS), un lieutenant et un adjudant-chef, présents sur les lieux au moment des faits dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril, ont été mis en examen pour « destruction volontaire de bien ». Une information judiciaire a été ouverte par le procureur d'Ajaccio, Jacques Dallest, et confiée au juge d'instruction Patrice Cambérou.

Les trois hommes ont été écroués à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse), après que le parquet ait requis contre eux un

mandat de dépôt. Présent sur les lieux, le capitaine Ambrose, grièvement brûlé aux mains, aux jambes et à la tête lors de l'incendie, a été hospitalisé dans un service spécialisé à Toulouse (Haute-Garonne). Il devait être à son tour entendu et mis en examen dès que son état de santé le permettrait.

Les gendarmes ont demandé un délai pour préparer leur défense. Un débat contradictoire doit avoir lieu devant le juge d'instruction sur leur éventuel maintien en détention, vendredi 30 avril.

Dans un communiqué rendu public lundi, la direction générale de la gendarmerie nationale, confrontée « à des constatations susceptibles de mettre en cause deux officiers de gendarmerie », déclare vouloir « tout mettre en œuvre au service de l'autorité judiciaire pour élucider l'ensemble des faits délictueux liés à cette affaire ». Le général Lepetit, patron de l'inspection technique de la

gendarmerie, a été mis à la disposition du procureur d'Ajaccio. L'inspection technique est chargée de l'enquête conjointement à la section de recherche de la gendarmerie d'Ajaccio.

**CONTRADICTIONS**

Selon les premiers éléments recueillis, la chronologie de l'affaire fait apparaître des contradictions dans les témoignages des gendarmes. Dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril, le capitaine, le lieutenant et l'adjudant-chef étaient en planque à proximité de la paillote « Chez Francis » pour « une mission légère de surveillance », a expliqué lundi, avant sa garde à vue, le colonel Mazères. Surpris par l'incendie, ils auraient alors pris peur, et se seraient enfuis en abandonnant sur place une cagoule maculée de sang et un talonnet. Ce sont ces deux indices, trouvés avec le simple message manuscrit « Balance des fils » visant le propriétaire de la

paillote, qui ont permis aux enquêteurs de remonter jusqu'à leurs collègues.

Cette version se heurte toutefois à l'explication fournie dans un premier temps par les gendarmes. Mercredi 22 avril, les enquêteurs avaient prévenu le parquet d'Ajaccio de la découverte du talonnet. Rapidement interrogé, l'un des trois gendarmes mis en cause avait alors indiqué que ce matériel avait été égaré le week-end précédent dans un lieu difficilement accessible sur les hauteurs d'Ajaccio. Il déclarait alors que le talonnet avait été apporté sur place par une personne malveillante afin de mettre en difficulté la gendarmerie.

Vendredi 23 avril, le parquet d'Ajaccio avait saisi l'inspection technique de la gendarmerie. Équivalent de l'inspection générale de la police nationale, elle est chargée de conduire les enquêtes internes sur les dysfonctionne-

ments dans les services. Elle s'était rendue d'abord à Toulouse, pour entendre le capitaine Ambrose, puis elle avait recueilli en Corse la version des deux autres gendarmes.

**UN INCENDIE, LA PEUR, LA FUITE**

A ce moment-là, les trois dépositions concordent : ils évoquaient tous une surveillance tournant mal, un incendie, la peur, la fuite. Aujourd'hui encore, aucun des trois gendarmes ne reconnaît une quelconque participation à l'incendie du restaurant de plage.

Ces contradictions, dont une source judiciaire précise qu'elles sont « loin d'être éclaircies », s'ajoutent des questions pour l'instant, sans réponse. Pourquoi les gendarmes se sont-ils enfuis, et n'ont-ils rien signalé de leur équipée ? Ils n'ont même pas pris la peine d'alerter les pompiers. C'est un pêcheur qui s'en est chargé. Sur ordre de qui effectuaient

ils leur mission de surveillance ? Le colonel Mazères, en confirmant, dès lundi 26 avril, la réalité de cette mission a endossé une part des responsabilités qui lui a valu sa mise en examen pour « complicité ».

Bernard Bonnet, le préfet de la région Corse, s'est rendu à Paris, mardi 27 avril. Il devait être reçu en fin de matinée, place Beauvau, par Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'intérieur. Le préfet de région doit notamment s'expliquer sur le rapport de ses services remis la semaine dernière sur cette affaire.

Me Antoine Sollacaro, le bâtonnier de l'ordre des avocats d'Ajaccio, qui assure la défense du propriétaire de la paillote « Chez Francis », Yves Féraud, a d'ores et déjà réclamé sa démission. Le préfet avait ordonné la destruction de l'établissement en infraction avec la loi sur le littoral. M. Féraud avait pris un engagement écrit, le 10 avril, promettant de démolir son restaurant avant le 30 octobre 1999. Il se serait ainsi mis en conformité avec la décision de justice rendue le 4 mai 1995.

### Le rôle crucial de la gendarmerie

Incarnant la volonté du gouvernement d'instaurer un Etat de droit, aussi bien le domaine financier, social que dans celui de la lutte contre le terrorisme, la gendarmerie joue un rôle central au sein de la société corse. Elle couvre 98 % du territoire de l'île où résident plus de 60 % de la population. Seules les villes d'Ajaccio (Corse-du-Sud) et de Bastia (Haute-Corse) sont du ressort de la police nationale. Près de 1 500 gendarmes sont présents, en permanence sur l'île et l'on compte, actuellement, six escadrons de gendarmes mobiles en renfort pour des missions de surveillance et de protection des gendarmes. Parmi les affaires en cours, la section financière de gendarmerie traite par exemple le dossier du Crédit agricole et l'affaire du détournement des crédits d'insertion du RMI.

## Le bâtonnier d'Ajaccio demande la démission de Bernard Bonnet

L'ANNONCE de la mise en examen et du placement en détention du commandant de la légion de gendarmerie de Corse et de deux gendarmes a provoqué une vive polémique sur l'île. Le bâtonnier de l'ordre des avocats d'Ajaccio, M. Antoine Sollacaro, a ainsi réclamé, lundi 26 avril, la démission du préfet de région, Bernard Bonnet. « Les gendarmes sont placés sous l'autorité directe du préfet et Bernard Bonnet doit donc démissionner après l'implication de plusieurs officiers dans l'incendie criminel qui a détruit le restaurant », a estimé M. Antoine Sollacaro, par ailleurs avocat d'Yves Féraud, propriétaire de la paillote incendiée.

« Je peux difficilement imaginer que le colonel Henri Mazères ait pu agir sans instruction, ou du moins sans en avoir référé au préfet Bonnet, sous l'autorité duquel il est placé, a ajouté l'avocat. Si tel devait être le cas, M. Bonnet devrait être mis en examen pour complicité par fourniture de moyens et pour instructions. M. Bonnet n'est pas au-dessus des lois. » Le bâtonnier avait déjà mis en cause le préfet de région, le 13 janvier, provoquant un incident protocolaire lors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal d'Ajaccio. Bernard Bonnet avait ainsi quitté la salle

après que M. Sollacaro s'en était pris directement à lui en critiquant les modalités de mise en œuvre de l'Etat de droit dans l'île.

Les dernières déclarations du bâtonnier ont provoqué la colère du corps préfectoral, qui a exprimé, mardi 27 avril, sa solidarité avec Bernard Bonnet, en dénonçant « les attaques scandaleuses dont il est victime ». Dans un communiqué intitulé : « Trop, c'est trop », les fonctionnaires de la préfecture estiment que « le comble est atteint par une déclaration d'un avocat d'Ajaccio qui, au terme d'un raisonnement insistant, peut vouloir demander la démission du préfet. Cette initiative est odieuse et ridicule. » « La politique d'établissement de l'Etat de droit en Corse dérange manifestement. Ceux qui ont intérêt à ce qu'elle cesse sont prêts à tout. On le savait déjà. Ceux qui ont, conformément à la volonté du gouvernement, la charge de l'exécuter ne sont que plus déterminés à mener à bien la mission, sous les ordres de leur chef », conclut le communiqué.

Par ailleurs, le président des Amis de Jacques Chirac, Bernard Pons, a estimé, mardi 27 avril, que cette affaire qui touche « la gendarmerie, un des piliers de la République (...), ébranle obli-

gatoirement l'Etat ». « Si les faits qui sont rapportés ce matin sont exacts, il faut savoir qui est responsable et il faut que la sanction soit immédiate et impitoyable. Elle doit aller le plus haut possible, c'est-à-dire là où l'ordre a été donné », a affirmé le député RPR sur LCI, Bernard Pons à l'indiqué ne pas pouvoir « imaginer que des officiers de gendarmerie aient pris sur eux-mêmes de se livrer à une telle opération ».

Les organisations nationalistes corse n'ont également pas tardé à réagir. L'organisation nationaliste Accolta nazionalista corsa (ANC), a estimé, lundi, que dans cette affaire « tous les ingrédients d'un mini-Rainbow Warrior semblent réunis ». Cet incendie, « plus que trouble, (...) laisse entrevoir, si des éclaircissements ne sont pas apportés et si les craintes ne sont pas apaisées, la possible mise en place d'une stratégie de coups tordus », ajoute l'ANC dans un communiqué. L'Union du peuple corse (UPC-nationaliste) évoque, elle, « une minable opération barbouzarde ». « Cette affaire est symptomatique des dérives autoritaires sécuritaires et dangereuses pour la démocratie de l'Etat en Corse. Elle doit être condamnée avec force », estime encore l'UPC.

Le préfet de région risque de porter une responsabilité importante dans l'affaire, même s'il n'est pas, à ce jour, directement mis en cause. Bernard Bonnet avait été l'un des promoteurs des groupes de pelotons de sécurité (GPS). Il s'est largement appuyé sur les gendarmes dans ses efforts pour rétablir l'Etat de droit en Corse, au détriment des forces de police, chargées de l'enquête sur l'assassinat de son prédécesseur Claude Erignac, le 6 février 1998. Certains responsables policiers en avaient pris ombrage, accusant le préfet de région de court-circuiter systématiquement la police et le ministère de l'intérieur en faveur des gendarmes et de l'hôtel Matignon.

Pascal Ceaux et Jacques Follorou (avec Michel Codacci-Pisanelli à Bastia)

### PROFIL

#### UN PRÉFET DE FER

Cinq jours après l'assassinat de Claude Erignac, le 6 février 1998, c'est un préfet de fer, Bernard Bonnet, que le conseil des ministres décide de nommer à la tête de la préfecture de la région Corse. Agé de cinquante ans, ancien élève de l'ENA (promotion Guernica, 1976), M. Bonnet a alors derrière lui une réputation de haut fonctionnaire à l'autorité implacable.

Bernard Bonnet connaît déjà les dossiers sensibles de l'île de Beauté, pour avoir été le préfet adjoint pour la sécurité en Corse de janvier 1991 à septembre 1992. Il est aussi un familier des dossiers policiers, ayant occupé le poste de directeur de la police territoriale au ministère de l'intérieur, de septembre 1992 à juillet 1993. Pendant les quatre ans et demi suivants, il a fait montre d'une détermination sans faille, comme préfet des Pyrénées-Orientales, appliquant avec rigueur le contrôle de légalité pour affronter

ce qu'il nommait déjà les « dans » politiques locaux.

Installé au palais Lantivy, siège de la préfecture de région à Ajaccio, le préfet Bonnet a carte blanche pour mettre en place une équipe renforcée de hauts fonctionnaires, dans la préfecture comme à la tête des principales administrations locales de l'Etat. Il s'agit de mobiliser tous les efforts au service de l'Etat de droit. Le préfet, qui bénéficie d'un soutien sans faille des pouvoirs publics, s'appuie sur les travaux des nombreuses inspections (finances, affaires sociales, agriculture, industrie et commerce) détachées dans l'île. Cette remise en ordre passe par l'application rigoureuse des instruments étatiques classiques : contrôle budgétaire des collectivités locales, contrôle de légalité, innovation en la matière, le préfet Bonnet recourt en outre fréquemment à l'article 40 du code de procédure pénale, qui oblige tout fonctionnaire à signaler à la justice les faits entachés d'irrégularité.

La fermeté de son action provoque des crispations dans la classe politique insulaire. Notamment lorsque le préfet Bonnet demande, en mars 1998, la destruction partielle d'une extension de l'hôtel de l'Assemblée de Corse, dont une tour a été construite malgré l'annulation de plusieurs permis de construire. Ou quand, interrogé sur la date de son départ par les nationalistes du groupe Corsica Nazione, le 31 octobre à l'Assemblée de Corse, il répond : « Je partirai quand vos amis cesseront de racketter, quand vos amis cesseront d'assassiner dans les fêtes de village, quand vos amis cesseront de déposer des explosifs. »

Erich Inciyan

## Un an de controverses autour du rétablissement de l'Etat de droit

● 6 février 1998 : le préfet de la région Corse, Claude Erignac, est assassiné à Ajaccio de plusieurs balles par deux tueurs non identifiés. L'enquête est confiée conjointement aux policiers du SRPJ d'Ajaccio et de la 6<sup>e</sup> division de la direction centrale de la police judiciaire (devenue depuis division nationale anti-terroriste, DNAT). De leur côté, les gendarmes sont saisis, depuis le 6 septembre 1997, de l'enquête sur l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), où avait été dérobée l'arme qui a servi au crime.

● 1<sup>er</sup> février : Bernard Bonnet est nommé préfet de Corse.

● Avril 1998 : plusieurs enquêtes financières sont ouvertes par le parquet d'Ajaccio concernant notamment la gestion de la caisse régionale du crédit agricole et la caisse de développement de la Corse (Cade), ainsi que l'extension du port de Propriano, sur la base d'informations transmises à la justice par M. Bonnet.

● 1<sup>er</sup> mai : le directeur du SRPJ d'Ajaccio, Demetrios Dragaci est conduit à la démission à la suite d'un conflit avec le patron de la DNAT, Roger Marion, qui bénéficie du soutien du juge Jean-Louis Bruguière. Avant de démissionner, le policier dénonçait, dans un courrier à ses hommes, « l'action de quelques sujets qui n'ont jamais cessé de tenter, à des fins strictement personnelles, de déstabiliser notre service ».

● 17 mai : le président de la chambre régionale d'agriculture, Michel Valentini, est mis en examen pour « complicité de détournement de fonds publics » et écroué. Dans un rapport sur le Crédit agricole remis au gouvernement un mois plus tôt, l'inspection générale des fi-

nances dénonçait un système de détournement des aides agricoles.

● Juin : une enquête préliminaire est ouverte sur le marché des transports scolaires du conseil général de Corse-du-Sud. Deux autres enquêtes visent la gestion des fonds du plan départemental d'insertion et celle du conseil d'architecture du département.

● 7 juillet : Emile Mocchi, maire (RPR) de Propriano est condamné à 4 mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amendes pour détournement de fonds publics (il sera relaxé en appel le 16 décembre). Il est également mis en examen pour « favoritisme et prise illégale d'intérêts » dans l'extension sur l'extension du port de plaisance de sa commune.

● 22 juillet : l'ancien administrateur de la Caisse régionale du Crédit agricole et ancien député européen (RPR), François Musso, est mis en examen pour « abus de biens sociaux » et « détournement de fonds publics ».

● 27 juillet : création d'une unité d'élite de la gendarmerie en Corse, le groupe de peloton de sécurité (GPS).

● 8 septembre : le procureur général de Bastia, Bernard Legras, déclare au Monde qu'il « [se] refuse d'utiliser des procédures d'exception en Corse ». « Cette loi ne doit pas être le lieu d'une application dérogatoire du droit, assure-t-il. On ne pourra rétablir l'Etat de droit qu'en appliquant nous-même le droit ».

● 31 octobre : à l'assemblée de Corse, le porte-parole du groupe Corsica Nazione, Paul Questana, prend violemment à partie le préfet Bonnet l'accusant de « safari contre les nationalistes ». « Quand comptez-vous partir ? », lui demande-t-il. « Je

partirai quand vos amis cesseront de racketter, d'assassiner dans les fêtes de village, de déposer des explosifs », répond le préfet.

● 8 décembre : le juge anti-terroriste, Gilbert Thiel, dessaisit les gendarmes de l'enquête sur l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella. Cette décision intervient au terme de plusieurs mois de rivalités entre police et gendarmerie autour du dossier Corse et à la suite de la transmission au juge, par le chef de la DNAT, Roger Marion, d'un rapport des gendarmes qui critiquait le « manque de dynamisme » de M. Thiel. La DNAT est désormais chargée de l'ensemble des enquêtes criminelles directement ou indirectement relatives à l'assassinat du préfet Erignac.

● 16 décembre : le juge Jean-Pierre Niel, membre du « pôle financier » installé à la cour d'appel de Bastia, met en examen la caisse régionale du Crédit agricole, en tant que personne morale. Dix-sept personnes avaient déjà été mises en examen de ce dossier. Selon l'inspection des finances, une quarantaine de personnes ont bénéficié de prêts indûment attribués par la première banque de l'île.

● 30 décembre : Le Canard enchaîné et l'Est Républicain publient des extraits du rapport de synthèse concernant l'enquête sur la mort du préfet Erignac, remis, le 3 décembre, par le chef de la DNAT aux juges anti-terroristes. Selon ce document, les enquêteurs privilégient la piste dite « agricole ». Le parquet de Bastia ouvre une information judiciaire pour « violation du secret de l'instruction et recel ».

● 12 janvier 1999 : la veuve et les deux enfants du préfet Erignac défont le « remue-ménage » entre

policiers et juges et souhaitent que tous les services chargés de l'enquête « oublient leurs querelles et unissent leurs efforts ».

● 13 janvier : lors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal d'Ajaccio, le préfet Bonnet quitte la salle en réaction au discours du bâtonnier Antoine Sollacaro qui mettait en cause l'impartialité de l'Etat en Corse.

● 14 janvier : le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, en visite en Corse, affirme que l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac est « une tâche sacrée ». « L'enquête progresse, dit-il, et je vous demande d'avoir confiance dans son succès, loin des polémiques subalternes et nuisibles ».

● 13 février : réagissant à des informations publiées dans plusieurs journaux et radios, le premier ministre, Lionel Jospin, assure qu'« aucune enquête parallèle à l'enquête judiciaire n'a été menée. Le préfet de Corse a transmis tous les renseignements utiles pour l'enquête qui ont pu être portés à sa connaissance. Il annonce le même jour avoir reçu, du président de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) un rapport assurant qu'« aucun demande d'interception n'a été formulée par la DGSE et d'autre part que celle provenant de la gendarmerie nationale ne corrobore pas les informations récemment parues ».

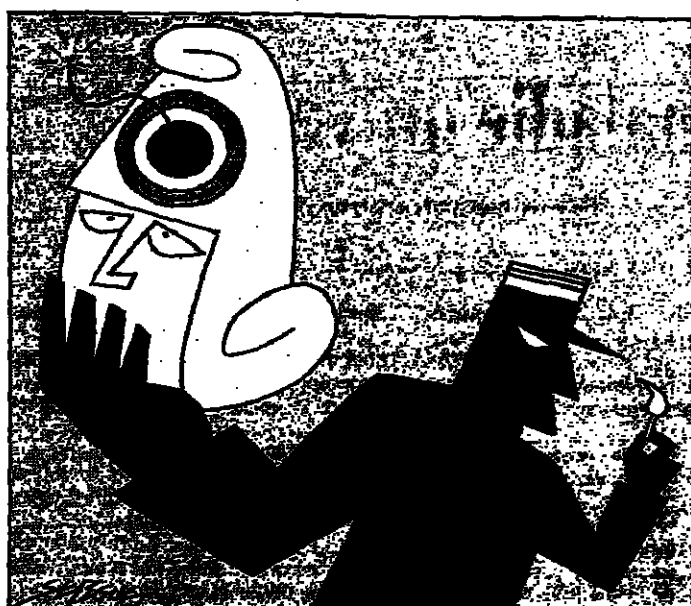
● 14 mars : au deuxième tour des élections à l'Assemblée territoriale de Corse, la liste indépendantiste Corsica Nazione, animée par A. Concolta independista, vitrine légale du FLNC-Canal Historique, obtient 16,77 % des voix, meilleur score jamais atteint par une formation soutenant la lutte armée.

### 28 papiers Informatiques Chez Duriez

Papier pour imprimantes jet d'encre et laser • 80 à 240 gr • Couché glacé satiné ou mat • Métallisé • Papier d'art • Tôle de lin • Papier film • Transparent • Autocollant • Waterproof • Papier photo • Étiquettes • Transfert tee-shirt • Consommables informatiques.

Duriez, 112 bd St-Germain - 75006 Paris





## Les missions contestées du GPS en Corse

SUSPECTÉ par la justice d'avoir joué un rôle dans l'incendie criminel d'un restaurant de plage, dans la nuit du 20 au 21 avril, près d'Ajaccio (Corse-du-Sud), le Groupe de pelotons de sécurité (GPS) s'approprie à travers une zone de forte turbulence, moins d'un an après sa naissance. Créé le 27 juillet 1998 par le major général de la gendarmerie, le GPS devait, en théorie, permettre au gouvernement de disposer d'une force alternative aux différents services de police en place sur l'île. Aux yeux des autorités gouvernementales, il s'agissait, dans un premier temps, de réorganiser les services de l'Etat sous la houlette du préfet de Corse, Bernard Bonnet, et dans un second temps, de contourner d'éventuels réseaux politiques dont l'existence

Après quelques mois seulement, ses membres ont été décriés par les services de la direction nationale antiterroriste (DNAT)

était soupçonnée au sein de la police judiciaire et des renseignements généraux depuis le passage de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur. Ainsi, M. Bonnet et la gendarmerie, soutenus par le gouvernement, obtinrent d'importants moyens et le feu vert politique pour confier aux gendarmes une partie du travail de renseignement et de lutte contre les activistes corses, traditionnellement dévolu à la police.

Chargé de mener des missions dans le domaine du renseignement, de l'anti-terrorisme et de la protection rapprochée des personnalités, le GPS est une unité rompie aux interpellations muscées et aux techniques de commando. Il compte 95 hommes, dont un commandant et deux officiers, dirigeant chacun un peloton spécialisé. Des moyens techniques importants ont été mis à leur disposition. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) leur a cédé des systèmes d'écoute téléphonique perfectionnés et des véhicules à distance ont fréquemment été utilisés.

Après quelques mois seulement, ses membres ont été décriés par les services de la direction nationale antiterroriste (DNAT), dirigée par le contrôleur général Roger Marion et les membres de la section de recherche des Renseignements généraux. Le rôle du GPS dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac apparaissait au cœur des reproches formulés par le ministère de l'Intérieur. Présents en tant que force d'appoint auprès des gendarmes saisis par le juge parisien antiterroriste, Gilbert Thiel, de l'enquête sur l'attentat ayant visé la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), où fut dérobée l'arme qui tua M. Erignac, ses membres ont effectué de nombreuses missions de filature de militants nationalistes dissidents considérés comme des cibles potentielles de l'enquête. Le juge Thiel ayant demandé aux gendarmes de ne pas communiquer les éléments découverts au cours de leurs investigations au

service de police chargés, par les deux autres juges anti-terroristes — Jean-Louis Brugère et Laurence Le Vert —, d'enquêter directement sur l'assassinat du préfet, une guerre larvée a débuté, portant le risque d'un ralentissement de l'enquête.

Au cours des derniers mois, le GPS et la section de recherche des Renseignements généraux organisaient ainsi, sans le savoir, des filatures sur les mêmes militants nationalistes.

Les dysfonctionnements entre services de l'Etat étaient tels qu'une personne surveillée dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac a pu retrouver sous son véhicule deux balles de réapprovisionnement du GPS, l'autre des RG. Plus grave, lors de la filature d'une personne considérée comme un pivot du groupe soupçonné d'avoir organisé l'assassinat d'Ajaccio, qu'une équipe des RG était sur les traces du même homme. Les policiers ne l'apprenant que plusieurs semaines plus tard. Au mois de novembre 1998, découvrant que les gendarmes et le GPS effectuaient des recherches sur Jean Castella, nationaliste dissident, chef de la branche radicale du mouvement indépendantiste, le patron de la DNAT Roger Marion décida d'interpeller brutalement M. Castella. Cette intervention eut pour conséquence, selon certains policiers, de permettre aux personnes visées par l'enquête de connaître l'avancée du travail des policiers et des gendarmes.

Par ailleurs, le GPS a effectué des missions dites « de prévention » sur la base de renseignements recueillis la gendarmerie. De fait, ces actions ont souvent eu une connotation politique en visant des nationalistes corses. Ainsi, de retour de Paris, l'ancien chef du principal mouvement nationaliste corse, A. Cuncoita Nazionalista, François Santoni, fut intercepté par le GPS à la sortie de l'aéroport de Figari (Corse-du-Sud). Le GPS pensait que le leader nationaliste était non seulement armé mais avait renoué, depuis sa remise en liberté, au mois de décembre 1998, des contacts politiques en vue de futures négociations. N'ayant aucune arme sur lui, François Santoni fut relâché.

Ce peloton fut également réquisitionné pour mener des opérations de surveillance de sites sensibles, tels que des gendarmeries, objet de plusieurs attentats, ces dernières semaines, où des lieux susceptibles d'être pris à partie par des nationalistes. Dans le même temps, certaines rumeurs faisaient état de d'écoutes téléphoniques et de menées parallèles des gendarmes, en marge de l'enquête sur la mort du préfet. La publication d'éléments en ce sens dans plusieurs journaux avait conduit le premier ministre, Lionel Jospin, à démentir, le 13 février, l'existence de toute « enquête parallèle » en Corse.

Dans les actions de surveillance dont ils ont la charge, les membres du GPS n'ont pas le droit d'intervenir même s'ils sont témoins d'un acte malveillant. A en croire le colonel Henri Mazères, patron de la gendarmerie en Corse — aujourd'hui mis en examen dans l'affaire de l'incendie criminel —, c'est dans ce cadre qu'évoluaient les trois membres du GPS, présents sur la plage de Cotti-Chiavari (Corse-du-Sud), dans la nuit du 19 au 20 avril.

Jacques Follorou

## Jacques Chirac exclut tout entretien officiel avec les chefs de la droite d'ici au 13 juin

Nicolas Sarkozy a lancé sa campagne européenne à Paris en présence d'Edouard Balladur

L'Elysée a fait savoir, lundi 26 mars, que « le président de la République, n'ayant pas vocation à intervenir dans les campagnes électorales, et

alors que va s'ouvrir la campagne européenne, reportera tous ses rendez-vous avec des personnalités engagées dans cette campagne ».

Jacques Chirac répond ainsi aux dirigeants du RPR et de DL, qui souhaitaient qu'il ne reçoive plus François Bayrou, chef de file de la liste UDF.

PRÉVUE de longue date, la réunion devait, avec Philippe Séguin et Edouard Balladur, marquer le début de la campagne sur Paris. Le changement de « casting », lundi 26 avril, a produit son meilleur effet : pour sa première apparition publique en tant que chef de file de la liste RPR-DL aux élections européennes, Nicolas Sarkozy a pu recevoir, dans un grand hôtel du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, l'ovation du candidat qu'il avait secondé à l'élection présidentielle de 1995.

« Je suis très fier que cette campagne commence à Paris », a affirmé M. Balladur devant un millier de personnes, parmi lesquelles les principaux élus de droite de la capitale, le maire, Jean Tiberi, Roger Romani, chargé de mission auprès du président de la République, et quelques-uns des « agitateurs » de l'Hôtel de Ville, François de Panafieu, Bernard Pons, Jacques Toubon.

A la fin de son discours, consacré à l'Europe, M. Balladur a d'ailleurs donné le frisson aux premiers rangs de l'assistance, en déclarant : « Et maintenant, je voudrais dire un mot sur Paris... Il ne s'agit pas de rappeler des résultats des précédentes élections européennes, toujours meilleurs pour la droite, dans la capitale, que dans le reste du pays, ce dont

l'ancien premier ministre a tiré les leçons en lançant un appel à la mobilisation. M. Tiberi a acquiescé d'un signe de tête.

M. Balladur a aussi apporté son concours au président par intérim du RPR en se proposant de « vider une fois pour toutes cette querelle » du fédéralisme. Expliquant que, dans une Union fédérale, une majorité d'Etats pourrait imposer ses décisions à la France, le député de Paris a demandé : « Y a-t-il quelqu'un, dans ce pays, qui accepterait que les soldats français soient envoyés en Serbie contre la volonté du gouvernement ? S'il existe, qu'il le dise ! » Après avoir ainsi apostrophé l'UDF, l'ancien premier ministre a assuré : « Il faudra nous retrouver le 13 juin au soir. »

M. Sarkozy, lui, est tout à son bonheur. C'est sa première campagne nationale. « Cette campagne, je ne l'ai pas souhaitée, je n'ai rien demandé, mais, depuis quelques jours, je la sens assez bien », affirme-t-il. L'après-midi, dans ce qui fut brièvement, à l'automne 1998, le siège de l'Alliance pour la France, il avait présenté, en compagnie d'Alain Madelin, l'organisation de sa campagne. Les deux chefs de file de la droite avaient souriants, jeunes, dynamiques, les bras levés, sur l'affiche de « L'Union pour l'Europe ». Un tract, tiré à cinq millions d'exem-

plaires, explique les cinq raisons de voter pour cette liste. Une plaquette, tirée de la charte européenne du RPR et de DL, rappelle la nécessité de l'élargissement de l'Europe et celle d'une défense commune, pour qu'il n'y ait « plus jamais le Kosovo ».

Deux directeurs de campagne ont été nommés : François Goulard, député du Morbihan, pour DL, le séguiniste Roger Karouichi, député européen, pour le RPR ; et deux porte-parole, Patrick Devdjan (RPR) et Claude Goussien (DL). Un conseil politique de seize personnes a été constitué, toujours à parité entre le RPR et DL. La liste sera rendue publique le 5 mai.

### « PROXIMITÉ NATURELLE »

Le président du RPR n'est pas troublé par la décision du chef de l'Etat, annoncée lundi par l'Elysée, de suspendre ses rendez-vous avec les personnalités de l'opposition pendant la durée de la campagne. Il n'a pas le sentiment que ce message s'adresse à lui. Les petits déjeuners du mardi, qui réunissent, autour de Jacques Chirac, le président du mouvement gaulliste et les présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, sont, certes, supprimés, mais M. Sarkozy imagine qu'il pourra y avoir d'autres

formes de rendez-vous d'ici au 13 juin. Surtout, il considère que le message présidentiel du 24 avril, devant les cadres du RPR est sans ambiguïté.

Dans un communiqué, les responsables du RPR ont donc approuvé la décision du président de la République de « reporter ses entretiens avec les personnalités engagées dans la campagne européenne », en rappelant « qu'ils n'ont jamais annoncé ou commenté chacun de ces entretiens, tant leur proximité est naturelle aux yeux de tous ».

François Bayrou, tête de la liste UDF, s'est félicité de la décision de M. Chirac, qu'il trouve « tout à fait juste et bienvenue ». « On a essayé de le mouiller dans une campagne électorale dans laquelle le président de la République, comme institution, n'a rien à faire. Il écarte les sollicitations qui avaient été faites, il se libère des problèmes électoraux, et je trouve qu'il fait très bien », a déclaré le député des Pyrénées-Atlantiques.

La décision de M. Chirac permet, en effet, au chef de file des centristes d'affirmer : « Le président de la République est une référence commune pour tous les partis de l'opposition. » Pas seulement, donc, pour le RPR et pour DL.

Jean-Louis Saux

## Daniel Cohn-Bendit propose au PS et au PCF un meeting commun

L'ÉTAT « pathétique » de la droite inspire les Verts. Tout comme, à l'évidence, le regain observé, depuis deux semaines, dans les études d'opinion, par la liste écologiste. « Dany est en pleine forme, il a la pêche », confie Jean-Luc Bennaïm, secrétaire national des Verts, lundi 26 avril, devant les 400 personnes réunies pour un meeting de campagne à Corbeil-Essonnes. Le ton est donné. Certes, le Kosovo continue d'occuper les esprits. « Nous sommes responsables parce que nous avons dit "oui" à l'intervention de l'OTAN, lance Daniel Cohn-Bendit, mais, assumer ses responsabilités, c'est s'expliquer. »

Le député européen défend une intervention des troupes au sol : « Si les Kosovars ne retourneront pas dans leur pays avant l'été, ils n'y retourneront jamais. Toutes les grandes déportations de ce siècle nous l'ont montré. » Avant lui, M. Bennaïm avait également fait entendre la petite musique verte. « Le gouvernement doit se résoudre à accueillir enfin plusieurs milliers — et non plusieurs centaines — de réfugiés », et, aussi, « l'ensemble des déshérités qui quitteraient l'armée serbe, même si la décision est difficile ».

« Il y aurait M. Hollande — ou, s'il croit devoir se faire représenter par Jospin, M. Jospin — et M. Hue »

Une parenthèse s'est fermée. A sept semaines du 13 juin, il faut quand même parler de l'Europe, de la droite, de discours des « concurrents » de gauche et néanmoins « amis ». A Corbeil, les Verts se permettent des incursions dans le terrain protégé de la gauche « plurielle ». « On a commencé notre campagne fin août, on a bien fait. On a pu parler de l'Europe que nous désirions », lance M. Bennaïm, avant de moquer l'engagement « silencieux » de la « force tranquille » socialiste. « La liste PS est en campagne — c'est du moins ce qui se dit. On attend toujours que François

Hollande veuille bien rencontrer notre tête de liste et accepter un vrai débat », assure-t-il.

A ce sujet, « Dany » a « une idée », qu'il appelle, pour rire, l'appel de Corbeil, puisqu'il paraît qu'il faut lancer des appels en France ». « Je trouve que la majorité plurielle devrait donner à la droite une leçon de démocratie. (...) Nous avons des listes différentes, mais nous ne sommes pas des adversaires. Je propose un meeting en commun — les socialistes, les communistes, les Verts —, puisque nous faisons un gouvernement ensemble. Nous dialoguerons en amis. »

Et de rêver. « Il y aurait M. Hollande — ou, s'il croit devoir se faire représenter par Jospin, M. Jospin — et M. Hue. M. Hollande donnerait l'idéal-type de la liste socialiste, tout et son contraire. Il expliquerait comment on peut être pro-européen avec Chénement et fédéralisme national sans être fédéraliste, mais pas tout à fait national (...), mais en étant pour une fédération des nations ou une nation des fédérations, puisqu'on comprend que cette notion est un « plus » face à la droite républicaine, sans l'être vraiment en comparaison d'une fédération totalement européenne. » « Dany » reprend son souffle : « On aurait, en tout cas, une position majoritaire, puisque le PS est le parti le plus fort. »

« On en saurait davantage, aussi, cotonne-t-il, sur la position intéressante d'un PC en mouvement et sur la triple portée de cette liste — hommes/femmes, ouvert/pas ouvert, pour la guerre/contre la guerre. Robert est au milieu du gué, sur une île : s'il avance, il se noie ; s'il recule, il se noie aussi. Donc, il ne bouge plus. Ce n'est plus la position bête et méchante contre l'Europe, c'est le mouvement qui ne bouge pas, l'ouverture dans la lenteur. »

Face à tout cela, bien sûr, il y aurait les Verts, « leur position fédéraliste, leur vision de la cohésion sociale, écologique et démocratique de l'Europe ». Satisfait de son effet, la tête de liste conclut : « Je crois que si nous nous retrouvons, une seule fois, à Toulouse, à Nantes, à Toulon, nous aurions une démocratie d'avance. Vous vous rendez compte le ridicule pour Sarkozy [Nicolas Sarkozy] ou Bayrou ? » La tête de liste des Verts se frotte les mains. « Dès ce soir, je vais faire une petite lettre à François, à Robert... »

Ariane Chemin

### DÉPÊCHES

■ **SYNDICATS** : Maryse Dumas, membre du bureau confédéral de la CGT, chargée de l'action revendicative, souhaite que la seconde loi sur les 35 heures conduise « à renégocier tous les accords dont certains volets seront devenus illégaux ». M<sup>me</sup> Dumas refuse « de laisser se prolonger une définition du travail effectif qui permette aux patrons de changer les modalités de calcul des heures, des jours de congés ou de formation, et de ne pas baisser la durée réelle de travail ». La seconde loi doit « encadrer strictement l'annualisation du temps de travail, pour que les durées minimales et maximales oscillent le plus possible des 35 heures », précise M<sup>me</sup> Dumas dans L'Espresso du 26 avril.

■ **CONSUMMATION** : la consommation des ménages en produits manufacturés a rebondi, en mars, gagnant, en données corrigées des variations saisonnières, 1,6 % après une baisse de 2,8 % en février. Sur un an, elle enregistre un gain de 6,3 %, selon les chiffres publiés, mardi 27 avril, par l'Insee. Elle croît de 3 % pour le premier trimestre.

■ **OUTRE-MER** : douze organisations indépendantistes de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane ont fait part, lundi 26 avril, de leur volonté d'appeler l'électorat des trois départements français d'Amérique à boycotter les élections européennes du 13 juin.

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRE**  
sur surenchère du 1/10<sup>e</sup>, en la Chambre des Notaires de PARIS,  
12, avenue Victoria - Le MARDI 11 MAI 1999 à 14h30  
**64, RUE VIEILLE-DU-TEMPLE à PARIS 3<sup>ème</sup>**  
**UN LOGEMENT de 2 PIÈCES (39 m²)**  
**MISE A PRIX : 737.000 F**  
S'adr. à Maître BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001)  
14, Rue des Pyramides - Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71  
Visite le mercredi 5 mai 1999 de 13 heures à 15 heures

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**  
en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria  
**Le MARDI 11 MAI 1999 à 14 heures 30**

**16, RUE SAINT-ANASTASE à PARIS (3<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (31,4 m² env.),  
1 DÉBARRAS et 1 CAVES

**6, RUE FRANÇOIS MIRON à PARIS (4<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (68,6 m² env.),  
1 DUPLEX de 6 PIÈCES (124,7 m² env.)

**22-24, RUE JACOB à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
1 STUDIO (31,6 m² env.)

**31, RUE BONAPARTE à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (83,9 m² env.)

Pour visites et renseignements s'adresser à : Maître BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001) 14, rue des Pyramides  
Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71

**23, RUE JACOB à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
2 PIÈCES (7 et 14,9 m² - avec faculté de réunion des lots)  
et 2 CAVES (6 et 6,2 m²)

**2, RUE DES BEAUX-ARTS à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (139,7 m²) avec CAVES (12 m²),  
2 PIÈCES (1 et 1,8 m²), 1 APPARTEMENT de 5 PIÈCES (153,3 m²),  
2 STUDIOS (13,1 et 18,1 m²) avec CAVES (9 m²) et GARAGE (15,5 m²),  
2 DÉBARRAS (2 et 3,35 m² - avec faculté de réunion des 2 débarras)

**3, QUAI MALAQUAIS à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (99,5 m²)

**29, RUE BONAPARTE à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 6 PIÈCES (162,5 m²), 2 CHAMBRES (6 m²)  
avec CAVES (19,3 m²), 1 LOCAL D'HABITATION de 9 PIÈCES  
(38,7 m²), 3 PIÈCES (deux de 5,2 m² et une de 6,4 m²  
avec faculté de réunion des 3 pièces)

Pour visites et renseignements s'adresser à : Maître BOURGES, Notaire associé à PARIS (75008) 77, bd Malesherbes - Tél : 01.44.90.14.14

سكزا من الأصل

هكذا من الأصل

## Les associations veillent sur la couverture maladie universelle

Les députés examinent le projet de loi apportant une assurance aux six millions d'exclus des régimes complémentaires sous la surveillance des organisations caritatives, particulièrement préoccupées par la présence des mutuelles et des assurances privées dans le dispositif

Les députés devaient commencer, mardi 27 avril, dans la soirée, l'examen du projet de loi sur la CMU, qui concernera quelque six millions de Français, parmi les plus démunis. Les associations caritatives ont eu une

fonction de vigie dans la mise au point de la réforme. Plaidant, depuis des années, pour que le dispositif soit mis en œuvre, elles ont surveillé de très près le travail gouvernemen-

tal et sont à l'origine de nombre d'amendements. Certaines de ces organisations estiment que le texte que les députés s'approprient à examiner, après avoir été amendé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, est en « recul » par

rapport au projet initial de Martine Aubry, ministre de la solidarité. La droite est embarrassée par le projet de loi. Elle est favorable au principe de la réforme, mais critique la méthode du gouvernement. Un « DMOS »

- projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - n'étant pas prévu, les services de M<sup>me</sup> Aubry ont inclus dans le texte des mesures « fourre-tout », sans lien avec la réforme, ce qui irrite de nombreux députés.

TOUT AU LONG de l'élaboration du projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), les associations caritatives, régulièrement consultées, ont veillé au grain. Enthousiastes sur l'objectif affiché et réclamant depuis plusieurs années - garantir un meilleur accès aux soins pour les plus pauvres -, elles se sont comportées telles des sentinelles, veillant minutieusement aux modalités de sa mise en œuvre. Alors que les députés à l'Assemblée nationale commencent, mardi 27 avril, à examiner le projet, ces associations renouvellent les mises en garde et pointent du doigt plusieurs amendements adoptés par la commission des affaires sociales.

Ainsi, elles résistent à la proposition du rapporteur Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe) d'asseoir à la table du futur conseil d'administration du fonds de solidarité de la CMU les mutuelles et les assurances privées. Elles soupçonnent ces organismes de vouloir res-

treindre les prestations. Et elles considèrent que le « droit d'option », qui doit permettre aux six millions de bénéficiaires potentiels de la CMU de choisir entre une caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM), une mutuelle ou une assurance privée pour obtenir une couverture complémentaire, n'est plus assuré.

La CMU est un peu leur enfant. Des « notes de contribution » envoyées à l'ancien premier ministre, Alain Juppé, lorsqu'il avait travaillé à un projet similaire mais moins complet, aux tables rondes organisées au ministère de Martine Aubry, les associations caritatives ont largement participé à la rédaction du projet de loi. C'est d'ailleurs sous leur pression que le gouvernement de Lionel Jospin, qui pensait faire seulement appel aux mutuelles et aux assureurs, s'est résolu à associer les CPAM pour le volet complémentaire. Le contexte s'y prêtait. Les attermoissements des mutuelles avaient, en effet, fini par

inquiéter jusqu'à ATD Quart Monde et Médecins du monde, pourtant favorables, dans un premier temps, à l'entrée de ces nouveaux partenaires dans le dispositif.

### CAMPAGNE DE PUBLICITÉ

Ce sont encore les associations qui ont « nourri » la détermination des Verts et des communistes à proposer de relever de 3 500 francs (533,57 euros) à 3 800 francs (579,3 euros) le seuil de revenus mensuels ouvrant droit à la CMU. Cet amendement, d'abord adopté par la commission puis rejeté, devait revenir dans l'hémicycle. « En toute hypothèse, un seuil de ressources qui serait inférieur au minimum vieillesse et à l'allocation adultes handicapés, soit 3 540,41 francs, serait inacceptable, car il exclurait des milliers de personnes âgées et handicapées disposant de très faibles ressources », prévient, dans un communiqué publié lundi 26 avril, l'Uniopep (Union na-

tionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux) qui regroupe notamment ATD Quart Monde, la Croix-Rouge, Médecins du monde, Remède, la Fédération de l'entraide protestante, le Secours catholique et le Secours populaire. Celle-ci a listé une série de neuf « demandes prioritaires », dont plusieurs recoupent les préoccupations de Médecins sans frontières (MSF).

Particulièrement impliqué dans le dossier, MSF a multiplié les initiatives pour se faire entendre. L'association s'est récemment offert une pleine page de publicité dans la presse pour interpeller M<sup>me</sup> Aubry. Intitulée « Lettre ouverte à Madame la ministre de l'emploi et de la solidarité », elle agita à nouveau l'épouvantail de la « privatisation de l'accès aux soins », accusant le gouvernement de « commencer par les plus pauvres ». MSF édite par ailleurs, depuis décembre, un petit journal de huit pages, baptisé *Droits ouverts*, entiè-

rement consacré à la CMU. Dans le quatrième numéro, daté du mois d'avril, Jean-Michel Belorgey a été sollicité. L'ancien président socialiste de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale de 1988 à 1993, rapporteur de la loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI), s'y livre à un vibrant plaidoyer en faveur de l'« assistance », prenant ainsi le contre-pied de Lionel Jospin qui a souvent déclaré vouloir « tourner le dos à l'assistance », jugée « stigmatisante ». « L'assistance est une des plus grandes choses qu'ait inventées la République (...). Mais les mots s'usent parce que les gens qui s'en servaient s'en lassent et qu'un certain nombre les ont joués à la baisse. Alors on a rebaptisé l'assistance "aide sociale" au moment où on trouvait qu'assistance, ça ne sonnait pas bien », déclare M. Belorgey.

Tout en saluant les « avancées sociales indéniables » de la CMU, MSF estime aujourd'hui que le texte, amendé par la commission des

affaires sociales, « représente un recul important par rapport au projet initial validé par le conseil des ministres ». L'association dénonce le fait que l'accès gratuit aux soins médicaux soit d'une durée variable selon les bénéficiaires. Un amendement du rapporteur Jean-Claude Boulard prévoit en effet une possibilité de prolongation des contrats, pendant un an, à des tarifs préférentiels, pour ceux qui auraient choisi une mutuelle ou une assurance et dont les revenus auraient progressé. Cette disposition ne concerne, a priori, pas les autres, qui se seront adressés à une caisse d'assurance-maladie. L'idée de M. Boulard d'instaurer une cotisation, même symbolique, est aussi mal perçue. Enfin MSF, comme les membres de l'Uniopep, juge « inacceptable » l'absence de recours en cas de litige entre un bénéficiaire et les organismes complémentaires invités à participer à la CMU.

Isabelle Mandraud

### Les principales dispositions du texte

Le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), examiné en urgence par l'Assemblée nationale, mardi 27 avril, doit entrer en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

● **Accès au régime de base.** Le texte instaure l'affiliation automatique et obligatoire, dès l'âge de seize ans, au régime de base de la Sécurité sociale. Aujourd'hui, 150 000 personnes en sont encore dépourvues.

● **Accès à une couverture complémentaire.** C'est le second volet du projet de loi : il prévoit l'accès à une couverture complémentaire quasi gratuite pour six millions de personnes qui n'en bénéficient pas. Le texte marque la fin de l'assurance personnelle, souscrite par 550 000 personnes, et de l'aide médicale gratuite gérée jusqu'ici par les départements.

● **Critères d'attribution.** Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle doivent justifier d'un lieu de résidence - le siège d'une association suffit pour les sans-domicile-fixe. Le seuil de revenus pour bénéficier d'une couverture

complémentaire gratuite, dans l'esprit du projet, est fixé à 3 500 francs (533,57 euros) mensuels pour une personne isolée.

● **Coût du dispositif.** Le coût du projet est estimé à 9 milliards de francs (1,3 milliard d'euros). Après d'importants transferts financiers (les fonds départementaux sont recentralisés), la facture sera, à terme, pour l'Etat de 1,7 milliard de francs supplémentaires (près de 260 millions d'euros), selon les calculs de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

● **« Droit d'option ».** Les bénéficiaires de la CMU auront le choix entre une caisse primaire d'assurance-maladie, une mutuelle ou une assurance privée pour accéder à la couverture complémentaire. Ceux dont les revenus dépasseront le seuil pourront rester dans le dispositif un an de plus, à des conditions préférentielles. Un amendement du rapporteur Jean-Claude Boulard réserve cet avantage aux personnes qui auront opté pour une mutuelle ou une assurance privée.

● **Cotisations.** Le principe d'une cotisation « symbolique » - un droit d'entrée de 150 francs ou une contribution périodique de 30 francs - pour l'accès à la couverture complémentaire a été accepté en commission des affaires sociales.

● **Extension du tiers payant.** Un amendement de M. Boulard étend le tiers payant aux personnes qui s'engageront à consulter le même praticien.

ATTENTION, DANGER ! La droite considère le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU) comme un écueil. S'opposer à un texte dont le principe avait été annoncé par le gouvernement d'Alain Juppé, en novembre 1995, est risqué. Mais l'applaudir est impensable... A force de peser le pour et le contre, l'opposition RPR-UDF-DL a fini par se mettre d'accord sur cette position commune : « Favorable au principe, opposée à la méthode ! »

Jean-Louis Debré, vice-président du groupe RPR au Palais-Bourbon, lors d'un déjeuner de presse sur la CMU, le 14 avril. M. Debré était entouré notamment de Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie), Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) et Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), qui présenteront chacun une motion de procédure contre ce texte jugé « sympathique », « nécessaire », mais « dangereux ».

« Nous allons basculer vers l'assistanat », a alerté M. Accoyer. La droite critique, au premier chef, le principe du seuil de revenus - 3 500 francs (533,57 euros) pour une personne isolée et jusqu'à 7 700 francs (1 173,85 euros) pour

un foyer de quatre personnes - pour bénéficier du dispositif. « Notre architecture était différente », souligne, nostalgique, M. Barrot, ancien ministre des affaires sociales. En novembre 1995, Alain Juppé avait annoncé, dans son projet de réforme de la Sécurité sociale, la création de l'assurance-maladie universelle. La dissolution de 1997 a clos le dossier. « Il faut harmoniser et maintenir l'aide médicale gratuite pour les personnes les plus démunies ; au-delà, les Français devraient avoir une assurance complémentaire financée par une aide personnalisée et progressive en fonction des revenus », préconise M. Barrot.

Le député de Haute-Loire juge que la CMU va déstabiliser les « gens modestes » dont les ressources se situent à la charnière du seuil fixé par le projet de loi de la ministre de la solidarité, Martine Aubry. « Il faut montrer qu'il y a une logique de solidarité et de responsabilité », ajoute M. Barrot, proche de Jacques Chirac. Le texte de M<sup>me</sup> Aubry prévoit que les personnes éligibles à la CMU ne paieront qu'une cotisation « symbolique ». « Ce texte est une trappe à pauvreté : il va dissuader les gens de gagner au-delà du seuil, qui devront dès lors payer leur couverture complémentaire », a renchéri M. Mattéi. Le nouveau dispositif ne règlera pas non plus, selon M. Barrot, les difficultés d'accès

aux soins des classes moyennes : « Un couple qui gagne 8 700 francs par mois avec deux enfants aura toujours les mêmes problèmes d'accès aux soins ! »

La droite dénonce également la « confusion des rôles » entre les caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM), les mutuelles et les assurances auxquelles les bénéficiaires de la CMU pourront indifféremment s'adresser pour leur assurance complémentaire. L'opposition parle que les personnes éligibles à la CMU devraient être intégralement prises en charge par les CPAM. M. Mattéi juge qu'il y a « concurrence déloyale ». « C'est le passage de la Sécurité sociale à un système à deux vitesses. La CMU, c'est le Médic Aid américain ! », poursuit M. Accoyer, médecin, en faisant allusion au système fédéral d'assurance-maladie des plus démunis en vigueur aux Etats-Unis, accordée en fonction des revenus.

### TEXTE ALTERNATIF AU SÉNAT

Le député de Haute-Savoie compte aussi démontrer l'« effet considérable » de la CMU sur le budget de l'Etat. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur de la commission des affaires sociales, a calculé que la « charge nette » supplémentaire pour l'Etat, de 1,7 milliard de francs (près de 260 millions d'euros) (Le Monde du 22 avril). « C'est une campagne de "com" ! », dénonce M. Accoyer qui évalue, lui, le « surcoût » entre « huit et onze milliards de francs ».

### Menace sur les primes d'assurance

S'il ne conteste pas la nécessité d'une couverture maladie universelle, le Mouvement des entreprises de France (Medef, ex-CNPF) s'oppose au mode de financement actuel du projet. Pour le président du groupe de propositions et d'actions protection sociale au Medef (ex-CNPF), Georges Jollès, il faut financer la couverture maladie universelle par des économies sur le système de santé : « Si, dans notre pays, il y a autant de personnes qui ne peuvent pas se soigner, c'est parce que nous avons le système de santé le plus coûteux, et l'un de ceux qui rembourse le plus mal », analyse M. Jollès, dans un entretien aux Echos du 27 avril. « Pour le Medef, il faut améliorer le fonctionnement du système de soins pour réduire les prélèvements, mieux rembourser, et surtout, combattre les exclusions. C'est ce traitement structurel de l'exclusion que nous préférons », ajoute M. Jollès, qui prévoit une hausse des primes d'assurance pour compenser le surcoût de la CMU supporté par les assureurs complémentaires.

« Le rapporteur se base sur un coût de prise en charge de 1 500 francs par personne et par an. Or, en Haute-Savoie, où la population est plutôt jeune, l'aide médicale gratuite représente déjà un coût annuel de 1 920 francs par individu, et la carte solidarité-santé, 2 200 francs... », note le maire d'Annecy-le-Vieux.

Opposée à la CMU, la droite n'entend pas, toutefois, entrer dans le détail. Aucun amendement ne devrait être défendu au nom de « l'urgence » ou de « l'urgence sociale ». « Les amendements déposés en commission pour dénoncer les « effets pervers » du projet de loi « il est difficile de compiler un texte quand la copie est très contestable ! », justifie M. Barrot. M. Mattéi se montre plus pragmatique. « On sort d'une discussion très longue sur les sujets de société, explique-t-il, en évoquant le débat sur le pacte civil de solidarité. On a vu les effets pervers... Cette fois-ci, en cinq ou six heures, nous souhaitons développer nos propositions ».

« Nous allons montrer une philosophie différente », ajoute Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire).

Aux députés la philosophie, aux sénateurs de « mettre les mains dans le cambouis ». « Puisqu'ils sont majoritaires », ce sont eux qui auront la tâche, moins populaire, de proposer un texte alternatif.

Clarisse Fabbre

## La droite veut une réforme, mais critique le gouvernement

SIX PETITS articles sèment la discorde. Regroupés sous le titre « modernisation sanitaire et sociale », ils n'ont pas grand-chose à voir, bien qu'ils soient accrochés au texte, avec le « grand projet social » du gouvernement consacré à la couverture maladie universelle (CMU). Dépitée de ne pas avoir obtenu une fenêtre parlementaire pour débattre d'une loi portant sur diverses mesures d'ordre social (DMOS) qui lui aurait permis de régler quelques problèmes en attente, la ministre de la solidarité, Martine Aubry, a décidé d'utiliser la CMU.

A droite comme à gauche, les députés n'ont pas apprécié l'inclusion de ces articles « fourre-tout » et l'ont fait savoir. Ainsi, sur les 220 amendements examinés en commission des affaires sociales, 60 concernaient ce chapitre et, parmi les 63 propositions adoptées, un bon tiers traite de ces articles consacrés à la réforme des consultations de dépistage du virus du sida, à la formation des infirmiers du secteur psychiatrique, ou bien encore à la diffusion des informations médicales.

Le texte ayant été présenté de la sorte depuis le départ, au conseil des ministres comme devant le Conseil d'Etat, la manœuvre est techniquement irréprochable. Le gouvernement n'a pas commis l'er-

reur de Philippe Seguin, qui avait tenté, au cours d'un débat, d'introduire des dispositions sans rapport avec la loi discutée (lire ci-dessous). Mais sur le fond, les députés ont le sentiment de s'être fait forcer la main. En effet, ceux qui voudraient approuver la CMU mais pas les autres dispositions ne le pourront pas : la règle veut qu'il y ait un vote unique sur l'ensemble du texte. La nomination d'Alfred Recours (PS, Eure), rapporteur spécial, n'y change rien.

Du coup, lors de l'examen du projet par la commission des affaires sociales, les remarques aigres ont fusé. C'est un « amalgame scandaleux », s'est insurgé

Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), en soulignant « la situation impossible à laquelle sont confrontés les parlementaires ». « La solution retenue par le gouvernement va brouiller le débat sur la CMU », s'est plainte Jacqueline Frayssé (PCF, Hauts-de-Seine). Même le président socialiste de la commission, Jean Le Garrec, a assuré qu'il avait tout fait pour éviter, sans succès. « Les six articles constituent en quelque sorte un "mini-DMOS". Il ne faut donc pas rechercher une quelconque logique entre les différentes dispositions concernées », a reconnu M. Recours. Pas très convaincu lui-même, le rapporteur en a pourtant

rajouté, en introduisant de nouvelles mesures sur le statut des médecins titulaires de diplômes étrangers obenus en dehors de l'Union européenne et sur la formation des personnels hospitaliers.

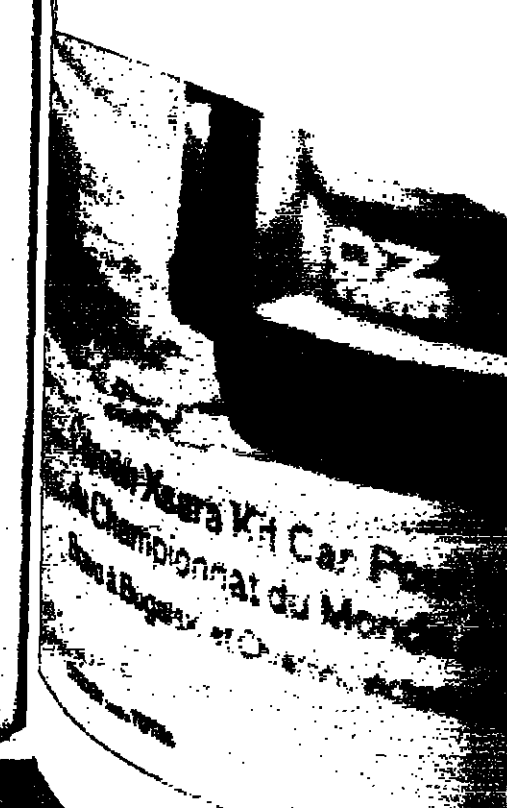
### ARTICLE LIBERTICIDE

« On ne pouvait pas faire autrement. Certaines dispositions doivent être réglées sans attendre », soit pour combler un vide, soit pour des raisons de mise en conformité avec la réglementation européenne, plaide l'entourage de M<sup>me</sup> Aubry. L'article 33, consacré aux conditions d'utilisation de la future carte de « Sécu » Sesam-Vitale 2, est ainsi justifié : « L'intervention du législateur est nécessaire, compte tenu de l'annulation par le Conseil d'Etat des dispositions ». Pour des raisons identiques, les conventions médicales passées en 1997 entre l'assurance-maladie avec un syndicat de médecins généralistes et un syndicat de médecins spécialistes, dans la foulée des ordonnances Juppé, doivent être validées (article 36). Autrement, les actes médicaux pris et remboursés durant cette période deviendraient caduques.

Au passage, redonnant une prochaine annulation par le Conseil d'Etat, le gouvernement avait prévu, « à titre préventif », de verrouiller par la loi la nouvelle convention conclue avec les praticiens généra-

### La manœuvre ratée de M. Séguin il y a douze ans

Le gouvernement peut-il soumettre au Parlement un projet de loi comportant des dispositions sans rapport avec l'objet principal du texte ? Il lui est, en tout cas, interdit de déposer un amendement qui serait la reprise déguisée d'un autre projet de loi. Une telle procédure avait en effet été jugée contraire à la Loi fondamentale par le Conseil constitutionnel, le 23 janvier 1987. Quelques semaines auparavant, Philippe Seguin, alors ministre des affaires sociales et de l'emploi dans le gouvernement de Jacques Chirac, avait obtenu du Parlement, qui examinait un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, le vote d'un amendement reprenant le texte d'une ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, que le président de la République, François Mitterrand, avait refusé de signer. L'annulation de cette disposition par le Conseil constitutionnel avait contraint M. Séguin à présenter un nouveau projet de loi au conseil des ministres du 18 mars 1987.





# lie universelle plémentaires sous la surveillance nces privées dans le dispositif

Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - n'étant pas prévu, les mesures de M. Aubry ont induit dans le des mesures "fourre-tout", sans lien avec réforme, ce qui a entraîné de nombreux débats.

Le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, n'étant pas prévu, les mesures de M. Aubry ont induit dans le des mesures "fourre-tout", sans lien avec réforme, ce qui a entraîné de nombreux débats.

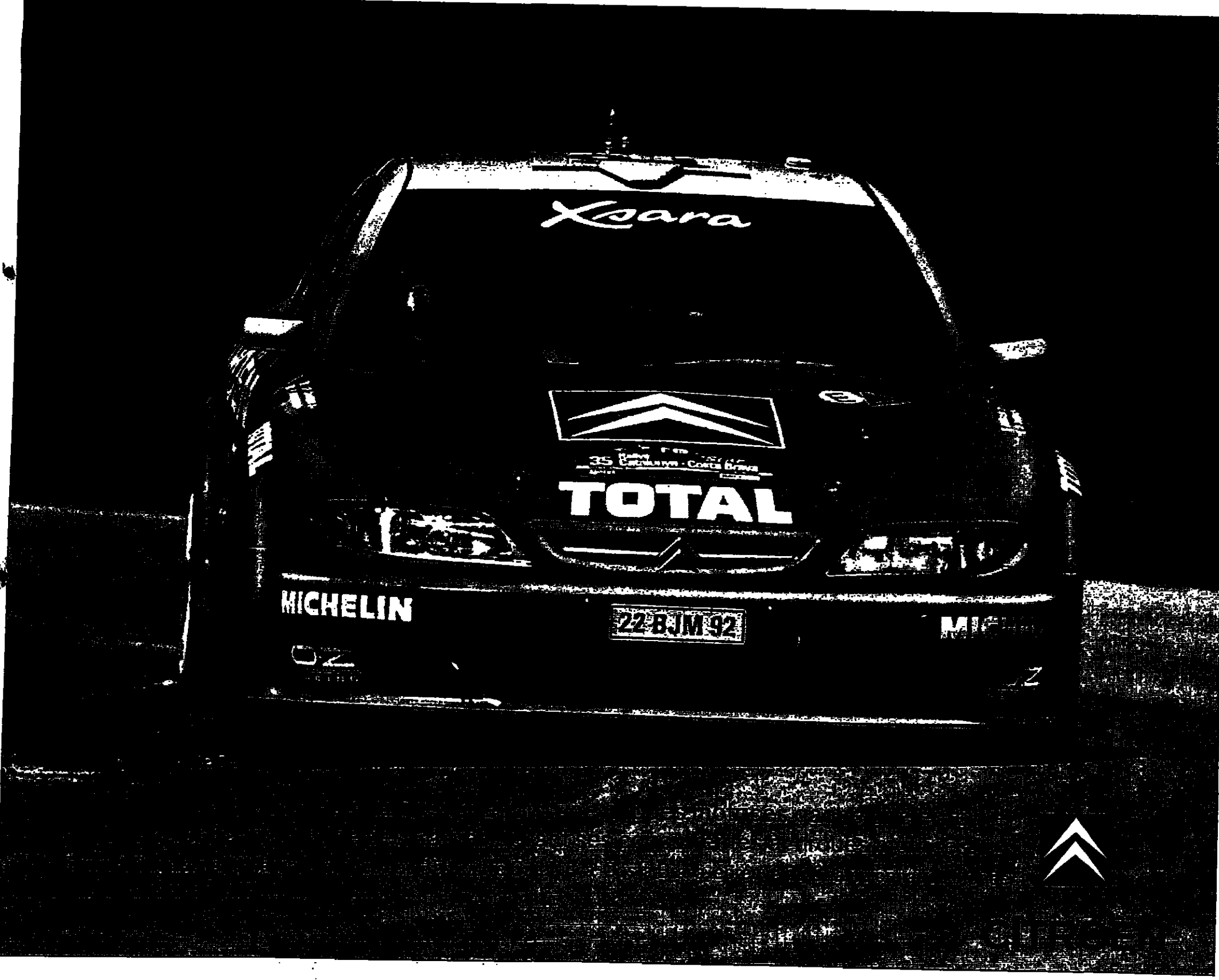
## vernement

Le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, n'étant pas prévu, les mesures de M. Aubry ont induit dans le des mesures "fourre-tout", sans lien avec réforme, ce qui a entraîné de nombreux débats.

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999 / 11

# POUR GAGNER, IL N'Y A PAS MIEUX QUE XSARA.



orid  
que  
cès  
née  
aux  
nar-  
ick,  
Ly-  
Des  
vec  
de  
der-  
  
net  
de  
e.  
ur-  
lie  
pte  
de  
ivi-  
ces  
er,  
ve-  
ns  
le  
ote  
var  
de  
sur-  
ly-  
les  
nas  
ou  
ru-  
ier

4-  
fs  
ts  
le  
e  
le  
Si  
1-  
é  
  
c  
s  
t  
a  
e  
-  
s  
s  
s  
-  
s  
2  
-  
i  
2

مكنا من الأمل

هكذا من الأصل

12

## RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

# Les nouvelles pistes de Satolas inquiètent les riverains

Le développement prévisible de l'aéroport de Lyon, qui vise à devenir « la seconde porte d'entrée en France », suscite des craintes dans les communes voisines. De très nombreux permis de construire ont été accordés dans les zones pourtant réservées, dès 1970, à l'extension des infrastructures

**LYON**  
de notre correspondant régional  
Le projet d'extension de l'aéroport de Lyon-Satolas fait du bruit. Avec ses 5 millions de passagers et ses 100 000 vols commerciaux enregistrés en 1998, la plate-forme aéroportuaire de la région Rhône-Alpes, ouverte au trafic en 1975, dérange. Depuis plusieurs mois les riverains de l'aéroport et une partie des élus sont sur le pied de guerre et campent sur leurs revendications : la fermeture de Satolas la nuit, la réduction de la pollution sonore et la création d'un observatoire de surveillance du bruit et des trajectoires des avions. Ces opposants craignent que l'aéroport, qui occupe actuellement 1 100 hectares, ne déborde très vite sur les 900 hectares de réserves foncières qui l'entourent.

Cet espace constitue l'atout majeur de Satolas pour les vingt ou trente prochaines années, concède Guy Mahler, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, concessionnaire de l'aéroport. Mais la création d'une troisième piste ne s'imposera que lorsque le nombre des passagers approchera les 10 mil-

lions par an. Cet objectif pourrait être atteint dès les années 2005 ou 2006, selon la chambre de commerce et d'industrie (CCI), si la croissance du trafic se poursuit au rythme annuel de 6 %.

Cette perspective est jugée « iréaliste » par les membres de l'Association contre l'extension et les nuisances de l'aéroport de Satolas (Acenas) mais aussi par un rapport d'expertise demandé par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). Celui-ci souligne « les

grandes incertitudes » qui pèsent sur l'augmentation du trafic de cet aéroport à vocation essentiellement « euro-régionale ».

### 71 DESTINATIONS

Mais la rapide montée en puissance du hub (plate-forme de correspondances) mis en place par la compagnie Air France il y a un an a déjà accru très sensiblement le nombre des passagers en correspondance ainsi que l'offre de vols : soixante et onze destinations dont quarante internatio-

nales. Mais ce hub va surtout multiplier le nombre des atterrissages et les décollages d'avions dont la capacité moyenne n'excède pas cinquante passagers. Cette spécificité de Satolas peut rendre nécessaire, plus rapidement que prévu, la construction d'une troisième piste.

Les experts se montrent très prudents. Ils estiment qu'à l'horizon 2015 le trafic global sur cet aéroport devrait se situer dans une fourchette comprise entre 9 et 12 millions de passagers, et entre 10 et 16 millions pour 2030. Certes, le nombre des mouvements d'appareils devrait s'envoler, mais la croissance du trafic passagers n'excèdera pas les 2 % ou 3 %, pronostique l'auteur du rapport commandé par la Datar, François Plassard, directeur de recherches au CNRS : « La construction de deux pistes supplémentaires ne relève pas d'une décision urgente et elle laisse le temps de mettre en place une véritable procédure de concertation avec les riverains », note le rapporteur.

Toutefois, le préfet de la région Rhône-Alpes, Michel Besse, presse le ministre des transports,

Jean-Claude Gayssot, pour qu'il signe rapidement le projet de modification de l'avant-projet de plan masse (APPM) de l'aéroport de Lyon-Satolas. « L'APPM permet de sauvegarder sur le moyen terme et le très long terme toutes les potentialités de la plate-forme. Mais cela ne vaut pas autorisation pour créer de nouvelles pistes. Personne n'a aujourd'hui la certitude que le besoin existe », prévient M. Besse. L'objectif est d'abord de garder intact l'espace réservé pour l'extension future de l'aéroport.

En effet, au cours des vingt dernières années, les réserves foncières incluses dans l'APPM de 1970 ont été sérieusement écorchées : cent quarante permis de construire ont été délivrés par plusieurs communes proches de l'aéroport, en toute légalité, dans

des zones pourtant interdites à la construction en raison de leur exposition au bruit et au survol des avions. Une situation pour le moins absurde qui met en évidence de graves dysfonctionnements administratifs.

### DES MYTHES

« Recherchons moins les responsabilités que les possibilités d'indemnisation », demande aujourd'hui le président de la CCI, M. Mahler ne souhaite pas que le développement de l'aéroport soit ralenti par la mobilisation des opposants aux troisième et quatrième pistes. Pour lui, les atouts de Satolas sont énormes : « Notre ambition est très clairement de constituer la seconde porte d'entrée en France après Paris, le grand aéroport dont Lyon, le sud-est de la France et les régions frontalières (Genève et Turin) auront besoin, et de devenir la seconde plate-forme de correspondance de la compagnie nationale [Air France]. » Mais il exclut que Satolas devienne un jour le « troisième aéroport parisien ». La distance à couvrir entre Lyon et les sites de la capitale - actuellement de deux heures en TGV - est, selon lui, trop « dissuasive ».

« Satolas a vécu sur un certain nombre de mythes pour son développement, qu'il s'agisse de la saturation de Genève et des autres grands aéroports européens, ou de son devenir comme troisième aéroport parisien, met en garde le rapport remis à la Datar. Il ne faudrait pas que naisse un nouveau mythe : ce n'est pas parce qu'il dispose de réserves foncières importantes que Satolas doit pratiquer une politique de développement dans toutes les directions. »

Quant à la présidente de l'Acenas, Evelynne Lavezzari, elle dénonce la « logique d'entreprise » du concessionnaire de l'aéroport et sa volonté de « gérer le ciel comme une entreprise privée » au détriment de ses deux cent vingt mille riverains, répartis dans quarante-deux communes. L'association sera reçue, mercredi 28 avril, par le ministre des transports.

Claude Francillon

## Le trafic aérien en croissance

A l'image de l'économie générale, l'activité des aéroports français en 1998 a été bonne. Dans leur ensemble, ils ont enregistré 116,8 millions de passagers (DOM-TOM compris), soit une augmentation de 6,7 % par rapport à 1997. L'Union des chambres de commerce et d'établissements gestionnaires d'aéroports (Ucgega) prévoit pour 1999 une croissance globale de l'ordre de 5 % à 7 %.

La place aéroportuaire de Paris a enregistré sur ses deux aéroports Roissy et Orly 63,6 millions de passagers, soit 54,5 % du trafic total. La hausse d'activité est de 5,4 %, contre 2,1 % en 1997. Certains aéroports de province ont vu leur activité croître de façon très sensible et afficher des résultats très supérieurs à la moyenne nationale. Ainsi Nice a passé la barre des 8 millions de passagers, soit une progression de 9,7 % par rapport à 1997. Lyon-Satolas, avec 5,2 millions de passagers, a progressé de 5,6 % ; Bâle-Mulhouse de 13,3 %, Nantes de 13,2 % et Montpellier de 8,6 %.

## Des élus midi-pyrénéens manifestent en voiture pour réclamer des routes

**TOULOUSE**  
de notre correspondant régional  
« Le problème, c'est que tout le monde se situe dans l'exception », a estimé la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, en visite de travail dans le cadre de la préparation des contrats de plan État-région, lundi 26 mai, en Midi-Pyrénées. L'exception, ici, concerne les communications routières - autoroutes, 2x2 voies ou rocades - dont la région, la plus vaste de France, s'estime servie. La plupart des élus demandent à l'État de consentir un véritable « plan Orsec » pour remédier au « désenclavement » de Midi-Pyrénées, chacun des huit départements considérant, d'ailleurs, sa propre exception plus prioritaire que les autres. Un chiffre illustre l'avalanche : les demandes s'élèvent à 8,3 milliards de francs (1,26 milliard d'euros). Or, lors du précédent contrat de plan, les travaux routiers ont déjà mobilisé 3,7 milliards de francs, soit la moitié des fonds. M<sup>me</sup> Voynet a eu beau jeu de rappeler chacun à la « hiérarchisation des projets » en fonction de leur utilité sociale.

Les élus du sud du département du Tarn, soutenus par les chambres consulaires et la plupart des chefs d'entreprise, avaient organisé, le même jour, une manifestation routière d'un nouveau genre : quatre cents véhicules environ sont partis de Castres en cortège jusqu'à la capitale régionale, Toulouse, où ils ont provoqué un beau charivari. Les maires de Castres, Mazamet et des quatorze autres communes du district sont convaincus que, sans une amélioration qualitative de leur réseau routier, le deuxième bassin d'emploi de la région sera sacrifié, la fracture territoriale s'agrandira et

le déclin s'avèrera durable. Le sud du Tarn réclame donc le passage à 2x2 voies des liaisons Castres-Toulouse et Albi-Castres, ainsi qu'un axe européen reliant l'A 61 (Toulouse-Carcassonne) et l'A 68 (Toulouse-Albi).

M<sup>me</sup> Voynet, qui refuse de « faire passer un dossier au-dessus de la pile en raison d'une manifestation » ainsi que « toute promesse clientéliste », leur a répondu, impavide : « Aux élus de démontrer que leurs projets de nouvelles infrastructures routières sont nécessaires du point de vue des trois objectifs du gouvernement : l'emploi, la solidarité sociale et territoriale et le développement durable. »

Jean-Paul Besse

### DÉPÊCHE

■ **ARDECHE** : le tribunal de grande instance de Privas (Ardeche) a ordonné, lundi 26 avril, le rétablissement de l'alimentation en eau dans les quarante-huit heures à une vingtaine d'abonnés ardéchois qui en sont privés pour avoir refusé de payer leurs factures, les jugeant trop élevées. Depuis plus de six ans, plus de six cents Ardéchois refusent de régler leurs factures à l'exploitant du réseau, la Compagnie de services et d'environnement (CISE), filiale de Bouygues. Regroupés au sein d'une association, ces abonnés ont versé l'équivalent du montant de leurs factures depuis 1992 sur un compte bloqué chez un huissier. En début de semaine dernière, la CISE, qui avait mis en demeure plusieurs contrevenants de régler leur facture avant le 2 avril, a procédé aux premières coupures d'eau.

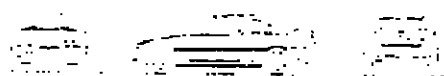


eau coupé BMW Série 3

4m48, 1475 kilos.

canons de la beauté

encore évolué.



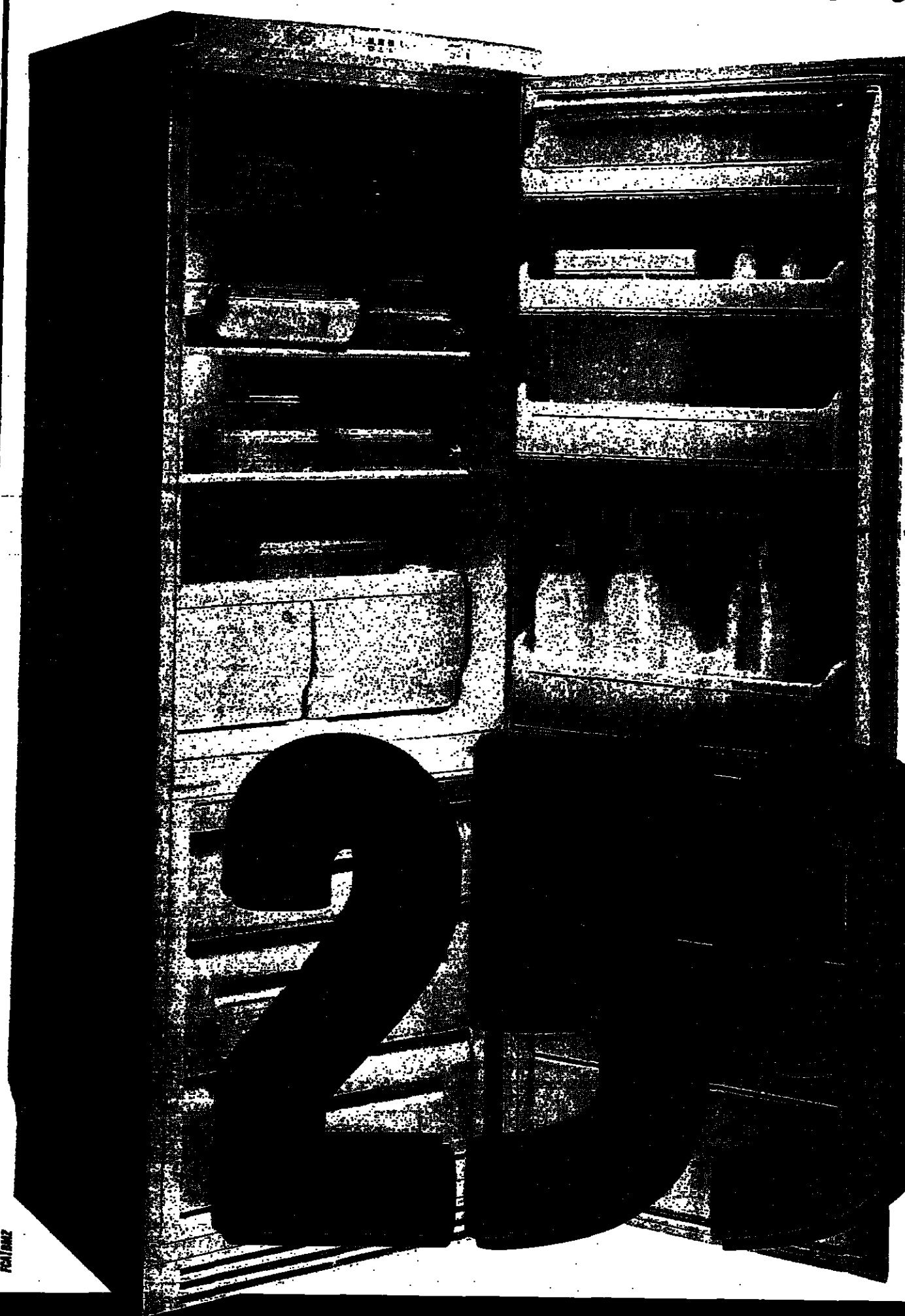
A PARTIR DU 22 AVRIL CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE



Le secret des choses de la vie est  
à l'extension de la vie.


re poud...

**5 000 réfrigérateurs-congérateurs,  
2 moteurs 342 litres, et pas  
un de plus.**



**A ce prix, jusqu'à quelle heure  
y en aura-t-il ?  
On ne sait pas...**

~~2990~~<sup>F</sup>  
00<sup>F</sup>

***Avec Carrefour  
je positive!*** 

## A DEMAIN...

ord  
que  
rés  
née  
aux  
mar-  
ick,  
Ly-  
Des  
vec  
de  
der-  
  
net  
de  
e.  
ur-  
ier  
pte  
de  
ivi-  
xes  
ces  
er,  
ve-  
ons  
le  
ote  
ar  
de  
ur  
ly-  
les  
vas  
ou  
ou.  
ier

7  
fr  
3  
e  
e  
ie  
3  
1-  
:-  
e

c  
s  
:t  
a  
e  
-  
-  
s  
'  
s  
s  
-  
-  
s  
e  
-  
e  
-  
i  
?

هكذا من الأصل

DISPARITION

# Man Mohan Adhikari

MAN MOHAN ADHIKARI, ancien premier ministre népalais et président du Parti communiste marxiste-léniniste unifié (NCP-UMI), est mort, lundi 26 avril, des suites d'une crise cardiaque. Agé de soixante-dix-huit ans, il avait eu une attaque le 20 avril alors qu'il faisait campagne pour les élections législatives du 3 mai. Intellectuel communiste, considéré comme libéral, Man Mohan Adhikari avait été premier ministre dix mois après les élections de novembre 1994, où son parti avait remporté 85 des 205 sièges. Il était alors le premier chef d'un Parti communiste à être porté au pouvoir à l'issue d'élections libres dans un pays indépendant. Mais, en septembre 1995, son gouvernement avait été renversé par une motion de censure. L'instabilité politique s'est prolongée au Népal, puisque, depuis le scrutin de novembre 1994, le pays a connu six premiers ministres différents.

Vieux combattant de la lutte contre les pouvoirs absolus du roi, qui avait abouti à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle en 1990, Man Mohan Adhikari était une figure respectée du mouvement communiste népalais, auquel il a participé pendant plus de cinquante ans. Les drapeaux ont été mis en berne au Népal et des obsèques nationales ont été organisées, mardi, pour Adhikari, qui sera incinéré sur les rives de la rivière « sacrée » Bagmati, conformément aux rites hindous.

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages

A leurs amis au loin,  
Danielle CASSARD  
et Marcel MERCIER  
se sont mariés en la mairie du 13<sup>e</sup>, le 19 avril 1999.  
Merci à leurs amis présents.

Anniversaires de mariage

Jacques et Edmée JOURDA,  
Jacquemin et Hélène  
fêtent leurs soixante ans de mariage.  
Bon anniversaire.  
Catherine, Maxime, Lola,  
4, rue du Sergent-Hoff,  
75017 Paris.

Pour le sixième anniversaire de mariage, ce 27 avril, de  
Edmée et Jacques JOURDA,  
les amis leur expriment leur affection.

Retraite

Max JARDIN.  
Fin  
des déjeunements, cantines et valises.  
Vive  
les cigales, pâtes au pistou et aïoli.  
Joyeux anniversaire  
Et bonne retraite au pays.  
Elda, Florence et Pierre.

Décès

Paris. Brive.  
M. et M<sup>me</sup> François-Xavier Bécot  
et leurs fils,  
M. et M<sup>me</sup> Olivier Fely,  
ses enfants et petits-fils,  
M<sup>me</sup> Henri Locquet,  
sa sœur,  
M<sup>me</sup> Isa Franco Nobre,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de  
M. Jean BECOT,  
survenu le 23 avril 1999, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 avril, à 10 h 30, en sa paroisse, Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16<sup>e</sup>.  
L'inhumation aura lieu à Brive, le jeudi 29 avril, dans l'intimité familiale.  
Ni fleurs ni couronnes.  
31, rue de Linbeck,  
75116 Paris.

A NOS ABONNÉS

UN SEUL NUMÉRO  
0/803/022/021\*  
exclusivement réservé pour :  
FAIRE SUIVRE  
OU SUSPENDRE  
VOTRE ABONNEMENT

Associations  
communiquent vos  
Assemblées  
générales  
tous les jours  
dans le Carnet  
Tarif à la ligne  
120 F TTC / 18,29 €  
01.42.17.39.80  
Fax : 01.42.17.21.36

Gaëlle Chevillone,  
Gabriel,  
son tout-petit,  
Suzanne et Bernard Belouze,  
Anne et Nicolas,  
M<sup>me</sup> Jeanne Burlet  
et sa famille,  
M. et M<sup>me</sup> Claudius Belouze  
et leur famille,  
Fanny et Bernard Chevillone  
et leurs enfants,  
Et tous les parents et amis qui l'ont aimé,  
ont la grande douleur de faire part du décès accidentel en montagne de  
Pierre BELOUZE,  
ingénieur X-Engrel.  
Ses obsèques auront lieu en l'église de Saint-Genis-les-Ollières, le mercredi 28 avril 1999, à 14 h 30.  
« La vie ne va pas en arrière... »  
30, boulevard de Strasbourg,  
75010 Paris.  
28, rue du Cornet,  
69290 Saint-Genis-les-Ollières.

Nous sommes priés de faire part du décès, survenu le 25 avril 1999, du  
docteur Thierry BIZARD,  
ancien interne des hôpitaux de Paris,  
ancien chef de clinique à la Faculté.  
Il était âgé de cinquante-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées ce mardi 27 avril, en l'église de Saint-Cloud et suivies de l'inhumation dans le tombeau familial de Dieue-sur-Meuse.  
De la part de  
M<sup>me</sup> Thierry Bizard,  
son épouse,  
Antoine, Sarah, Anna, Joseph, Jeanne Bizard,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> François Bizard,  
ses parents,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Perrier,  
ses beaux-parents,  
M. et M<sup>me</sup> Antoine Lajoumie,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre-Louis Bizard,  
Le capitaine de frégate M<sup>me</sup> Gilles Bizard,  
ses sœurs, frères, beau-frère et belles-sœurs,  
Christophe et Pascale, Olivier et Bénédicte, Thomas, Juliette Lajoumie,  
Vincent et Natacha, Matthieu, Benjamin, Agnès Bizard,  
Nicolas, Arnaud, Aymeric (†), Anne-Lorraine, Guillaume et Olivier Bizard,  
ses neveux et nièces,  
28, parc de Montretout,  
92310 Saint-Cloud.

Antoine CURTENAZ  
est parti, trop tôt, emporté par la maladie.  
Nous sommes nombreux, à Paris, à Dax, à Melanes, en Savoie, à le regretter terriblement.  
L'amour, la tendresse, l'amitié partagés, le gardent vivant parmi nous.

Lyon. Hasterives.  
M<sup>me</sup> Jean-Marie Domenach,  
M<sup>me</sup> René Domenach,  
M<sup>me</sup> Bernard Lallier,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Perol,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Domenach,  
M. et M<sup>me</sup> Maurice Domenach,  
M. et M<sup>me</sup> Bruno Vennin,  
M<sup>me</sup> Claude Domenach,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Domenach,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Pierre Mallez,  
sa belle-sœur,  
Ses trente-huit petits-enfants,  
Ses quatre-vingt-trois arrière-petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Louis DOMENACH,  
née Germaine MALLEZ,  
dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.  
La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 30 avril 1999, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie de la Guillotière, Lyon-7<sup>e</sup>.  
Une absoute suivie de l'inhumation aura lieu à Hasterives (Drôme), à 15 heures.

M. Maurice KATZ,  
survenu le 24 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.  
Les obsèques ont lieu ce jour mardi 27 avril.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

La Confédération syndicale des familles  
est profondément affectée par la mort de  
Claude LEMONNIER,  
à l'âge de soixante-quatorze ans.  
Il a été président de la CSF de 1976 à 1984.  
En plaçant la famille au cœur des réalités économiques, il a poursuivi l'œuvre de Louis Althusser.  
Claude était un humaniste. Il a mis ses qualités de réflexion, d'écoute, d'ouverture d'esprit, d'exigence... au service de la CSF, donnant ainsi à ses qualités personnelles une dimension collective.  
Son inhumation a eu lieu mardi 27 avril 1999.  
CSF,  
53, rue Riquet,  
75019 Paris.

Denis Zacharopoulos.  
L'équipe du domaine de Keryghenne.  
Et l'ensemble des artistes,  
expriment leur profonde douleur face à la perte de  
Martine LE PALLEC,  
survenue le 24 avril 1999, à Locminé.

M. Michel Goldet,  
Stéphane, Vincent, Sophie, Etienne et Gabrielle Goldet,  
leurs époux et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Brigitte Cavadas,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Pierre-Brossolote  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Michel GOLDDET,  
conseiller-maire honoraire  
à la Cour des comptes,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
survenu à Paris, le 21 avril 1999, dans sa soixante-treizième année.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.  
6, rue François-1<sup>er</sup>,  
75003 Paris.

L'Association pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte a la tristesse d'annoncer le décès de son fondateur et président,  
Jacques HASSOUN,  
survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Nous perdons celui qui par son incessant travail, ses connaissances psychanalytiques et historiques, son énergie et sa passion a permis l'éclosion de notre mémoire, l'élaboration et la restitution de notre histoire.  
Ses recherches, ses écrits, ses conférences en ont fait le chantre et le scribe de notre communauté.  
Ses amis d'enfance du lycée de l'Union juive d'Alexandrie et ceux qui plus tard sont venus le rejoindre lui en seront toujours fidèlement reconnaissants.

L'inhumation aura lieu le mercredi 28 avril, à 11 h 30, entrée principale du Père-Lachaise.

Le Centre juif laïque a la douleur de faire part du décès de son président,  
Jacques HASSOUN,  
grande figure du judaïsme laïque.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 28 avril 1999, à 11 h 30, au Père-Lachaise, entrée principale.  
(Le Monde du 27 avril.)

Lyon. Bron.  
Le président du conseil d'administration, Georges Barriot.  
Le président de la CME, M. le docteur Triboulet, et le corps médical,  
Le directeur général et l'équipe de direction,  
Le personnel du centre hospitalier Le Vinatier,  
L'Association des retraités du CH Vinatier,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Robert JACQUELIN,  
directeur général honoraire,  
qui a dirigé le centre hospitalier Le Vinatier de 1952 à 1977.

Homme de service public, il a été à l'origine de la rénovation du centre hospitalier et a transformé l'ancien asile de Bron en hôpital psychiatrique du Rhône.

M<sup>me</sup> Maurice KATZ,  
son épouse,  
Docteur et M<sup>me</sup> Philippe KATZ,  
M. et M<sup>me</sup> Didier KATZ,  
ses enfants,  
Nicolas, Audrey et Sarah,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Clairette Fuks,  
sa sœur,  
M<sup>me</sup> Yvonne KATZ,  
sa belle-sœur,  
Ses neveux et nièces,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Champagner,  
toute la famille,  
Et M<sup>me</sup> Hélène Cozzetta,  
ont le chagrin de faire part du décès de  
M. Maurice KATZ,  
survenu le 24 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont lieu ce jour mardi 27 avril.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

La Confédération syndicale des familles  
est profondément affectée par la mort de  
Claude LEMONNIER,  
à l'âge de soixante-quatorze ans.

Il a été président de la CSF de 1976 à 1984.  
En plaçant la famille au cœur des réalités économiques, il a poursuivi l'œuvre de Louis Althusser.  
Claude était un humaniste. Il a mis ses qualités de réflexion, d'écoute, d'ouverture d'esprit, d'exigence... au service de la CSF, donnant ainsi à ses qualités personnelles une dimension collective.

Son inhumation a eu lieu mardi 27 avril 1999.  
CSF,  
53, rue Riquet,  
75019 Paris.

Denis Zacharopoulos.  
L'équipe du domaine de Keryghenne.  
Et l'ensemble des artistes,  
expriment leur profonde douleur face à la perte de  
Martine LE PALLEC,  
survenue le 24 avril 1999, à Locminé.

Amie et collaboratrice rare, proche et aimée de tous, son généreux amour de la vie et son travail auprès des artistes et du public resteront toujours avec nous tous.

Le président de l'université de Savoie.  
Le directeur de la faculté des lettres, langues et sciences humaines,  
Les enseignants du département d'italien,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marie-Graciense MARTIN-GISTUCCI,  
professeur émérite,  
fondatrice du département d'italien,  
écrivain.

survenu le 11 avril 1999, à Ajaccio.

Il s'associe à la douleur de son époux et de sa famille.

Guy le MASNE de CHERMONT

s'est éteint dans la paix le dimanche 25 avril 1999, dans sa quatre-vingt-sixième année.

M<sup>me</sup> Guy le Masne de Chermont, son épouse,  
Christine et Philippe Voyer,  
Hugues et Véronique le Masne de Chermont,  
Isabelle le Masne de Chermont,  
Ariette le Masne de Chermont,  
ses enfants,  
Tristan, Maxime,  
Clémence et Vianney,  
ses petits-enfants,  
vous invitent à prier avec eux ou à vous unir d'intention lors de la messe qui sera célébrée le jeudi 29 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, place Saint-Augustin, Paris-8<sup>e</sup>.

2, rue Corvetto,  
75008 Paris.

Madeline Privy, son épouse,  
Françoise Dauphin, Philippe Privy, Pierre Privy, Catherine Allinat, Nicolas, Corinne, Hélène, Anne, Jean et Olivier,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean PRIVY,  
survenu le 22 avril 1999.

Ses obsèques se sont déroulées le 24 avril, à Fontaines.  
12, rue de l'Eglise,  
71130 Fontaines.

On apprend avec regrets la mort, le 25 avril 1999, de  
M<sup>me</sup> Stéphane ROUSSEL,  
officier de la Légion d'honneur,  
journaliste et écrivain.

Obsèques mercredi 28 avril, à 11 heures, au cimetière parisien de Thiais.

Lucie Scheler, Et Jean Lepert font part du décès de leur père et beau-père,  
Lucien SCHELER,  
survenu le 23 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 28 avril, à 15 h 20, au cimetière de Montmartre (avenue Rachel), à Paris-18<sup>e</sup>.

« Pour en arriver à ce que vous n'êtes pas, il faut passer par où vous n'êtes rien », Saint Jean de la Croix.

Bernard Claveuil, Et ses amis de la Librairie Thomas-Scheler font part du décès de  
M. Lucien SCHELER,  
né le 31 mai 1902 à Cassel (Allemagne),  
Libraire et homme de lettres,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier des arts et des lettres.

Pendant cinquante ans, Lucien Scheler dirigea notre librairie avec talent et érudition.  
19, rue de Tournon,  
75006 Paris.

La marquise de Talhouët,  
ses enfants et petits-enfants  
ont la tristesse de faire part du décès du  
Marquis de TALHOUËT,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
survenu à la Villequeno, le 24 avril 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 27 avril, à 15 heures, en l'église de Queineuc (Morbihan).

Alain, Anne-Marie, Jean-Michel et Marc,  
ses enfants,  
Sarah et Pascal,  
ses petits-enfants,  
Ainsi que Inge, Gérard et Arbert,  
ses frères et sœurs,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
Renata VASCOBOINIC,  
épouse P. S. VILLAIN,  
survenu le 23 avril 1999, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les cendres seront déposées au columbarium du cimetière de Fontenay-sous-Bois (114, boulevard Gallieni), le 30 avril, à 17 heures.

Seif Mejaï et Laura Widlöcher, ses enfants,  
Daniel Widlöcher, son père,  
Et Hélène Widlöcher-Thivouss,  
sa belle-mère,  
Virginie Widlöcher,  
sa sœur,  
Nina et Nelly,  
ses nièces,  
Les familles Widlöcher, Dassonville, Mejaï, Braude, Grisvard et Trivouss,  
Et tous ses amis,  
ont la grande douleur de faire part du décès de  
Frédérique WIDLÖCHER,  
survenue le 26 avril 1999, dans sa quarante-quatrième année.

La levée de corps aura lieu le vendredi 30 avril, à 9 h 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Antoine, 23, rue de Chaligny, Paris-12<sup>e</sup>.

Un moment de recueillement se tiendra en l'église de Rhuis (Oise), le même jour, à 11 heures et sera suivi de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, avenue d'Italie,  
75013 Paris.  
248, boulevard Raspail,  
75014 Paris.

Anniversaires de décès

Le 26 avril 1989,  
Léon BARCEMANN  
nous quitte.  
Il nous a laissés un beau souvenir.  
Nous restons près de lui par la pensée.

Vingt ans déjà.  
Tu nous manques toujours.

Papa.

Olivier.

Communications diverses

Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>, jeudi 29 avril 1999, à 20 h 30, film : « La Commune au cœur », réalisé et présenté par C. Bocharberg, tél. : 01-42-71-68-19.

Débats

LA LICRA organise un débat « L'APRÈS-LE PEN »

Avec Michael Darmon, journaliste à France 2, Romain Rocco, journaliste à l'Espresso, débat animé par Marc Knobel, historien.

Le 29 avril 1999, à 19 h 30, à la mairie du 18<sup>e</sup> arrondissement, 1, place Jules-Joffrin.  
Renseignements : 01-47-70-13-28.

CARNET DU MONDE  
TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 136 F TTC - 20,73 €  
TARIF ABONNÉS 116 F TTC - 17,98 €  
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES  
Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €  
THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €  
COLLOQUES - CONFÉRENCES :  
Nous consulter  
01.42.17.39.80 + 01.42.17.39.42 - Fax : 01.42.17.21.36  
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.



# Réfugiés à Stankovac, jusqu'à quand ?

**Edifié dans l'urgence, début avril, le camp macédonien de Stankovac abrite quinze mille réfugiés kosovars. Tous s'organisent pour longtemps : école, terrain de sport et petits trafics. Le premier mariage y sera célébré cette semaine**

**L**a transperce les deux épaisseurs de toile et ténaille les os, malgré les couvertures et les vêtements que l'on garde pour dormir. A Pristina, au Kosovo, Jabi ne s'endormait jamais avant 7 heures. Depuis qu'il dort dans la tente 18 de la zone B du camp de Stankovac, Jabi est tiré du sommeil dès le petit jour par le froid qui joue les réveille-matin. Au nord de Skopje, en Macédoine, les montagnes sont toutes proches et souvent la pluie glace les abris fragiles.

Chassé de sa nuit, Jabi s'en va alors marcher. Le camp de Stankovac a été édifié dans l'urgence, début avril, par les soldats français au milieu de collines qui gommèrent l'impression d'entassement, même si 15 000 personnes se pressent désormais sur la superficie d'un petit village. Jabi emprunte les marches taillées grossièrement dans la terre pour franchir le talus qui le sépare de la route tracée par les engins de terrassement de l'OTAN. Cette route évite une rangée de latrines, installées à une trentaine de mètres de la tente 18, puis descend en pente douce vers la « place » de Stankovac. C'est là que se trouvent les tentes de l'organisation australienne Care, qui assure la gestion du camp depuis le départ des militaires. Jabi pousse jusque-là, ou bien s'arrête un peu avant pour remplir aux robinets installés depuis bientôt un mois une bonbonne de plastique blanc qu'il ramènera à la tente. Un lit de pierres a été aménagé à cet endroit pour que le point d'eau ne se transforme pas en borborygme quand on vient faire la lessive.

Jabi Hoxha est arrivé le 6 avril à Stankovac. Il a cinquante-six ans. Il y a encore quelques semaines, il enseignait la physique à l'université de Pristina. Jabi a fuit sa maison le 30 mars. Il a passé six jours chez un cousin avant de quitter la ville. Il n'a été retenu qu'une seule nuit au poste-frontière de Blace. Lorsqu'il est arrivé avec sa femme, ses trois fils et deux jeunes cousins dans la zone B du camp de Stan-

**Les journées, identiques, se confondent**

kovac, il a retrouvé une famille d'amis, les Rustemi. Un soldat français, Alain, achevait de monter la tente 18, qui devait accueillir au moins dix personnes. Ils se sont installés.

Il n'y a rien à faire à Stankovac. Jabi marche un peu mais il ne va jamais très loin car on ne peut pas sortir du périmètre du camp. Les soldats macédoniens montent la garde à l'entrée du mauvais chemin qui en constitue la principale voie d'accès et le long de la clôture de grillage et de fil barbelé qui court du bas du camp jusqu'aux dernières tentes installées au pied des collines. Les Kosovars recueillis par des familles de Skopje ou des environs peuvent parfois rendre visite à leurs parents internés à condition de laisser leur carte de réfugiés au poste d'entrée où veillent des soldats assis sur des chaises. Sinon, les gens se patient à travers le grillage.

Dans la journée, Jabi rend quelques visites ou accueille des amis. Souvent, les uns et les autres se surprennent en plein sommeil, quelle que soit l'heure. Les journées, identiques, se confondent. Pourtant, Jabi lit tous les jours le journal. Le quotidien albanophone *Fakti*, édité à Skopje, a le format d'un tabloïd et coûte en ville 10 dinars, soit environ 1 franc. Depuis le 8 avril, il est distribué gratuitement dans le camp. Comme c'est pratiquement la seule lecture, les articles du jour et ceux des numéros précédents que l'on a pu conserver sont tellement lus et relus qu'ils finissent par se mélanger. Avant son départ pour l'Allemagne, le jeune cousin de Jabi, Gëzim, apportait un peu de joie en imitant les occupants ou les visiteurs de la tente 18. Mais Gëzim est parti retrouver son père en Alle-

magne, en compagnie de sa sœur Dhurata, qui a beaucoup pleuré à Stankovac. Lorsque les deux enfants ont quitté Pristina, ils étaient déjà sans nouvelles de leur mère et de l'une de leurs sœurs aînées depuis six jours. Elles avaient quitté la maison où tout le monde s'était réfugié pour aller chercher une lampe chez elles, mais elles n'étaient jamais revenues.

Dans la tente 18 de la zone B, la femme de Jabi, Igballe, range la nourriture à droite et les vêtements à gauche, tout près de l'entrée. La tente fait environ 12 mètres carrés. Le sol est entièrement recouvert de couvertures grossières. A Pristina, Igballe ne

nance dans les quatre zones. Les réfugiés responsables de zone répartissent les stocks selon les quantités et les besoins. A l'échelle du camp de Bracpa et de ses quarante mille personnes, une distribution d'aliments peut tourner rapidement au cauchemar, moins à Stankovac.

Au départ, les réfugiés se sont nourris de rations de soldats, ce qui a conduit involontairement à corriger le nombre des réfugiés. Le commandant Amauld Bellinck raconte que la population du camp avait été estimée dans les premiers jours à 8 000 personnes mais que le nombre de rations utilisées a vite fait comprendre que les réfu-

gés étaient beaucoup plus nombreux. La ration française a eu beaucoup de succès grâce à son humignon qui permet de réchauffer un peu les boîtes de conserve, alors que la ration américaine oblige à manger froid. Beaucoup de rations US ont d'ailleurs servi à la direction des familles a ainsi souvent basculé. Dans le train qui les conduisait de Pristina vers la frontière, Dimal et Baisor, les deux fils aînés de Jabi, âgés de vingt-cinq et de vingt-quatre ans, ont fumé pour la première fois devant leurs parents. Ensuite, ils ont réus-

sitaire de haute taille, courtis et mesuré, luttant à l'aprem pour une couverture à Blace. Lui faisait de même, comme un animal dit-il, mais il a eu moins honte pour lui que pour son père.

Bujar est souvent retourné au centre de distribution pour parler avec son ancienne équipe, pour jouer aux cartes ou pour boire du thé. On plaisait sur la promiscuité imposée par les circonstances, et on plaignait les hommes mariés qui dormaient auprès de leurs épouses en famille ou avec des gens qu'ils ne connaissaient pas avant d'arriver à Stankovac. Un camarade de Bujar a surpris un couple dévot faisant l'amour dans une tente inoccupée transformée en réserve de couvertures. Il venait voir si l'endroit pouvait accueillir le flux des nouveaux arrivants. Embarrassé, il a pris quelques couvertures pour se donner une contenance pendant que l'homme et la femme se rhabillaient en silence.

Lorsqu'il était responsable de la zone B, Bujar s'est interrogé sur le fait de savoir s'il devait évoquer la question des préservatifs avec Bob Allen, le responsable australien du camp, mais il a renoncé devant la

des cigarettes achetées en douce s'élève, en effet, au double de celui qui est pratiqué à Skopje, à moins de 10 kilomètres de là. Le quotidien *Fakti* a consacré sa « une », le 21 avril, au « scandale des cigarettes ». Il accusait les militaires de profiter de l'occasion pour se faire de l'argent en prélevant une commission sur ces ventes. Les militaires en feraient de même avec la vente de certains produits stupéfiants.

**C**'EST d'ailleurs pour lutter contre cette tension que l'administration du camp a décidé d'utiliser de vieux kiosques, autrefois érigés dans les rues de Skopje, où on achètera ces fameuses cigarettes et les briques dont l'absence justifie les trafics. Ils ont été installés sur la « place », confirmant son statut de centre névralgique du camp. C'est sur la « place » qu'est tracé un terrain de volley-ball. C'est sur la « place » que l'on fait deux heures de queue pour pouvoir s'inscrire sur les listes de demandes d'appel téléphonique par satellite, appels qui ont lieu le lendemain, après une attente identique.



HAZEL REYNOLDS

travaillait pas. Elle lisait beaucoup. A Stankovac, elle essaie de préserver la dignité des lieux et passe beaucoup de temps à la lessive pour garder propres le peu de vêtements que sa famille a pu emporter. C'est une rude tâche. Une boue ocre et collante saït le camp dès qu'il pleut quelques gouttes.

**I**GBALLE est une privilégiée car, dans son périple, elle a pu conserver avec elle trois tasses, deux couteaux, un antique moulin à café et, surtout, un mini-réchaud à gaz. Dans le camp, un tel réchaud peut s'acheter 10 marks et les recharges 5 marks (la monnaie de compte du camp est la devise allemande). Ceux qui n'ont pas de réchaud allument parfois des feux. Un réchaud à gaz mal utilisé a explosé dans une tente, et une jeune femme a été sérieusement blessée par l'éclatement d'une boîte de conserves qui avait été placée sur la flamme sans avoir été préalablement ouverte.

Stankovac n'a jamais manqué de nourriture, au moins jusqu'à présent. Quatre centres de distribution sont ouverts en perma-

gés étaient beaucoup plus nombreux. La ration française a eu beaucoup de succès grâce à son humignon qui permet de réchauffer un peu les boîtes de conserve, alors que la ration américaine oblige à manger froid. Beaucoup de rations US ont d'ailleurs servi à la direction des familles a ainsi souvent basculé. Dans le train qui les conduisait de Pristina vers la frontière, Dimal et Baisor, les deux fils aînés de Jabi, âgés de vingt-cinq et de vingt-quatre ans, ont fumé pour la première fois devant leurs parents. Ensuite, ils ont réus-

**Igballe est une privilégiée car, dans son périple, elle a pu conserver avec elle trois tasses, deux couteaux, un antique moulin à café et, surtout, un mini-réchaud à gaz**

né dans les poubelles. Depuis trois semaines, les centres distribuent aussi les briques de lait et de jus de fruit, des conserves de poisson, des pommes et des oranges. Ils donnent, également du savon, de la lessive et des allumettes.

Le benjamin de Jabi, Bujar, a passé de longues heures au centre de la zone B où il a vu régulièrement cet homme fortuné de Pristina faire la queue avec les gens de peu. Bujar a été responsable de la

si à filer à l'anglaise en profitant du désordre de l'arrivée et travaillent depuis pour une organisation humanitaire, ce qui leur permet d'accéder à Stankovac. Avec leur jeune frère, ce sont eux qui ont tranché contre l'avis de leur parents sur la conduite à tenir pour les prochaines semaines : la famille restera en Macédoine dans l'attente de pouvoir rentrer, dès que possible, à Pristina. Baisor a été marqué par une image de son père : cet univer-

complexité du sujet, pour cette population qui mélange les étudiants des villes, aux vêtements et aux coupes de cheveux à la mode, et les vieux paysans reconnaissables de loin à leur *plis*, la toque de feutre belge en forme de coquille d'oeuf. A Stankovac, les filles sont aussi jolies qu'ailleurs et les garçons aussi vigilants, surtout quand il fait beau et qu'elles s'en vont en riant par deux ou par trois sur les chemins du camp.

Comme ailleurs, l'amour et le sexe sont aussi l'objet de trafics. Selon des observateurs étrangers, la prostitution se pratiquerait dans des tentes un peu plus isolées, dans le haut du camp. Bujar, malgré son réseau de correspondants, n'en a cependant jamais eu la confirmation. Ce qui existe assurément, en revanche, c'est le trafic de cigarettes. Les distributions ne prévoient rien de la sorte, et les Kosovars, comme la plupart de leurs voisins, fument comme ils respirent.

Le trafic de cigarettes a été un sujet de tension entre les réfugiés et les militaires macédoniens qui se vouent un égal mépris. Le prix

**« L'école » s'est installée dans le camp de Stankovac qui s'apprête à fêter son premier mois d'existence.**

Ces kiosques en tôle, dans cette ville de toile, constituent le premier signe d'installation du camp dans la durée, après l'« école » mise en place par Bujar dans la zone B. Stankovac va fêter son premier mois d'existence. Des ingénieurs de la Lyonnaise des eaux sont venus étudier la faisabilité d'un raccordement sur le réseau de Skopje. Viola et Fatos s'y marieront cette semaine. Bientôt, il y fera chaud. Le soir, quand il ne pleut pas, beaucoup ont pris l'habitude de se retrouver sur la « place » pour relire les listes des noms des chanceux en partance pour un pays d'accueil : pour la Belgique, la France, ou la Norvège. On parle rarement du Kosovo et de l'exode. Comme Jabi, Igballe et Bujar, qui ont réussi à s'écarter du camp, vendredi 23 avril, avec l'aide de leur fils aîné, on ne pense qu'à fuir.

Gilles Paris

World  
unique  
l'accès  
l'année  
de aux  
ix par  
eClick,  
et Ly-  
e. Des  
s avec  
et de  
dt de-  
nmer-

termet  
lité de  
ique.  
jour-  
avier  
impte  
ut de  
envi-  
taxes  
is ces  
péer,  
revel-  
ations  
ar le  
mpte  
par  
ix de  
seur  
is ly-  
s, les  
pas  
ou  
eau.  
tiser

Ba.

gi-  
ifs  
es  
ce  
re  
de  
Si  
n-  
é-  
ié

ic  
is  
st  
a  
e  
-  
s  
s  
s  
-  
i

هكذا من الأصل

## Parrainons les déserteurs serbes

par Luc Douillard

On croit rêver, hélas. Ce 17 mars, les autorités françaises viennent de refuser le statut de réfugié à un déserteur de l'armée serbe, au motif qu'il ne pourrait prouver la crainte d'une persécution, ou bien un « motif de conscience ». Plus fort : notre ministre des affaires étrangères a fait savoir le 26 mars à toutes les ambassades et les consulats français qu'il faudra éviter à tout prix de délivrer des visas aux ressortissants yougoslaves, y compris des déserteurs, qui souhaiteraient rejoindre la France.

Continuons comme cela, et la purification ethnique aura de beaux jours devant elle. Les vaches seront bien gardées, avec Slobodan Milosevic comme geôlier implacable du peuple serbe, l'opposition muselée à Belgrade, la dictature confortée, Ibrahim Rugova humilié, et pour finir l'UCK bientôt armée et payée comme des supplétifs « indigènes » des Etats-Unis, avec les résultats qu'on a déjà connus au Sud-Vietnam, au Nicaragua ou en Afghanistan... Et pendant ce temps, l'Occident hermétiquement fermé aux sans-papiers, claquemuré dans une

idéologie xénophobe qui ne souffre aucune exception, même de bon sens. Pourtant, la récente générosité spontanée des Français pour les réfugiés kosovars a prouvé, une fois de plus, que le prétendu racisme de la société civile existe surtout dans le cerveau des décideurs.

D'ailleurs, les adeptes du national-chévenementisme se trompent lorsqu'ils se croient anti-américains : comme l'OTAN et ses experts improbables, souhaitent-ils vraiment gagner la guerre contre la purification ethnique en Europe ? La question est posée.

Et pourtant, il faudra bien un jour une relève démocratique à Belgrade. A moins de souhaiter cyniquement créer une, deux, trois Palestine, pour les générations à venir, en plein cœur de l'Europe. Il faudra bien compter demain sur une Serbie délivrée de ses démons, respectée et respectable, au sein d'une entente balkanique. Cela n'est pas plus utopique après tout que l'unité franco-allemande d'après-guerre.

Souvenons-nous ici de ce jeune Allemand, Herbert Frahm, qui avait vingt ans en 1933 lors de l'accession du nazisme au pouvoir, et qui préfé-

rait s'exiler en Scandinavie. Il aurait dû être considéré à vie comme un déserteur et un traître à son pays. Une génération plus tard, le même Herbert Frahm, devenu chancelier allemand sous le nom de Willy Brandt, allait s'incliner devant le

France (droite et gauche confondues) en matière de sans-papiers. Une politique plus humaine vis-à-vis des candidats à l'exil, nous dit-on, créerait un inexorable « appel d'air » au Maghreb, en Afrique noire, en Asie... N'est-ce pas juste-

ment un « appel d'air » qu'il faudrait créer au sein de la jeunesse serbe, laquelle mérite notre solidarité ? Est-il si difficile de mettre en place des filières efficaces de désertion, et de le faire savoir en Yougoslavie ? N'est-ce pas tragiquement nécessaire, lorsqu'on connaît le sinistre bûchage auquel procèdent les purificateurs ethniques ? Pour compromettre définitivement toute existence ultérieure, morale et citoyenne, aux nouvelles recrues serbes, on les fait participer de force

ghetto de Varsovie, le 7 décembre 1970. Par ce geste symbolique, il assumait un passé auquel il n'avait personnellement pas pris part, et demandait pardon au nom de l'Allemagne pour la folle antisémitisme du nazisme. Ce geste permettait la réécriture de l'Allemagne démocratique et de l'Europe.

Aujourd'hui, c'est aux futurs Willy Brandt serbes qu'on refuse l'asile sur la terre dite des droits de l'homme. Un instant, prenons au mot la doctrine officielle de la

propre supériorité technologique au lieu de le détruire n'a rien de scandaleux en soi. Au contraire, il marque un progrès décisif dans le respect de la vie individuelle. Mais il pose, outre le problème de la dissymétrie entre adversaires, celui de la hiérarchie des valeurs accordées à la vie des différentes catégories d'individus. Il est clair que pour les Etats-Unis les vies, qui, de loin,

aux vols, viols collectifs, et exécutions sommaires de civils. Ainsi va la barbarie, alimentée depuis dix ans par l'inconscience coupable d'un Occident, qui bombarde aujourd'hui des civils serbes et monténégrins, sans même s'être soucié de bloquer les arrivées de pétrole et de matières premières en Serbie. Cela après avoir fermé les yeux sur la terreur et les déplacements massifs de populations en ex-Yougoslavie depuis dix ans (dont les Serbes furent également massivement victimes), après avoir subventionné par nos impôts, quatre années durant, les purificateurs ethniques en Bosnie (avec les détournements de l'aide humanitaire), après avoir légitimé Milosevic à Dayton..., après avoir réussi le tour de force de ne pas réaliser le retour des réfugiés dans aucune ville bosniaque, retour dans leurs foyers pourtant promis par ces mêmes accords de Dayton...

Il s'agit aujourd'hui de gagner définitivement contre Milosevic, son séral de corrompus, ses milices paramilitaires et ses pseudo-intellectuels théoriciens de la purification ethnique. Pour cela, choisissons une

stratégie de réduction du taux de violence au lieu de l'augmenter comme des pompiers pyromanes. Il est vrai que les dix années perdues restreignent drastiquement notre latitude de choix comme lors de la montée des périls face au nazisme des années 30.

Tous les Belgradois connaissent l'énorme piédestal du parc de Kalemegdan, qui supporte une allégorie de la France, coulée dans cinq tonnes de bronze. C'est le monument de la « Reconnaissance yougoslave à la France », inauguré en 1930, en mémoire de la guerre 14-18. Sur l'un des deux bas-reliefs du monument, on a représenté en grand « la France civilisatrice enseignant la jeunesse serbe pendant la guerre ».

N'est-ce pas justement notre vocation d'accueillir, d'éduquer, de former les jeunes Serbes qui n'entendent pas collaborer plus longtemps avec leur régime, et veulent fuir la guerre ? Monsieur Jospin, il y a urgence.

Luc Douillard est enseignant, président de l'association NEUF (« Nantes Est Une Fête »).

## Devant l'échec

Suite de la première page

On voudrait ici, plutôt que des récriminations ou des recettes miracles, proposer quelques leçons de ce qui vient de se passer menant à quelques avertissements pour l'avenir proche et lointain. Ils portent sur les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis, entre les buts de guerre et les moyens adoptés, enfin entre la stratégie, la politique et la morale, aujourd'hui.

Entre l'Europe et les Etats-Unis, au-delà des unanimités de façade qui cachent des soupçons ou des irritations réciproques, il convient d'écarter les faux procès – sur le passé, le présent et l'avenir. La décision d'intervenir (comme celle de tenir la conférence de Rambouillet) a été européenne au moins autant qu'américaine. Celle de se limiter aux frappes aériennes a été unanime, aucun gouvernement n'ayant proposé, il y a un mois, d'engager des forces terrestres. Aujourd'hui même, il semble qu'au sommet de Washington, du 23 au 25 avril, seul le premier ministre britannique Tony Blair ait plaidé pour l'engagement au sol, et que l'opposition la plus forte soit venue d'autres pays européens, y compris la France et l'Allemagne, les Etats-Unis restant hésitants et divisés.

Ce qui est certain en tout cas, c'est que les querelles entre le « nouveau concept stratégique » de l'OTAN, proné par les Américains, et l'identité européenne de défense, ou la politique commune (PESC) projetées par les Européens, sont rendues dérisoires ou en tout cas mises entre parenthèses par le conflit actuel. Autant les deux perspectives continuent à s'affronter sur le papier et autant ces affrontements pourront redevenir une réalité concrète après une éventuelle victoire, autant, aujourd'hui, leurs sorts sont liés. L'intervention en Yougoslavie est le coup d'essai de l'une et de l'autre : les Européens ont fait preuve de cette initiative dont on les croyait incapables, l'OTAN s'est embarquée au-delà de ses missions et de ses limites géographiques traditionnelles. Il est encore loin d'être prouvé que c'est un coup de maître. En cas d'échec, le « nouveau concept » et la PESC seront également liés dans l'œuf, au profit d'une série de nationalismes isolationnistes ou agressifs selon les cas, Européens et Américains sont dans le même bateau, mais il s'agit de savoir si ce n'est pas un bateau ivre.

Précisément, dans la tempête, l'alliance refuse de changer de cap mais semble tentée de donner un coup de barre dans deux directions opposées. L'une, à l'initiative de plusieurs pays européens, et malgré certaines réticences américaines, consiste à chercher le contact avec Milosevic, en particulier par l'intermédiaire de la Russie, en vue d'un compromis sur les conditions de l'arrêt des frappes, sur le caractère de la présence militaire internationale en cas de règlement, voire sur le contenu de ce règlement lui-

même à propos duquel des notions comme celle de partage ou d'échange de territoires ont pu être évoquées. L'autre, à l'initiative des Etats-Unis, et malgré certaines réticences européennes, consiste à intensifier les frappes en incluant de plus en plus d'objectifs symboliques ou économiques non directement militaires. Les deux semblent comporter plus de dangers que d'avantages.

Un compromis ou un arrêt des frappes aujourd'hui, surtout négocié avec Milosevic, équivaudrait à une victoire de celui-ci, surtout s'il obtenait une formule plus favorable que celle de Rambouillet. Il ne s'agit pas d'imposer à la Serbie une capitulation sans conditions, mais il s'agit que celles-ci s'inscrivent dans le cadre des cinq points de l'ONU, sans concessions, notamment, sur le retrait des forces serbes, le retour des réfugiés et la présence d'une force militaire internationale efficace, donc avec la participation de l'OTAN. Il faut que Milosevic, le nettoyage ethnique, le nationalisme serbe soient vaincus sans équivoque. Certes, il ne s'agit pas de renoncer à une réconciliation avec la Serbie. L'amitié franco-allemande ou la place éminente de la RFA parmi les démocraties européennes sousappaisent la défaite claire et nette de l'Allemagne nazie, ce qui fut le cas en 1945 par opposition à 1918. Aujourd'hui, c'est à une Serbie « dénazifiée » (selon l'expression de la dissidente serbe Sonia Byserko) que l'Europe doit ouvrir les bras.

Mais s'il s'agit de vaincre clairement le régime et les forces militaires et paramilitaires de la Serbie, il ne s'agit pas de détruire son économie, qu'il faudra reconstruire, et sa société, encore moins sa population et celle du

peut préférer entraîner celui-ci dans son propre suicide plutôt que d'accepter une défaite qui provoquerait sa chute.

En fait, il s'agit moins d'affecter les calculs de Milosevic ou de le renverser que de le mettre devant le fait accompli en libérant le Kosovo. Ce dont il s'agit, c'est d'en éliminer ou d'en expulser les forces serbes et d'y faire revenir les victimes du nettoyage ethnique, en espérant, évidemment, que le pouvoir de Milosevic n'y survivrait pas. Et pour cela il n'y a pas de substitut à une opération terrestre (peut-être commençant par la constitution d'une tête de pont ou d'une zone protégée) au Kosovo.

Certes, celle-ci est difficile, toute voie d'accès comportant de graves inconvénients politiques ou géographiques. Certes la préparation et l'exécution d'une grande opération prendront plusieurs mois. C'est pourquoi il est dangereux de reculer indéfiniment la décision, à la fois parce que le nettoyage ethnique continue pendant ce temps, et parce qu'à trop attendre on risque de finir par affronter le général Hiver. Certes, elle implique des bombardements qui ne peuvent se limiter au territoire du Kosovo, ni éviter d'induire des dégâts aux populations. Mais il s'agit de déplacer l'accent, en donnant la priorité à la protection des populations prisonnières et à l'attaque des forces ennemies. Et cela soulève l'objection qui est la de tout : celle des pertes militaires du côté allié.

Il semble que les dirigeants des sociétés occidentales (qu'on les appelle démocratiques, libérales ou bourgeoises) considèrent qu'elles ne peuvent faire la guerre qu'en cachette ou à moitié, sous peine de perdre l'appui de leurs opinions publiques. Comment ex-

compter le plus, sont celles de leurs propres soldats, d'où l'importance extraordinaire accordée à la récupération des deux seuls pilotes contraints de s'éjecter, respectivement, pendant les guerres de Bosnie et du Kosovo. En deuxième lieu, il est clair que, contrairement à leur pratique de la deuxième guerre mondiale, ils évitent de bombarder les populations civiles de l'adversaire (encore que, dans le doute, ils préfèrent le risque de le faire involontairement à un risque accru pour leurs pilotes). Mais les centaines de milliers de victimes qu'il s'agit de protéger de la déportation ou du massacre semblent n'arriver qu'en troisième lieu. D'où le paradoxe d'une guerre qui ne fait guère que des victimes civiles.

C'est là que le bât blesse, sur le plan moral autant que sur celui de l'efficacité stratégique. Peut-on se mêler de jouer un rôle de justicier, de gendarme, de shérif ou de pompier sur le plan mondial ou régional, en refusant d'en assumer les risques ? Peut-on se livrer à une hiérarchisation du prix des vies humaines où celle de ses soldats vaut plus que celle des victimes ? Le nouvel internationalisme ou le droit d'ingérence sont-ils compatibles avec une hiérarchie des solidarités qui distingue le degré de risque assumé selon des critères de nationalité ou de familiarité ?

Ces problèmes sont particulièrement visibles dans le cas des Etats-Unis, puissance impériale traumatisée par l'expérience vietnamienne et fascinée par la technologie, plus soucieuse par ailleurs de protéger la vie de ses soldats que celle de ses écoliers. Mais ils sont communs à tous nos pays, trop ouverts sur l'extérieur et trop conscients des principes universels pour se détourner complètement des horreurs qui les entourent, mais souvent trop habitués à la paix et tentés par le repli, individuel et collectif, pour aller jusqu'au bout de leur engagement. D'où le risque de perdre sur les deux tableaux.

Pierre Hassner

## En finir avec Milosevic

par Alain Touraine

S i cette guerre avait pour but de forcer Milosevic à signer les accords de Rambouillet, elle est une dramatique erreur, puisqu'elle a permis au dictateur d'accélérer et de mener à son terme le massacre et l'élimination des Albanais du Kosovo, en se servant de l'aillet qui lui offrent les frappes armées de l'OTAN. Cette guerre n'a de sens – et de nécessité – que si son but est d'en finir avec Milosevic. C'est seulement à partir de là qu'on pourra créer une situation relativement stable dans la région. Ce but ne peut être atteint que si l'Alliance s'engage militairement de manière directe, au sol, et si l'Europe sait proposer aux Serbes une ouverture à l'Ouest.

J'étais à Belgrade, pendant deux jours avant le début des frappes, au moment même où les ambassades occidentales quittaient la ville. Il n'y avait alors aucune mobilisation visible, et selon tous mes interlocuteurs, les Serbes étaient « résignés ». Au moins à Belgrade, Milosevic n'était nullement populaire. La situation de guerre a évidemment soudé cette nation qui se sent attaquée, mais il serait faux d'identifier l'ensemble des Serbes à Milosevic. Il existe des moyens de séparer la population du dictateur.

Il est difficile de savoir qui, à l'intérieur de l'OTAN, qui ne sait pas plus communiquer que mener la guerre, pousse à une solution radicale et qui, au contraire, se satisferait plus volontiers d'un accord de paix qui apparaîtrait acceptable à certains Occidentaux, dès lors que Milosevic laisserait revenir un certain nombre d'Albanais, c'est-à-dire obtiendrait une partition dans des conditions favorables. Une telle partition est en fait probablement son objectif, car il sait que 10 % de Serbes ne pouvaient pas maintenir leur supériorité sur 90 % d'Albanais au Kosovo. Après la destruction massive de la population albanaise et son exode forcé, une partition apporterait à la population serbe du Kosovo et au gouvernement de Belgrade des garanties qu'ils ne pouvaient songer à obtenir

avant la guerre. Il y a donc deux solutions possibles : celle qui convient à Milosevic, qui est celle de la partition, dont la première étape, décisive par sa violence, est en ce moment même l'élimination des Albanais ; et, opposée à la première solution, celle qui fait de l'élimination de Milosevic le but principal de la guerre et la condition préalable à la reconstruction politique de toute la région. Le faux débat : faut-il ou non faire la guerre à Milosevic, a vite été rejeté par l'opinion qui garde mauvaise conscience de notre trop faible intervention en Bosnie et qui se souvient avec horreur des massacres de Vukovar ou de Srebrenica et du siège de Sarajevo.

Le vrai débat est donc : faut-il arriver à un accord avec Milosevic ou le détruire ? Tout conduit à choisir la solution la plus radicale. Il faut détruire le dernier dictateur à la fois nationaliste et communiste d'Europe. Ce serait aussi le moyen pour les Européens d'intervenir dans le remodelage de leur continent après la chute de l'empire soviétique. Les Américains, au contraire, sont attachés à montrer que c'est toujours d'eux que dépend une solution et qu'ils sont disposés à organiser un nouveau Dayton.

Mais jusqu'ici les Européens n'ont pas tenu un langage plus radical que celui des Américains, et surtout semblent avoir une volonté collective presque aussi faible qu'au moment de la crise bosniaque. Il est donc urgent maintenant que l'Europe manifeste sa volonté d'en finir avec Milosevic, même si certains pays ne sont pas disposés à s'engager sur le terrain. La guerre est déborder par ses propres conséquences, et elle deviendrait un sanglant non-sens si elle aboutissait à une partition du Kosovo aux conditions imposées par Milosevic. Cette guerre doit aller le plus vite possible jusqu'à son seul but rationnel : l'élimination du dictateur.

Alain Touraine est sociologue.

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### IMAGES D'EXIL

De longues files de femmes, d'enfants, de vieillards, sous la pluie, dans la neige, dans la boue et le plus souvent le ventre vide, essaient d'atteindre la frontière voisine. (...)

Ces foules malheureuses évoquent pour moi la retraite des républicains espagnols (près de 500 000 !) qui, en quelques jours, en janvier-février 1939, essayaient d'atteindre la France, mitraillés par les avions italiens... Ils avançaient à pied, poussant ou tirant brouettes, charrettes à bras et landaus chargés des biens les plus précieux, ou montés à dos d'âne ou de mulet.

Des journalistes s'étonnent – pour le condamner à juste titre – de l'accueil souvent peu chaleureux que leur réservent les pays limitrophes (Albanie, Macédoine, Monténégro). Certains

parlent de policiers armés, peu patients, de fils de fer barbelés, de camps d'internement... Auraient-ils déjà oublié – s'ils l'ont su un jour ! – comment nous-mêmes, Français, avons accueilli nos voisins espagnols poursuivis, jetés sur les chemins de l'exil par Franco et ses sbires ?

A Argelès-sur-Mer, par exemple, les réfugiés étaient regroupés sur la plage, entourés de barbelés et surveillés par des gardes mobiles et des tirailleurs sénégalais, baïonnette au canon. C'est ainsi que sont nés les camps d'internement d'Argelès-sur-Mer, de Saint-Cyprien, du Barcarès et d'autres... Ce ne furent heureusement pas des camps de concentration, ni des camps d'extermination, mais sans aucun doute des camps du mépris...

Georges Colomer  
Noisy-le-Grand  
(Seine-Saint-Denis)



## Honte à l'OTAN!

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

« LES ANNIVERSAIRES n'ont pas de sens. Quand ils vont par deux, ils en prennent davantage. Le même dimanche 25 avril a marqué la fois le cinquantième de l'OTAN et le souvenir des déportés de la dernière guerre. Un symbole à ne pas laisser perdre ! »

Des déportés, il se trouve qu'on en revêt ces jours-ci plus que jamais. Moins qu'au temps de l'extermination nazie, moins systématiquement voués à la mort, mais chassés de chez eux avec un baluchon, affamés, patouillant, séparés, suffisamment suppliciés pour nous rappeler quelque chose. Et qui, comme à des souvenirs de 1945, baisse les yeux pour ne pas soutenir leurs regards de reproche, comme si l'Europe des Balkans, tout près de celle des bagnes d'il y a un demi-siècle, profitait de notre lâche consentement pour recruter dans la barbarie.

Pour l'Organisation atlantique, la rencontre de son cinquantième anniversaire avec celui des camps allemands aurait pu être l'occasion d'affirmer sa raison d'être, depuis qu'aucune puissance comparable ne lui est plus

opposée à l'Est. Pour la première fois dans l'histoire, elle aurait montré qu'on pouvait marier la contre-violence militaire hors de toute arrière-pensée territoriale ou économique, au nom des seuls droits de l'homme. Les pays majoritairement en règle avec ces droits auraient tiré les enseignements de la dernière guerre mondiale en agissant précocement, au stade de la réoccupation de la Rhénanie, où c'était jouable, et sans attendre Dantzig.

Avec un peu de patience et d'habileté, ils auraient même pu se couvrir d'un mandat de la nouvelle SDN (Société des nations) plutôt améliorée qu'on appelle l'ONU. Cette fois-ci, il n'y aurait pas à improviser après coup une justice de vainqueurs, comme à Nuremberg, puisque des tribunaux pénaux internationaux existent et omassent des preuves. Pinochet ne couche pas dans son lit. La raison d'Etat a reculé, ainsi que l'impunité des donneurs d'ordres féroces. La criminalité politique a plutôt régressé, en cinquante ans; sa connaissance et sa prévention avancent. Par miracle, les opinions publiques, comme

échauffées par Munich, étaient partantes pour la manière forte, et le restent. C'était le moment où jamais d'étendre à la gendarmerie la mondialisation en marche, et d'empêcher le pire à temps enfin !

Au lieu de quoi, les démocrates ont cédé une fois de plus au formalisme pusillanime qui les a toujours désavantagés par rapport aux régimes brutaux du fait accompli. Elles ont donné raison aux pessimistes narquois qui pronostiquaient devant chaque crise que "comme d'habitude l'Europe ne fera rien". Par crainte d'un ancien adversaire aujourd'hui peu redoutable, sinon en raison de sa faiblesse même, le monde libre baisse les bras, se croit hors d'attente. Le crime passe encore trop loin de ses sanctuaires, autoroutes et supermarchés; des intimidations aériennes suffisent; à l'antenne d'exposer un soldat au sol !

Quant pis s'il faut attendre encore quelques décennies de massacres d'innocents pour que soit garanti, au cœur du Vieux Continent en cours d'organisation, le droit d'habiter sa maison, de parler la langue de ses aïeux, de rêcher leurs prières !

Pour longtemps encore, il faudra admettre la liberté du mieux armé d'évacuer ce qu'il estime ses terres par le feu et par le sang, et s'en remettre aux bonnes âmes humanitaires du soin de recueillir les persécutés, de fermer les yeux des mourants, de recouvrir les charniers. Le Mal absolu aura devant lui les beaux jours promis à l'impensable. Les bourreaux des Balkans iront rejoindre les caches de tous les lapins impunis. Les Stavroutine et les Rasokolnikov continueront à se chercher des juges fantomatiques, faute de se reconnaître des torts. Honte aux gouvernements occidentaux de 1999 qui auront laissé passer la chance, incertaine, tremblante, mais la chance quand même, d'un petit progrès vers plus d'humanité !

Imagions un instant les bordes d'accusations qu'on aurait entendues, sur ce thème, si l'OTAN avait laissé vider le Kosovo à coups de croasse, sans rien faire ! Que de sermons, d'invectives, d'implications les « frappes » nous ont épargnées, tout en inspirant bien d'autres !

Toujours ça.

## Les 35 heures, un impact incertain sur l'emploi

COMBIEN d'emplois créés ? A la mi-mai, avant de présenter les grandes orientations de sa deuxième loi sur les 35 heures, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, tentera une première réponse. A mesure qu'elle approche cette date, la question se fait plus pressante et plus embarrassante pour le gouvernement.

Dix mois après sa promulgation, la première loi Aubry inspire des sentiments mitigés : elle a, incontestablement, relancé un dialogue social dans les entreprises, mais ses résultats sur l'emploi restent encore incertains. Le dernier bilan publié par le ministère de l'emploi et de la solidarité fait état, au 7 avril, de 43 478 emplois créés ou préservés, dont un peu plus de la moitié (24 142) l'ont été grâce à l'aide financière que les pouvoirs publics accordent aux entreprises sous la forme d'une baisse de charges sociales. « Nous sommes dans les clous en matière de créations d'emplois », se contente-t-on de commenter à Matignon.

Mais dans quels clous ? Le gouvernement n'a jamais pris le risque d'annoncer des objectifs précis en matière d'emploi : tout en citant deux études réalisées une fois connu le contenu de la loi Aubry pour affirmer que la baisse du temps de travail aura bel et bien des effets positifs. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) prévoit, à terme, 450 000 créations d'emplois dans les entreprises de plus de 20 salariés en cinq ans. La direction de la prévision du ministère des finances a établi un scénario tablant sur 510 000 postes créés sur la même période, tout en prévenant que si une entreprise sur deux seulement passait aux 35 heures et s'il n'y avait aucune modération salariale, on aboutirait à des pertes d'emplois (-20 000) au bout de cinq ans. Mais ces simulations sont si sensibles aux hypothèses de départ et au comportement des entreprises qu'elles ne peuvent avoir qu'une valeur indicative.

### 3 291 ACCORDS, DÉBUT AVRIL

En attendant, les experts gouvernementaux ont l'œil rivé sur l'évolution du nombre d'accords signés (3 291 pour 933 260 salariés concernés début avril) et sur leur effet-emploi. Les accords aidés (9 000 francs par personne concernée par la réduction de la durée du travail) se traduisent par une progression sensible des effectifs (+8,6 %, soit 2,6 % de plus que ce qu'impose la loi), puisque, pour bénéficier des aides, il faut embaucher au moins 6 % de salariés supplémentaires.

### RECTIFICATIFS

#### ACIDE CYANHYDRIQUE

Une erreur de traduction et une faute d'orthographe glissées dans la page sur les origines de la vie réalisée en collaboration avec *Nature* et *El País* dans *Le Monde* du 23 avril nous ont amenés à parler de « cyanide d'hydrogène » et d'« acide cyanhydrique » (dans l'infographie). Il s'agissait, bien sûr, dans les deux cas, d'acide cyanhydrique.

#### LE PRIX DES AUTOROUTES

Une confusion dans les chiffres nous a fait donner deux prix exorbitants dans le reportage consacré à l'autoroute des Titans (*Le Monde* du 22 avril) : le coût de construction d'un kilomètre de cette voie, en zone montagneuse dans l'Ain, a été d'environ 150 millions de francs (22,86 millions d'euros) et non pas 5 milliards de francs, tandis que le prix moyen d'un kilomètre d'autoroute en plaine tourne autour de 30 millions de francs (4,47 millions d'euros), et non pas de 300 millions de francs.

#### LE DÉSERT FRANÇAIS

Le livre de Jean-François Gravier *Paris et le désert français* a été publié en 1947, soit il y a presque un demi-siècle et non pas un siècle, comme nous l'avons écrit (*Le Monde* daté 25 et 26 avril) à la suite d'une coupe malencontreuse.

Au-delà d'un réel effet d'aubaine, l'intérêt est évident pour les entreprises. Dans le cadre d'accords signés pour éviter des licenciements, celles-ci « se réservent une marge de négociation », reconnaît un des vice-présidents du Mouvement des entreprises de France (Medef). « Une entreprise de cent salariés qui veut licencier trente personnes annoncera quarante licenciements et, grâce aux 35 heures, n'en licenciera que trente. On aura beau jeu, après, de dire que la loi Aubry a sauvé dix emplois ! »

#### LA PRUDENCE DU GOUVERNEMENT

Par ailleurs, les accords non aidés, qui concernent notamment les entreprises ayant déjà ramené le temps de travail en-dessous de 39 heures par semaine, ou celles qui ne veulent pas prendre d'engagements trop risqués sur les embauches, n'ont généré que 3 % d'emplois supplémentaires. Enfin, de grands secteurs comme l'automobile et la banque, où les gains de productivité passent par des réductions d'effectifs, ont vu se limiter les effets de baisse de la durée du travail qui auront pour seul effet de limiter les « dégraissages ». Ils vont ainsi faire chuter la moyenne des créations d'emplois liées aux 35 heures.

Trente-cinq heures ou pas, tous les chefs d'entreprise n'ont d'ailleurs pas l'intention d'embaucher. Un sondage réalisé, fin janvier, par l'IFOP auprès de trois cents patrons pour le compte de l'hebdomadaire *Le Revenu* français indique que 28 % d'entre eux seulement envisagent de recruter des salariés supplémentaires, alors que 64 % des patrons prévoient le maintien de leurs effectifs (et 5 % une réduction) dans le cadre de la baisse du temps de travail. Les réticences sont, selon ce sondage, particulièrement fortes dans les entreprises de moins de cinquante salariés.

Pierre Larrourou, qui vient d'annoncer sa participation aux élections européennes du 13 juin avec une liste baptisée « Combat pour

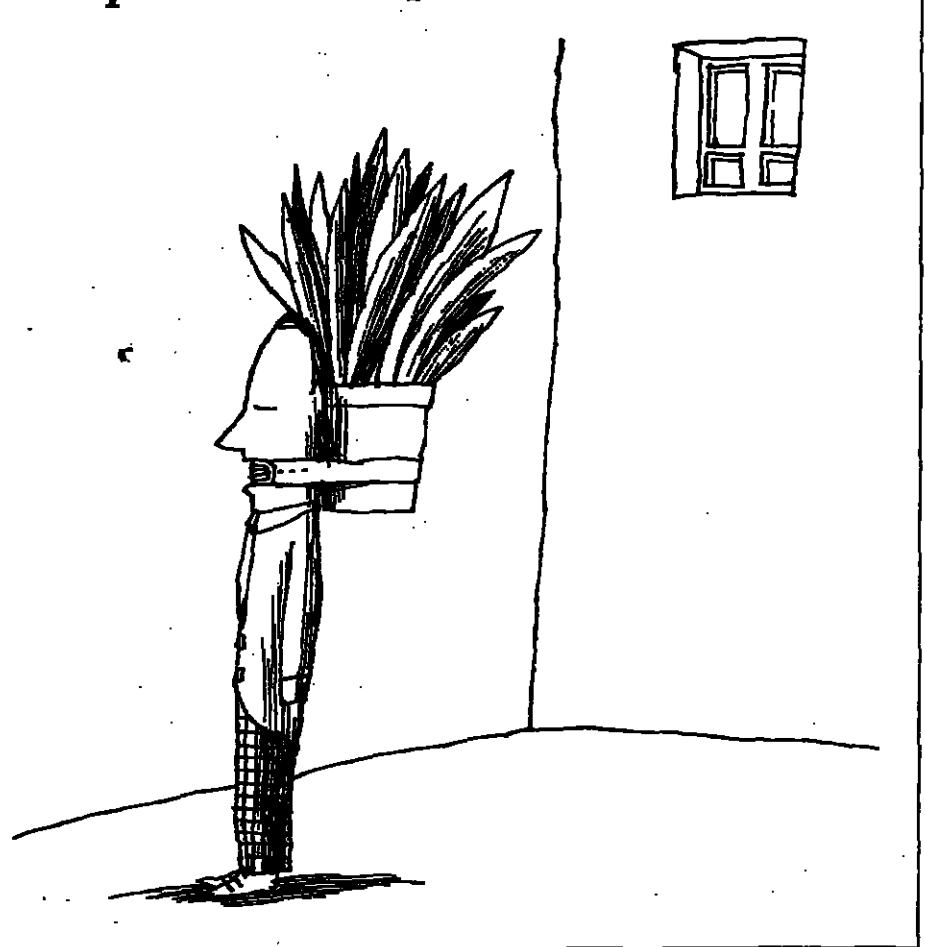
l'emploi », est persuadé que la prudence affichée par le gouvernement le condamne à obtenir des résultats médiocres sur l'emploi. « Les 35 heures sont déjà un échec, tranche ce consultant qui plaide depuis 1993 pour la semaine de quatre jours. La gauche a saboté ce qui pouvait être le principal instrument de lutte contre le chômage. » Il en veut pour preuve le fait que M<sup>me</sup> Aubry ait accepté, par un arrêté d'extension, l'accord signé dans le secteur du textile (140 000 salariés). En raison d'un fort quota d'heures supplémentaires, « il permet de garder une durée moyenne de 38 heures 50 et d'introduire la flexibilité », analyse-t-il.

Une certaine confusion risque de s'installer, puisque le gouvernement commence à comptabiliser les accords de Robien. Mais c'est un problème de méthode qui va se poser. « Comment distinguer dans les résultats obtenus par une entreprise à la suite d'une réduction du temps de travail la part due à cette dernière de celle imputable à tous les autres déterminants de la vie de cette entreprise, qu'on songe à la situation conjoncturelle, à l'évolution du contexte concurrentiel ou à l'introduction de nouvelles technologies », avancent Gilbert Certe et Dominique Taddei, experts proches de Martine Aubry, et auteurs d'un ouvrage sur le sujet (*Réduire la durée du travail, les 35 heures*, Le Livre de poche).

Pour l'heure, le gouvernement estime qu'une entreprise sur deux a engagé des négociations sur les 35 heures. Si la réduction du temps de travail ne tient pas ses promesses, le gouvernement aura tout loisir de recentrer son discours. Il ne présentera plus la « loi Aubry » comme le cœur de sa politique de l'emploi, mais comme un instrument parmi d'autres de lutte contre le chômage, au même titre que le soutien à la croissance, les emplois-jeunes, la baisse des charges sur les bas salaires ou les aides consenties aux secteurs innovants.

Jean-Michel Bezat

## L'empoté ceinturé par Pascal Lemaître



## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
TEL : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
TEL. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Une affaire d'Etat

EN Corse, « une provocation bien construite peut remplacer le renseignement préalable pour déclencher une opération à priori ». Cette maxime, énoncée en décembre 1982, se trouve dans les archives de la « cellule anti-terroriste » de l'Elysée qu'animait, sous la présidence de François Mitterrand, des officiers d'élite de la gendarmerie nationale. Sous la plume de ces mêmes « supergendarmes », la ligne de conduite recommandée aux forces de l'ordre en Corse était résumée en des termes évoquant les méthodes employées pendant les guerres coloniales : « L'attitude à avoir : ne pas laisser faire, intervenir, frapper à tous les niveaux, nettoyer la place publique quel que soit le cas de figure, aller jusqu'au bout ».

Seize ans plus tard, certains responsables de l'Etat n'auraient-ils donc rien appris des lamentables fiascos de ces « cellules », « équipes » et autres polices parallèles ? Car c'est bien une affaire d'Etat qui s'est ouverte, lundi, avec la mise en examen, accompagnée de son placement en détention, du commandant de la légion de gendarmerie de Corse pour complicité du « crime de destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée ». L'événement est sans précédent : un colonel, patron de la gendarmerie pour toute l'île, des officiers et des sous-officiers appartenant à une unité d'élite créée spécialement pour la Corse en juillet 1998, le GPS (Groupe de pelotons de sécurité), sont officiellement soupçonnés d'avoir monté une provocation en incendiant un restaurant près d'Ajaccio.

Politiquement, cette affaire est désastreuse : si les soupçons devenaient certifiés, des serveurs de l'Etat auraient donc, au nom du rétablissement de l'Etat de droit, choisi d'en violer les règles. Comme si, de la Nouvelle-Calédonie à la Corse, du drame d'Ouvéa hier à la bavure d'Ajaccio aujourd'hui, dès qu'il s'agit de territoires de la République éloignés de l'Hexagone, la gendarmerie se croyait en guerre, « secrète » ou « subversive », dans un territoire ennemi. On voudrait convaincre les Corse que la France reste à leur égard profondément empreinte d'une mentalité de supériorité que l'on n'agit pas autrement.

Évoquant les pires pratiques « barbares », cette affaire ne tombe pas du ciel. La création du GPS répondait à une demande du préfet de Corse, Bernard Bonnet, et illustrait son goût pour les méthodes parallèles. Nommé après l'assassinat du préfet Erignac, M. Bonnet relevait certes un défi difficile. Mais il a choisi de se comporter en procureur, court-circuitant les hiérarchies ordinaires, ignorant la police pour privilégier la gendarmerie, s'appuyant sur un réseau personnel comprenant d'anciens membres de la DGSE, tissant des liens privilégiés avec un conseiller technique du premier ministre plutôt qu'avec le cabinet du ministre de l'Intérieur. Heureusement, tirant les leçons du passé, la justice agit avec célérité. Mais on ne comprendrait pas que le gouvernement s'abrite derrière l'insurrection en cours pour ne pas lui-même prendre ses responsabilités. Une affaire d'Etat ne se réduit pas à ses exécutants.

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur adjoint : Dominique Allouy, directeur général  
Néel Jean Bézard, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Sébastien Lévy  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fenech, Pierre Georges, Jean-Yves Lhommeau  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédaction en chef :  
Alain Frachon, Eric Lardoux (Éditorial et graphisme)  
Laurent Goffier (Suppléments et collages spéciaux) ; Michel Kalmann (Détails) ;  
Eric Le Bouchat (International) ; Patrick Jorrot (France) ; Franck Nouail (Société) ; Claire Mandin (Entreprises) ;  
Jacques Roch (Jeunesse) ; Jacques Serpagny (Culture) ; Christian Mison (Spectacles et médias)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azou  
Métier : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Platon ; Directeur délégué : Anne Chassebois  
Conseiller de la direction : Alain Rollet ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;  
Partenaires audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noddourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Breton-Méry (1944-1969) ; Jacques Fauriol (1969-1982) ;  
André Laurens (1982-1985) ; André Fontaine (1985-1991) ; Jacques Lacombe (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde,  
Fonds commun de placement des personnels du Monde,  
Association Hubert-Breton-Méry, Société anonyme des secteurs du Monde,  
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,  
Le Monde Presse, Misa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

#### Les buts de guerre de Mao

LA RADIO communiste de Pékin a diffusé le texte d'une proclamation commune en huit points de Mao Tsé-toung et du général Tchou Teh, commandant en chef de l'armée de libération populaire :

- 1<sup>o</sup> Protection des vies et des biens. L'armée de libération populaire adoptera une attitude amicale à l'égard de tous ;
- 2<sup>o</sup> Protection des entreprises industrielles, commerciales et agricoles ;
- 3<sup>o</sup> Confiscation par le gouvernement populaire de toutes les entreprises dirigées par le Kouomintang et la « grande bureaucratie » ;
- 4<sup>o</sup> Les écoles publiques et privées, les hôpitaux, les institutions culturelles et éducatives et toutes les entreprises sociales seront protégées ;
- 5<sup>o</sup> Les fonctionnaires du Kouomintang doivent demeurer à leur poste. Le gouvernement populaire continuera à les employer selon leurs capacités s'ils ne se sont pas rendus coupables d'activités contre-révolutionnaires ou de crimes de guerre ;
- 6<sup>o</sup> Tout soldat isolé doit se présenter à l'armée de libération populaire ou au gouvernement populaire de sa région ;
- 7<sup>o</sup> Élimination progressive du système agraire féodal, redistribution ultérieure des terres, intensification de la production, accroissement du standing de vie des paysans ;
- 8<sup>o</sup> Les vies et les biens des étrangers seront protégés. Les étrangers doivent obéir aux lois et décrets de l'armée de libération populaire et du gouvernement de libération populaire.

(28 avril 1949.)

#### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

50 من المال

## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**CONJONCTURE** si l'Italie, particulièrement exposée dans le conflit des Balkans, commence à constater un recul des ventes au détail et s'inquiète pour son tourisme,

les entreprises et les consommateurs français sont peu affectés. ● SEULS CERTAINS secteurs, comme le tourisme et, dans une moindre mesure, le transport aérien sont per-

turbés ponctuellement. ● SUR LE PLAN MACRO-ÉCONOMIQUE, les conséquences du conflit n'ont rien de comparable avec celles, lourdes, de la guerre du Golfe. Le contexte

est radicalement différent. Aucun choc pétrolier ne se profile. ● LES MARCHÉS financiers font également preuve d'une grande sérénité, même si l'euro est un peu affaibli.

● SEUL BÉMOL, la crainte, si le conflit s'enlise et passe à une phase terrestre coûteuse en vies humaines, de voir la confiance des ménages se dégrader progressivement.

# Le conflit du Kosovo affecte peu les entreprises, les marchés et les consommateurs

Seuls les secteurs du tourisme et du transport aérien sont perturbés par les conséquences de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie. Les ménages, même s'ils se sentent très concernés, ne semblent pas avoir modifié leurs habitudes d'achat, comme lors de l'attaque contre l'Irak

LES CONSOMMATEURS français, qui semblent rester sereins malgré la guerre au Kosovo, risquent-ils d'infléchir leur comportement économique si ce conflit se prolonge ? Alors que l'Italie, particulièrement exposée, commence à constater un recul des ventes au détail et s'inquiète pour son tourisme, les entreprises françaises restent peu touchées. Mais elles s'interrogent sur les conséquences que pourrait avoir une éventuelle intervention terrestre.

Dans l'immédiat, c'est logiquement le tourisme à destination de la zone du conflit qui est affecté, ainsi que le transport aérien, qui connaît certaines perturbations en raison des rotations d'avions militaires. Les croisiéristes ont été les premiers à modifier leurs itinéraires, en rayant l'Adriatique de leurs catalogues. L'Américain Royal Caribbean Celebrity Cruise (RCCC), les français Festival et Costa Croisières ne feront plus escale à Venise mais à Gênes. Autre conséquence tangible : la Croatie, qui s'était réjouie de voir

4,1 millions de touristes affluer en 1998 - leur premier retour en force depuis la guerre de 1991-1995 - voit sa saison sinistrée, surtout dans la région de Dubrovnik, voisine du Monténégro. Beaucoup de vols charters ont été annulés. « La Croatie a instantanément disparu du marché du tourisme, mais de là à étendre ce phénomène à toute la région, il y a un pas que nous n'avons pas encore franchi », rassure René-Marc Chikli, président de Jet Tours.

Les autres destinations de la région ne sont « même pas dans les zones à risque » recensées par le ministère des affaires étrangères, plaident les professionnels. Pour Jacques Maillot, président de Nouvelles Frontières, la Grèce ou la Turquie, par exemple, ne souffrent d'aucune répercussion. « Les Français consomment, les Français s'inscrivent, les Français voyagent et la situation n'a rien de comparable avec celle de la guerre du Golfe ! », affirme-t-il de son air d'éternel provocateur. Une analyse qui n'est pas partagée par tous. Le voyageur toulousain Fram, par exemple,

manifeste une certaine inquiétude concernant la Grèce et songe à des destinations de substitution.

À l'Office national hellénique du tourisme, on reconnaît d'ailleurs un certain ralentissement dans les demandes. Mais sa directrice, Anna Iliakidou, ne veut pas faire preuve d'un pessimisme prématuré : « Tout au plus avons nous quelques appels téléphoniques pour savoir si la zone de guerre est proche, mais c'est essentiellement pour se rassurer ».

Dans le domaine du transport aérien, quel est l'impact subi par les compagnies ? Difficile à chiffrer, d'autant qu'elles restent très discrètes sur les retards et les annulations de vol entraînés par l'engorgement du ciel européen. Toute juste reconnaissent-elles la suppression de certaines destinations, comme Belgrade et Zagreb pour Air France.

En Allemagne, l'hebdomadaire *Der Spiegel* évaluait, lundi 26 avril, à 5,2 millions d'euros les pertes journalières occasionnées à Lufthansa par le conflit. Un chiffre que la compagnie allemande a dé-

menti, tout en reconnaissant que « la stabilité de la circulation aérienne à Francfort et à Munich est considérablement affectée ». Francfort héberge une base de l'US Air Force et 70 mouvements militaires par jour y seraient enregistrés, sur un total de 1100 à 1300 rotations quotidiennes.

### A la suite de l'appel de la Croix-Rouge, certains produits de première nécessité ont vu leurs ventes décoller

Pour le reste des secteurs de grande consommation, pas de répercussion majeure pour l'instant. « Si les consommateurs sont affectés par la situation au Kosovo, c'est plutôt positivement », constate Michel-Edouard Leclerc, co-président des

Centres Leclerc. « En 1991, la guerre du Golfe avait entraîné une réaction spectaculaire, irrégulière, liée à une grande angoisse », explique Olivier Gerardon de Vera, vice-président de la société IRI-Scodip. « Jour après jour, en fonction des opérations militaires annoncées, les achats de farine, de riz ou de pâtes étaient multipliés par six ou sept. Ces réactions pouvaient s'analyser à la journée. » Les consommateurs avaient alors stocké et même « sur-stocké ».

Rien de tel actuellement. « Depuis le 15 mars les indices globaux de consommation alimentaire ou d'épicerie sont conformes à la normale », explique Olivier Gerardon de Vera, dont la société suit de façon hebdomadaire les ventes de 400 hypermarchés et supermarchés français. Une analyse détaillée de ces données permet cependant de mettre en lumière l'achat de solidarité chez les Français. A la suite de l'appel lancé par la Croix-Rouge, certains produits de première nécessité ont vu leurs ventes décoller. Dans la semaine du 6 au 11 avril, dans les 400 magasins sui-

vis par Iri-Scodip, « les ventes de raisins secs et de riz nature ont augmenté de 35 %, les pâtes et le sucre ont vu leurs ventes croître de 17 %, les achats de boîtes de sardine ont doublé ».

Ces achats semblent raisonnés. Ainsi, lorsque la Croix-Rouge a demandé de reporter les efforts de solidarité sur des produits d'hygiène, les Français ont suivi. « Les ventes de savon ont augmenté sur la semaine du 12 au 18 avril de 59 %, et la hausse s'est élevée à 20 % pour les dentifrices ». Parallèlement, les augmentations spectaculaires sur les produits de première nécessité, début avril, ne sont plus d'actualité. « Sur le riz, l'effet se saisisait », explique M. Gerardon de Vera. « La Croix-Rouge a expliqué que cet aliment n'était pas commun pour les Kosovars. Entre le 11 et le 18 avril, les ventes ont chuté. » Les consommateurs risquent-ils de changer d'attitude si le conflit se prolonge ? Selon un sondage IFOP/Dimanche Ouest-France publié le 25 avril, les personnes interrogées estiment que leurs comportements seraient modifiés : 23 % « reporteraient certains investissements (immobilier, automobile) », 20 % reporteraient « certaines dépenses d'équipement (électroménager) », et 14 % « modifieraient leurs projets de vacances ».

Dans l'industrie, une telle menace reste incertaine. « On a noté un petit tassement des ventes dans nos réseaux de distribution la semaine du 12 avril. Est-ce un simple accident ? Une première conséquence de la guerre au Kosovo ? Nous sommes incertains de le dire », affirme Hervé Gastinel, le directeur du plan de Saint-Gobain. Le conflit reste très éloigné des préoccupations des entreprises. Leur présence dans la région est très limitée : il ne s'agit souvent que de simples antennes commerciales. Renault, par exemple, dispose d'un bureau de représentation à Belgrade. Son responsable, un Français, a été transféré à Zagreb. Le marché du constructeur français en Yougoslavie ne s'élevait, en 1998, qu'à 300 véhicules.

Enquête de la séquence Entreprises

## Un impact macro-économique sans comparaison avec celui de la guerre du Golfe

LE 2 AOÛT 1990, l'Irak envahissait le Koweït. Simultanément, la France entrait dans une période de ralentissement économique, qui allait culminer avec la récession de 1993. La guerre du Golfe est apparue comme le détonateur de la crise dans laquelle la France s'est enfoncée au début de la décennie. C'est ce qu'a vu le nombre de chômeurs passer la barre des 3 millions en mars 1993, au moment où les élections législatives ramenaient la droite, et Edouard Balladur, au gouvernement. Comparer aujourd'hui, sur le plan économique, les guerres du Golfe et du Kosovo ne semble pas justifié.

L'invasion du Koweït par l'Irak a plongé la France dans une véritable crise de confiance : les ménages ont réduit leur consommation, les industriels revu leurs anticipations à la baisse. L'ombre

d'un nouveau choc pétrolier planait. Celui-ci sera finalement très limité dans le temps : l'embargo qui a suivi le début du conflit a privé le marché mondial de plusieurs millions de barils par jour, mais la hausse de la production des autres pays producteurs de pétrole, notamment de l'Arabie saoudite, a vite mis fin à tout risque d'envolée durable des cours.

Au printemps 1991, la guerre est finie. La France connaît un certain rattrapage. Mais, celui-ci ne durera pas au-delà de l'automne. Au total, sur l'année, la croissance sera de 1,1 %, après 2,8 % en 1990 et 4,5 % en 1989. Car si la guerre du Golfe a bien été le catalyseur d'une crise économique profonde, elle n'en est pas la cause. Avant elle, déjà, les indicateurs économiques commençaient à clignoter : la belle croissance que

l'Hexagone avait connue, surtout depuis le contre-choc pétrolier de 1986, était en passe d'épuisement. La réunification allemande et les politiques monétaires et budgétaires rigoureuses qu'elle a occasionnées des deux côtés du Rhin ont inversé le cycle économique. La guerre du Golfe n'est venue qu'amplifier un phénomène inévitable.

Aujourd'hui, le contexte est radicalement différent. Aucun choc pétrolier ne se profile. L'ensemble des économistes s'accordent à penser que l'actuel ralentissement européen, limité aux activités industrielles touchées de plein fouet par les turbulences monétaires et la crise de la demande mondiale, ne sera que passager. Les ménages gardent le moral, particulièrement en France. Les économistes prévoient que la demande mondiale devrait repartir à un rythme mo-

déré cette année et venir soutenir une croissance exclusivement nourrie par la demande intérieure.

### L'EURO AFFECTÉ

La guerre au Kosovo n'a pour l'instant pas eu d'influence sur la situation économique. Surtout, l'euro n'a été affecté : depuis le début du conflit, il est passé de 1,08 à 1,06 dollar, ce qui améliore la compétitivité des produits européens. Le conflit des Balkans, toutefois, s'il s'enlisait, pourrait peser sur le moral des ménages et sur la consommation. Le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a d'ailleurs tenu des propos peu encourageants, indiquant jeudi 22 avril que la crise du Kosovo avait déjà entraîné une baisse de la consommation dans son pays.

Eric Chaney, économiste chez Morgan Stanley, considère qu'une intervention terrestre lourde -

avec 300 000 hommes, pour l'essentiel européens, envoyés sur place - coûterait entre 60 et 80 milliards d'euros par an, dont 75 % à la charge de l'Union européenne. Et aurait un fort impact psychologique sur les ménages et les entreprises : « Si l'euro devait se passer cet été, la croissance européenne de 1999 perdrait 0,2 point pour être de 1,7 %, et celle de 2000, 0,6 point pour atteindre 2,5 % ». Quoi qu'il arrive, personne n' imagine aujourd'hui que l'impact économique de la guerre au Kosovo pourrait être durable. Les aléas conjoncturels, loin d'être du côté des Balkans, sont plutôt à chercher outre-Atlantique dans un krach de Wall Street, en Chine dans une dévaluation de la monnaie, ou encore en Allemagne dans une récession.

Virginie Malingre

### TROIS QUESTIONS À DANIELLE RAPOPORT

1 Vous êtes psycho-sociologue et vous dirigez le cabinet d'étude sur la consommation DRC. Comment expliquez-vous que l'effet de panique des consommateurs français observé lors de la guerre du Golfe n'apparaisse pas lors du conflit actuel ?

Les deux conflits ne peuvent se comparer. La guerre du Golfe était une guerre économique, distanciée, quasi « virtuelle ». Elle n'était pas réellement montrée au public, ce qui est générateur d'angoisse. Il peut y avoir panique lorsque la place laissée à l'imaginaire est trop forte et lorsque les objets de peur ne sont pas identifiés.

Au contraire, la guerre du Kosovo est proche, détaillée, imagée. On est dans du concret sur lequel les personnes peuvent projeter des peurs réelles mais raisonnées.

### La présence française dans la région

● Albanie : quatre sociétés implantées.  
- Ducros récolte via Albuducros des plantes médicinales et les exporte vers la France et l'Allemagne.  
- Les Ciments français, présents depuis un an, ont construit un terminal de ciment.  
- Les Ciments Lafarge construisent dans le Sud un autre terminal.  
- Evertrade détient en concession une entreprise d'engrais chimiques.  
Outre ces quatre sociétés, Scétauroute a gagné un appel

2 Les Français ont fait preuve d'un fort élan de solidarité. Comment expliquez-vous cette réaction ?

La crise du début des années 90 a marqué un tournant. Les consommateurs ont pris une certaine distance par rapport à leur consommation. L'époque où acte d'achat et quête du bonheur étaient liés est révolue. Les citoyens veulent sortir de l'immobilisme et de l'enfermement qu'ils ont connus pendant la crise. Ils veulent consommer à la fois pour eux-mêmes, mais aussi pour donner à leur vie une ouverture au monde, aux autres. Ils veulent créer des liens.

Les gestes de solidarité vis-à-vis du Kosovo s'incluent parfaitement dans cette tendance de responsabilisation des citoyens qui apparaît depuis 1995. Cependant, il est important de noter que cette générosité peut être un moyen d'atténuer certaines peurs.

3 Cela veut-il dire que, malgré une consommation constante, le moral des Français est atteint ?

Les consommateurs que j'ai interviewés récemment dans le cadre de l'observatoire sur l'euro et l'Europe, que je dirige, s'expriment spontanément sur la guerre. Le fantasme de l'extension du conflit est présent dans l'esprit de certains. La peur de la non-maîtrise du monde est évoquée également. Ceci est pour l'instant modéré. Mais la construction de l'Europe n'est pas encore réellement faite dans l'esprit des consommateurs. Ceux-ci craignent que l'Europe ne soit peut-être pas apte à gérer ce conflit.

Si cette guerre perdure, cela peut avoir un effet sur la confiance en l'avenir, la confiance face aux institutions. On ne peut donc pas dire qu'il n'y aura pas d'effets sur la consommation.

Propos recueillis par Laure Belot

**OFFRES**

**L'ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION DE L'ALCOOLISME**  
Reconnue d'utilité publique  
Recherche un

**CHARGE DE MISSION INTERVENTION SOCIALE et SOIN (H/F)**

Titulaire d'un diplôme en Sciences Humaines et/ou Médico-Sociales (bac + 4 minimum), vous disposez d'une expérience significative dans le secteur de l'intervention sociale et connaissez la vie associative. Vous devrez, sous l'autorité du Chef de Service, concevoir, suivre et évaluer les projets et actions du secteur. Vous apporterez également un soutien technique et méthodologique aux équipes de terrain. Vous organiserez et animerez les commissions de recherche et d'élaboration de démarches de soin et d'accompagnement social.

CDI plein temps basé à Paris - fréquents déplacements. Convention Collective de l'AN.P.A. Statut cadre. Poste à pourvoir immédiatement, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à :

Monsieur le Directeur ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION DE L'ALCOOLISME  
20, rue Saint-Fiacre - 75002 PARIS

**DEMANDES**

**ING + IAE - 50 ANS**  
Spécialiste de l'organisation industrielle et logistique. Expérience du conseil au travers de missions pragmatiques et diversifiées.

**OFFRE DISPONIBILITÉ TEMPS PARTIEL**  
Pour management opérationnel  
Tél : 06-14-81-51-08

Homme d'études (bac + 5, ECO et stat.) et de terrain (sans cadre) volontaire, rigoureux, respons. polyvalent et autonome, mobile France et étranger angl., all. Etud. toutes propositions sérieuses.  
T : (01-47-29-87-88) (9 h-12 h)

**CHEF DE CURSUS CONNU**  
rech. poste cuisine de direction, ambassade, ministère ou autres.  
Ecrire au Monde Publicité sous no 9922  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

**ALLEMAND FORMATION SC. PO.**  
assure les relations avec le monde germanophone. Etude toutes propositions.  
Tél : 01-41-11-07-72

Expert-comptable diplômé, expérimenté et méthodique, étal. rdt. de longue durée, cherche emploi stable dans Cabinet bien établi. Missions en province acceptées. Ecrire au Monde Publicité sous n° 9925  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

**J. F. TRÈS SÉRIEUSE AVEC RÉFÉRENCES**  
cherche heures de ménage bureau ou particulier.  
Tél : 01-42-40-72-57 (18 h)

**ÉDITRICE EXPÉRIMENTÉE**  
domaine professionnel et univ. cherche poste à temps plein ou partiel.  
Tél/Fax : 01-48-06-23-02

Chaque lundi avec

**Le Monde**

DATÉ MARDI

retrouvez

**LE MONDE ÉCONOMIE**

et les offres d'emploi

**URGENT**  
Lycée français de  
PONTE-NOIRE/CONGO  
recrute pour septembre 1999 :  
- 1 PROF. CERT. FRANÇAIS  
- 1 PROF. CERT. MATH  
- 1 PROF. TIT. PHYSIQUE SVT  
Tél : (242) 94-30-33  
Fax : (242) 94-43-98  
Mail : LFC10@CALYA.COM

Traducteur technique  
pour l'automobile  
anglais vers français cherche  
**COLLABORATEURS**  
**FREE LANCE**  
Fax : 04-93-01-48-29





## Les marchés financiers conservent leur calme

LE CONFLIT dans les Balkans n'inquiète guère, pour l'instant, les opérateurs financiers. Depuis un mois, le marché des actions françaises a pris plus de 5 %, la Bourse de Londres évolue sur ses plus hauts niveaux historiques et celle de New York vole de record en record. Les événements du Kosovo « n'ont pas, pour le moment, influencé de manière significative notre gestion », indique Christian Dargnat, responsable de la stratégie chez Indocam, la société de gestion du Crédit agricole. Seules les valeurs pétrolières, délaissées depuis plusieurs mois, suscitent de nouveau l'intérêt des investisseurs. Elles ont bénéficié de la hausse des prix du pétrole, la consommation de 200 000 barils par jour de conflit en Yougoslavie par les troupes de l'OTAN contribuant à tirer les coûts du pétrole à la hausse.

Du côté des marchés obligataires, la réaction des investisseurs n'est pas flagrante. Marie Owens Thomson, économiste chez Merrill Lynch, attribue néanmoins à la crise du Kosovo l'élargissement de l'écart entre les rendements des obligations françaises ou italiennes avec les emprunts d'Etat allemands, réputés plus sûrs.

### UN COÛT LIMITÉ

Toutefois ces évolutions restent minimes. Seul le marché des changes montre des signes de fébrilité. L'euro, qui a perdu 3,5 % face au dollar depuis le début des trappes, réagit à toute nouvelle et se raffermi au moindre espoir d'interruption du conflit. Mais la faiblesse de la monnaie unique face au billet vert s'explique également par la vigueur de l'économie américaine, bien supérieure à celle des pays de l'Eurozone.

La raison de la relative indifférence des investisseurs est simple : « Les marchés réagissent en fonction de l'impact économique. Or celui de la guerre au Kosovo est marginal, bien plus faible que la guerre du Golfe par exemple », juge Jean-

Pierre Hellebuyck, directeur de la stratégie d'investissement d'Asa Investment Managers. Les chiffres avancés tablent en moyenne sur un coût de la guerre relativement limité pour les pays concernés.

Toutefois, « la prolongation et l'aggravation de la guerre au Kosovo sont porteuses de deux éléments d'affaiblissement. D'abord, un choc sur le tourisme en Italie et, dans une moindre mesure, en Espagne et en France. Ensuite, la possibilité d'un recul de la confiance du ménage », notent les analystes de marchés du CCR. Cela pourrait pénaliser la consommation, principal moteur de la croissance actuellement, et retarder la reprise de l'activité en Europe. De même, une intervention de troupes terrestres – le pire des scénarios analysés pour le moment par Eric Chaney et Christophe Duval-Kieffer, économistes chez Morgan Stanley – pourrait affecter les finances publiques des membres de la zone euro. Néanmoins, selon eux, cela ne devrait pas suffire à rompre collectivement le respect des critères de Maastricht en matière de déficit budgétaire.

Les investisseurs se montrent relativement confiants sur l'évolution des prix, même si les guerres sont souvent la cause d'un dérapage de l'inflation. « Une observation du coût des conflits depuis 1945 conduit à penser que celui de la guerre de Corée, estimé à 340 milliards de dollars, semble constituer le seuil à partir duquel un conflit a des conséquences sur les prix. La guerre du Kosovo est encore loin de ces seuils », estime M. Hellebuyck. Toutefois, « la menace peut peser dans un premier temps sur les obligations européennes, à cause de la proximité géographique et des déficits budgétaires existant », ajoute-t-il.

### LE POIDS DE LA RECONSTRUCTION

La poursuite du conflit fait également peser des risques non négligeables sur les marchés financiers grecs, Athènes étant candidate pour intégrer la zone euro. Selon les économistes de Goldman Sachs, les événements dans les Balkans ne devraient pas, pour le moment, détourner la Grèce du processus de convergence. « Les développements au Kosovo pourraient toutefois mettre en péril l'adhésion de la Grèce si le sentiment domestique anti-OTAN se retournait contre le gouvernement, et donnait lieu à un relâchement des efforts réalisés jusqu'à présent », expliquent-ils.

La résolution du conflit ne devrait pas non plus troubler les investisseurs, même si certains s'interrogent sur les conséquences d'une aide financière massive de l'Eurozone aux pays de la région pour financer leur reconstruction. Ce coût pourrait peser sur les budgets des Etats de l'Eurozone, donc sur les marchés obligataires du Vieux Continent et affaiblir la monnaie européenne. Mais d'autres observateurs soulignent que ces dépenses supplémentaires pourraient avoir à terme des conséquences positives sur la croissance économique en Europe. « Les dépenses liées à une guerre ne constituent pas un investissement productif, à la différence des coûts liés à la reconstruction d'un pays », constate un opérateur.

Joël Morio  
et Cécile Prud'homme

# L'américain Global Crossing achète les câbles sous-marins du britannique Cable & Wireless

La concentration se poursuit dans les télécommunications

Pionnier depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle des liaisons télégraphiques puis téléphoniques, le britannique Cable & Wireless abandonne son ac-

tivité d'installation de câbles sous-marins en la vendant à l'américain Global Crossing. Ce dernier, profitant de l'explosion du marché de la

transmission de données met en place les « tuyaux » dont les opérateurs téléphoniques ont le plus grand besoin.

LE SECTEUR des télécommunications se remodèle rapidement. L'exemple des grands groupes intégrés à la fois installateurs, détenteurs et exploitants d'infrastructures de télécommunications évolue au profit d'une plus grande spécialisation des acteurs. L'acquisition par l'américain Global Crossing, pour 550 millions de livres (837 millions d'euros), de Global Marine, la division du britannique Cable & Wireless, spécialisée dans l'installation et la maintenance de câbles sous-marins, en est un nouvel exemple. Depuis le milieu du siècle dernier, Cable & Wireless a été le pionnier des installations de liaisons télégraphiques puis téléphoniques. Mais actuellement, il veut recentrer ses activités sur les services téléphoniques et procède à des arbitrages dans ses participations.

En revanche, Global Crossing est un nouveau venu dans le monde des infrastructures de télécommunications. Créé en mars 1997 par le groupe financier Pacific Capital et soutenu par la Canadian Imperial Bank of Commerce et la Deutsche Bank, le groupe est l'archétype de ces acteurs émergents, pressés d'occuper le marché, en pleine explosion, des infrastructures de télécommunications.

### UN SECTEUR DYNAMIQUE

Ces nouveaux venus, comme les américains Qwest ou l'américano-néerlandais Equant, construisent de toutes pièces des réseaux de transmissions de données qui véhiculent, notamment, les communications Internet. Pour cela, ils s'appuient sur les marchés financiers, qui ne leur ménagent pas leurs concours. Ainsi, introduit en Bourse en août 1998, Global Crossing pèse actuellement plus de 23 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires de 424 millions.

Une valorisation qui s'explique par le dynamisme de son secteur. Le marché de la transmission de données progresse de 85 % par an, alors que celui plus classique, de

la transmission de la voix ne croît que de 10 % à 15 %. Pour la première fois en 1998, le volume de transmission des données a dépassé celui de la voix et cette tendance devrait s'accroître. D'ici deux à trois ans, les données devraient représenter près de 95 % des transmissions.

Global Crossing se charge de fournir des « tuyaux » capables de transmettre des données aux opérateurs téléphoniques. « Ces derniers nous louent de la capacité en signant des contrats à très long terme (25 ans) », explique Win Huisman, le responsable de Global Crossing en Europe. « L'effondrement des prix des communications a accru, dans les mêmes proportions, le volume. Global Crossing étant un vendeur de capacités, il profite pleinement de la croissance de la demande », estime M. Huisman.

Depuis 1997, le groupe a déjà réalisé l'installation d'une première liaison sous-marine en fibre optique entre l'Europe et les

Etats-Unis. Pour parfaire le service à ses clients, Global Crossing s'est engagé dans l'extension terrestre de son réseau pour relier les plus grandes villes européennes.

De l'autre côté de l'Atlantique, Global Crossing a acquis en mars 1999, l'opérateur américain de boucles locales Frontier pour 11,2 milliards de dollars. Dans le même temps, il a lancé la construction d'un nouveau lien transatlantique disposant de la plus importante capacité de transmission du marché (2,5 terabits).

### RÉSEAU MONDIAL

D'ici à 2001, le groupe devrait avoir déployé un réseau mondial reliant l'Europe aux Etats-Unis, le côté Est à la côte Ouest des Etats-Unis et cette dernière au Japon. Sans oublier un tour complet de l'Amérique latine. L'acquisition de Global Marine lui permettra de mieux maîtriser le déploiement et le maintien d'un tel réseau.

Enguérand Renault

## GEC poursuit son « shopping » technologique

LORD SIMPSON, le PDG du britannique GEC, est un homme pressé. Quatre mois après avoir vendu ses activités d'électronique de défense à son compatriote British Aerospace, il estime avoir pratiquement terminé son « shopping » technologique aux Etats-Unis pour devenir un équipementier de télécommunications capable de rivaliser avec les géants américains Lucent et Cisco, le canadien Nortel, le français Alcatel et l'allemand Siemens.

Après avoir déboursé, début mars, 2,1 milliards de dollars (1,97 milliard d'euros) pour acquérir Reltec, GEC a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition de l'américain Fore Systems, spécialisé dans les commutateurs pour transmissions de données, pour 4,2 milliards de dollars. GEC va créer une filiale ad hoc (Acquisition Corp.) pour lancer une offre en numéraire sur Fore Systems à 35 dollars par action, soit 43 % de plus que le prix de clôture de l'action sur le Nasdaq vendredi. Fore Systems, dont le siège est à Pittsburgh (Pennsylvanie), emploie environ 2 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 632 millions de dollars durant son exercice achevé fin mars, avec un bénéfice d'exploitation de 55,4 millions de dollars (-48 % sur l'exercice précédent).

« GEC se situe à l'avant-garde du marché global des infrastructures pour les communications, en croissance rapide », souligne le groupe. L'objectif est de se positionner sur l'ensemble des technologies qui permettent de transmettre plus efficacement des données, comme Internet, sur les réseaux de télécommunications. Le mar-

ché des équipements réseaux pour Internet est estimé à 50 milliards de dollars en 2005.

La Bourse croit à la stratégie de Lord Simpson. L'action GEC a progressé de près de 5 % lundi après-midi, à l'annonce de cette nouvelle acquisition et de la perspective d'une cotation prochaine de GEC sur le Nasdaq, le marché des valeurs de haute technologie américaines.

### DOUTES

Pour de nombreux analystes, GEC va un peu vite en besogne. Avec moins de 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1999, GEC est encore loin derrière le numéro 1 mondial Lucent, qui réalise 35 milliards de dollars d'activité. Les deux proies de GEC, Reltec et Fore, n'ont rien des stars du secteur que sont Cisco, Ascend (racheté par Lucent) ou Bay Networks (racheté par Nortel). Certains analystes font également remarquer que la technologie ATM (asynchronous transfer mode) acquise par GEC avec le rachat de Fore, est moins performante que celle des réseaux IP (internet protocol).

GEC va donc devoir démontrer qu'il a fait le choix des bonnes technologies et qu'il va tirer profit du portefeuille de clientèle acquis avec ces deux achats américains (AT & T, Bell Atlantic et BellSouth, Level Three, Time Warner Communications), d'autant qu'il a désormais épuisé les 4 milliards de dollars qu'il avait tirés de la vente de son activité défense à British Aerospace.

Christophe Jakubyszyn

## CRÉDIT COOPÉRATIF

1998 : une année très satisfaisante

104 MF  
+30,3 %

1 093 MF  
+18,2 %

11,10 %  
dont Tier 1  
7,80 %

2 300 MF  
+16,7 %

75,9 %

Le Conseil d'Administration de la Caisse Centrale, réuni le 1er avril 1999 sous la présidence de M. Jean Claude DENTILLIEUX, a arrêté les comptes de l'exercice 1998 du Groupe du Crédit Coopératif. Pour la première fois le bénéfice net franchit les 100 millions de francs (104 MF) par le groupe soit 15,8 M€ en progression de 30,3% sur l'exercice 1997. Ce chiffre reflète les premiers résultats des reprises d'activités effectuées en cours d'exercice. L'année 1998 s'est caractérisée par un niveau d'activité soutenu dans tous les secteurs ; la clientèle des PME s'est fortement accrue du fait des reprises, la croissance de la clientèle non marchande s'est poursuivie, appuyée par un partenariat très actif et multiforme et le développement des relations avec les particuliers s'est accéléré, qu'il s'agisse de collecte ou de crédits.

Le PIB s'établit à 102,9 MF soit 166,6 M€ (+18,2%). La contribution des opérations de croissance externe a été conforme aux attentes. L'érosion des marges a été compensée par la forte progression des commissions nettes, dont la part dans le PIB est passée de 14,9% en 1997 à 23% en 1998, sous le double effet d'une politique d'élargissement des perceptions sur l'ancien périmètre et d'une pratique déjà établie dans les établissements repris.

Les dépôts à vue et d'épargne enregistrent une croissance très notable de près de 25% et l'ensemble des ressources bancaires de près de 20%. La progression de l'encours des OPCVM gérés ayant été plus modérée, l'encours moyen de la collecte bancaire et financière après de la clientèle s'est accru de 11,1% au total.

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,6% pour les encours débiteurs, +74,8% pour le portefeuille). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Ainsi l'encours total de crédits progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les charges de personnel (+13,6%) ont été bien maîtrisées malgré l'augmentation des effectifs due aux reprises. Les autres frais de gestion, y compris les dotations aux amortissements, (+15,6%) ont eu un impact des dépenses non récurrentes inhérentes à toute opération d'intégration et d'élargissement du réseau, passé de 56 à 66 agences. L'ensemble des frais généraux (+14,3%) progressent moins que le PIB, le coefficient d'exploitation (75,9%) s'en trouve amélioré de plus de 2 points. Le résultat brut (265,1 MF) est supérieur de 32,4% à celui de 1997.

Les sommes affectées à la couverture des risques (101,8 MF en 1998 pour 81,9 en 1997) ne reflètent pas une augmentation des risques, qui sont en diminution mais incluent des provisions à caractère sectoriel.

Les dépenses euro et passage à l'an 2000 ont été provisionnées en charges exceptionnelles. Les fonds propres (2,3 Mds) ont progressé de +16,7%. Les parts B, dont l'émission a été initiée en 1998, représentent 94 MF et les TSR émis par la Caisse Centrale en 1998 100 millions. Le Tier 1 a progressé de 7,36% à 7,80%. Le ratio de solvabilité européen s'établit à 11,10% contre 10,59% en 1997.

Après une année fertile en mutations profondes, 1999 sera particulièrement consacrée à la consolidation et l'optimisation des acquis et à l'approfondissement des partenariats. Rationaliser les structures pour être plus performant au plan commercial et plus efficace au plan administratif est le nouveau défi que le Groupe a engagé. Mettre à bien les clients communs avec le Crédit Maritime, contribuer aux avancées des entreprises d'Economie sociale dans une période de mutation, optimiser l'action avec la GDR Nord Pas de Calais, développer les partenariats dans la banque solidaire, faire de nouveaux progrès au niveau européen avec les partenaires du groupement EGFI, telles sont quelques unes des tâches sur lesquelles le Groupe est à l'œuvre en 1999.

CRÉDIT COOPÉRATIF  
UNE BANQUE POUR TOUS LES FRANÇAIS

## La FGAAC appelle les agents de conduite SNCF à la grève

LA FÉDÉRATION générale autonome des agents de conduite (FGAAC) de la SNCF a appelé le personnel de conduite à cesser le travail à partir du mardi 27 avril à 20 heures. Cet arrêt de travail est re-

conductible par tranche de 24 heures jusqu'au lundi 3 mai. La FGAAC qui obtient 29,3 % des suffrages aux dernières élections professionnelles entend ainsi protester contre « le texte définitif de l'accord sur la réduction du temps de travail qui présente une remise en cause du métier d'agent de conduite ». Les perturbations entraînées par ce mouvement de grève devraient être, selon la direction, variables selon les régions.

Par ailleurs, des agents de nettoyage de la gare de l'Est à Paris, salariés de la société Sud-service, filiale du groupe Nicollin, sont en grève depuis le 12 avril pour demander le bénéfice de la convention collective de la maintenance ferroviaire, a annoncé, lundi, le syndicat SUD-Rail.

Selon la direction de Sud-service, l'application de cette convention collective, au lieu de celle des entreprises de propreté en vigueur dans cette entreprise, entraînerait des hausses de salaires de plus de 30 %.

## Le groupe Marie Brizard va passer sous le contrôle de ses créanciers

UN NOUVEAU montage financier destiné à alléger l'endettement du groupe Marie Brizard, devait être annoncé mardi 27 avril. Selon le quotidien *Sud-Ouest*, un accord a été conclu par la société de liqueurs bordelaise avec un certain nombre de détenteurs d'obligations convertibles, dont des filiales du Crédit agricole et la société financière britannique ICG. Ces divers titres seront transformés en actions, ce qui devrait réduire à une minorité la participation de la holding familiale Sofia, qui détient actuellement 56 % du capital.

Marie Brizard, placé sous le contrôle d'un mandataire ad hoc par le tribunal de commerce de Bordeaux, supporte un endettement de près de 1 milliard de francs.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

40

## COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

# En achetant Avenir, Decaux règne en maître sur l'affichage français

Le spécialiste du mobilier urbain devient le plus gros afficheur dans le monde. Après avoir fait plier ses concurrents nationaux, il est en position de force face aux Américains, qui tentent de percer en Europe, mais se place sous la menace des autorités anticoncurrentielles

DECAUX a-t-il commis un péché d'orgueil ? En choisissant de surenchérir sur les américains Clear Channel, Outdoor Systems et TDI pour rattraper le groupe français d'affichage Havas Media Communication-Outdoor Advertising (HMC-*OA*), Jean-Claude Decaux a pris des risques.

Certes, le roi de la Sanisette impressionne en mettant sur la table 6,05 milliards de francs (922 millions d'euros) pour acquérir en bloc ces six entreprises - Avenir (affichage traditionnel), Claude Publicité (affichage lumineux), Sky Sites, AP Systèmes, Pearl & Dean (affichage dans les aéroports) et RCI (magazines dans les avions) - évaluées par le marché à moins de 4,5 milliards de francs. Mais il se fragilise, aussi, au yeux des autorités anticoncurrentielles françaises et européennes.

Par cette acquisition, annoncée lundi 26 avril, Jean-Claude Decaux - qui prépare sa succession en passant progressivement la main à ses fils, Jean-François Decaux, qui dirige de Londres les activités pour l'Europe du Nord et les États-Unis, et Jean-Charles Decaux, celles de l'Europe du Sud et d'Asie - a fini de transformer les premiers panneaux installés en 1962 dans sa ville natale de Beauvais en un groupe qui se présente aujourd'hui comme le leader mondial de la communication extérieure.

### EN POSITION DE FORCE

Présent dans 31 pays, il emploie 6 300 personnes et règne sur 350 000 panneaux d'affichage, Sanisette, plans de ville et information, colonnes Morris, Abrisbus, etc. Son chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre, en 1999, 8 milliards de francs et avoisiner 10 milliards de francs en l'an 2000.

Cette acquisition le place en position de force face aux Américains, sans, pour l'instant, lui faire perdre de risques financiers. Le groupe n'était pas endetté et l'acquisition des sociétés d'HMC-OA a été financée à hauteur de 25 % par

ses fonds propres. La famille Decaux, propriétaire du groupe, a l'avantage de ne pas subir la loi d'actionnaires extérieurs et jouit d'une grande autonomie financière. Elle a ainsi pu facilement racheter pour 900 millions de francs, il y a dix-huit mois, les 20 % que Vivendi détenait dans l'entreprise familiale. Et Jean-Claude Decaux, avec les 11,5 % (environ 3,4 milliards de francs) qu'il possède dans Bouygues Telecom, estime qu'il détient là « une route de secours » : « Si on vendait, on rembourserait tout ou partie de la dette », explique le patriarche.

Le danger vient des autorités de régulation de la concurrence. Sa position dominante agace les Américains, qui tentent de percer en Eu-

rope. La part de marché de Decaux, en France, dépasse 25 % : avec les 100 000 panneaux supplémentaires apportés par la société Avenir, leader dans les panneaux de 12 m<sup>2</sup>, et le mobilier urbain implanté dans plus de 650 villes par Decaux, le nouveau groupe détient près de 37 % de l'affichage français, tous formats confondus. Il rompt l'équilibre mis en place par les trois principaux afficheurs - Avenir, Dauphin, Giraudy -, et modifie la structure concurrentielle du marché.

Consentir du risque d'un blocage de la direction générale de la concurrence (DGCCRF), Jean-François Decaux mise sur la distinction marketing qui existe entre les deux types de panneaux en choisissant

de continuer à opérer les six sociétés acquises sous leur marque propre. La démarche répond, selon M. Decaux, à une logique commerciale : « Le réseau de mobilier urbain est national, et ne propose que des panneaux de 2 m<sup>2</sup> alors qu'Avenir a des panneaux de 12 m<sup>2</sup>, achetés pour moitié par des annonceurs locaux. »

### CONCURRENCE FAUSSEE ?

Mais ce postulat fait d'ores et déjà l'objet de contentieux motivés par ses concurrents américains. A Rennes, par exemple, le groupe More (filiale de Clear Channel), qui a enlevé, le premier, un marché de mobilier urbain à Decaux (*Le Monde* du 28 octobre 1997), a saisi le Conseil de la concurrence en novembre 1998. Il reproche au

Français d'associer auprès des annonceurs la vente de campagnes sur le mobilier urbain à celle de formats plus grands (8 m<sup>2</sup>), récemment installés. Et de fausser ainsi la concurrence. Les mesures conservatoires ont été rejetées, mais la plainte, jugée recevable par le Conseil, suit son cours.

Le bras de fer engagé entre Decaux et Clear Channel pour l'acquisition de More Groupe - Decaux avait échoué dans sa contre-OPA (*Le Monde* du 15 avril 1998) - se poursuit en France, où Decaux a désormais les coudees franches vis-à-vis des afficheurs traditionnels. Ces derniers semblent soudainement avoir oublié leurs anciennes querelles avec le roi du mobilier urbain : ils ne voient pas « d'un mau-

vais œil » son arrivée dans l'affichage traditionnel et expriment même leur « admiration » devant ce nouveau groupe qui va « tirer vers le haut la qualité » de l'affichage français.

Ce sont pourtant eux qui avaient saisi, via le Conseil de la concurrence, le Conseil de la concurrence il y a quatre ans et obtenu, en juillet 1998, que Decaux envoie aux maires une lettre stipulant qu'il ne pouvait plus y avoir d'exclusivité ni de droit de préférence. Ils lui reprochaient les avantages « glissants » aux contrats qui prolongent les concessions initiales de mobilier urbain sans mise en concurrence (*Le Monde* du 4 juin 1998).

F. A.

Jean-Claude Decaux, président du groupe Decaux

## « Il faut supprimer 100 000 panneaux en France »



JEAN-CLAUDE DECAUX

« Quel objectif poursuivez-vous en achetant ces sociétés d'affichage que vous considérez, jusqu'à présent, comme vos frères ennemis ?

- Si nous avons fait cette offre, c'est pour pouvoir nous développer aux États-Unis où il n'y a que cinq villes dans lesquelles nous pouvons installer du mobilier urbain. Nous voulons gérer la publicité dans les centres commerciaux - nous sommes déjà la règle exclusive de 270 d'entre eux -, et l'affichage dans les aéroports puisque, plus que dans la rue ou les gares, c'est là que sont les gens. Dans les aéroports, le pôle autour d'Havas (AP Systèmes, Sky Sites et Pearl & Dean) a fait des choses intéressantes puisqu'ils s'occupent de l'affichage publicitaire de 150 aéroports dans le monde et que cette activité représente un bon tiers du groupe que nous achetons. En Europe, il y a des synergies évidentes entre le mobilier urbain et l'affichage traditionnel. Les complémentarités devraient jouer à plein

puisque Avenir est partout où nous sommes.

- Vous avez, pendant vingt ans, tiré à boulets rouges sur l'affichage pour mieux vendre le mobilier urbain aux maires au prétexte qu'il était, seul, garant de la qualité urbaine. Aujourd'hui, vous êtes propriétaire du premier afficheur français. Avez-vous changé d'avis ?

- Pas du tout. Je pense toujours la même chose : il y a trop de panneaux publicitaires en France. Et je serai toujours du côté des maires pour réduire le nombre de panneaux sur le domaine privé (les concessions obtenues auprès de particuliers). Sur le domaine public (les concessions obtenues auprès des maires), il n'y a jamais eu d'exces. Il y a toujours eu dans le mobilier urbain une certaine retenue. En revanche, nos confrères ont installé beaucoup trop de panneaux. Je pense que, sur 250 000 panneaux en France, il faut en supprimer 100 000. Il y a des abus auxquels il faut mettre un terme comme voir, par exemple,

une douzaine de panneaux collés les uns à côté des autres sur une même palissade en plein Paris, derrière le Centre Pompidou. Sinon les gens vont en avoir marre, et ça finira mal !

- Comptez-vous oublier vos vieilles querelles avec les afficheurs et s'élancer à la Chambre syndicale de l'affichage ?

- Je ne sais pas, je n'en suis pas sûr. Ce syndicat n'a jamais vraiment représenté quoi que ce soit. Ce sont seulement trois sociétés qui se sont

mises ensemble pour protéger leur business. Enfin, les choses ont changé et ils racontent moins de bêtises. Mais je ne suis pas encore décidé, je reste très réservé.

- Cette acquisition à prix d'or, c'est finalement une façon de prendre votre revanche sur les Américains qui vous ont soufflé More Group, l'an dernier ?

- On sait bien qu'on a payé trop cher. Qu'on aurait dû payer au moins 20 % de moins. Mais qu'est-ce que vous voulez, c'était ça ou l'affaire nous passait sous le nez. J'ai raté en Angleterre mon OPA, je ne pouvais pas laisser faire une nouvelle fois. Nous avons des financiers en face de nous qui sont capables de sortir des sommes colossales. Rendez-vous compte, Clear Channel (principal concurrent américain de Decaux, qui a acquis More Group) a une capitalisation boursière équivalente à 230 fois ses bénéfices, c'est irréaliste ! Ou sommes-nous, nous les entrepreneurs ? Il y a d'un côté ceux qui ont des usines et qui se crévent, et de

l'autre, des financiers qui sont dans leurs bureaux et jonglent avec des chiffres qui ne veulent plus rien dire.

- Vous prévoyez pourtant, vous aussi, de faire appel aux marchés financiers à brève échéance.

- C'est vrai qu'on envisage d'aller en Bourse. Lever des capitaux pour investir, c'est bien. Mais si le capitalisme se nourrit d'exemples comme celui donné par les dirigeants d'Elf qui licencient 1 400 personnes à Pau quand ils annoncent des bénéfices records, ou d'autres financiers qui surevaluent une entreprise d'une façon telle que sa valeur n'a plus rien à voir avec sa réalité économique, je trouve cela complètement immoral. Cela veut dire qu'on croit davantage en la spéculation boursière que dans le travail. J'ai beau être un patron et un entrepreneur, je ne veux pas appartenir à cette race-là !

Propos recueillis par Florence Amalou

## Le secteur publicitaire engage la négociation sur les 35 heures

L'ASSOCIATION des agences conseils en communication (AACC) a décidé d'ouvrir la négociation sur la réduction du temps de travail par un accord professionnel afin de se mettre en

conformité avec la loi Aubry avant la date butoir du 1<sup>er</sup> janvier 2000. Dans un courrier en date du 2 avril, le syndicat patronal propose aux partenaires sociaux : « d'ouvrir immédiatement des conversations sur ce secteur afin de parvenir dans les meilleurs délais à un accord professionnel spécifique aux agences » de publicité et à leurs 15 000 employés.

Une première réunion devrait avoir lieu, le 10 mai, pour discuter de la « lettre d'orientation » soumise par l'AACC. Le secteur étant peu syndiqué, ce sont les permanents des fédérations (CGC, CFDT, FO, CGT), déjà mobilisés autour de la négociation de la convention collective (*Le Monde* du 3 avril 1998), qui mèneront les négociations.

### RÉCUPÉRER DU TEMPS

L'organisation patronale va jusqu'à envisager une semaine de 35 heures payées 35, et l'annualisation du temps de travail parce que les salariés veulent « récupérer du temps pour [leurs] loisirs plus que de l'argent », selon l'AACC, qui se réfère à « un exercice politique de consultation » conduit ces quatre

derniers mois auprès d'une dizaine d'agences.

L'AACC, qui refuse les aides proposées par l'Etat, ne prévoit aucune embauche en contrepartie de l'application de la loi Aubry. Le syndicat mise plutôt sur « l'amélioration de la productivité pour ne pas perdre en compétitivité » en réintégrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends fériés, qui représentent un part « non négociable » dans la comptabilisation du temps, selon Jacques Bille, le vice-président délégué général de l'association.

L'AACC argue du fait que le secteur publicitaire « n'est pas naturellement porté à une organisation Tayloriste du travail » pour se contenter « d'appliquer une loi de la Répu-

blique » sans se soucier de son « esprit ». Les métiers de la communication devraient être redéfinis « en fonction de la relation client-salarié » et de « l'autonomie [du salarié] en matière de gestion [de son temps] ». Trois catégories sont envisagées : une première regroupant les métiers administratifs ; le reste des publicitaires, composé majoritairement de cadres commerciaux et des créatifs qui conçoivent les campagnes, se répartissant dans les deux catégories restantes.

Pour la CGT-Filpac, Michel Ponce affirme d'ores et déjà : « On proposera une modulation pour les périodes hautes, mais on refusera les 35 heures payées 35. »

F. A.

### DÉPÊCHES

■ PRESSE : *France-Soir* a augmenté son prix de vente de 3,90 francs à 4 francs, depuis lundi 26 avril. Le supplément « TV Magazine », jusque-là réservé à Paris et sa banlieue, est dorénavant diffusé nationalement ; le prix de l'édition du samedi passe à 7 F pour toute la France (au lieu de 5,50 F auparavant en région parisienne). Avant de racheter le titre, le 12 avril, Georges Ghosn avait annoncé son intention d'en porter rapidement le prix à 5 francs.

■ ÉDITION : *Le Point* vient d'acquiescer les éditions Tallandier en association avec Christian Brégon, ancien PDG de CEP Communication, qui participe au capital. Les éditions Tallandier éditent des ouvrages historiques et le magazine *Historia* qui compte trois éditions, le mensuel *Historia* (80 000 exemplaires), le bimestriel *Historia Spécial* (70 000 exemplaires) et le bimestriel *Historia Découvertes*, consacré au tourisme sous un angle historique. Tallandier était jusqu'ici détenu à 52 % par FSD Capital développement (groupe Naxos) et à 48 % par la famille de l'ancien dirigeant François de l'Espée.

■ JUSTICE : la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par l'ancien journaliste de TF1, Aymar du Chatenet. Il avait été condamné, le 16 mars 1998, par la cour d'appel de Paris à six mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende (*Le Monde* du 18 mars 1998). M. du Chatenet avait tenté, en 1993, de diffuser un faux impliquant Hervé Bourges, alors PDG de France 2, dans l'affaire Botton.

## Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Vous ne payez rien d'avance

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après, repartez de votre abonnement le plus tôt possible

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 803 022 021

Le Monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Vous ne payez rien d'avance

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après, repartez de votre abonnement le plus tôt possible

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 803 022 021

Le Monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Vous ne payez rien d'avance

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après, repartez de votre abonnement le plus tôt possible

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 803 022 021

Le Monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Vous ne payez rien d'avance

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après, repartez de votre abonnement le plus tôt possible

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 803 022 021

Le Monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Recevez Le Monde chez vous pour seulement

173F\* par mois



En vous abonnant au Monde vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les suppléments et cahiers spéciaux à paraître dans l'année.

\* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.



## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **AIRBUS** : le constructeur d'avions européen a annoncé officiellement, lundi 26 avril, le lancement de son plus petit avion, l'A 318, un appareil d'une centaine de sièges qui complète la famille A 320 et sortira des chaînes d'assemblage allemandes d'Airbus à Hambourg (Le Monde du 18 et 19 avril). Cet appareil fait déjà l'objet de 109 engagements d'achat émanant notamment des compagnies aériennes TWA, Air France, Egyptair et du joueur américain d'avions ILFC.

● **EUROTUNNEL** : le tribunal de commerce de Paris a déboulé lundi 26 avril l'Association de défense des actionnaires d'Eurotunnel (Adact), qui avait demandé l'annulation de certaines résolutions autorisant l'attribution de stock-options aux dirigeants et salariés lors de l'assemblée générale d'Eurotunnel le 6 mai.

● **BARILLA** : le leader mondial des pâtes a racheté les pains croissants Waga, pour 296 millions d'euros au groupe suisse Novartis, qui veut se concentrer sur les aliments santé. Novartis a également cédé sa marque d'aliments diététiques Eden à l'allemand De-Val-Ge Gesundkostwerk.

● **PECHINEY** : le groupe d'aluminium et d'emballage a annoncé le 27 avril l'acquisition de Kenpak, producteur américain d'emballages médicaux.

## SERVICES

● **TELECOM ITALIA** : lundi 26 avril, le ministre italien des finances Carlo Ciampi a reporté la rencontre demandée par son homologue allemand Hans Eichel à propos de la fusion entre Deutsche Telekom et Telecom Italia. De son côté, le gouvernement allemand a fait savoir qu'il ne voulait pas accélérer le processus de désengagement de l'Etat dans le capital de Deutsche Telekom.

● **EBAY** : le site Internet de vente aux enchères a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition pour 250 millions de dollars (242 millions d'euros) de Butterfield and Butterfield, expert dans les enchères haut de gamme.

● **GRUPPO PARTOUCHE** : le conseil municipal de Lyon a approuvé lundi 26 avril la

concession d'un casino, qui sera abrité en sous-sol par un hôtel Hilton, dont l'ouverture est prévue en mai sur le site de la Cité internationale, à la société anonyme (SA) Grand Casino de Lyon, filiale à 90 % du groupe Partouche.

● **KINGFISHER** : le groupe de grande distribution britannique a annoncé mardi 27 avril le lancement, en association avec le groupe français Arnault, d'un service européen d'accès gratuit à l'Internet, Libertysurf. Ce service sera initialement disponible en France, dans les magasins Darty.

● **MICRO-INFORMATIQUE** : les ventes mondiales de PC ont continué de progresser au 1<sup>er</sup> trimestre, avec une croissance en volume de 17 à 19 %, selon Dataquest et IDC, mais la forte pression sur les prix a ramené cette croissance à moins de 5 % en valeur.

● **AIR FRANCE** : la compagnie aérienne est entrée mardi 27 avril dans son 13<sup>e</sup> jour de conflit à Nice. La direction régionale d'Air France à Nice et les organisations syndicales se sont rencontrées la veille. L'intersyndicale des personnels au sol d'Air France à l'aéroport de Marseille s'est mise en grève par solidarité avec le mouvement social nicois.

## FINANCE

● **CRÉDIT LYONNAIS** : après le Crédit agricole, les assureurs AGF (filiale d'Allianz) et Axa sont officiellement candidats au groupe d'actionnaires partenaires (GAP) de la banque publique. Les AGF veulent prendre une participation « entre 5 et 8 % », y compris le 1,66 % déjà détenu, et Axa « autour de 5 % ».

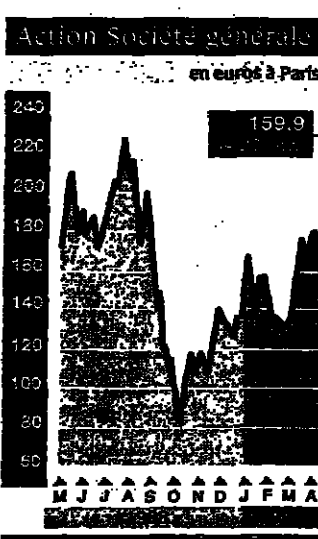
● **COMIT** : le président du groupe bancaire italien Banca Commerciale Italiana (Comit), Luigi Lucchini, a annoncé lundi 26 avril le report surprise d'un conseil d'administration programmé pour mardi. Les administrateurs sont partagés sur la réponse à donner à la demande de mariage présentée récemment par le groupe bancaire Unicredit italiano.

● **BRADFORD AND BINGLEY** : les adhérents de la mutuelle de crédit immobilier britannique ont voté, contre l'avis de la direction, en faveur d'une dénationalisation qui va se traduire par une entrée en Bourse et la distribution gratuite d'actions.

## VALEUR DU JOUR

## La Société générale sonde ses alliés potentiels

LA BATAILLE boursière entre la BNP, la Société générale (SG) et Paribas se poursuit sur le plan de la communication. « On compte dans une guerre de tranchées, comme dans un banquier d'affaires, où l'offensive se fait par haut-parleurs interposés, mais où personne ne bouge », pas même la Générale, en dépit de certains rumeurs. Ainsi lundi 26 avril, Bloomberg indiquait, citant une source proche du dossier, que le banquier belge-neerlandais Fortis avait décliné une proposition informelle de SG, lui offrant de prendre 10 % de son capital pour contre l'offre BNP. Au même moment, certains évoquaient l'existence de groupes de travail entre SG et la banque néerlandaise ABN Amro. Quelques semaines plus tôt, des rumeurs mentionnaient des contacts avec la banque allemande Commerzbank. Ni SG ni Fortis ne faisaient lundi de commentaires. La seule certitude à ce stade est que SG étudie toutes les options possibles à l'opposé de la BNP, y compris l'alliance avec un partenaire européen, à condition que celui-ci permette d'imaginer un mariage équilibré. La Générale de Banque, filiale de Fortis dont Suez est le premier actionnaire, aurait pu faire l'affaire. Quant à la Commerzbank, SG aurait déjà envisagé fin 1998 la possibilité d'une association avec elle, sous la forme d'une alliance tri-partite, avec la

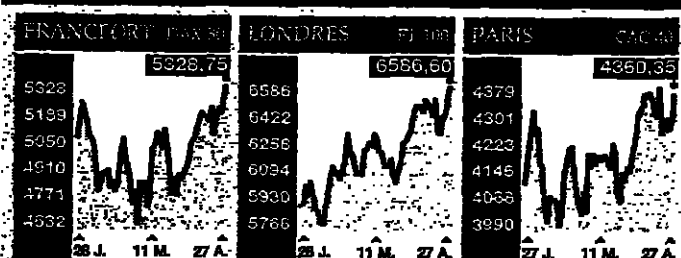


banque espagnole BCH. Pour l'heure, les banques européennes paraissent hésiter à s'engager dans une bataille franco-française. Et aucun mouvement de rachat de titres SG en Bourse ne semble en cours, constate un proche de la BNP. Si contre-offensive il devait y avoir, explique un banquier, ce serait plutôt lors des derniers jours avant la clôture des offres en cours.

De son côté, la BNP devait faire une nouvelle présentation de son projet de mariage à trois ans analystes financiers mardi 27 avril, à Paris puis Londres. Lundi, le titre BNP a terminé en hausse de 1,94 à 73,2 euros, sous son cours du 9 mars (77,4 euros), l'action Paribas à 95,65 euros (+0,89 %), l'action SG à 159,9 euros (+1,13 %).

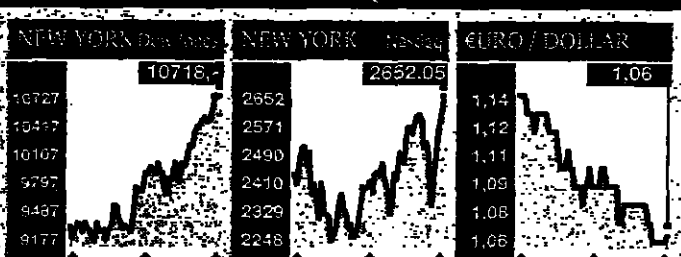
Sophie Fay

## EUROPE



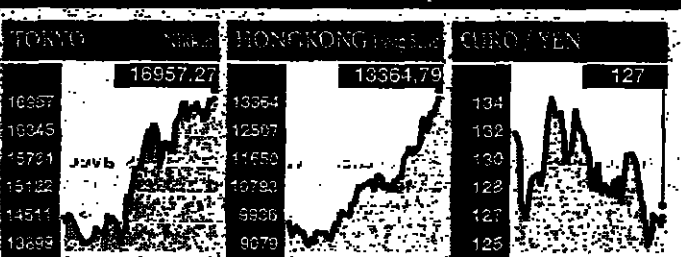
Europe (12h30)	Indice	Cours	Var. %	Var. %
EURO STOXX 50	2725,21	1,27	11,48	
EURO STOXX 100	2725,21	1,46	12,80	
EURO STOXX 300	320,99	1,77	7,48	
EURO STOXX 600	810,72	1	11,29	
PARIS CAC 40	4880,36	1,77	10,99	
PARIS MIDCAP	1722,37	0,13	4,57	
PARIS SEF 100	2942,82	1,74	10,78	
PARIS SEF 200	2740,51	0,81	8,51	
PARIS SEF 300	1781,59	0,28	5,88	
AMSTERDAM AEX	872,97	1,28	6,42	
BRUXELLES BEL 20	3252,54	0,95	7,43	
FRANCFORT DAX 30	3252,54	1,28	8,58	
LONDRES FTSE 100	6586,50	1,39	11,37	
MILAN MIB 100	6586,50	0,92	1,84	
NAPLES MIB 30	3690,00	1,49	4,38	
ZURICH SPI	7327,00	1,01	2,33	

## AMÉRIQUES



Amériques (12h30)	Indice	Cours	Var. %	Var. %
NEW YORK DOW JONES	10718,27	0,27	10,74	
NEW YORK NASDAQ	2571	0,23	10,84	
NEW YORK NYSE COMPOSITE	2490	0,23	10,84	
TOKYO TOPIX	2410	0,97	8,73	
SEOUL KOSPI	2329	-2,12	10,17	
HONGKONG HANG SENG	10718,27	-1,04	35,88	
SINGAPORE SENSEX	2410	-0,82	17,81	
TAIPEI TAIEX	10718,27	-0,07	32,38	
OSAKA NIKKEI	10718,27	-0,85	14,08	

## ASIE - PACIFIQUE



Asie-Pacifique (12h30)	Indice	Cours	Var. %	Var. %
TOKYO DOW JONES	10718,27	0,27	10,74	
NEW YORK NASDAQ	2571	0,23	10,84	
NEW YORK NYSE COMPOSITE	2490	0,23	10,84	
TOKYO TOPIX	2410	0,97	8,73	
SEOUL KOSPI	2329	-2,12	10,17	
HONGKONG HANG SENG	10718,27	-1,04	35,88	
SINGAPORE SENSEX	2410	-0,82	17,81	
TAIPEI TAIEX	10718,27	-0,07	32,38	
OSAKA NIKKEI	10718,27	-0,85	14,08	

## SUR LES MARCHÉS

## PARIS

LE MARCHÉ PARISIEN accentuait sa hausse initiale à la mi-séance, mardi 27 avril. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 progressait de 1,38 % à 4880,36 points. Lundi, l'indice CAC 40 avait inauguré sans fanfare le mois boursier de mai. Il avait terminé la journée sur un gain de 0,52 % à 4840,40 points.

## FRANCFORT

LA BOURSE DE FRANCFORT progressait de 0,32 %, mardi 27 avril, vers 12 heures, l'indice DAX s'affichait à 5286,20 points. Lundi, la Bourse de Francfort avait gagné 1,57 %, franchissant à nouveau le seuil des 5200 points. L'indice Dax avait clôturé à 5269,12 points.

## LONDRES

MARDI 27 AVRIL, l'indice Footsie gagnait 0,87 % à 6586,50 points. Lundi, la Bourse de Londres avait clôturé en forte hausse grâce à la multiplication des opérations financières dans le secteur des télécoms. L'indice Footsie 100 avait terminé sur une hausse de 1,18 % à 6503,6 points.

## TOKYO

EN DÉPIT d'une progression de 0,2 %, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo n'est parvenu à terminer au-dessus des 17 000 points, mardi 27 avril, après la réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banque centrale du G7. L'indice vedette, soutenu par la bonne orientation des valeurs de haute technologie, a clôturé à 16 957,27 points.

## NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a progressé lundi 26 avril de 28,92 points, soit 0,27 %, à 10 718,27 points, tandis que l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq et l'indice Standard & Poor's 500 ont battu leurs records en clôture. Profitant de la bonne tenue des valeurs technologiques, le Nasdaq a terminé par un gain de 2,37 % à 2 571,05 points, enregistrant sa cinquième séance de hausse consécutive, et le Standard & Poor's 500 a pris 0,24 % à 1 360,04 points.

## TAUX

LES TAUX D'INTÉRÊT à long terme en Europe diminuaient légèrement à l'ouverture mardi 27 avril. Le taux de l'OTAT à dix ans et celui de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance s'établissaient respectivement à 3,957 % et à 3,861 %.

## MONNAIES

APRÈS DEUX SEMAINES consécutives de baisse, l'euro s'est rattrapé face au dollar notamment à la suite des propos tenus au cours du sommet du G7 à Washington par le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. Celui-ci a jugé que les marchés sous-estimaient la force de la monnaie européenne. L'euro se négociait mardi 27 avril en début de matinée à 1,0639 dollar. Le billet vert s'est également repris face à la monnaie japonaise, se traitant à 119,41 yens.

## ÉCONOMIE

## Des signes d'amélioration de l'économie mondiale, selon le G7

L'ÉCONOMIE mondiale se porte mieux, après les crises financières qui la secouent depuis deux ans, mais l'Europe et le Japon vont devoir à leur tour pousser la croissance, ont estimé les grands argentiers des sept grands pays industrialisés réunis lundi 26 avril à Washington. (Lire p. 6.)

« Plusieurs signes d'amélioration sont apparus », selon le communiqué publié par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G7. Cet optimisme mesuré s'appuie notamment sur « les premiers signes de croissance économique dans beaucoup de pays asiatiques ».

Toutefois le G7 a estimé qu'« un certain nombre de problèmes » demeurent et « méritent du temps à se résoudre ». Les pays industrialisés doivent favoriser une croissance « fondée sur une demande intérieure renforcée » et « plus équilibrée » entre le Japon, l'Europe et les États-Unis, selon le G7.

Les États-Unis et le Canada vont à nouveau connaître une année de « forte activité économique », selon le communiqué. Celui-ci note en revanche que « les perspectives de croissance se sont affaiblies » dans la zone euro et qu'il est essentiel de mettre en œuvre un « dosage approprié de politiques macroéconomiques et structurelles pour améliorer la croissance et l'emploi ».

Quant au Japon, les perspectives restent « incertaines à court terme » et ce pays doit prendre « des mesures de stimulation jusqu'à ce que la croissance soit restaurée ».

Le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, a mis en garde ses partenaires, lundi, en estimant que le déficit commercial américain n'était pas « soutenable indéfiniment » et que les États-Unis ne pouvaient continuer à jouer seuls les locomotives de la croissance mondiale. « Il n'est pas sain pour l'économie mondiale d'être dépendante d'une seule source de croissance tirée par la demande intérieure et que tout le monde exporte dans cette direction », a-t-il déclaré.

Le ministre allemand des finances, Hans Eichel, a mis en garde, lundi à Washington, contre les risques d'une chute trop brutale de la Bourse américaine. « Les marchés financiers se sont beaucoup développés aux États-Unis et le risque existe qu'ils s'effondrent rapidement, ce qui aurait des conséquences en profondeur sur le comportement des consommateurs ».

américains », très engagés sur les marchés boursiers, a expliqué M. Eichel.

■ **JAPON** : les ventes de la grande distribution japonaise ont chuté plus que prévu en mars, avec un recul de 7,9 % en glissement annuel, a annoncé, mardi, le ministère du commerce international et de l'Industrie (MITI).

■ **LES ONZE CONSTRUCTEURS automobiles nippons** ont exporté, en mars, 394 719 véhicules vers des pays tiers depuis leurs usines de l'Archipel, soit 1,9 % de moins que lors du même mois de 1998, a annoncé, mardi, l'Association des constructeurs automobiles japonais (JAMA).

■ **FRANCE** : la dette totale de l'Etat a augmenté de 1,1 point de PIB en 1998 par rapport à 1997, à 47,9 % du PIB, contre 46,8 %.

■ **LES PRIX à la consommation** ont augmenté de 0,4 % en France en mars, après une hausse de 0,3 % le mois précédent, et la progression annuelle s'élève à 0,4 %, du fait notamment de la hausse du prix du pétrole, selon les résultats définitifs de l'indice des prix publiés lundi par l'Insee.

■ **ALLEMAGNE** : les banques privées ont annoncé, lundi, miser sur 1,5 % seulement de croissance économique en Allemagne cette année, alignant leur prévision sur celle du gouvernement.

L'économie allemande affichera ainsi une croissance inférieure d'un demi-point de pourcentage à celle prévue pour la zone euro dans son ensemble, a précisé la fédération des banques privées allemandes au cours d'une conférence de presse, lundi à Berlin.

■ **PAYS ÉMERGENTS** : l'agence de notation Moody's a mis en garde, lundi, contre la grande fragilité des systèmes bancaires des pays émergents après les crises des années 1997 et 1998, malgré le retour au calme observé depuis plusieurs semaines.

■ **BRÉSIL** : le Brésil mise sur un recul du produit intérieur brut (PIB) en 1999 moins important que prévu, de 2 % ou moins, a déclaré, lundi à Washington, le gouverneur de la banque centrale brésilienne Arminio Fraga. Le FMI, de son côté, prévoit un recul du PIB de 3,8 % cette année.

■ **HONGRIE** : le taux de chômage en Hongrie s'est établi à 7,4 % au premier trimestre 1999, contre 8,7 % pour la période équivalente de 1998, a annoncé, lundi, l'Office central des statistiques à Budapest.

## Taux de change fixe zone euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15246
DEUTSCHEMARK	1,93626	DEUTSCHEMARK	3,20585
LIRE ITALIENNE (100)	1,93626	LIRE ITA. (100)	3,20585
PESETA ESPAG. (100)	1,93626	PESETA ESPAG. (100)	3,20585
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,20585
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76708
FRANCO BELGE (10)	0,40339	FRANCO BELGE (10)	1,68207
MARKKA FINLAND. (100)	5,94578	MARKKA FINLAND. (100)	1,10284

## Hors zone euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
COURONNE DANOISE	7,46335	COURONNE DANOISE	7,46335
COUR. NORVÉGIENNE	8,46568	COUR. NORVÉGIENNE	8,46568
COUR. SUÉDOISE	8,46568	COUR. SUÉDOISE	8,46568
DOLLAR AUSTRALIEN	1,68488	DOLLAR AUSTRALIEN	1,68488
DOLLAR CANADIEN	1,68488	DOLLAR CANADIEN	1,68488
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.	1,68488	DOLLAR NÉO-ZÉLAND.	1,68488
DRACHME GRECQUE	336,540	DRACHME GRECQUE	336,540
FLORINT HONGROIS	200,482	FLORINT HONGROIS	200,482
ZLOTY POLONAIS	4,23377	ZLOTY POLONAIS	4,23377

## Cours de change croisés

27/04 12h30	Cours	Cours
DOLLAR	DOLLAR	YEN(100)
YEN	119,40500	0,83749
URO	0,94020	0,78740
FRANC	0,16820	0,15770
LIVRE	0,62016	0,51860
FRANC SUISSE	1,50710	1,26220

## Taux d'intérêt (%)

Taux 26/04 ▶	Taux 1 j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,52	2,46	3,99	4,80
ALLEMAGNE	2,50	2,58	3,99	4,80
GDE-BRETAG.	5,12	5,08	4,57	4,51
ITALIE	2,89	2,90	4,13	5,00
JAPON	0,05		1,50	
ÉTATS-UNIS	4,72	4,47	5,20	5,64
SUISSE	0,85	0,98	2,48	3,90
PAYS-BAS	2,82	3,25	4,05	4,91

## Matif

COURS 12h30	Cours	Volume	dernier	premier
Nickel 5,5	27/04	7236	96,20	96,15
Or 999,9	1993	97,40	97,40	97,40

## Pétrole

En dollars	Cours	Var. %
BRENT (LONDRES)	15,70	-
WTI (NEW YORK)	17,7	-0,23
LIGHT SWEET CRUDE	17,97	-0,31

## Or

En euros	Cours	Var. %
OR FIN KILLO BARRE	8530	-0,26
OR FIN LINGOT	8810	-
ONCE D'OR (LON)	281,50	-0,54
PIÈCE FRANCE 20 F.	46,70	+0,20
PIÈCE SUISSE 20 F.	80,80	-2,12
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	284	+0,65
PIÈCE 10 DOLLARS US	488	+0,65
PIÈCE 50 PESOS MEX.	321	+0,21

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du Monde : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)

سكوا من الأصل

**EURO STOXX 50**

3725.21

3725

3642.99

3642

3640

3638

3636

3634

3632

3630

3628

3626

3624

3622

3620

3618

3616

3614

3612

3610

3608

3606

3604

3602

3600

3598

3596

3594

3592

3590

3588

3586

3584

3582

3580

3578

3576

3574

3572

3570

3568

3566

3564

3562

3560

3558

3556

3554

3552

3550

3548

3546

3544

3542

3540

3538

3536

3534

3532

3530

3528

3526

3524

3522

3520

3518

3516

3514

3512

3510

3508

3506

3504

3502

3500

3498

3496

3494

3492

3490

3488

3486

3484

3482

3480

3478

3476

3474

3472

3470

3468

3466

3464

3462

3460

3458

3456

3454

3452

3450

3448

3446

3444

3442

3440

3438

3436

3434

3432

3430

3428

3426

3424

3422

3420

3418

3416

3414

3412

3410

3408

3406

3404

3402

3400

3398

3396

3394

3392

3390

3388

3386

3384

3382

3380

3378

3376

3374

3372

3370

3368

3366

3364

3362

3360

3358

3356

3354

3352

3350

3348

3346

3344

3342

3340

3338

3336

3334

3332

3330

3328

3326

3324

3322

3320

3318

3316

3314

3312

3310

3308

3306

3304

3302

3300

3298

3296

3294

3292

3290

3288

3286

3284

3282

3280

3278

3276

3274

3272

3270

3268

3266

3264

3262

3260

3258

3256

3254

3252

3250

3248

3246

3244

3242

3240

3238

3236

3234

3232

3230

3228

3226

3224

3222

3220

3218

3216

3214

3212

3210

3208

3206

3204

3202

3200

3198

3196

3194

3192

3190

3188

3186

3184

3182

3180

3178

3176

3174

3172

3170

3168

3166

3164

3162

3160

3158

3156

3154

3152

3150

3148

3146

3144

3142

3140

3138

3136

3134

3132

3130

3128

3126

3124

3122

3120

3118

3116

3114

3112

3110

3108

3106

3104

3102

3100

3098

3096

3094

3092

3090

3088

3086

3084

3082

3080

3078

3076

3074

3072

3070

3068

3066

3064

3062

3060

3058

3056

3054

3052

3050

3048

3046

3044

3042

3040

3038

3036

3034

3032

3030

3028

3026

3024

3022

3020

3018

3016

3014

3012

3010

3008

3006

3004

3002

3000

2998

2996

2994

2992

2990

2988

2986

2984

2982

2980

2978

2976

2974

2972

2970

2968

2966

2964

2962

2960

2958

2956

2954

2952

2950

2948

2946

2944

2942

2940

2938

2936

2934

2932

2930

2928

2926

2924

2922

2920

2918

2916

2914

2912

2910

2908

2906

2904

2902

2900

2898

2896

2894

2892

2890

2888

2886

2884

2882

2880

2878

2876

2874

2872

2870

2868

2866

2864

2862

2860

2858

ASSURANCES			SMITHS INTL PLC			GB	14.28	-1.3
ACF FINRA	FR	48.85	+0.38	STIMORELEC SCI	FR	106.2	+1.0	
ALIANZA ASSA	IT	10.7	-2.33	TANIGUCHI DATA	NO	2.88	0.0	
ALLIANCE ASSA	FR	29.4	+0.6	THOMPSON CSE	FR	2.8	+5.1	
ALPINE ZURICH	GB	12.71	+0.97	WILLIAM DEMAY	DK	62.58	+0.0	
ASSIS PRONIA CE	GR	14.40	0.0	* D E STONY TECH				
AXA	FR	129	-2.83					
CYAM	GB	14.88	+2.50	SECURITIES COLLECTIFS				
EURO ASSURANCES	FR	85.67	-0.21	ANGUEN WATER	GB	10.80	+0.2	
ERGOMAPPIRE E	IT	10.28	+0.4	BRITISH ENERGY	GB	3.4	-3.6	
SARGO WERSCHER	DE	100	-0.46	CENTRICA	GB	1.92	+3.2	
ITALIN GEN INS	GR	39.83	0.0	EDISON	IT	1.67	+0.8	
PONDINARA ASSA	IT	6.82	-2.45	ELECTRABEL	BE	317.7	0.0	
PONSONIA GEN AS	GB	25.31	+1.43	ELECTRIC PORTUG	PT	1.75	+0.5	
PORTKIS AMV NY	NO	0.0	0.0	ENDESA	ES	21.5	+1.3	
GENERALI ASS	IT	38.65	+0.56	EVN	AT	229	+0.4	
GENERALI HLD VI	AT	104	+0.52	GA NATURAL SDG	ES	73.45	+0.4	
INTE	FR	5.8	+0.81	HARNED	NO	3.40	0.0	
IRISH LIFE	GB	2.6	0.0	HEG	NO	38.08	0.0	
LEGAL & GENERAL	GB	0.0	0.0	HERODORA	ES	13.5	+2.6	
MUNICH LIFE RECOVER	DE	125.2	-2.24	ITALGAS	IT	4.1	+2.5	
NORWICH UNION	GB	6.57	+0.22	NATIONAL GRID CO	GB	5.45	-1.4	
PRIMA VITALITAS	FR	4.5	+0.6	NATIONAL POWER	FR	1.41	0.0	
PRUDENTIAL GROUP	GB	8.19	+0.78	OTTERBERG ELECT	AT	146.35	0.0	

ROYAL SUN ALLIA		7.87	0.00	SOFT POWER	09.	12.04	+1.00
SAMPAJ - AS	FI	-3.95	+1.00	STONES TRENT	GB	9.47	+1.00
OWS	0000	7.2	0.00	SUTTON SAUND	09.	16.87	+1.00
SECURUS MUNDIAL	PT	25.50	0.00	SYNORAK - A	SE	24.98	0.00
GUARANTIA INSURAN	SE	17.43	-0.32	SYDRAFF - C	SE	14.93	-0.00
STORBERAND	MD	7.98	-1.68	THAMES WATER	GB	15.25	+2.10
SWISS RE	CH	809.72	+0.00	UNION BANK	GB	12.70	+1.00
TOPONMARK AS	DK	167.80	-0.50	UNION EL-FENOS	ES	12.50	+1.00
TURK MALTICA	DK	29.20	+1.20	UNITED ULYTLE	GB	10.98	+1.00
ZIGBY-SALICIA	CH	807.72	+2.50	WAG	DE	40.07	-0.20
WOLFGANG INSURP	SE	25.00	0.00	WINDRIVE	FR	226.5	0.00
				WORLDWIDE SUP	SE	39.97	-0.70

<b>BARCLAYS GROUP</b>	GB	9,51	+3,68
<b>CAVALRY BUS (RM)</b>	FR	20,00	+0,00
<b>CARLTON COMMUN</b>	GB	0,24	+0,48
<b>ELSEVIER</b>	FR	13,7	+0,48
<b>HAWAS ADVERTIS</b>	FR	180,8	+0,48
<b>INDEPENDENT WPI</b>	GB	1,5	+0,48
<b>LAGARDERE SCA N</b>	FR	34,25	+2,51
<b>MEDIAST</b>	FR	7,90	+7,01
<b>PEARSON</b>	GB	20,43	+0,75
<b>REDS INTERNATIO</b>	FR	1,00	+0,75
<b>REUTERS GROUP</b>	GB	13,06	+1,18
<b>SCHLESIST</b>	FR	22,30	-1,30
<b>TELEVISION COMB</b>	GB	4,45	-0,80
<b>TF1</b>	FR	17,1	+0,75
<b>UNITED NEWS &amp; J</b>	GB	9,93	+3,53
<b>WATKINS &amp; KLMW</b>	FR	171,8	+1,06
<b>WPP GROUP</b>	GB	9,50	-1,23

<b>BIENS DE CONSOMMATION</b>			
<b>AHOLD</b>	NL	35,06	+0,86
<b>ARCO</b>	FR	23,4	+0,86
<b>ATHENS MEDICAL</b>	FR	17,50	0,00
<b>ALSTRIA TABAK A</b>	AT	39,3	+1,19
<b>BEISERSDORF AG</b>	DE	76,7	-0,16
<b>BOE RNM</b>	FR	40,55	+0,51
<b>BURT AMER TOBAC</b>	GB	7,95	0,04
<b>CASINO CP/ROM</b>	FR	82	0,00
<b>CRF UNITS - A</b>	CH	1479,78	+0,85
<b>DISCOGRAPHY JR</b>	FR	20,00	+0,85
<b>DELHAIZE</b>	BE	69	+1,22
<b>ESSILOR INTL FR</b>	FR	210,5	+0,47
<b>ESLAYS CONTY</b>	FR	689,5	-0,53
<b>EURO INTR</b>	FR	2,58	-0,75
<b>GIB</b>	GB	35,34	+0,11
<b>GOODBY</b>	GR	22,00	0,00

<b>AMSTERDAM</b>		Cours en Euros	% Var. de la V.
<b>ABRIPAY NV</b>	25,0	+1,20	
<b>ANTONIO</b>	0,85	+3,17	
<b>CTAC</b>	17,1	+1,48	
<b>CARDIO CONTROL</b>	9,65	+0,58	
<b>CIS</b>	5,64	+1,10	
<b>HEET NV</b>	6,47	+1,59	
<b>INNOCONCEPTS NV</b>	19,4	-1,02	
<b>NEOPHIGRAPH HOLD</b>	2,65	-2,64	
<b>POLYDOR</b>	22,5	+0,88	
<b>POLYDOR HOLDING</b>	8,0	+2,16	
<b>RING ROSE</b>	6,3	+0,80	
<b>RING ROSE W NV</b>	12,6	+0,80	
<b>UCC HOLDING NV</b>	10,15	-1,50	

<b>BRUXELLES</b>			
<b>BNVPD HLD CT</b>	9,8	0,00	
<b>BRUNEL BELGIAN AIR</b>	20,50	+2,22	
<b>INTERNOCHOLD</b>	2,2	0,00	
<b>INEL BRACHTENH&amp;S</b>	13	0,00	
<b>INTEL BRACHTENH&amp;S</b>	13	0,00	
<b>INTEL SOFTWARE B</b>	13	0,00	
<b>INTEL PLANAL</b>	2,32	0,00	
<b>SYNERGIA</b>	1,30	0,00	


[illegible]

CENTROS COMER P	ES	16,10	-0,16	LUITECH COMPUTER	LU		
CONTREINTE	ES	20,9	-0,44	LOESCH UMWELTSCHUTZ	DE	54	
DORING GROUP INC	GB	20,17	-0,09	MERCK UND MASCHIN	DE	329	
GENE AG	DE	44,8	-0,91	MORILCON	DE	216	+0,04
GRAND UNIV STOR	GB	11,91	-0,05	MUEHL PRODUCT & SE	DE	13,6	+0,10
CHUBERT RAY	FR	194	+0,16	MUESSLANDER HOLDING	DE	10,1	-0,01
HEINRICH & MAURIT	DE	20,17	-0,09	MUESSLANDER HOLDING	DE	35,8	+1,16
JOHANNES MAKTIN	FR	37,18		NEUMANN	DE	117,11	+0,22
KARSTADT AG	DE	410	+1,48	NSI	FR	69,2	-0,96
KINGSHOFER	DE	23,37	+0,02	ONCOR NV	FR	69,2	-1,77
HEINRICH & SPENGLER	DE	10,1	-0,05	ORGANIC HOLDING	DE	10,1	-0,17
NETO	DE	0,0	-0,93	SACHSINGER AUTO	DE	14,8	
MEDIC PLC	GB	12,00	+0,13	SALTUS TECHNOLOGY	GB	0,0	-0,05
PRINCE PRINT/	FR	101	+0,10	SEI SYSTEMS	DE	60,9	+0,37
STROGANINE A	FR	16,3		SERF MICROSCOPING	DE	1,58	
VALDORA HLDG N	CH	225,50	+0,43	SINGULUS TECHNOLOG	DE	210	+1,59
WOLSELEY PLC	GB	11,90	-0,42	SOFT SOFTWARE BER	DE	2,7	-0,02
WOLSELEY PLC	GB	11,90	-0,42	TIGUS	DE	39,4	+0,04
DIE STOX RETU				TECHNOTRANS	DE	52	
			35,13	TELDAFAX	GB	3,4	+0,00
				TELES AG	DE	20,4	
HAUTE TECHNOLOGIE				TELECOM	FR	7,85	
ALCATEL MRL	FR	122,2	+4,27	TRANSTECH	DE	0,0	-2,51
ALCATEL SA RES	FR	12,28		W.E.T. AUTOMOTIVE	DE	46,6	-0,04
BANY COMPANY	GR	5,1	-5,91				
BANKO	BE	100,0	-0,28				
BRITISH AEROSPA	FR	7,25	+4,26				
CAF GEMINI AIR	FR	146,2	+0,29				
COLOPLAST SA	DK	92,02	+0,73				
COMTE TELECOM NE	DK	14,08	+3,68				
TELECOM C&P	DK	14,08	+3,68				

PRESENSUS MED C	DE	81	+0,60
GAMBINO + A	SE	10,12	-1,10
GETRONICS	NO	58,1	+1,70
CHN GREAT NORDIC	DK	30,3	+0,82
INTRACOM N	GR	52,38	
KOKA PHILIPS EL	NO	96	
MERIDIANLTD	NO	5,19	+1,23
GARIPS	SE	9,06	
INEXSA ASA	NO	5,91	-1,22
NETCOM ASA	NO	28,07	+0,48
NOKIA	FI	73,7	+1,38
ONYX	FR	187,8	
ONYX-EMED AMERSH	FR	1,57	+0,07
OLIVETTI	IT	27,56	+1,28
COLOTTI	IT	3,26	+1,25
ROBLES ROYCE	GB	4,40	+7,05
ROBLES	FR	806,5	
SCAP AC	FR	300	
SCAP VZ	DE	348	+0,53
SINERASA GROUP	GB	9,48	-0,32

★ **CODES PAYS ZONE EURO**  
 FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne  
 IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande  
 LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche  
 FI : Finlande - BE : Belgique

**CODES PAYS HORS ZONE EURO**  
 CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark  
 GR : Grèce



...  
...  
...



## VALEURS FRANÇAISES

● L'action BNP s'échangeait, mardi 27 avril dans la matinée, à 74 euros, en hausse de 1,09 %, celle de la Société générale, en hausse de 0,68 %, à 161 euros et Paribas en hausse de 0,47 %, à 96,1 euros. À ces cours, les parts proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 158,57 euros et l'action Paribas à 101,75 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 100,62 euros.

● Le titre Pernod Ricard s'inscrivait en hausse de 0,88 %, lors des premiers échanges de la séance du mardi. Le groupe s'est refusé à commenter les informations du Point selon lesquelles les hommes d'affaires Albert Frère et George Soros augmenteraient leur participation dans le capital.

● L'action Elf Aquitaine a reculé de 1,11 % à l'ouverture de la séance du mardi. Le marché reste dubitatif devant les rumeurs de mariage du groupe avec un concurrent.

● Le titre Pechiney a abandonné 0,46 % dans les premières transactions du mardi. Le groupe français a annoncé le rachat de Kemip, un producteur américain d'emballages plastiques destinés au marché médical. Le chantage n'a pas été révé.

● L'action Pinalut-Printemps-Redoute a gagné 1,96 %, en début de matinée mardi. Le groupe a publié un chiffre d'affaires pour le premier trimestre en hausse de 14,6 %.

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 21 mai

France	Précédent	Cours	Différence	%	Montant
					(M)
BNP (CP)	148	149,78	+1,98	+1,34	148,78
CLAYTON (P)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
RENAULT (CP)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
SAINT-GOBAIN (P)	138,15	138,15	0,00	0,00	138,15
THOMSON SA (CP)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
ACOR	201,60	201,60	0,00	0,00	201,60
AGT	48,50	48,50	0,00	0,00	48,50
AIR FRANCE GPE N	18,40	18,40	0,00	0,00	18,40
AIR LIQUIDE	180	180,48	+0,48	+0,27	180,48
ALCANTARA	117,20	117,20	0,00	0,00	117,20
ALSTOM	29,91	29,91	0,00	0,00	29,91
ALTRON TECHNIQ.	225	225,48	+0,48	+0,21	225,48
ATOS SA	76,50	76,50	0,00	0,00	76,50
AXA	116,70	116,70	0,00	0,00	116,70
BANQUE PARI	125,50	125,50	0,00	0,00	125,50
BAZAR HOT. VILLE	110	110,48	+0,48	+0,44	110,48
BERNARDINI	54	54,48	+0,48	+0,89	54,48

MARDI 27 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs

Précédent

Cours

Différence

% Var.

Montant

(M)

ADP

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

BNP (CP)	148	149,78	+1,98	+1,34	148,78
CLAYTON (P)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
RENAULT (CP)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
SAINT-GOBAIN (P)	138,15	138,15	0,00	0,00	138,15
THOMSON SA (CP)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
ACOR	201,60	201,60	0,00	0,00	201,60
AGT	48,50	48,50	0,00	0,00	48,50
AIR FRANCE GPE N	18,40	18,40	0,00	0,00	18,40
AIR LIQUIDE	180	180,48	+0,48	+0,27	180,48
ALCANTARA	117,20	117,20	0,00	0,00	117,20
ALSTOM	29,91	29,91	0,00	0,00	29,91
ALTRON TECHNIQ.	225	225,48	+0,48	+0,21	225,48
ATOS SA	76,50	76,50	0,00	0,00	76,50
AXA	116,70	116,70	0,00	0,00	116,70
BANQUE PARI	125,50	125,50	0,00	0,00	125,50
BAZAR HOT. VILLE	110	110,48	+0,48	+0,44	110,48
BERNARDINI	54	54,48	+0,48	+0,89	54,48

MARDI 27 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs

Précédent

Cours

Différence

% Var.

Montant

(M)

ADP

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

BNP (CP)	148	149,78	+1,98	+1,34	148,78
CLAYTON (P)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
RENAULT (CP)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
SAINT-GOBAIN (P)	138,15	138,15	0,00	0,00	138,15
THOMSON SA (CP)	140	140,48	+0,48	+0,34	140,48
ACOR	201,60	201,60	0,00	0,00	201,60
AGT	48,50	48,50	0,00	0,00	48,50
AIR FRANCE GPE N	18,40	18,40	0,00	0,00	18,40
AIR LIQUIDE	180	180,48	+0,48	+0,27	180,48
ALCANTARA	117,20	117,20	0,00	0,00	117,20
ALSTOM	29,91	29,91	0,00	0,00	29,91
ALTRON TECHNIQ.	225	225,48	+0,48	+0,21	225,48
ATOS SA	76,50	76,50	0,00	0,00	76,50
AXA	116,70	116,70	0,00	0,00	116,70
BANQUE PARI	125,50	125,50	0,00	0,00	125,50
BAZAR HOT. VILLE	110	110,48	+0,48	+0,44	110,48
BERNARDINI	54	54,48	+0,48	+0,89	54,48

MARDI 27 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs

Précédent

Cours

Différence

% Var.

Montant

(M)

ADP

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

100,20

0,00

0,00

100,20

ALPHABET

100,20

## AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**SCIENCES** Les zones naturelles protégées représentent aujourd'hui 7 % des terres émergées, deux fois plus qu'en 1970. ● CES STATISTIQUES sont, toutefois, trompeuses,

dans la mesure où elles prennent en compte certains parcs régionaux aux contraintes de préservation peu sévères. En fait, la politique de conservation traverse une crise majeure.

● LES PAYS DU SUD éprouvent les plus grandes difficultés à convaincre du bien-fondé de la préservation de la forêt tropicale des habitants fascinés par la

ville et soucieux d'améliorer leur niveau de vie. ● LA FORÊT TROPICALE est, pourtant, un réservoir extraordinaire de biodiversité. Elle recèle quelque cent millions d'espèces

animales et végétales, dont seulement 10 % sont recensées, et joue un rôle climatique local important. Il en disparaît chaque année une surface équivalente à celle de la Grèce.

## L'idée de réserves naturelles comme sanctuaires sans hommes a vécu

La politique de la conservation de la nature, en crise, renouvelle ses concepts. On cherche de plus en plus à rendre les zones protégées rentables et à associer les populations locales à leur mise en place et à leur gestion. Mais les réussites restent rares

À EN CROIRE les chiffres, la conservation de la biodiversité ne s'est jamais mieux portée. D'après le World Conservation Monitoring Center basé à Cambridge, le monde compte 9,3 millions de kilomètres carrés d'aires protégées, ce qui représente 7 % des terres émergées. Cette surface a plus que doublé depuis 1970. Mais la statistique est trompeuse. D'abord, elle inclut toutes les formes de protection juridique, y compris les plus lâches comme, par exemple, les parcs régionaux français, dont les contraintes environnementales sont peu sévères. Ensuite – et surtout –, nombre de gouvernements peinent de plus en plus à faire respecter les règles de préservation des ressources naturelles qu'impose leur statut. Enfin, comme l'ont souligné récemment deux groupes de chercheurs dans le magazine scientifique *Science* (du 19 mars), les nouvelles approches de la politique de conservation butent sur de nombreuses difficultés.

Cette crise de la conservation tient, en partie, aux difficultés économiques de nombreux pays concernés – dans l'hémisphère Sud, mais aussi en Europe de l'Est – qui restreignent leur budget de protection de la nature. Mais les problèmes rencontrés viennent aussi du fait que, partout, la philosophie qui sous-tend la conservation est de moins en moins assurée.

Le concept dominant de la conservation est celui de « réserve » : on met à l'abri certaines zones présentant un intérêt écolo-

gique particulier en tentant d'en interdire au maximum l'accès aux humains, considérés comme forcément destructeurs. Cette approche est de moins en moins acceptée par les populations locales pour qui la tentation est forte d'utiliser ces zones, qui représentent un potentiel économique important en termes de terres à défricher, d'animaux à chasser, ou de minéraux à exploiter. Par ailleurs, le concept même de réserve renvoie à une opposition entre nature et culture qui n'est pas universelle : « Il faut sortir de la dichotomie entre exploitation et conservation, qui est une vision très occidentale, ethnocentriste », estime Pierre de Maret, du Centre d'anthropologie culturelle de l'université libre de Bruxelles.

## L'EXEMPLE DU ZIMBABWE

Devant ces contradictions, la science de la conservation cherche de plus en plus à associer les populations locales à la préservation des zones visées. Si elles tirent avantage de la conservation de la nature, pense-t-on, elles empêcheront sa destruction ou sa transformation. Mais ce n'est pas simple. Dans leurs articles publiés par *Science*, les chercheurs citent le cas du Kenya, qui a adopté la politique la plus déterminée en faveur d'une protection de la faune financée par le tourisme. Une étude économique conclut qu'une utilisation par l'agriculture et l'élevage des aires protégées y produirait un revenu annuel de 203 millions de dollars (191 millions d'euros), bien plus que les 42 millions de dollars



Agriculture sur brûlis en forêt tropicale : une bananeraie au Cameroun.

(39,5 millions d'euros) effectivement générés par l'utilisation actuelle.

Il existe pourtant quelques exemples réussis d'une association des populations locales à la préservation de la faune. Le plus connu est le programme Campfire, engagé au Zimbabwe depuis dix-sept ans, qui redistribue aux villages de la zone protégée les revenus tirés du tourisme et des safaris, à la gestion desquels ils participent étroitement. Ces exemples prometteurs sont peu nombreux. La majorité des spécialistes n'en considèrent pas moins que ce type de politique est le seul réaliste.

## IDÉES NOUVELLES

Mais si le principe est clair, la mise en œuvre n'est pas précisément définie. Elle implique de la part des chercheurs, soulignent les auteurs des articles de *Science*, une capacité nouvelle à dialoguer avec les habitants, à solliciter et à utiliser leur savoir sur l'environnement. Elle suppose aussi que soit identifié ce qu'est la « communauté locale » partenaire, note Miguel Cluener-Godt, du programme Man and Biosphere de l'UNESCO. Est-elle représentée par le chef coutumier, la commune, le département (ou ce qui en tient lieu) ? Il faut aussi se garder, prévient Pierre de Maret, de retomber dans « une autre utopie occidentale » :

l'illusion concernant les vertus de la communauté. « En Afrique centrale, par exemple, les gens sont très individualistes », souligne le chercheur.

Enfin, outre le principe d'implication des populations locales à la gestion des aires protégées, deux idées nouvelles émergent. La première est qu'une source de revenus supplémentaires pourrait être trouvée au niveau mondial : la fonction de stockage du gaz carbonique pourrait assurer un revenu important aux aires protégées si un marché des émissions se mettait en place dans la mise en œuvre du protocole de Kyoto sur le changement climatique. La deuxième est qu'un parc ne peut être un îlot dans un océan de destruction : pour assurer ses fonctions écologiques, il doit être entouré d'un environnement exploité de manière acceptable.

Une grande part des « conservationnistes » cherche à convaincre les entreprises de pratiquer une exploitation respectueuse de l'environnement, en échange d'un label certifiant aux yeux des consommateurs leur louable pratique. Cette démarche d'éco-certification suscite de chaudes discussions parmi les écologistes. Le débat ne sera pas clos de sitôt. L'important est qu'il ait lieu. Face à la réalité d'un modèle dépassé – une réserve de « bonne nature » protégée des « méchants humains » –, la politique de la conservation a commencé à renouveler ses concepts.

H. K.

## En Afrique centrale, les habitants de la forêt rêvent de la ville

MAMBELE (Cameroun)  
de notre envoyé spécial

On ne pénètre plus dans la forêt profonde à bord d'un vapeur crachotant, progressant au long du fleuve sombre entre deux massifs luxuriants tandis que battent, au loin, des tambours mystérieux. Depuis que Joseph Conrad a écrit *Au cœur des ténèbres*, le temps s'est accéléré. En deux heures et demie, un petit avion à hélices franchit les 500 kilomètres qui séparent à vol d'oiseau Yaoundé, la capitale du Cameroun, de Kika, un bourg perdu dans le massif forestier congolais. Un manteau vert compact, continu, recouvre la terre, siôt quittés les faubourgs de la ville. Parfois, une piste, quelques maisons, les méandres d'une rivière.

Dans la forêt tiède, le marcheur s'imagine aisément explorateur, sollicité de tous côtés par la profusion de la vie, tandis que la rumeur des cigales, des coucous, des calaos, environne la sente obscurcie de fûts abattus et de ruisseaux. Mais

la forêt n'est pas peuplée que de plantes exubérantes et de bêtes discrètes. Au long des sentiers, on retrouve ici le fil de fer d'un piège au collet, là la griffe provocante d'un chasseur au flanc d'un géant de la sylvie. A peine revenu sur la piste en terre rouge, le marcheur croise les camions qui emportent vers la ville les troncs d'ayous ou de sapellis.

## RÉSISTANCE PASSIVE

Si la forêt reste belle, elle n'est plus vierge, et toutes sortes d'humains se disputent son ventre généreux. Elle recouvre le sud du Cameroun, sur près de 150 000 km<sup>2</sup>, mais guère plus de 10 %, surtout au sud-est, sont restés « primaires ». C'est-à-dire qu'elle n'a jamais subi le prélèvement des deux à quatre arbres de plus d'un mètre de diamètre que compte, en moyenne, chaque hectare.

Malgré la très faible densité démographique, les conflits d'appropriation de l'espace sont puissants : les compagnies

forestières, qui veulent achever d'exploiter ce front pionnier, se heurtent aux organisations écologistes, comme le WWF (Fonds mondial pour la nature), qui veut y créer plusieurs réserves. L'état camerounais, dénué ou corrompu, et les agences ou institutions internationales, arbitrent cette lutte. Enfin, les allogènes – tribus pygmées (ou bakas), ouvriers des scieries, habitants sans travail – essaient de voir reconnaître leur droit à utiliser les produits de la nature.

Il s'agit essentiellement du gibier. Car, si la richesse du bois profite surtout aux exploitants forestiers, les routes qu'ils ont ouvertes pour évacuer les arbres favorisent le commerce de viande de chasse. Apport nutritif essentiel pour ceux qui vivent dans la forêt, la viande exportée vers les villes (Yaoundé est à trois jours de route) est aussi, à côté des petites cultures de bananes ou de café, un moyen de se procurer l'argent nécessaire pour acheter les produits manufacturés.

La création de réserves se heurte donc à la résistance passive des populations locales. « Beaucoup de chômeurs subsistent grâce au braconnage », explique un employé de la scierie SEFAC de Libongo. Les gardes arrachent leurs pièges, brûlent leurs campements, battent les gars s'ils les trouvent. Mais nous, qui sommes travailleurs, nous avons besoin d'eux pour la viande. » Cette situation renforce encore la nécessité de la réserve sur le plan écologique. Mais son principe est d'autant plus mal accepté que des sociétés de safari riches par des Occidentaux permettent à de riches chasseurs de prélever des trophées interdits aux locaux.

## « ICI, ON EST UN PEU OUBLIÉS »

Sans négociation locale, la conservation risque donc d'échouer. « Il faut associer tous les acteurs au processus de création des réserves », répète Bertin Tchikangwa Nkanje, ethnologue travaillant pour le WWF. Et ne pas oublier que les habitants

des forêts ne sont pas des « bons sauvages », satisfaits de leur paradis reculé. « Ici, on est un peu oublié », dit Charlotte Lambo, garde forestière de la réserve de Lobéké. On n'a pas la lumière, pas la télévision. A l'école, on n'a pas de bons instituteurs, parce qu'ils ne veulent pas venir aussi loin. Les gens montent à Yokadouma pour voir la vie, pour faire l'ambiance, pour avoir de la vraie nourriture, une omelette, du pain, de la salade. » Elle a vingt-cinq ans et lance, dans un grand sourire, que, pendant son mois de congé, elle va à Douala pour « danser et manger les poissons de mer ».

La forêt est source de revenus ; la ville attire par ses lumières ; compagnies et safaris prélèvent le meilleur de la nature. L'écologie de la préservation doit intégrer ces éléments nouveaux, qui relèvent plus de la politique que du naturalisme d'antan.

Hervé Kempf

## Un écosystème générateur d'une incroyable biodiversité

VUES D'AVION, les forêts tropicales humides apparaissent comme un océan de verdure s'étendant à l'infini, où la végétation est tellement dense que l'on n'aperçoit même pas le sol. Également appelées « sempervirentes » (toujours vertes) par les botanistes, elles se répartissent dans la zone intertropicale de notre planète, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est, en Australie et en Afrique. Les conditions particulières qui y règnent – une température peu variable entre 18 et

32°C –, une pluviosité importante et régulière et un climat identique sur de grandes superficies – ont favorisé au cours des siècles l'émergence d'une incroyable biodiversité végétale et animale.

Pour la seule Guyane française, par exemple, plus de 5 000 espèces de plantes – dont 1 200 espèces d'arbres – différentes ont été recensées. On y a aussi observé 35 espèces de sauriens, 76 espèces de serpents, 650 espèces d'oiseaux, 72 espèces de mammifères et 85 espèces de chauves-souris. Sur

un seul arbre de l'Amazonie péruvienne, 47 espèces de fourmis ont été dénombrées ; plus qu'il n'en existe sur la totalité des îles Britanniques ! On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

Alors que les forêts tropicales humides n'occupent que 7 % de la superficie des terres émergées, elles recèlent, selon les scientifiques, la moitié des espèces terrestres. « Avant 1982, les premières études faisaient état de 3 millions d'espèces. On est ensuite passé à 30 millions et actuellement on penche plutôt pour 100 millions d'espèces, dont 10 % seulement sont recensées », explique Francis Hallé, professeur de botanique à Montpellier-II (Hérault) et responsable de l'opération « Radeau des cimes » destinée à l'étude de la canopée.

Les particularités mêmes de cet écosystème ont contribué à la multiplication des espèces. « Plus l'espace est grand, plus il y a d'individus, et plus il y a de chances que se produisent des mutations. On trouve dans toutes les forêts tropicales 20 % d'espèces communes formant 70 % de la biomasse. Tout le reste est

constitué par un grand nombre d'espèces différentes qui se sont spécialisées à outrance dans un créneau particulier, et qui sont souvent des espèces rares », précise Pierre Charles-Dominique, directeur de recherche au Muséum national d'histoire naturelle de Brunoy (Essonne) et responsable de la station de recherche des Nouragues en Guyane française.

## CYCLES DIFFÉRENTS

Les cycles biologiques eux-mêmes sont différents. Les espèces animales sont programmées pour vivre plus longtemps que sous nos latitudes. De petits rongeurs qui ne dépassent pas l'âge d'un an et den en Europe peuvent avoir leur vie prolongée jusqu'à sept ou huit ans sous les tropiques. Les arbres ont également un cycle différent. Ils poussent très lentement et leur tronc s'accroît environ de 0,5 à 1 millimètre par an. « Quand ces arbres atteignent un diamètre de 50 centimètres ou 1 mètre, ils peuvent avoir cinq cents ou mille ans », ajoute Bruno Bordenave, botaniste au Muséum national d'histoire naturelle et à l'Institut

de recherche pour le développement.

« Poussant très haut, ils peuvent fournir un tronc de 30 mètres de fût sans aucun nœud, alors qu'une belle bille de chêne de nos contrées ne dépasse pas quelques mètres. Depuis longtemps, les arbres tropicaux sont recherchés pour leurs essences précieuses et leurs couleurs rares, rouges, violettes ou noires », précise Pierre Dédéenne, directeur du laboratoire d'anatomie des bois au Cirad de Montpellier (Hérault). Victimes de leur trop grand succès, cependant, les bois des forêts tropicales sont souvent exploités sans laisser le temps à la forêt de se reconstituer. S'ajoutent à cela la transformation des forêts en pâturages (Amazonie brésilienne) ou en plantations de cacao ou de café (Afrique), les dégâts provoqués par une exploitation minière, ou encore la coupe du bois pour des motifs domestiques.

Selon les experts, chaque année disparaît une surface équivalente à celle de la Grèce (133 000 km<sup>2</sup>). Les forêts tropicales rétrécissent comme peau de chagrin et risquent, à ce rythme, de dispa-

raître complètement. « Certes, l'espèce humaine survivra à la disparition de cet écosystème, mais elle se privera aussi d'un grand nombre de substances aujourd'hui encore inconnues qui pourraient lui être très utiles à l'avenir », regrette Pierre Charles-Dominique.

La destruction de cet écosystème peut aussi avoir un impact sur le climat. Les spécialistes ne connaissent pas encore bien les effets d'une déforestation importante sur le régime des pluies tropicales dont dépendent, pour survivre, des millions de gens. « Nous savons décrire le cycle hydrologique tropical, mais nous n'avons pas encore compris tous les processus mis en œuvre », explique Jan Polcher, climatologue au laboratoire de météorologie dynamique du CNRS à Paris. « Néanmoins, les études effectuées depuis dix ans dans le monde avec un modèle atmosphérique indiquent qu'une déforestation totale du bassin amazonien produirait un réchauffement local de la température de 0,5 à 2 degrés ».

Christiane Galus

SAAB Rive Gauche

INTERNATIONAL AND DIPLOMAT SALES

PROGRAMME FACTORY DIPLOMATIC PRICES

CONDITIONS PRIVILEGIÉES AUX DIPLOMATES

ET FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX

Service commercial ouvert du lundi au samedi

76 bis, av. de Suffren 75015 PARIS - 0 803 00 75 15

SAAB ou le Plaisir de conduire



# La perspective d'éradication du virus du sida semble exclue à court terme

Le VIH-1 pourrait persister pendant soixante ans dans certains globules blancs

Deux études publiées dans le mensuel *Nature Medicine* viennent confirmer la persistance du virus du sida sur une longue période dans le réservoir

voir que constituent les lymphocytes T CD4+. Ces études dont les conclusions se fondent sur des projections mathématiques établies à partir des

thérapeutiques actuelles, confirment aussi la nécessité de restituer le système immunitaire en association avec les médicaments antirétroviraux.

EN L'ÉTAT actuel des choses, il faudrait renoncer à la perspective d'interrompre au bout de quelques années le traitement antirétroviral chez les personnes infectées par le virus du sida, même lorsque le virus est devenu indétectable dans le sang. Selon des calculs de projection, le VIH-1, le type le plus répandu dans le monde, persisterait en effet au moins soixante ans dans certains globules blancs qui constituent un réservoir latent du virus. Ce constat d'échec de l'éradication du VIH-1 est dressé dans un article signé par Diana Finzi et une équipe de collaborateurs dirigée par Robert Siliciano (département de médecine, école de médecine de l'université Johns Hopkins à Baltimore), et publié dans le numéro de mai du mensuel *Nature Medicine*.

Le développement de plusieurs familles de médicaments antirétroviraux et leur combinaison ont permis de faire chuter en dessous des niveaux de détection les concentrations de VIH-1 dans le plasma sanguin (exprimées par la charge virale, c'est-à-dire le nombre de copies du virus par millilitre de plasma, le seuil de détection étant de 200 copies/ml). La mise en culture du sang des patients pour lesquels c'est le cas permet difficilement le développement du virus. Certes, l'existence de « réservoirs » — dans certaines cellules ou ailleurs que dans le sang —, au sein desquels le virus pourrait être abrité, est suspectée depuis plusieurs années. Mais face aux résultats obtenus par le traitement, la question de son arrêt lorsque celui-ci s'est montré suffisamment efficace depuis deux ou trois années restait lancinante. Pour y répondre, il fallait pouvoir juger de l'éradication du virus et, donc, de la persistance ou non d'un état d'infection latent.

Le VIH-1 se réplique bien dans une population particulière de globules blancs, les lymphocytes T porteurs du récepteur CD4, qui est la cible du virus (on les appelle lymphocytes T CD4+ sous leur forme activée). L'infection latente est présumée ne survenir que chez les lymphocytes T CD4+ au repos.

Un réservoir pourrait se former lorsque ces cellules survivent à l'effet destructeur du VIH-1, échappent au système immunitaire et retournent à un état de mémoire au repos, en ayant intégré dans leur ADN le génome viral. Ce type de cellule est censé persister durablement pour permettre une réponse aux antigènes déjà rencontrés et l'ADN viral y est intégré de manière stable. Infectées de manière latente, elles pourraient donc constituer un réservoir à long terme pour le VIH-1.

Cela a pu être démontré *in vivo*. Du VIH-1 capable de se répliquer a

compartiment cellulaire; c'est-à-dire atteindre le stade où le virus ne peut plus se reproduire à partir des lymphocytes T CD4+. Avec les thérapeutiques actuelles, dont les effets indésirables ne sont pas minces, la perspective de l'éradication du VIH-1 semble donc compromise.

Ces mêmes lymphocytes T CD4+ spécifiques du VIH-1 font l'objet d'un autre article dans le même numéro de *Nature Medicine*, fruit du travail de l'équipe de Louis Picker (Division d'hématopathologie et d'immunologie, département de pathologie, Centre médical du

la mémoire antigénique des lymphocytes CD4+ spécifiques du VIH. Le nombre des cellules-mémoires était significativement diminué après 24 semaines de traitement efficace contre le VIH.

Dans un article commentant ce travail, publié dans le même numéro de *Nature Medicine*, le docteur Guy Gorochov (département d'immunologie cellulaire, CERVI, UMR CNRS 7627, hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris) indique: « Bien que les associations de médicaments semblent devenir plus efficaces, aucune éradication du virus n'a été réalisée jusqu'à présent et il faudra une aide conséquente du système immunitaire pour éliminer la charge virale résiduelle. Les faits rapportés par Picker et ses collaborateurs fournissent de nouvelles preuves en faveur de protocoles cliniques de stimulation de l'immunité anti-VIH ou de transfert passif d'effecteurs spécifiques du VIH, associés à un HAART ».

Finalement, deux lectures sont possibles de ces deux études. La première est des plus alarmistes: les perspectives d'éradication du VIH sont lointaines et le support immunitaire de la mémoire spécifique de ce virus diminue sous traitement antirétroviral. La seconde tendrait à ne voir dans les deux phénomènes rien que de très normal, voire banal.

Tout d'abord, l'estimation de l'équipe de Robert Siliciano étant calculée par des projections mathématiques, il ne faut pas écarter une imprécision, qui « pourrait aller jusqu'à un facteur 10 », estime le docteur Gorochov. Six ans — et non pas soixante — seraient alors nécessaires pour parvenir à l'éradication. Le plus probable, même de toute façon, une longue durée pour arriver à cette fin. Ensuite, il n'y aurait pas d'« armée des lymphocytes T », mais une vigilance diminuée: le système immunitaire mobilisé par l'infection par le VIH est mis au repos une fois que le virus a été virtuellement éliminé du sang circulant. Il resterait alors mobilisable, même si la réponse nécessite un délai.

Paul Benkimoun

## La pollution en baie de Seine pourrait provoquer la féminisation de poissons

DEUX FLETS MALES, sur un total de trente pêchés à l'ouest de Honfleur (Calvados), à la sortie du chenal de navigation de la Seine, présentent des indices très nets de féminisation, leurs testicules contenant des ovocytes typiques (cellules sexuelles féminines), indiquent des chercheurs du laboratoire d'écotoxicologie de l'université du Havre. Selon François Lehoullenger, responsable du laboratoire, le syndrome observé ressemble à celui détecté il y a quelques années en Grande-Bretagne par des chercheurs de l'université Brunel (Londres-ouest) sur des gardons pêchés dans certaines rivières anglaises à proximité des stations d'épuration. L'ampleur du phénomène en baie de Seine ainsi que ses causes exactes n'ont pas encore été déterminées, mais les chercheurs havrais désignent comme possibles responsables les fortes concentrations de xéno-œstrogènes présents dans les eaux du fleuve qui draine un bassin versant très habité.

## Essais de culture à grande échelle de plantes génétiquement modifiées

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE vient d'annoncer le lancement cette année de trois expériences de culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) en champ à grande échelle, qui seront placées, pendant quatre ans, sous la surveillance d'un comité scientifique indépendant. Le secrétaire d'Etat à l'environnement, Michael Meacher, a précisé que chacun des trois champs ferait 10 hectares, l'expérience et les travaux de recherches représentant au total 3,3 millions de livres (5 millions d'euros). Il a assuré que le comité d'experts travaillerait dans la transparence et publierait ses résultats. Le premier champ a déjà été ensemencé dans le sud de l'Angleterre; le second est prévu dans la région d'Oxford; la localisation du troisième doit être annoncée prochainement. Les associations opposées à de telles recherches affirment que les mesures de sécurité entourées ces expériences sont insuffisantes. Elles craignent que les cultures d'OGM contaminent les cultures traditionnelles les plus proches et modifient l'environnement. Elles réclament un moratoire de cinq ans sur toute commercialisation des produits d'OGM en Grande-Bretagne. — (AFP)

**DÉPÊCHES**  
■ **Océanographie**: un aquarium géant de 400 mètres cubes, réplique d'une passe corallienne avec poissons tropicaux d'un côté et grands prédateurs de l'autre, va être construit au Musée océanographique de Monaco, a annoncé son directeur François Doumenge, dimanche 25 avril, jour du centenaire de cette institution créée par Albert I<sup>er</sup> (1848-1922). D'un coût de 15 à 20 millions de francs (2,2 à 3 millions d'euros), le bassin devrait être inauguré le 20 novembre 2000, à l'ouverture du Congrès mondial de l'aquariophilie qui se tiendra en principauté. — (AFP)

■ **Volcans**: l'éruption du mont Cameroun, situé à 350 kilomètres à l'ouest de Yaoundé, qui a débuté le 28 mars et engendré une coulée de lave sur le flanc ouest du volcan, pourrait durer six mois, précise le premier rapport scientifique remis au gouvernement camerounais. Les experts camerounais et étrangers qui ont présenté le rapport assument l'éruption actuelle à celle de 1922, et confirment le caractère « modérément explosif » du volcan, compte tenu de la constitution du site qui se caractérise par un volcanisme intraplateau. — (AFP)

■ **Archéologie**: huit navires romains en parfait état, datant des cinq premiers siècles de notre ère, ont été mis au jour près de Pise, lors de travaux d'extension d'une voie ferrée. Les experts ont commencé à dégager un vaisseau de 15 mètres de long qui pourrait être la première embarcation militaire de l'Antiquité retrouvée intacte. « Jusqu'à présent, nous en avons découvert huit, mais les fouilles se poursuivent et la flotte est certainement beaucoup plus importante », a déclaré le responsable des fouilles. Les archéologues ont également retrouvé quelque 300 amphores de style punique et italien datant du deuxième siècle. — (AFP)

■ **Nobel**: les lauréats 1999 des six prix Nobel bénéficieront d'une récompense de 3,9 millions de couronnes suédoises (5,7 millions d'euros), soit 7,9 millions de couronnes par prix, a indiqué la Fondation Nobel qui dote les prix, et dont les actifs ont augmenté de 10 % en 1998 — et de 25,3 % pour son portefeuille en actions. La Fondation versera 39,5 millions de couronnes pour les prix de la paix, de littérature, de physique, de chimie et de médecine, et la Riksbank (banque centrale) de Suède 7,9 millions de couronnes pour le prix d'économie.

## La réforme de l'archéologie de sauvetage toujours en débat

L'ACCOUCHEMENT est laborieux: le texte qui doit donner un cadre législatif à l'archéologie française a été jugé insuffisant par le Conseil d'Etat. Un conseil interministériel a eu lieu en mars, à Matignon, pour revoir un projet qui doit être de nouveau présenté au Conseil d'Etat avant de figurer à l'ordre du jour d'un conseil des ministres. Mécontents de leur statut banal, menacés de privatisation, les archéologues étaient descendus dans la rue à l'automne 1998 (*Le Monde* du 11 novembre 1998). La ministre de la culture, Catherine Trautmann, avait alors confié une mission à un triumvirat, Jean-Paul Demoule, Bernard Pêcheur et Bernard Poignant: un universitaire, un conseiller d'Etat et un élu (socialiste), maire d'une grande ville (Quimper). En décembre 1998, le rapport qui devait servir de base au texte de Catherine Trautmann était sur son bureau.

L'archéologie préventive, constatent les signataires du rapport, est indissociable de la recherche archéologique; aussi doit-elle relever de la responsabilité de l'Etat. Il est donc impossible de soumettre cette discipline à la règle de la concurrence privée comme le suggèrent certains préfets. Les rapporteurs proposent de confier cette tâche à un établissement public de recherche, placé sous la double tutelle des ministères de la culture et de la recherche, doté d'un conseil d'administration scientifique en liaison avec tous les autres services archéologiques.

En clair, le triumvirat prône la transformation de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), créée en 1973, en Etablissement public adminis-

tratif (EPA) qui aurait le monopole des fouilles de sauvetage en France. Cette proposition a un avantage: elle donne à l'archéologie un statut juridique. Mais ce monopole serait confié à un seul organisme, l'AFAN reprofiliée. Ce qui provoque l'indignation, voire l'indignation, des archéologues relevant des universités, du CNRS ou des collectivités locales qui ont avec l'AFAN des rapports parfois conflictuels. A Digne, une spécialiste d'archéologie médiévale, Gabrielle Demians d'Archimbaud (université d'Aix-en-Provence), a eu beaucoup de mal à poursuivre les fouilles de la cathédrale, revendiquées par l'AFAN, alors qu'elle les dirige depuis vingt ans. Jean-Paul Demoule signale qu'il n'est pas question de toucher aux équipes archéologiques en place qui font un « travail irremplaçable ».

« ATTITUDE HÉGÉMONIQUE »

Jean Chausserie-Laprée, conservateur territorial du patrimoine basé à Martigues, indique néanmoins, dans un texte signé par nombre de ses collègues, que « l'AFAN n'est pas l'alpha et l'oméga de l'archéologie préventive. Cette attitude hégémonique démontre une incompréhension du rôle des divers acteurs de la profession. Ces organismes (les services archéologiques locaux) implantés localement fédèrent des professionnels et des bénévoles. Ils forment des réseaux avec des associations plus petites qui permettent de mail-ler le territoire ».

Les fouilles d'urgence resteront accessibles à tous, rétorque Jean-Paul Demoule, « mais nous devons assurer le monopole pour faire passer la loi. Car il n'y a pas d'alternative: ou le monopole, ou la libre

concurrence ». Ce discours est loin de convaincre. « C'est l'AFAN qui décidera ou non de faire appel aux archéologues des collectivités territoriales; mais pourquoi le ferait-elle alors qu'elle a déjà un personnel pléthorique qu'elle ne sait où caser ? », demande un archéologue parisien.

Nicole Meyer-Rodrigues, qui dirige le service archéologique de Saint-Denis, insiste sur la cohérence des travaux archéologiques, de la documentation aux fouilles. « Notre rôle est de rassembler une documentation éparsée, explique-t-elle. Dans le cadre territorial nous pouvons faire ce travail. Les membres de l'AFAN sont parachutés sur un terrain qu'ils ne connaissent pas. Ils travaillent souvent dans des conditions difficiles et n'ont qu'une vision partielle des problèmes. Or, on a l'impression que les territoires vont être cantonnés dans leurs bureaux. (...) Nous refusons le monopole, c'est-à-dire l'impossibilité de fouiller sans l'aval de l'AFAN ».

Henry Amoury, chercheur au CNRS, directeur du laboratoire d'archéologie médiévale méditerranéenne basé à Aix-en-Provence, est, lui aussi, très inquiet: « Nous refusons la politique du tout ou rien. Si cette loi passe, notre exclusion des champs de fouilles préventives est programmée. Au mieux nous n'aurons plus que des miettes. » Pour le chercheur aixois, « il est certainement indispensable de revoir le financement de ces chantiers qui s'apparentent aujourd'hui à un racket exercé au détriment des entreprises ou des municipalités. On doit également réorganiser l'AFAN. Que le ministre de la culture prenne ses responsabilités et intègre aux services archéologiques régionaux les personnes

compétents. C'est à ces services d'articuler la politique archéologique de la France, pas à l'AFAN ».

Alain Schnapp, professeur d'archéologie grecque à l'université Paris-I, admet que des garanties suffisantes doivent être données à tous les acteurs de l'archéologie, collectivités territoriales comprises. Et il précise: « Le conseil scientifique de l'établissement public, où figureront des représentants des collectivités locales, mais aussi du monde universitaire, sera déterminant ».

Jean Chapelot, directeur de recherche au CNRS, qui conduit des fouilles d'urgence à Vincennes, explique: « Qu'un établissement public soit nécessaire pour conduire des chantiers de sauvetage lourds, comme ceux du TGV, c'est certain. Mais il n'est pas possible de confier à cet organisme, qui ne peut être jugé et parti, l'expertise et l'évaluation financière des travaux à effectuer. Ces tâches doivent relever des services régionaux de l'archéologie ».

Alain Schnapp attire également l'attention sur le financement de ces fouilles qui doit être « à la fois simple à mettre en œuvre et transparent pour tous ». C'est ce chapitre jugé insuffisant qui avait conduit le Conseil d'Etat à demander la modification du projet de loi. Aujourd'hui, pour financer l'archéologie de sauvetage, l'alternative retenue par le ministère de la culture est la suivante: soit la création d'une taxe fiscale affectée, soit une redevance pour service rendu. Bercy penche pour la seconde solution. Dans les deux cas, cela revient à faire payer, comme aujourd'hui, les entreprises du BTP.

Emmanuel de Roux

0,58F  
USA

0,68F  
CANADA

0,45F  
ROMANIE-UNI

## APPELEZ LE MONDE ENTIER A DES PRIX INCROYABLES !

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000\* devant le numéro de votre correspondant.

**AUCUN ABOONEMENT**  
**AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ**  
**AUCUNE CONSO MINIMUM**

**COMMENT TÉLÉPHONER AVEC One.Tel®**

COMPOSEZ LE 01 53 53 7000\* CODE PAYS NUMÉRO D'APPEL

**One.Tel®**  
100% Télécoms.  
RENSEIGNEZ-VOUS AU  
**01 53 53 75 18\***

\*Valeur unitaire d'un appel vers les téléphones portables. \*Taux d'un appel vers Paris. Les tarifs sont indicatifs à jour de leur publication.

**DES TARIFS INCROYABLES !**

Algérie	2,10 F (TTC/min)
Australie	0,98 F
Belgique	1,00 F
Espagne	1,35 F
Grèce	1,95 F
Irlande	0,88 F
Israël	1,95 F
Italie	1,25 F
Portugal	1,69 F

50 من الأصل

## Fringales de l'extrême

Du classique cousu main à la cuisine de chaîne

ALORS, quoi de neuf ? Mais la guerre, mon bon monsieur, la guerre. Les frappes à heures dites, les actualités offertes encore fumantes, tout le saint-frusquin diplomatique et bientôt les grandes manœuvres de la tribu des « Apache » en peintures de combat. Fascinant. Bien que lancées aux mêmes instants par les mêmes télévisions, les informations reçues par la province n'ont pas forcément le velouté d'effroi que l'on sert dans la capitale, territoire à la douceur de vivre aléatoire et au stress toujours sur la brèche. Avouez que la Touraine adoucit les mœurs et pourrait bien rendre l'homme plus réfléchi et moins crispé ; n'est-ce pas mon cher Bardet ?

Chapeau gondolo, veste ruinée et cashmere autour du cou, le patron du domaine de Belmont fait son marché. Le ventre de l'intendance, c'est lui. A lui de se coltiner les carottes et les oignons nouveaux. Pas de régisseur, pas de soutier pour l'aider, tout seul pour les pommes de terre, les salades et les oranges à jus. La cuillette est accomplie entièrement à dos de Bardet. Pas vraiment reposante, la vie de Relais & Châteaux. Sans compter les alicés. Ce matin-là, l'eau de la piscine avait subitement viré au vert, d'un vert profond à élever des piranhas, le four à viroloiser s'était éteint dans la nuit sur un coup de chaleur et une camionnette à provisions manquait de puissance de freins. Mille autres emmerdements encore. Pourtant la maintenance se mettrait à l'ouvrage et la baraque allait tourner.

Grosse entreprise, énorme succès. Douze ans déjà. Là, au-dessus de Tours, dans du Second Empire revu Palladio, l'endroit fait bramer de plaisir tout ce que le monde du voyage compte comme curieux épargnés par les intempéries du moment. On vient de loin, de partout, pour assister à cette démonstration du style français porté sur les fonts baptismaux régulièrement remis à niveau d'une pure eau de Loire. C'est Lourdes sans les miracles.

Pour l'heure, le lieu, qui avait jusqu'à présent réussi à éviter son propre pastiche, se voit sauvagement agressé par une petite armée de supporters, exaspérés à l'idée de ne pouvoir y cé-

lébrer les festivités de fin d'année. Basculer du minuit fatal vers l'inconnu dans d'autres murs les tue. Le coureur se fait fleuve, les suppliques débordent, on crie à l'amitié de tous, à la fidélité éternelle ; on prévient de cas de déceptions graves, dangereuses, mortelles ; on fait jouer les relations, on met en avant des parainages de toute première qualité, des recommandations de haut lignage. On veut du carillon magique ici et nulle part ailleurs.

### VEUX SAGE

Bardet considère tout ça d'un oeil assez circonspect. Le nouveau siècle qui débarque ? On avisera. Sang-froid du poète et littéraire campagnard. C'est ce qui fait aussi la qualité du bonhomme. Nous l'avions rencontré, il y a un peu plus de trois ans, déguisé en jardinier de cinéma, en train de faire visiter ses plates-bandes à un public bien-aimé venu constater la bonne santé de ses herbes sauvages et rares.

Son terrain fameux, sa fierté ; sa revanche aussi sur une troisième étoile trop attendue et qu'il n'aurait plus. Au demeurant, il est beaucoup revenu sur les recherches en cuisine d'avant-garde. « Je préfère qu'on se lèche les doigts au lieu de lever les yeux au plafond ». C'est celui que l'on mettait à la table ronde des rénovateurs, le terrible des années 80, Bardet le Hardi, qui résume à sa manière, toujours enlevée, son nouveau programme. L'hospitalité des fourneaux de la région porte de moins en moins

l'air de révolutionnaire. Aujourd'hui, il préfère parler de goût légier, de respect de la contrée, de reconnaissance que l'on doit au patrimoine du district. Vieux sage que l'équilibre n'amuse plus. Si je me remettais à faire l'artiste, ma clientèle s'échapperait par la porte de secours. Non, je tiens mes hommes d'affaires avec des prix raisonnables et des plats sécurisants ; mes Américains avec de la tradition certifiée conforme ; les autres avec d'anciens récits de bourgeoisie qui ont fait ma réputation. Cela devrait pouvoir suffire. Très certainement, cher maître, très certainement.

A l'inverse de ce cousu main dont rêve légitimement la classe moyenne et gourmande, des rabatteurs d'appât se sont mis aujourd'hui à l'ouvrage et chassent le client en singeant comme ils peuvent les astuces et recettes des grands patrons. Taillées en force, leurs nouvelles boutiques déroulent à la chaîne une cuisine d'illusion dont ce sera aux plus astucieux de faire triompher les vertus.

Dernier exemple en date, à Bougival, près des anciennes machines de Marly, Chez Clément - neuf établissements à Paris - vient de chausser les bottes d'une ancienne et distinguée

gloire des bords de Seine, le Coq Hardy, maison, selon le Michelin de 1985, qui méritait à l'époque une étoile et quatre fourchettes rouges (pleasant restaurant). Changement de tendance. En échange de cette guinguette pour PDG trillés par de la romance incertaine, l'entreprise Clément et succursales propose une sorte de vaste luna park où accoste sans états d'âme particuliers un imposant public de banlieusards soucieux d'émotions simplifiées et non représentables.

Tendu depuis peu de temps, le piège fonctionne déjà à guichets fermés ; preuve qu'il manquait à ce quartier résidentiel des Yvelines un forum où pouvoir se montrer serait la marque d'un premier pas vers le déshonneur général. On ajoutera que si l'ambiance y est un peu épaisse et le parking un peu trop riche en herbes au cur pur, la toque de service ne trompe en rien son monde sur la franchise de ses préparations et que l'écaillage du fond de la nef fait très convenablement son boulot. Service vif et délé à la hauteur de l'exercice.

Jean-Pierre Quélin

\* Jean Bardet, 57, rue Groison, 37000 Tours ; tél : 02-47-41-41-71. Menu : 300 F (45,75 €) ; carte : de 500 à 750 F (de 76,22 à 114,33 €).  
\* Chez Clément, 15 bis, quai Rennequin-Sualem, 78380 Bougival ; tél : 01-30-78-20-00. Menus : de 85 à 123 F (de 12,95 à 18,75 €). Carte : de 170 à 250 F (de 25,91 à 38,11 €).



demandé à cinq chefs, sudistes et fameux, d'interpréter cette recette provinciale à leur manière. Les frères Pourcel à Montpellier, Jacques Chibois à Grasse, Philippe Da Silva à Callas, Reine Sammut à Cadenet et Michel del Burgo de l'Hôtel Bristol à Paris ont donc tous composé de nouvelles partitions pour la tapenade.

Parmi les plus étonnantes on notera celle de Reine Sammut, très douce, aux olives vertes et à la crème d'anchovies, mais aussi celle de Jacques Chibois, une tapenade noire qu'il a eu l'audacieuse idée d'associer à des brisures de noix. « en hommage à ma mère, péruvienne d'origine ». De ces cinq tapenades haute couture, c'est sans doute cette dernière la plus innovante. On n'en attendait pas moins du cuisinier grasse, lui qui n'hésite pas dans certains de ses desserts à marier les fraises aux olives noires croustillées dans le sucre.

Guillaume Grouzet

\* Tapenades Reflets de France, 8,50 F (1,29 €) les 90 g. Tapenades de chefs Oliviers and Co., 35 F (5,33 €) les 85 g. points de vente au 04-92-70-48-20.

## BOUTEILLE

### AOC

#### premières-côtes-de-bordeaux

##### Château Barreire

Dans la mosaïque bordelaise, les premières-côtes-de-bordeaux occupent une étroite bande de palus et de coteaux sur la rive droite de la Garonne. Les vins de coteau ont plus de finesse que ceux de plaine, et le merlot accorde toute la mesure de sa rondeur et la souplesse de ses tanins. Le Château Barreire, vignoble de 13 hectares planté de 45 % de merlot et, en parts égales, de cabernet sauvignon et de cabernet franc, produit environ 90 000 bouteilles de premières-côtes, avec un rendement moyen de 50 hectolitres à l'hectare. Le raisin est cueilli à maturité, à la main, trié et éraflé à 100 %, et la vinification bénéficie des conseils d'Yves Glorès, doyen de la faculté d'œnologie de Bordeaux.

Les nouveaux propriétaires de ce domaine - constitué déjà, semble-t-il, au XVII<sup>e</sup> siècle - ont décidé d'ouvrir le chai à barriques et la salle de dégustation à des expositions de peinture et de sculpture. C'est un lieu de convivialité, somme toute assez rare dans la région, qui convient à ce vin sérieux, charpenté, apte à un vieillissement de dix à quinze ans, et dont les derniers millésimes (1994, 1996) collectionnent les médailles dans les concours. A noter la cuvée spéciale 1996, dont l'élevage en fûts de chêne a permis une belle extraction à dominante de fruits noirs. Prix très raisonnables.

\* Château Barreire rouge 1996 : 38 F TTC (5,79 €) par carton de douze. Cuvée spéciale 1996 : 48 F TTC (7,31 €) par caisse en bois de six. Château Barreire, 33550 Langoubran ; tél. : 05-56-67-02-03.

## TOQUES EN POINTE

### A Londres

#### L'ORIENTAL

Le trait dominant de la cuisine londonienne du moment est l'influence prépondérante des saveurs de l'Asie du Sud-est, même chez des chefs français ou anglais ; c'est aussi la percée d'une cuisine *modern british* intéressante ; également, le réel savoir-faire des chefs anglais, la confirmation des français, la percée des italiens et, partout, une constante attention portée à la présentation des plats et au service. Avec Eurostar, la « world cuisine » à moins de trois heures de Paris ! A l'Oriental, dans le luxueux écrin de l'hôtel Dorchester, Kenneth Poon, le chef, est chinois et sa cuisine d'inspiration cantonnaise : boulettes frites et légères, coquilles saint-jacques à la sauce aux haricots noirs, *dim-sum* (aux crevettes, poulet, châtaignes, champignons, aubergines), canard laqué aux pousses de bambou... La carte paraît interminable, mais les cuissons sont précises et les saveurs délicates. 450 références en cave, une sélection inhabituelle dans un restaurant asiatique, mis à part Tan Dinh à Paris. Menu *dim sum* au déjeuner 25 F (38 €), 3 plats 29,50 F (45 €). Le soir, menus dégustation de 47 à 88 livres (71 à 134 €) et carte végétarienne.

\* Park Lane, London W1A 1WA, tél. : 00-44-171-629-8888. Tous les jours.

#### FIFTH FLOOR

La restauration de grand magasin, pas plus à Londres qu'ailleurs, n'a très bonne réputation. Au cinquième étage de Harvey Nichols, The Fifth Floor Restaurant Bar & Café renouvelle le genre avec un restaurant de 120 couverts - terrasse d'été et grande baie vitrée sur Knightsbridge Square - dans le prolongement du département *food market*, et du Yo 1 Sushi Bar. Le cadre raffiné joue la complicité avec la cuisine du jeune chef anglais Henry Harris pour lequel une recette n'est jamais qu'un point de départ, un support de création. Cuisine plutôt « française », inspirée de reminiscences bordelaises (huîtres et saucisses grillées) et méditerranéennes : crevettes frites à l'ail et huile d'olive, lapin aux épinards, bœuf, paprika et sauce à la moutarde, loup grillé aux tomates épicées et salade d'oignons rouges. Menu (lunch) : 23,50 F (32 €). A la carte, de 29,50 F à 37,50 F (44 € à 56 €).

\* Harvey Nichols, Knightsbridge, London SW1 7RJ, tél. : 00-44-171-235-5250. Fermé samedi midi et dimanche.

#### ONE-O-ONE

Ce gigantesque aquarium donnant sur le cœur de Knightsbridge est voué à la célébration du poisson. Le jeune chef français Pascal Prouyat y prodigue les souvenirs de son enfance bretonne et de ses voyages en Afrique. Ses préparations, comme le filet de loup sauce à la crème et à l'échalote, le mulet rouge grillé, purée de pommes de terre à l'huile d'olive, ou encore le bar en croûte de sel cuit à la perfection, sont rigoureuses. Une prédilection pour le poisson qui n'exclut ni le pot-au-feu de poulet de la ferme au chou et aux morilles, ni le filet de bœuf d'Ecosse rôti, sauce au Burgundy rouge. Un repas léger qu'une galette glacée au citron et mûres viendra conclure d'une note rafraîchissante. Menus au déjeuner 21 F (31 €) pour 2 plats, 25 F (37 €) pour 3 plats, menus gourmets au dîner de 42 F à 49 F (63 € à 73 €).

\* William Street, Knightsbridge, London SW1X 7RN, tél. : 00-44-171-290-7101. Tous les jours.

#### ZAFFERANO

C'est le restaurant du très créatif Giorgio Locatelli. Sa cuisine est une variation, au sens musicologique du terme, de celle du nord de l'Italie : salade de raie au vinaigre balsamique, pain sarde à la tomate et poutargue rapée, maquereau grillé au fenouil, lapereau au Parme et polenta, spaghetti au homard, oranges sanguines au prosciutto glacé. Des plats de haut goût, servis avec délicatesse. Vins italiens. Menu de 17,50 F à 20,50 F (26 € à 31 €) au déjeuner, de 26,50 F (40 €) pour 2 plats à 36,50 F (55 €) pour 4 plats le soir.

\* 15 Lowndes Street, London SW1X 9EY, tél. : 00-44-171-235-5800. Fermé le dimanche.

Jean-Claude Ribault

## La tapenade

A la dernière édition du Salon des métiers de bouche, le Sirha, qui se tenait à Lyon au mois de janvier, la tapenade était le produit à la mode. Près d'une dizaine d'exposants en présentait des recettes sur leurs stands. A l'époque où la cuisine méditerranéenne est portée au pinacle et où seuls les sushis semblaient pouvoir lui faire encore concurrence lorsqu'il s'agit pour un restaurant d'être « dans le coup », on ne s'étonnera pas que cette préparation provençale soit aujourd'hui à l'honneur. Un bœuf aurait vite fait de confondre la tapenade avec une simple pâte d'olive hachée, comme l'affectionnent nos voisins transalpins. Halte-là ! Notre hachis d'olives est autrement complexe, car il contient en proportions variables, mais obligatoires, au moins deux autres éléments : l'anchovy et la capre. C'est d'ailleurs à cette dernière qu'il doit son nom : « tapeno » étant le nom provençal de la capre. Selon Jean-Baptiste Reboul dans sa *Cuisinière provençale*, la tapenade aurait été inventée à Marseille, « mélange d'olives noires, de filets d'anchovy, de thon, de moutarde

anglaise et de capres ». La grande nouveauté de ces dernières années, c'est que la tapenade soit passée du noir au vert. « Même si nous vendons encore un pot de l'une pour six de l'autre », raconte Pierre Arnaud, un fabricant de Tarascon, cette bichromie dans les tapenades est relativement neuve.

La tapenade verte, confectionnée avec des olives plus jeunes et moins gorgées de suc, a généralement des saveurs douces et plus herbacées, tandis que la classique noire a un goût plus affirmé et légèrement réglissé. Dans ces deux cas, on la trouve désormais sans difficulté au rayon épicerie des supermarchés, mais, chose plus étonnante, dans certains d'entre eux elle existe au rayon frais. C'est le cas, par exemple, des magasins Continent, qui proposent à leur marque, Reflets de France, des tapenades fabriquées près d'Alès, et qui sont rapidement pasteurisées et non pas stérilisées comme c'est le cas de celles vendues habituellement en épicerie sèche. Enfin, preuve ultime de la vogue de la tapenade, Olivier Baussan, le très élégant créateur des boutiques Oliviers and Co., a

Grasse, Philippe Da Silva à Callas, Reine Sammut à Cadenet et Michel del Burgo de l'Hôtel Bristol à Paris ont donc tous composé de nouvelles partitions pour la tapenade. Parmi les plus étonnantes on notera celle de Reine Sammut, très douce, aux olives vertes et à la crème d'anchovies, mais aussi celle de Jacques Chibois, une tapenade noire qu'il a eu l'audacieuse idée d'associer à des brisures de noix. « en hommage à ma mère, péruvienne d'origine ». De ces cinq tapenades haute couture, c'est sans doute cette dernière la plus innovante. On n'en attendait pas moins du cuisinier grasse, lui qui n'hésite pas dans certains de ses desserts à marier les fraises aux olives noires croustillées dans le sucre.

Guillaume Grouzet

\* Tapenades Reflets de France, 8,50 F (1,29 €) les 90 g. Tapenades de chefs Oliviers and Co., 35 F (5,33 €) les 85 g. points de vente au 04-92-70-48-20.

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**Yugaraj**

Spécialités Indiennes

"Yugaraj" demeure, dans sa catégorie, l'un des plus hauts représentants parisiens. Cadeaux 99 - 14/20

A midi le Delhi-Express 130 F

Carte environ 180 F à 190 F

14, rue Dauphine 01.43.26.64.31 - Fermé lundi midi

**PARIS 5<sup>e</sup>**

"Un des restos indiens plus connus" (TELERAMA)

**MAHARAJAH**

72, bd Saint-Germain Se

127 F - 169 F - Climat.

01.43.54.26.07 / T.L.J.

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**Vagenende**

Maison créée en 1904

Cuisine traditionnelle et du marché

Service continu 11h de midi à 1h du matin

142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**BISTROT & RESTAURANT**

Maison de la Catalogne

VINS ET PRODUITS CATALANS

4-6-8, rue du Commerce St-Anthony / 01.55.42.16.19

Au Bistrot Formules à 78 F et 85 F + tapas

Salon de thé après-midi. Ouvert 7j/7

et 1<sup>er</sup> et Restaurant avec Menu-Carte à 180 F

pour Banquets et Cocktails - Fermé Lundi.

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**La Chope d'Alsace**

Repas d'affaires

Menu 169 F

4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup>

Rés : 01 43 26 67 76

Ouvert jusqu'à 2 h du matin

Parking rue de l'Ecole de Médecine

**PARIS 7<sup>e</sup>**

**LES MINISTÈRES**

Depuis 1919 un brin de Paris.

Menu 175 F apéritif et vin compris.

Servi même le Samedi et Dimanche.

30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37

**LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE**

**PARIS 7<sup>e</sup>**

**LA TERRASSE**

Face à l'Ecole Militaire, qualité et tradition.

au 1<sup>er</sup> étage : un restaurant gastronomique.

Menus 180 F vin et café compris.

Menus prestigieux à 215 F avec le sommelier.

- Banc d'huîtres -

2 pl. de l'Ecole Militaire - 01.45.51.62.60

**PARIS 7<sup>e</sup>**

**Le Bistrot de Breteuil**

Sérieux - Qualité - Prix

Une adresse qu'on ne peut que vous recommander : le haut de gamme des formules tout compris. Jugez vous-même : une sélection de produits frais de première qualité parmi les plus appréciés (pour ne pas dire les plus chers), des vins directs de propriété, le tout pour 282 F (apéritif, vin et café compris). Très rare, dans un tout compris, 6 superbes files de claires de Maroilles.

Ouvert 7j/7.

3, place de Breteuil

01.45.67.07.27

**PARIS 11<sup>e</sup>**

**LE JARDIN DU CURÉ**

Béni soit qui bien y mange !

"Cuisine du marché à l'excellent rapport qualité/prix". Menu 89 F et 129 F. Fermé dim. soir

6 av. Parmentier 11<sup>e</sup> - 01 43 79 19 61

46 r. Jacques Hillairet 12<sup>e</sup> - 01 43 42 18 22

**PARIS 14<sup>e</sup>**

**LA CREOLE**

Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12

Spécialités des îles, dans une luxueuse de verdure et de souvenirs. Le rendez-vous du show-bizz, des arts et des lettres. L'un des plus anciens restaurants antillais de la capitale. Carte 220 F env.

122, boulevard du Montparnasse

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE"

renseignements : ☎ 01.42.17.39.40 - Fax : 01.42.17.39.45



# Soleil au nord, pluie au sud

MERCREDI, une dépression sur le Portugal injecte de l'air humide par la Méditerranée en direction du sud du pays. Au nord, l'anticyclone britannique influence favorablement le temps. Les températures sont plutôt au-dessus des normales saisonnières.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Du sud de la Bretagne au Val de Loire, le ciel sera partagé avec un petit risque d'ondée le matin. Le soleil l'emportera plus au nord. Il fera de 14 à 20 degrés.

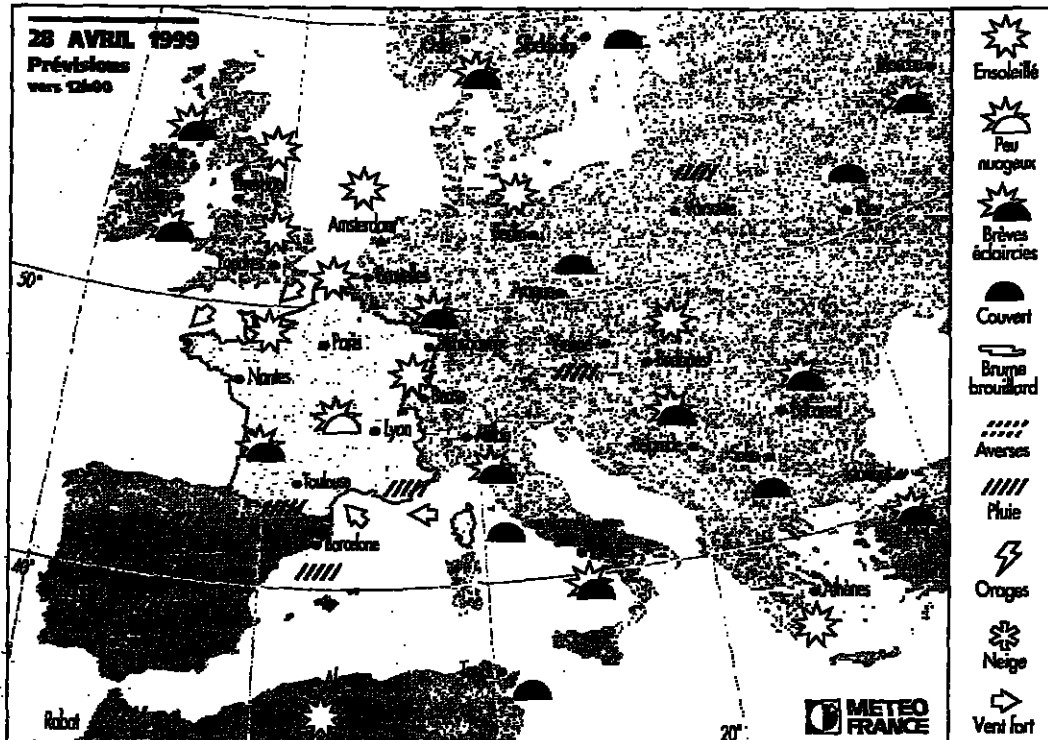
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le soleil dominera sauf au sud de la Loire où quelques nuages circuleront encore. Il fera près de 20 degrés, mais guère plus de 15 degrés près des côtes.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Dans le sud de la Bourgogne, la Franche-Comté et la région de Mulhouse, quelques nuages viendront taquiner le soleil. Celui-ci sera impétueux plus au nord. Il fera de 18 à 22 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le temps restera très incertain sur ces régions. Les éclaircies seront peu nombreuses et plutôt réservées à la matinée. Des ondées se déclencheront. En revanche, le Poitou-Charentes profitera d'un temps plus sec. Il fera de 18 à 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le ciel hésitera entre soleil et nuages, ceux-ci finiront par l'emporter dans le sud de l'Auvergne et le Dauphiné avec de la pluie au fin de journée. Il fera près de 19 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Une nouvelle vague pluvieuse abordera ces régions en matinée. Les pluies seront marquées en Languedoc. La Corse retrouvera rapidement le soleil. Celui-ci gagnera la côte provençale l'après-midi, mais le vent d'est soufflera très fort (rafales à 100 km/h). Il fera de 15 degrés en Languedoc à 25 degrés sur la côte occidentale de la Corse.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **TRAIN.** Moins de deux heures en TGV sur le Paris-Nantes, dès le 30 mai, et 21 fréquences quotidiennes au lieu de 15, avec des départs toutes les trente minutes aux heures de pointe depuis des voies « dédiées », c'est-à-dire réservées à la destination. Idem vers Bordeaux avec six TGV supplémentaires en semaine et vingt allers-retours quotidiens. La SNCF annonce également Granville, situé en face des îles Chausey, à moins de trois heures de Paris. Le temps de voyage pour le Cotentin est ainsi réduit de quarante minutes depuis Paris (150 F, 22,8 € par trajet en tarif « découverte J-8 »). Réservations au 08-36-35-35-35.

■ **HÔTELS.** Trente établissements du Groupe Concorde affichent en France et en Europe des formules à prix doux durant les fins de semaine. La brochure « Bon week-end », présentant vingt étapes, est disponible auprès de la centrale au 0800-05-00-11.

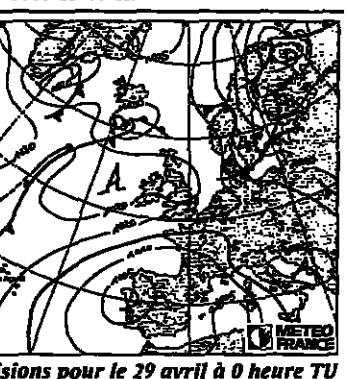
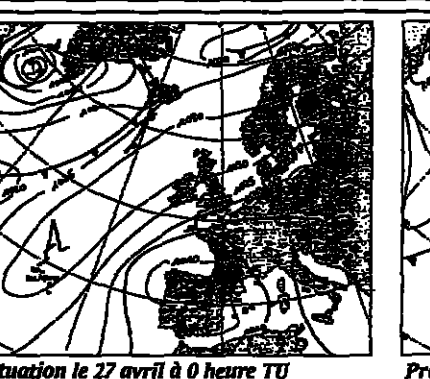
PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE	température	état du ciel
ALGER	12/23 S	
BARCELONE	9/17 N	
BORDAUX	10/19 N	
BRESCIA	9/18 N	
BREST	9/15 S	
CAEN	10/16 S	
CHERBOURG	9/14 S	
CLERMONT-F.	7/18 N	
DIJON	8/18 N	
GENÈVE	5/19 N	
LILLE	10/19 S	
LIMOGES	9/18 N	
LYON	8/18 N	
MARSEILLE	11/18 P	

température	état du ciel
25/31 N	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	
22/29 S	

température	état du ciel
10/23 C	
12/15 P	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	
7/18 S	



## PRATIQUE

# Le congé parental d'éducation demeure l'apanage des femmes

ENFIN femme au foyer ! Grâce au congé parental, Cécile peut cesser de travailler pendant un an pour profiter de l'éducation de son bébé. Pierre, son mari, aurait bien aimé prendre sa place, mais comme il avait le salaire le plus élevé, le couple n'a vraiment pas eu le choix. Les différences des niveaux de salaires masculins et féminins font, le plus souvent, du congé parental une affaire de femmes : selon la dernière enquête du ministère du travail, sur les 95 000 bénéficiaires de ce congé en 1992, leur proportion était de 98,5 % dans le secteur privé et de 99 % dans la fonction publique.

En droit, le congé parental d'éducation est ouvert aux hommes comme aux femmes justifiant d'au moins un an d'ancienneté à la date de la naissance de l'enfant, ou à celle de l'arrivée au foyer d'un enfant adopté. Il peut être à temps complet ou partiel (de 16 à 12 heures par semaine). L'employeur ne peut pas refuser, même si l'entreprise est de petite taille. Certains tentent pourtant de dissuader leurs employés. « Le directeur a fait courir le bruit que je ne serai pas remplacée et mes collègues

ont fait pression pour m'inciter à renoncer », raconte Laetitia.

La durée maximale du congé est d'un an renouvelable deux fois, soit trois ans. Il n'y a pas de minimum : on peut demander un congé parental de trois mois, et le renouveler à deux reprises en choisissant librement le temps de prolongation, à condition que le total (durée initiale plus prolongations) n'excède pas le troisième anniversaire de l'enfant ou la troisième année de son arrivée au foyer, s'il est adopté. Si l'enfant adopté est âgé de plus de trois

ans et de moins de seize ans, le congé parental ne dépassera pas un an. Mais on peut enchaîner plusieurs congés successifs en cas de nouvelle naissance ou adoption sans qu'il soit nécessaire d'avoir repris son activité.

### TEMPS PARTIEL DIFFICILE

En revanche on ne peut interrompre son congé à tout moment. La réintégration n'est automatique qu'en cas de décès de l'enfant, ou de baisse subite des revenus du ménage, par exemple si le conjoint se

retrouve au chômage. Sinon, il faut solliciter l'accord de l'employeur par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum un mois avant la date de la reprise. L'employeur n'est pas autorisé à licencier pendant un congé parental, sauf pour motif économique. Le travailleur a droit alors à l'intégralité des indemnités Assedic.

Des difficultés surgissent souvent lorsqu'on négocie un congé parental à temps partiel : les salariés n'obtiennent pas toujours les jours et des horaires de travail qu'ils sou-

haitent. Lors du retour dans l'entreprise, les intéressés ont souvent du mal à négocier un temps partiel comme la loi le leur permet. Beaucoup ne retrouvent pas leur poste ou un emploi de qualification équivalente. « Il n'est pas rare, au retour d'un long congé parental, de se voir affecté dans un autre service, ou muté dans une succursale. S'il y a une clause de mobilité dans le contrat, il sera impossible de protester. Et même s'il n'y en a pas, on ne peut pas considérer que la mutation soit une modification substantielle du contrat de travail, car sur ce point la jurisprudence est actuellement défavorable aux salariés », constate-t-on au Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (CNIDFF).

### ANCIENNETÉ ET RETRAITE

La période de congé parental est prise en compte pour moitié dans le calcul de l'ancienneté professionnelle, et en totalité pour la retraite. Les femmes sont avantagées à cet égard, parce qu'elles bénéficient de deux années supplémentaires par enfant, dans le cadre de leur calcul de trimestres. En revanche, avec un congé parental de trois ans, elles

perdent un an. « J'ai bien conscience de vivre les plus belles années de ma vie en voyant grandir mon enfant. Je l'emmène partout avec moi, il est exactement comme je le rêvais. Mais je sais que je sacrifie mon niveau de vie à venir, car je compte avoir un autre enfant pour lequel je prendrai un nouveau congé », remarque Cécile.

Car lorsqu'on bénéficie d'un congé parental, on ne reçoit aucune rémunération, sauf si c'est prévu par la convention collective. On ne perçoit pas non plus d'allocation, du moins pour le premier enfant. À partir du deuxième enfant, on peut obtenir une « allocation parentale d'éducation » (3 045 francs par mois, soit 464 €) à condition d'avoir eu une activité antérieure d'au moins deux ans dans les cinq années précédant la naissance du dernier enfant à charge. Enfin, toute activité professionnelle est interdite, sauf celle d'assistante maternelle. Ces conditions interdisent pratiquement à un parent isolé de prendre un congé parental, sauf s'il bénéficie d'une pension alimentaire.

Michaëla Bobasch

## Les démarches

● **Formalités.** Pour accéder au congé parental au congé maternité, envoyer à l'employeur une lettre recommandée avec accusé de réception, au moins un mois avant le terme du congé de maternité. Dans les autres cas, s'y prendre au moins deux mois à l'avance. Pour un renouvellement, envoyer à l'employeur une lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant l'expiration du congé parental. Attention, si les délais

n'ont pas été respectés, le congé peut être refusé.

● **Conversion sociale.** Maintien des droits et des prestations en nature (remboursement des dépenses de santé) pendant la durée du CPE. Ensuite, on retrouve les droits aux prestations en nature et en espèces (indemnités journalières) pour douze mois, lors de la reprise du travail après le CPE ou après un congé maladie ou maternité le prolongeant.

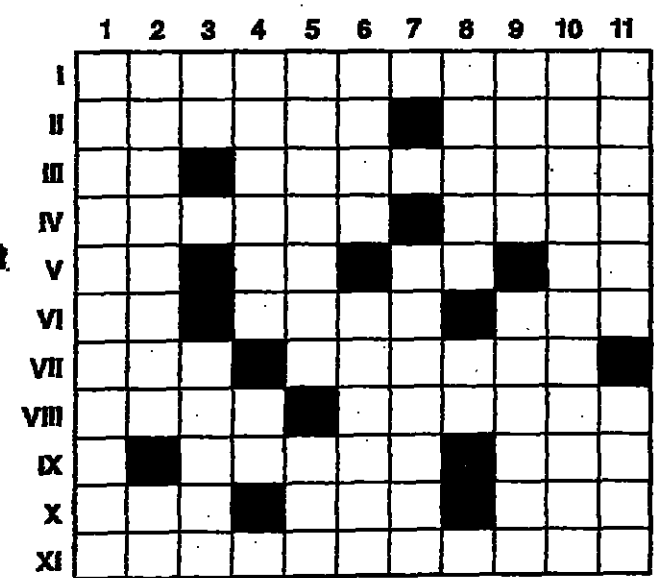
● **Adresses.** Le Centre national d'information et de

documentation des femmes et des familles (CNIDFF, 7, rue du Jura, 75013 Paris, tél. : 01-42-17-12-34) informe gratuitement. Permanence téléphonique : de 9 h à 12 h 30, mardi, mercredi et jeudi. Entretiens sans rendez-vous : mardi et jeudi de 13 h 30 à 17 h 30. Documentation : de 13 h 30 à 17 h 30. Le CNIDFF édite un guide : *Maternité, femmes salariées* (32 p., 45 F). Minizit : 3615 CNIDFF (2,23 F la minute). Internet : [www.informefemmes.com](http://www.informefemmes.com) ou [www.cnidff.com](http://www.cnidff.com). Le CNIDFF fédère 120 CIDEF en région.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99100

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

1. Une excuse quand ça va mal. - 2. Finit en boîte. Où il est toujours difficile de larguer les voiles. - 3. Négation. Très regrettable. - 4. Un sonal sous la coupole. Difficile de passer au travers. - 5. Article retourné. Mesure. Cube chiffé. Lettres d'enregistrement. - 6. Le chlore. Permet au Tasse de taquiner la muse. A laissé un col. - 7. Sans changement. Touchée par derrière. - 8. Utiliser. Doux ou rude, on vit

### VERTICALEMENT

1. Suppositions qui n'ont rien à voir avec le 1 horizontal. - 2. Dépassant sur les côtes. Prises en compte. - 3. Le néodyme. Pour une prise au lancer. - 4. Chacun pour soi, telle est sa loi. Personnel. - 5. Peut être entendu. Qui ne seront

pas entendus. - 6. Neige éternelle. Musique de raves. - 7. Pratiquer l'ouverture. - 8. N'est plus de mise au Vatican. Bout de limace. - 9. Dit tout une fois ouverte. De plus en plus nombreuses. - 10. Indique que tout n'est pas perdu. - 11. Compositeur roumain. Pour travailler la terre.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 99099

**HORIZONTALEMENT.** 1. Coude à coude. - 2. Après-demain. - 3. Question. Ed. - 4. Us. Légère. - 5. Écriture. Anet. - 6. Tuiler. Est. - 7. El (le). Léa. Réa. - 8. Mener. TGV. - 9. Arcs. Réa. - 10. Non. Epée. In. - 11. Transigeant.

**VERTICALEMENT.** 1. Caquètement. - 2. Opusculé. Or. - 3. Ure. Ri. Nana. - 4. Dessiller. - 5. Est. Tierces. - 6. Adultes. Spl. - 7. Cère. Rat. Eg. - 8. Oméga. Grée. - 9. Ua. Enervé. - 10. Diérèse. Vin. - 11. Endettement.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 457.

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gendreau  
94020 Ivry cedex

Président-directeur général : Dominique Alday  
Directeur général : Stéphane Goss  
21bis, rue Claude-Bernard - 92 218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

## Voyez rouge !

1. Tirage : E I L P R S S.  
a) Six cases rouges (Nord, Nord-Est, Est, Sud-Est, Sud et Sud-Ouest) sont ouvertes. Occupez-les avec des mots rapportant respectivement 34, 45, 39, 48, 49 et 33 points.

b) Avec ce même tirage, trouvez deux sept-lettres et placez l'un d'eux pour 93 points.

N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) C D E E I N O : trouvez un sept-lettres. H L M O T S Y : trouvez un sept-lettres.

Solutions dans Le Monde du 5 mai.



### Solutions du problème paru dans Le Monde du 21 avril.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque cette référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) PANSUE et EPOUSA. b) SOU-

PAPE, 5 E, 44. c) SOUPANE, québ., porridge. d) SUBPOENA, québ., assignation à comparaître. M 6, 82 - APEURONS, L 4, 70 - EPANOUIS, 6 B, 64 - EPOUSANT, 9 A, 62 - EPAULONS, O 4, 61. e) CARGUEE - GONNELLES (ou GONNELLE), poisson - ENCOLLES.

Michel Charlemagne

سكزا من الأصل

## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**DANSE** L'artiste flamand Jan Fabre, inventeur du Bic-Art et créateur de spectacles incassables, est encore peu connu en France. Plasticien, il sculpte et dessine. Drama-

turgen, il a écrit des pièces de théâtre dès l'âge de seize ans et s'attaque à tous les genres, théâtre, danse, opéra. Il pourrait dire de lui-même, comme le général Patton, héros de

son dernier spectacle : « Je reviens, aussi longtemps que le monde sera un champ de bataille ! » ● **THE FIN** comes a little bit earlier this siècle vient d'être représenté à Strasbourg

(après Paris et avant Séville, Budapest et Berlin). Ses spectacles sont souvent peuplés d'animaux vivants ou morts... obsessions qu'il détiendrait du fait qu'il descend de l'ento-

mologiste Jean-Henri Fabre. ● **IN-SECTES**, carapaces, viandes... se retrouvent aussi dans les sculptures exposées à la galerie La Chaufferie à Strasbourg, jusqu'au 16 mai.

## Les obsessions de Jan Fabre, perpétuel rénovateur du spectacle vivant

L'artiste flamand a pris le général Patton pour héros de son dernier spectacle ; les figures de ses créations plastiques récentes sont de drôles d'insectes ; plasticien, chorégraphe, dramaturge... il n'en finit pas de s'interroger sur l'évolution des espèces et de l'art

TREIZE HEURES, Jan Fabre est en retard. Trop tôt, ou trop tard pour cet homme qui déteste la notion de l'heure ? En France, on ne sait rien, ou si peu, de l'Anversois qui vient de présenter (*Le Monde* du 31 mars) *The fin comes a little bit earlier this siècle*, une pièce dont le général américain Patton est le héros. Jamais on ne parle ici de son travail de plasticien. Quant à ses spectacles, portés aux nues dans les années 80, ils sont aujourd'hui reçus avec circonspection. Faute de savoir quoi en penser.

Il faut dire que l'homme est rétif à tout étiquetage. A seize ans, enfant prodige, il a déjà écrit plusieurs pièces de théâtre (qui ne seront jouées qu'à partir de 1989). A dix-sept ans, il peint avec son sang, s'expose plié dans une boîte avec des escargots, qu'il a rayés aux couleurs du drapeau belge. Il étudie à la fois aux Arts décoratifs et à l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers. A Anvers, il habite rue Rubens. A New York, à la Galerie Mott, il joue avec le feu, brûle les dollars que les spectateurs lui ont donnés. Il faut qu'il expérimente le monde avec son corps. Il faut qu'il invente en une tension extrême ses propres rites d'initiation.

A la fin des années 70, il commence à dessiner avec une pointe Bic. Coup de génie dont il saura pas abuser. Le « Bic-Art », étonnant bleuissement de l'univers, sorte de *blue denim* de l'écriture, deviendra une partie essentielle de son œuvre. Bleu, comme une décharge d'adrénaline. A vingt-deux ans, il se jette toutes griffes dehors dans le sabotage du genre théâtral, créant le scandale avec *Théâtre avec un K* est un *matou* - panoplie de fous et foute à fond les manettes. Invitée à Milwaukee par un comité de philosophes, la pièce lui vaut d'être embarquée par la police. Toujours à New York, en 1982, il demande à des critiques de jouer à la roulette russe avec lui. C'est la dernière épreuve publique qu'il s'indigne. Toujours vivant, il peut s'autoriser à devenir artiste.

A savoir : poser la question de son immortalité. La réincarnation ? Il tient le pari d'avoir sept vies en une seule. Pari qui l'oblige à faire sauter les limites entre les arts. Léonard de Vinci est un de ses modèles. Sur un tableau, il a écrit alors qu'il est encore adolescent : « Un homme qui n'est pas un mythe n'est pas un homme. » Documenta de Kassel, Biennale de Venise, il expose dans le monde entier. Tout en continuant à



« The fin comes a little bit earlier this siècle » au Théâtre de la Ville, à Paris le 13 avril : « Nous vivons une époque obsédée par la mesure. Des corps qui bougent sont impossibles à mesurer. »

éprouver la validité des règles théâtrales avec *C'est du théâtre comme il était à espérer et à prévoir*, une époque de huit heures, puis avec *Le Pouvoir des folies théâtrales*, qui sera photographié par Robert Mapplethorpe.

L'opéra et la danse sont passés à leur tour à la moulinette de ses fantasmes. Deux réussites : *Das Glas im Kopf wird vom Glas* (photographié par Helmut Newton), et *Silent Screams, Difficult Dreams*. Spectacles peuplés de grenouilles, de carpes se mourant dans du gros sel, de chats attachés, de faucons, de masques de hiboux, d'araignées rouges scorpionnesques. Il affirme être un descendant de Jean-Henri Fabre, l'entomologiste français. Ce qui expliquerait son obsession pour l'évolution. Du singe à l'homme. Rites et parades des animaux. Stratégies des insectes. Vie et survie... Au Théâtre de la Ville (qui soutient l'artiste depuis 1990), Jan Fabre est annoncé, il arrive, le voilà, ramassé sur lui-même à s'en tenir penché. Il dort debout. Il vient d'avoir quarante ans. Se dit « heureux d'avoir su couper

court au battage publicitaire autour de cette fin de siècle. Que, dans sa création, c'est le sous-titre Business as Usual qui est important, car cette date symbolique de l'an 2000 ne changera rien à son travail ! »

« Avons-nous encore suffisamment de dignité pour comprendre les hommes qui tuent ? »

Une pièce forte, au-delà de la guerre. Et pourtant en plein dedans. Héros : le général Patton (Jan De-corte). Son ordonnance, un homme de petite taille (Jürgen Verbeeyn). Des auxiliaires militaires féminins. Un décor clos par des étagères remplies d'uniformes pliés, de bobines de films. Camp de travail ? Magasin d'archives ? La Kafka ? Un man-teau tient debout tout seul. Il parle.

Des formes au sol grouillent et gémissent. Entre mort, blessure et orgasme. Hilarant ? Pas pour longtemps. Car cette fille brune (Erna Omarsdottir) qui revient claquer régulièrement une blonde - Els De-cenkeller, égérie de Fabre, dans un rôle de gourde - met mal à l'aise.

Axiome de Patton : qu'on joue, ou qu'on fasse la guerre, c'est toujours pour gagner. Echec et mat. « Ce n'est pas une pièce sur la guerre au sens guerrier, mais sur la manière dont on se bat pour garder son territoire, explique Jan Fabre. Cette lutte est ce qui nous tient éveillés. Car au bout il y a la mort. C'est elle qui, parce qu'elle nous effraie, nous garde en mouvement. Le général Patton est un romantique, le descendant des vieux guerriers qui croient au combat d'homme à homme. Il enseigne qu'on ne peut tuer les gens à distance, sans voir leur visage. "Je reviendrai, dit-il, aussi longtemps que le monde sera un champ de bataille !" Cette métaphore vaut pour l'artiste. » Hanter les consciences. S'engager dans son époque. Les interprètes, à tour de rôle, viennent murmurer à Patton

une phrase qu'ils n'osent achever : « On dit qu'il existe des armes miraculeuses... » Celles des frappes chirurgicales ?

La mise en scène balance entre idéalisme et divertissement à l'américaine, avec claquettes et Frank Sinatra. « C'est le rythme entre l'Ancien Monde et le Nouveau Monde. Mais la question est la suivante : avons-nous encore suffisamment de dignité pour comprendre les hommes qui tuent ? Les Américains ont tué les Indiens. On tue, puis on justifie. Peut-être n'a-t-on déjà plus le droit de poser cette question ? Prenons l'exemple du génocide au Kosovo : dans cinquante ans, un musée racontera l'histoire des Musulmans dans cette région. »

Pour *The fin comes a little bit earlier this siècle*, les acteurs, les danseurs ont travaillé avec un chimpanzé. « Les animaux intelligents sont une défaite de l'innocence », constate Fabre. Une fille peint en vert la peau d'une autre. « Katja et Sandra Noel-mans sont de vraies jumelles. La peinture verte simule le camouflage du caméléon, une parade de la nature, de la survie, imitée par l'armée pour se

protéger, et surprendre l'ennemi. » Les insectes, source d'apprentissage pour les stratégies militaires. Un sujet souvent exploré par les films de science-fiction.

Manipulation génétique, génellité, clonage : ces avancées de la science ouvrent, selon Jan Fabre, jeune émule du metteur en scène David Cronenberg, une voie possible à la survie de l'espèce. D'où cette urgence à construire des métaphores démontrant que les facultés d'adaptation créent toujours des différences entre les humains. D'où cette fascination pour les uniformes, la mode, ces camouflages derrière lesquels les individus se dissimulent. Pour tous les phénomènes de mimétisme... Dominants/dominés. Grands/petits. Fracas/silence. La répétition des mêmes gestes, des mêmes mots disent l'obsession et l'hystérie.

La question du fascisme est au centre. Une étude, presque mot à mot, de ce qu'écrivait Primo Levi dans *Si c'est un homme*, livre dans lequel il ausculte sa vie à Auschwitz : « La faculté qu'a l'homme de se creuser un trou, de sécréter une coquille, même dans des circonstances désespérées, est un phénomène stupéfiant qui demanderait à être étudié de près. » Fabre cherche les formes de l'ironie pour « dire qu'on ne peut plus exprimer ce qui est vraiment significatif. » Corps ficelés, pesés, mesurés : « Nous vivons une époque obsédée par la mesure. Des corps qui bougent sont impossibles à mesurer. Seuls les choses mortes peuvent l'être. Le monde dans lequel nous vivons, celui de la médiatisation, ne se situe ni dans le flux ni dans la mobilité, mais dans le moment figé. "Théâtre" est, cadre, calibrage, minutage en temps réel... » Quelle musique accompagnera ce siècle qui s'achève ? Janacek et Xenakis. Joués à merveille sur scène par le Spiegel String Quartet : « Janacek a écrit cette musique alors qu'il venait d'être quitté par une femme, dit le chorégraphe. Xenakis compose son œuvre sur la mémoire des camps. J'ai ainsi réuni deux musiques fondées sur le chagrin pour une pièce où les personnages essaient de réunir les bribes de leurs souvenirs. » Que s'est-il vraiment passé au XX<sup>e</sup> siècle ?

Dominique Frérot

★ Prochaines représentations : 7 et 8 mai au Teatro Central, Séville (Espagne) ; 26 au 28 mai au Trafo, Budapest (Hongrie) ; 2 au 5 juin au Hebbel Theater, Berlin (Allemagne).

## Des scarabées et des hommes

**JAN FABRE.** La Chaufferie, 1, rue de l'Académie, 67 Strasbourg. Tél. : 03-88-35-38-58. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mai.

Tandis que Jan Fabre jouait *The fin comes a little bit earlier this siècle* au Théâtre du Mallion (où il venait pour la première fois), La Chaufferie (dont la programmation est confiée à des enseignants de l'Ecole nationale des arts décoratifs de Strasbourg) exposait plusieurs de ses œuvres. « Elle répond au désir du monde du Mallion, dirigé par Nadia Derrar, et de La Chaufferie de faire connaître un artiste singulier, assez peu connu en France comme plasticien », explique Françoise Birgy, chargée des relations extérieures de la galerie.

Les voiles en ogives créent un environnement « gothique » qui convient aux œuvres exposées, imaginées autour de l'idée de protection, de niches, mais aussi d'évolution de l'espèce humaine. Autant de thèmes qui croisent ceux de *The fin comes a little bit earlier*. Il y a la série des *Gardiens d'abeilles*, silhouettes monacales faites de scarabées verts aux couleurs irisées. Ces centaines de carapaces, cousues entre elles comme des habits de haute couture, se transforment en une matière

presque soyeuse, à la fois inquiétante et fétérique.

Viande, un morceau suspendu à un croc, est aussi modelé à partir d'insectes bruns, troués de rouge. Dans la série des *Cocons*, deux ont été sélectionnés. Nids d'oiseaux compacts, réalisés avec « bois, merde, terre, plâtre et encre de Bic ». *Silencio Mundi* est une pièce de 1999 : un gantelet d'armure, prothèse que l'on retrouve dans l'opéra *Silent Screams, Difficult Dreams*, supporte un globe de scarabées verts. On avait déjà vu dans la galerie anversoise Ronny van de Velde une mappemonde créée avec des coléoptères. Aujourd'hui, une colonne vertébrale animale surgit de ce globe parfait, telle une épée.

### L'HEURE BLEUE

Cette sculpture a des similitudes avec la série *Without Title Yet, Human Bones*, variations sur os blaqués et épinos dorsales formées d'insectes. Une installation sur la matière et l'ombre portée, qui suggère le vivant, le mou caché derrière les os... Ici, juste quelques traces de pointe Bic, comme un clin d'œil à ses travaux qui contribuent à le rendre célèbre. Citons seulement la performance *Die Blaue Raum*, coloration au stylo bille de toute une galerie berlinoise, à l'« heure bleue », c'est-à-dire à l'instant où la nuit s'achève,

avant que le jour ne se lève. Le Bic bleu sert aussi aux dessins pour la préparation des spectacles vivants, des performances.

Fabre aurait pu, comme Christo l'emballleur, être celui qui « bleuait » à tout jamais les paysages, les monuments célèbres. Comme le château Tivoli, à Malines. Il a su sortir de ce qui l'aurait enfermé : « Je suis un romantique par la conscience immédiate des atteintes à ma liberté. Je suis toujours en attente de la semaine du long week-end, de sept jours et sept nuits, sans lundi, ni mardi, etc. J'ai l'idée d'un temps au marché noir dans lequel rien n'est défini. Le dessin, l'écriture ne me permettent de vivre dans un temps dont je fixe moi-même les limites. Le succès est un poison. Je ne fais pas un travail qui s'inscrit dans les modes d'aujourd'hui. » On a beaucoup parlé de son œuvre (de ses dessins, les sculptures ne pouvant être dissociées de ses spectacles vivants), en termes de chaos et d'ordre. L'artiste recherche les multiples visages de la confusion.

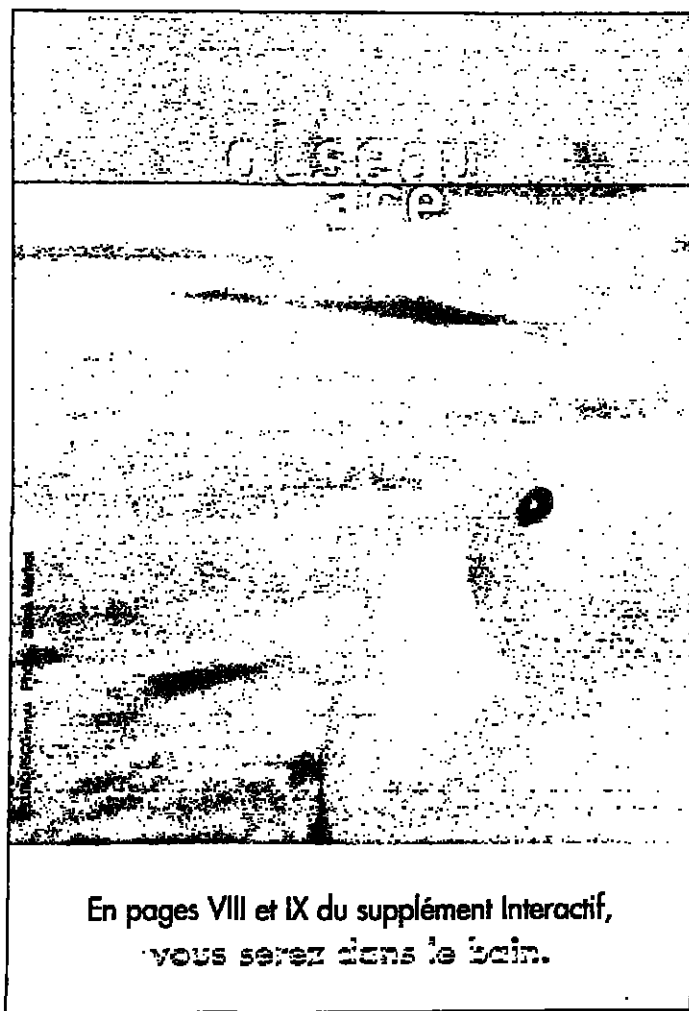
Un catalogue est en cours d'édition. Dietmar Kamper, anthropologue allemand, en a écrit les textes. Signalons que l'artiste vient de créer avec quelques plasticiens et critiques une revue appelée *Janus*. Le dieu à double face.

D. F.

## Un homme double

● Les débuts. 14 décembre 1958, Jan Fabre (descendant de l'entomologiste français Jean-Henri Fabre) naît à Anvers. 1975-1980 : écrit des pièces de théâtre. ● 1976-1980. Performances à Anvers, à New York, à Berlin (*My Body, My Blood, My Landscape, Money Performance, Bill Us Later*, etc.). Débuts du Bic-Art, sa marque de fabrique.

● Principaux spectacles. 1980 : *Théâtre écrit avec un K* est un *matou*, Ankervil Theater, Anvers. 1982 : *C'est du théâtre comme il était à espérer et à prévoir*, Stalker, Bruxelles. 1984 : *Le Pouvoir des folies théâtrales*, Théâtre Goldoni, Venise. 1987 : *Das Glas im Kopf wird vom Glas/Sections* dansées d'un opéra qui sera créé en 1990, Opéra d'Anvers. 1990 : *The Sound of the Hand Clapping*, pièce pour le Frankfurt Ballet de Forsythe (première invitation au Théâtre de la Ville), qui sera intégrée, la même année, à son deuxième opéra *Silent Screams, Difficult Dreams*, Documenta de Kassel. 1991 : *Sweet Temptations*, Festival de Vienne. 1993 : *Da un'altra faccia del tempo*, Bruxelles. 1996 : *Universal Copyright*, Bruxelles. 1997 : solos pour ses danseurs sur *Les Quatre Tempéraments d'Hindemith*, Utrecht-Louvain. 1997 : *Glowing Icons* (sur les mythes de notre siècle).



En pages VIII et IX du supplément Interactif, vous serez dans le bain.



## La trova, chanson des troubadours cubains

Trois nuits parisiennes sont consacrées à ce genre sentimental et patriotique, apparu à Santiago à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

**SANTIAGO (Cuba)**  
de notre envoyé spécial  
A Santiago, capitale de l'Orient (est de Cuba), berceau de la révolution, la calle Heredia est la première rue que repère l'étranger. Occupée pendant la journée par quelques marchands de souvenirs, bordée de maisons coloniales, elle débouche sur le parc Céspedes, la place centrale où chaque dimanche soir se produit la Banda municipal. Une fois dépassé le luxueux hôtel Casa Grande, il suffit de remonter quelques mètres pour arriver à la Casa de la trova. Une institution, un lieu de vie. «Après le triomphe de la révolution, l'Etat a cherché tous les musiciens qui traînaient dans la rue, démunis, survivant seulement de quelques pièces récupérées dans les cafés lorsqu'ils passaient l'après-midi à chanter. D'une voix douce et posée, Zaida Reyte raconte comment tout a commencé, comment sont nées dans les villes, les «casas de la trova», sortes de foyers municipaux dédiés à ce genre. Chanson populaire créée à la fin

du XIX<sup>e</sup> siècle à Santiago par les trovadores, troubadours poètes et chanteurs qui s'accompagnaient à la guitare, la trova traditionnelle décline à l'infini les thèmes de l'amour, les hymnes à la femme – surtout –, à la nature, à la patrie et à ses héros. «Tous les trovadores ont dédié une œuvre à José Martí», dit le musicologue Lino Betancourt Molina, invité en mars à la 37<sup>e</sup> édition du Festival de la trova de Santiago, qui s'ouvre chaque année par une cérémonie devant la tombe de cette figure mythique de l'histoire cubaine.

Imposante mama, Zaida ne pensait pas devenir un jour chanteuse professionnelle, salariée (elle reçoit actuellement 200 pesos par mois – un peu moins de 60 francs), comme tous les musiciens se produisant à la Casa de la trova. Sa mère, lingère, puis cuisinière, chantait toujours à la maison, l'amenant dans des soirées animées par les trovadores ; elle, voulait devenir infirmière. Les préjugés de l'époque en ont décidé autrement. «Je me suis présentée à l'école. J'ai été refusée deux fois à

cause de la couleur de ma peau.» Lorsqu'elle commence à chanter en public, à Santiago où elle naît en 1930, c'est dans un endroit réservé aux Noirs, la Sociedad Club Aponte. «Les Blancs n'avaient pas le droit d'y venir, et nous, nous ne pouvions pas aller dans les trois autres sociétés qui comptaient alors la ville. Deux pour les Blancs, une pour les mulâtres. C'était sous Batista. La révolution a supprimé tout ça.»

### UN TRÉSOR DE 200 TITRES

Depuis des années, chaque jour à onze heures, sauf le lundi, on peut écouter Zaida à la Casa de la trova, calle Heredia. Accompagnée par une guitare, marquant le rythme avec une paire de claves usées (percussion composée de deux bouts de bois entrecroqués), elle interprète dans le style des trovadores d'autant quelques-unes des chansons qu'elle a collectées au fil des années. Beaucoup lui ont été transmises par sa mère. Elles sont notées consciencieusement sur un carnet. Son trésor. Deux cents titres en tout, dit-elle, dont certains qu'elle est la seule à interpréter. Humble, simple et naturelle, Zaida se contrefait de l'image qu'elle peut donner d'elle. Pourtant, le soir du 19 mars, lorsqu'elle traverse la salle de la Casa de la trova pour rejoindre la scène, tout le monde remarque ses effets d'élégance. Elle a mis sa plus belle robe, caché ses cheveux sous une perruque et porte des boucles d'oreille. Ce soir est particulier : le moment fort du festival qui a débuté deux jours plus tôt.

Zaida présente le disque auquel elle a participé, *Casa de la trova* (Début-Érato/Warner). Cet album au charme exquis réunit quelques-uns des derniers trovadores qui maintiennent en vie la trova de jadis. Dirigé par Manuel Napoleos



Zaida Reyte, la mama de la « trova » qui voulait être infirmière.

Granado, l'impeccable trio Miraflores vient de Sancti Spiritus, ville du centre de l'île. Après sa naissance à Santiago, la trova a cheminé jusqu'à La Havane, vers laquelle les musiciens affluaient, espérant y améliorer leur ordinaire. Elle alluma au passage d'autres foyers à travers l'île, comme à Sancti Spiritus ou encore à Canagley, la ville des sœurs Faez. Pétilleuses, mutines, Floricela (71 ans) et Candida (69 ans) aiment la vie et ne disent jamais non à un *trago de ron* (petit verre de rhum). Elle perpétue la tradition familiale de la trova chantée à deux voix décalées, un style créé par Patricio Ballagas, lui-même originaire de Canagley.

Quand la salle se lève, reprenant

avec elles *Flor de venganza*, une chanson anonyme dont elles ont fait leur titre fétiche. Floricela et Candida rayonnent, comblées. Les musiciens (dont certains membres de Los Guanches, du Septeto Turquino ou encore l'époustouffant joueur de *tres* Pancho Amat) redoublent d'énergie et on danse alors jusque dans la rue.

Patrick Labesse

★ « Noche de la trova ». Avec Las Hermanas Faez, Trio Miraflores, Zaida Reyte. New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. Du 28 au 30 avril, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. 100 F et 120 F (de 15,25 € à 18,3 €).

## Gérard Badini recommence sa vie au piano

Né à Paris le 16 avril 1931, d'un père maître de chant à la Scala de Milan, Gérard Badini est un cas : saxophoniste pour saxophonistes mais aussi pour le plus grand public

### PORTRAIT

Remise en question d'un musicien qui ne peut plus souffler dans son sax

(Michel Leeb, Claude Bolling) ; musicien dont la carrière parlait d'elle-même : il a joué avec Duke Ellington, Roy Eldridge, Helen Humes ; Paul Gonsalves et Eddie « Lockjaw » Davis le considéraient comme un frère ; Count Basie voulait l'engager. Au temps des saxophones, Badini soufflait avec une fureur divine où rien ne manquait : ni le goût, la distinction, ni l'élégance canaille. Compagnon de route de Nicole Croisille, La Velle et Dee Dee Bridgewater ; conseiller très spécial du principal facteur de saxophones (Sehner) ; ami de Stan Getz et de la planète des souffleurs, pour qui il essayait les modèles et devinait les bords qui allaient leur convenir ; expert en son, dynamiseur d'un Super Swing Machine qui collectionne les prix et invite à sa table un Sam Woodyard (batteur légendaire d'Ellington) que l'on croyait alors à la dérive (1975), puis Sonny Payne, Badini a bonifié saxophones et clarinettes plus qu'il n'en lui auront servi d'instrument.

Jusqu'au moment où l'accident, voici deux ans, l'en a privé : « J'ai besoin de m'exprimer physiquement. J'ai donné mes plus beaux sax à mon fils. Je me suis procuré d'un vieux Gaveau et je me suis mis au piano. La seule façon de m'en sortir fut de faire autre chose. Ce sera une autre personne, ou un nouveau musicien, je ne sais pas quel... J'ai l'impression réelle que ce qui s'est passé avant appartenait vraiment à une autre vie. Je n'ai plus de cordes vocales, je regrette, oui, ma voix, mais dans ma tête, je suis resté aussi exubérant et certainement beaucoup plus bavard. Telle est la remise en question d'un musicien de soixante-huit ans qui ne peut plus souffler dans son sax. »

Pour son retour en scène, salle

Olivier-Messiaen de la Maison de Radio-France, le 20 mars, Gérard Badini a reconstitué le Super Swing Machine : « Le ténor, c'est un membre du corps. Au piano, j'en savais juste assez pour briser des accords : j'ai dû me faire une technique, il paraît que j'ai des doigts assez surprenants. Mais là où il n'y a pas de problèmes, il n'y a pas de plaisir. La question, c'est qu'on n'a plus les mêmes réflexes, il faut composer avec le réel. J'aime le piano de Jelly Roll Morton à Cecil Taylor, sans réserve, sans préférence de style. Et je n'ai constaté qu'après mon accident que j'avais une collection de pianistes classiques très conséquente ; plus les vidéos (Richter) : je regarde la façon de poser les doigts, les appuis, pas un qui se ressemble. »

### L'AMOUR DE DUKE

Son programme est intitulé « To Duke with Love ». Duke, à la fin de chaque concert, saluait le public d'un message d'amour : « Je n'ai pas voulu faire "Ellington vu par Badini". La musique d'Ellington ne pouvait se jouer qu'avec les musiciens de Duke. Ce que j'ai cherché, ce sont les compositeurs qui, souvent, par l'influence de Billy Strayhorn, son alter ego, son arrangeur, l'ont habité. C'est le centenaire de Duke, c'est aussi celui de Francis Poulenc. Ma première composition s'intitule *Merci, Monsieur Debussy* et la deuxième, *From Washington to Montfort-l'Amaury* (la maison de Ravel). Quand j'habitais New York, tous les mercredis soir, j'avais un rendez-vous précieux avec Ruth Ellington, la sœur de Duke. Elle m'a infiniment appris, sur son enfance, sur l'époque, sur ce qu'on n'imaginait pas. Duke Ellington est un compositeur idéal, immense, sans équivalent au XX<sup>e</sup> siècle. »

Gérard Badini se souvient aussi : « Un soir, dans l'orchestre, j'ai remplacé Paul Gonsalves à Londres : une autre fois, j'ai fait une séance entière. Pour Count Basie, les choses sont passées par Eddie « Lockjaw » Davis. Il m'entraîne une nuit de juillet 1973 au Jimmy Ryan's. Dans la salle, il y a la moitié de l'orchestre plus Count Basie. Sur scène, l'autre moitié. Je joue avec Eddie Lockjaw, Roy Eldridge, Jimmy Rowles. Je me souviens, on a pris In a Mellow Tone et Perdido, d'entrée, à fond. Impossible de trier. Freddie Greene est venu me de-

mander d'auditionner pour l'orchestre. »

« Je viens, il est vrai, d'un temps assez extraordinaire. Quand l'orchestre de Hampton, en 1953, a joué plusieurs semaines à Paris, les types, lui en tête, débarquaient aux Trois Matelots ou nous jouions, au bas de la rue Saint-Jacques. Pour nous, ils étaient « les Américains ». Tous les soirs, Clifford Brown et Hampton venaient faire le bœuf. Une après-midi – ils donnaient l'impression de tourner dans un film – je suis tombé sur Billie Holiday et Lester Young dans un bistrot de la rue Saint-Denis, au 57. C'était une vision qu'on ne pouvait pas croire. »

Ses deux absolus ? Charlie Parker, Cecil Taylor et John Coltrane. « On a tout analysé, le génie dans l'instant, les notes et leurs accents, la formidable irruption d'Armstrong. Mais Coltrane, lui, reste au-dessus des systèmes. Ah ? Pourquoi ai-je dédié mon disque *Swingin' Marilyn* à Marilyn Monroe ? Je jouais chez Montand. Montand a toujours voulu s'entourer de jazzmen. C'était comme ça : il n'y comprenait pas grand-chose, mais ça le rassurait. Au demeurant, un formidable interprète, plus la drôle. Donc, un soir, juste après l'idylle, on dîne en petit comité, avec Simone, deux producteurs de cinéma, et Marilyn. J'avais dit à Montand que j'aimais profondément la chanteuse en elle. Je la prenais très au sérieux. Pétals sur un nuage. On a dansé dans le salon, champagne, tout ça, elle a chanté pour moi *The One I Love*, sur quoi Arthur Miller est arrivé ; j'ai tenu à cet hommage musical. »

Curieusement, la voix est là, sans cordes mais récupérée. L'énergie intacte, et le goût de vivre, donc de jouer, manifeste. Le mal n'a pas atteint l'humour. Substie, comme une coquetterie, cette pointe de trac qui habite tous ceux qui se présentent au public pour la première fois.

Francis Marmande

★ « Le Super Swing Machine invite La Velle », Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Galté, Montparnasse-Bienvenue. 22 heures, le 30 avril. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Par Jonathan Demme,  
le réalisateur du « Silence des agneaux » et « Philadelphia »

OPRAH WINFREY DANNY GLOVER

Un film de Jonathan Demme

# BE LOVED

D'après le roman de Toni Morrison - Prix Pulitzer

Europe 1 LE 28 AVRIL www.gauchon.fr

مكتبة الأمل

# Tod Machover livre une commande d'opéra en recyclant avec roublardise

Son « Resurrection », d'après Tolstoï, pioche chez Bach, Monteverdi et Bernstein

Une chose est sûre : le *Resurrection* (d'après Tolstoï) de Tod Machover, commandé par le Houston Grand Opera, sauve les apparences. Il

s'agit bien d'un opéra, qui a combié d'aise le public texan. Pour le reste, l'ancien chercheur de l'Ircam s'est contenté d'un vocabulaire assez

vulgaire lorsqu'il ne s'est pas servi directement chez Bach, la polyphonie franco-flamande, Monteverdi ou Bernstein.

« **RESURRECTION** », de Tod Machover, livret de Laura Harrington d'après Tolstoï, Joyce DiDonato (Katerina Maslova), Scott Hendricks (Prince Dmitry Nekhlyudov), Katherine Ciesinski (Sofia Ivanovna), Kerri Marcinko (Princesse Missy Korchagin), Raymond Very (Peter Simonson), chœur et orchestre du Houston Grand Opera, Patrick Summers (direction), Braham Murray (mise en scène), Simon Higlett (décors et costumes), Chris Parry (lumière).

**HOUSTON GRAND OPERA**, Brown Theater, Wortham Theater Center, le 23 avril. Jusqu'au 7 mai.

## HOUSTON

de notre envoyé spécial

A chaque création d'un opéra, la question rituelle est posée (et la tentative de réponse donnée) de manière plus ou moins sophistiquée : est-ce un « vrai » opéra ? Dans le cas de *Resurrection*, d'après Tolstoï, de Tod Machover, la réponse est assurément positive. Des chanteurs sur un plateau, un orchestre relativement traditionnel dans la fosse (avec l'adjonction de synthétiseurs, comme chez John Adams), une mise en scène, une salle à l'italienne classique. Les apparences sont sauves. Les familles

de la musique de Tod Machover, ceux qui connaissent son *Brain Opera*, créé en 1997, avaient de quoi se faire du souci : ses recherches technologiques et sonores (il a été chercheur à l'Ircam) paraissent assez éloignées d'une expression musicale aussi courtoise, commande officielle d'une maison d'opéra obligée au « rendement » (ici tout fonctionne au *Fund Raising*, « collecte de fonds »).

L'Opéra de Houston s'est fait une spécialité de la commande d'opéras. Son directeur depuis plus de vingt-cinq ans, David Gockley, a commandé pas moins de vingt-quatre ouvrages nouveaux et s'est spécialisé dans la production de raretés, comme les *Four Saints in Three Acts* de Virgil Thomson et Gertrude Stein. C'est en ces lieux, au beau milieu d'une ville ultramoderne, dans une salle fréquentée par les fortunes texanes du cru, que furent donnés des « opéras » aussi différents que *A Quiet Place*, de Leonard Bernstein (1983), *Nixon in China*, de John Adams (1987), *New Year*, de Sir Michael Tippett (1989), *Atlas*, de Meredith Monk (1991), *Jackie O*, de Michael Daugherty (1997), entre autres exemples, dont trois opéras du « père » de l'opéra nord-américain contemporain, Carlisle Floyd : *Billie's Doll* (1976), *Willie Stark* (1981),

le troisième, *Cold Sassy Tree*, sera créé en avril 2000.

En ce cadre privilégié, Machover a répondu à la commande au-delà des espérances d'un public comblé d'aise. Il a joué la carte du « vrai » opéra d'une manière tellement académique qu'on a bien du mal à comprendre quel est son point de vue. Un point de vue qui nous importait peu si la musique était de qualité : au fond, un opéra est avant tout une pièce de musique chantée déposée le long d'un livret qu'on espère compréhensible (en ce sens, cet *Opérette* contemporain fonctionne pleinement). Mais, à part de rares endroits (l'interlude instrumental de guitare et environnement sonore mercuriel, la « Berceuse de Katousha »), le vocabulaire employé est d'une rare vulgarité.

## MOINS BIEN QUE « NOTRE DAME »

Comment peut-on écrire un finale aussi laïdement mélodramatique, comparable, mais en beaucoup moins bien, à ce qu'on entend dans *Les Misérables* ou *Notre Dame de Paris* ? Quand il ne tente pas d'inventer, Machover réinvente, réintègre, cite. Saint-Saëns avait commencé son *Samson et Dalila* par un hommage appuyé à la *Passion selon saint Jean*, de Bach ; Machover réintègre le premier chœur de la *Passion selon saint Matthieu*

dans l'ouverture de son *Resurrection*. Ensuite, ce seront Monteverdi (chœur de paysans calqué sur ceux de l'*Orfeo*), la polyphonie franco-flamande (*Incantations* (duos) ornés à l'ancienne), Bernstein (« Le récit de Simonson » ressemble aux *Chichester Psalms*), et de multiples formules sur pédale harmonique, un procédé très couru, de Bach à Orff et amplement utilisé par les néomédiévaux tel Arvo Part. Machover écrit un « chœur des esclaves » qui se souvient de tous les esclaves de tous les opéras du monde, sa soprano colorature (la princesse Missy) chante une cabarette typique, les duos sont des duos, les ensembles des ensembles (finale du premier acte).

Paul Hindemith, dans le très académique *Matthis Der Mahler*, ou Igor Stravinsky, dans le très jubilant *Rake's Progress*, surent faire acte d'invention à partir de lieux communs, au meilleur sens du terme. Machover, malgré des interprètes formidables, la direction lyrique et précise de Patrick Summers, la mise en scène ultratraditionnelle de Braham Murray, ne nous a pas convaincus. Sa roublardise efficace (succès public gagné très vite) ne semble pas être supportée par des moyens techniques et poétiques à la hauteur.

Renaud Machart

## L'histoire du Théâtre du Châtelet à l'Hôtel de Ville de Paris

D'UN SIÈCLE À L'AUTRE. LE THÉÂTRE DU CHÂTELET. Hôtel de Ville de Paris, salon d'accueil, 29, rue de Rivoli, 75004 Paris. Tél. : 01-42-76-43-43. Minitel 3615 PARIS. Du lundi au samedi, de 9 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 mai.

« Ce nouveau théâtre, quelle position unique ! Une salle immense pour le ruiner ; en face, le tribunal de commerce pour déposer son bilan et le Palais de justice pour être condamné : à les pieds, la Seine pour le lèter à l'eau. » C'est en ces termes qu'un ami salue les débuts d'Hippolyte Hostein à la tête du nouveau Théâtre impérial inauguré le 19 août 1862. L'exposition présentée à l'Hôtel de Ville parcourt cent trente sept ans d'une histoire qu'illustrent archives et photos, lettres et affiches, maquettes et costumes.

Si les cachots du Grand Châtelet, aussi célèbres que ceux de la Bastille, sont fermés dès 1790, il faut attendre Napoléon I<sup>er</sup> pour les travaux de démolition, Napoléon III pour une édification du bâtiment (de 1856 à 1862) que supervisent le baron Haussmann et Gabriel Davioud, son architecte. Rien n'est trop beau pour cette vitrine d'un Paris en pleine expansion : gigantisme (3 000 places, 340 m<sup>2</sup> de scène), machinerie exceptionnelle, acoustique et visibilité excellentes, sans compter les sys-

tèmes d'éclairage, de chauffage et d'aération tout simplement révolutionnaires. Depuis l'Amphithéâtre équestre (créé par l'Anglais Philip Ashley en 1782) et la relève du Cirque olympique fondé en 1798 par la dynastie des cavaliers Franconi, quel chemin parcouru ! Pourtant, le premier spectacle du Théâtre impérial sera la reprise du défilant *Rothomago*, une féerie exotique en vingt-cinq tableaux qui a fait les beaux soirs du Cirque olympique ! Le Châtelet n'oublie pas que numéros équestres, exhibitions de bêtes sauvages, mimodrames puis drames militaires liés à l'épopée napoléonienne, ont présidé à sa destinée. Jusqu'en 1909, ce ne sera que spectacles à haute tension en catastrophes : éruption volcanique, bataille navale, sauvetage par aéroplane, explosion de paquebot, déraillement d'un train...

## DE BIZET À LUIS MARIANO

Dans le même temps, le théâtre est aussi devenu figure de proue de la vie musicale. Dès 1873, les concerts Colonne jouent Bizet, Saint-Saëns, Lalo, Massenet, Ravel, Berlioz mais également Mendelssohn, Wagner, Liszt, Schumann, Brahms... quand ce ne sont pas Tchaïkovski, Grieg, Richard Strauss ou Debussy et Mahler qui viennent diriger leurs propres œuvres. Dès 1906, les Saisons de Paris instaurées par Gabriel Astruc marquent un tournant avec l'arrivée en 1909 des Ballets russes : succès artistique et dé-

sastre financier ! 1911 connaîtra, outre le « four noir » du *Martyre de Saint-Sébastien* (Debussy et d'Annunzio), la révélation de Stravinsky et de *Petrushka*. Tollé l'année suivante avec le *Prélude à l'après-midi d'un faune* dansé par Nijinski : « bestialité érotique », hurlaient les détracteurs. En 1914, la mobilisation générale. Il faudra attendre 1917 pour connaître avec *Parade* et sa brochette prestigieuse - Satie, Cocteau, Massine, Picasso - un nouveau scandale à la hauteur de l'avant-garde qu'il incarne.

Durant l'Occupation... *Valdes de Vienne* obtient un succès durable, que *Valdes de France*, monté en 1942, sera loin d'égaler ! L'après-guerre puis une nouvelle ère incarnée par Lehmann (1928 à 1966) ont peu à peu imposé l'opérette puis le triomphe de Francis Lopez : *Le Chanteur de Mexico* propulse en 1951 Luis Mariano au rang d'idole (905 représentations en deux ans), la dernière (avec Rudy Hingoyen), se terminera sur la place du Châtelet !

Depuis 1980, le Châtelet, devenu Théâtre musical de Paris, a connu trois rénovations et trois directeurs successifs : Jean-Albert Cartier, Stéphane Lissner (1988), Jean-Pierre Brossmann (actuel directeur). La réouverture en octobre promet une cage de scène dernier cri ; pour l'heure, la nouvelle programmation est d'ores et déjà ouverte à la location.

Marie-Aude Roux

## Steve Naïve enregistre « le bruit de la peinture » d'Alain Blondel

ARBRES, d'Alain Blondel, Artere, 24, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne. M<sup>re</sup> Jean-Jaures. Jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-41-31-31-41.

Rue d'Aguesseau, dans un coin du Boulogne populaire, face au petit parking qui a des airs de Brooklyn (au milieu de véhicules presque récents, une DS bronze et une Taunus rose) : la cour d'Artere. Centre d'art contemporain, est encadrée par les baies d'une ancienne usine de banlieue. Artere présente « Arbres » d'Alain Blondel. Sur des ardoises de récupéra-

tion comme on en trouve dans les Ardennes et les fermes des Pyrénées, Blondel, depuis des années, commence la journée en se faisant la main, en réactivant la palette - une ardoise : un arbre -, jouant sur le fond du schiste argileux aux mémoires de comptoirs et d'écoles. Après quoi, il passe à la peinture.

A la cave, au pied d'un escalier à pic, quatre toiles de format moyen tranchent avec le motif répété et parfois ébréché des ardoises dont l'installation tient de l'alphabet des couleurs. Le pianiste et compositeur Steve Naïve a enregistré en

temps réel le bruit des brosses, des déplacements de l'artiste, des attaques et de la touche, pendant l'exécution de l'une d'entre elles. Ce son, que Steve Naïve a intitulé *Le Bruit de la peinture*, soigneusement capté et largement amplifié, est terrifiant. C'est un bruit de forge et d'impact. La toile s'appelle *Partition*. Si c'est le bruit qu'entendent les mouches en plein vol (une supposition), on ne s'étonne plus de leurs évolutions nerveuses.

## FENÊTRE SUR SONS

Partout où il passe, depuis des années, en tournée, dans la vie qui se confond avec celle des tournées, il accompagne depuis vingt ans Elvis Costello, Steve Naïve prend une photographie de la fenêtre qui est ce jour-là la sienne et enregistre les sons qu'il voit. Les sons de rue, de campagne, de ville, qu'on entend depuis la fenêtre. Samedi 17 avril, Naïve a présenté un extrait de son accumulation, un montage, au milieu des ardoises de Blondel, rue d'Aguesseau. Cette série parmi les arbres est un équivalent de la propédeutique gestuelle du peintre. Comment commencer ? En musique comme en peinture, il ne s'agit pas de brouillons, mais de préliques actives. Ce moment du matin où l'artiste s'accorde.

Après quoi, avec Brad Scott (contrebasse) et Jon Handelsman (saxophone ténor, clarinette basse), il donne une performance : « Music for Three Musicians and an Open Window ». Cette musique méditative, délicate, ou soudain verte, n'entretient avec l'idée de jazz qu'ont installée dans les esprits toute sorte de bénéfices rentables, qu'un rapport accidentel, imprévu et parfois égaré. Un rapport amoureux. Pour autant, ceci explique cela, elle ne peut être jouée que par des « musiciens de jazz ». *Sine qua non*. C'est ainsi. Le « jazz », comme un certain nombre d'autres existences sur terre, est de moins en moins vérifiable. Pas les musiciens : eux, on les vérifie à l'écoute, physiquement, dans l'instant.

Tout cela a des airs plus proches des transversalités ouvertes par Steve Lacy et Alain Kirili, Jac Berrocal et Michel Potage, Joëlle Léandre, Marion Brown, naguère ou Roger Levingue, que des créations culturelles où s'abîme le seul nom de jazz. C'est le cas : fin juin, Steve Naïve compte présenter et illustrer les ardoises de Blondel (que l'on pourra voir en août à la Chapelle de Vence) à la Knitting Factory de New York.

F. M.

## SORTIR

### PARIS

**Paolo Fresu Quartet**  
Avec une sonorité de rêve, veloutée, subtile, le trompettiste italien Paolo Fresu est l'un des plus sûrs héritiers de Miles Davis, dont il sait ne pas être la copie (écouter son nouveau CD *Metamorfosi*, RCA-Victor/BMG). Très belle formation avec Nguyen Lê à la guitare, Furio Di Castri à la contrebasse et Roberto Gatto à la batterie.  
*New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet-d'Eau. Le 27, 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

**Happy Feeling Quintet**  
« From Swing to Bop » est un programme de compositions (Benji Goodman, Count Basie...) relues et déchainées par cinq interprètes qui savent jouer de leur instrument. La valeur n'attend pas le nombre des années. Thomas Savy (clarinette), Gilles Berthet (trompette), Sébastien Vidal (guitare), Alice Basse (contrebasse) et Sylvain Glevarec (batterie) sont à All Jazz Club. Lequel va changer bientôt d'activité. Saint-Germain-des-Prés ne change pas.  
*All Jazz Club*, 7-11, rue Saint-Benoît, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Germain-des-Prés. Le 27, à 22 heures. Tél. : 01-42-61-87-02. 120 F.

**Juan-José Mosalini**  
Inspiré par le double concerto pour guitare, bandonéon et orchestre à cordes d'Astor Piazzolla, *Hommage à Liège*. Juan-José Mosalini a composé une œuvre foisonnante qu'il interprète avec le guitariste Leonardo Sanchez et l'Orchestre régional de Basse-Normandie, dirigé par Dominique Debat (CD *Conciertos para bandoneon y guitarra*, Indigo-Harmonia Mundi).  
*Auditorium Saint-Germain*, 4, rue Edipien, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Mabillon. Du 27 au 29 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-44-07-37-43. De 80 F à 110 F.

### MARSEILLE

**Objectif danse**  
L'association Marseille objectif danse continue sa série de printemps et ses activités multiples. Au tour de Pierre Droulers, accompagné de Stefan Dreher et de Thomas Hauert, d'apporter des *Petites Formes*, tout en nuances et en précision. Au cours de la même soirée, Marco Berrettini jouera *Egoïne*, un solo en dents de scie qu'il créait pour Michèle Prélange dans le cadre du Vif du sujet à Avignon 98. Sabine Macher en a écrit le texte qu'elle dit en scène. Curieux mélange, à la fois doux et râpeux !  
*La Minoterie-Théâtre de la Joliette*, 9-11, rue d'Azou, Marseille 2<sup>e</sup>. Du 28 au 30 avril. Tél. : 04-91-55-58-84. De 50 F à 70 F. De 10 F à 70 F.

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

**Le Complexe de Toulon**  
de Jean-Claude Biette. Français, 1995 (1 h 21).  
**Le Répertoire**, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-33).  
**Docteur Folamour**  
de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).  
**Le Champo-Espace Jacques-Tati**, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).  
**Vidéodrome**  
de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).  
**NK2 Beaubourg**, 3<sup>e</sup> (08-36-68-14-07 (2,23 Fmn)).  
**Rétrospective Catherine Breillat**  
*Une vraie jeune fille* (1976, inédit), *Page nocturne*  
*Hommage à Jean Grémillon*  
*Reflet Médicis*, Paris 5<sup>e</sup>. A partir du 28 avril.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Fmn).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

**Le Kiosque Théâtre** : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
**Echymose**  
de Jean-René Lemoine, mise en scène de l'auteur, avec Jenny Alpha, Nicole Dogué, Isabelle Fruleux, Yasmina Ho-You-Fat, Michèle Lemoine et Myrtil Tadesse.

**Cartoucherie-Théâtre de la Tempête**, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet-de-Vincennes. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-43-28-36-36. De 50 F à 110 F. Jusqu'au 29 mai.  
**Le Retour à la case piano** ou l'Histoire d'un pianiste 1846  
de Jean-Paul Farré, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Jean-Paul Farré et la voix de Jean-Jacques Moreau.

**Théâtre de l'Œuvre**, 55, rue de Clichy, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Place-de-Clichy. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-44-53-88-88. De 90 F à 240 F. Jusqu'au 15 juillet.  
**Fabrice Luchini**  
Reprise par Fabrice Luchini de sa lecture du *Voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand Céline.  
**Théâtre Paris-Ville**, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte de Pantin. A partir du 26 avril, à 21 heures. Tél. : 01-42-01-89-48. 95 F et 160 F.

**Bryn Terfel** (baryton)  
Malcolm Martineau (piano)  
Œuvres de Wolf, Ibert, Schumann, Haendel, Schubert, Finzi et chansons traditionnelles galloises.  
**Opéra de Paris**, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Opéra. Le 27, à 20 heures. Tél. : 08-36-69-78-68. De 45 F à 245 F.  
**Hasse Poulsen**, Bertrand Denzler, Barry Guy et Christophe Marguet.  
Un *all stars* d'improvisateurs pour une soirée chavirante : le guitariste danois Hasse Poulsen, le saxophoniste suisse Bertrand Denzler, le contrebasiste britannique Barry Guy et le batteur français Christophe Marguet.  
**Instant chaviré**, 7, rue Richard-Le-noir, 93 Montreuil. M<sup>re</sup> Robespierre. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. 40 F et 80 F.

**Kirk Lightsey**, Belmondo Quintet  
*Maison de Radio-France*, studio Charles-Trenet, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. Le 27, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.  
**Fatou Cohen**  
*Satellit Café*, 44, rue de la Folie-Méridienne.

**court**, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Oberkampf. Les 27, 28 et 29, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-48-87. 50 F.  
**Belmondo-Dal Sasso Big Band**  
*Sunset*, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet. Le 27, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

**James Williams Trio**  
*La Villa*, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Germain-des-Prés. Le 27, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

**Philippe Forcioli**  
« 30 ans de chansons », accompagné de Bernard Abellie à la contrebasse ; 1<sup>re</sup> partie : Jean Duino.

**L'Européen**, 5, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Place-de-Clichy. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 90 F et 130 F.  
**Jérôme Attal et les Argonautes**  
*Vendetta* (1<sup>re</sup> partie).

**Sentier des Halles**, 50, rue d'Aboukir, 2<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Sentier. Les Du 27 au 30, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. 60 F.

**Double Nelson**  
*Le Batofar*, 11, quai François-Mauriac, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Quai-de-la-Gare. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-56-29-10-00. 40 F.

### RESERVATIONS

**Pièces de guerre**  
d'Edward Bond, mise en scène de Jean-Pierre Vincent.  
**Théâtre des Amandiers**, 7, avenue Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. Du 8 mai au 13 juin. De 55 F à 140 F.

**Casimir et Caroline**  
d'Odón von Horvath, mise en scène de Jacques Nichet.  
**Théâtre national de la Colline**, 15, rue Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. Du 7 mai au 13 juin. 01-44-62-52-52. 110 F.

**François-René Duchabie** (piano)  
**Théâtre des Champs-Élysées**, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Le 9 mai, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 60 F et 120 F.

**Hopkinson Smith** (luth)  
**Théâtre Grévin**, 10, boulevard Montmartre, Paris 9<sup>e</sup>. Le 10 mai. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F.  
**Stefano Di Battista**, Flavio Boltro Quintet  
*Sunset*, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. Du 11 au 14 mai. Tél. : 01-40-26-46-60.

**Jan Lauwers**  
*No Beauty for me There Where Human Life is Rare* : création pour huit acteurs-danseurs. Jan Lauwers (chorégraphie).  
**Théâtre de la Ville**, Les Abbesses, 3<sup>e</sup>, rue des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. Du 18 au 20 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.

**Beastie Boys**  
**Palais omnisports de Paris-Bercy**, 8, boulevard de Bercy, 9<sup>e</sup>. Le 11 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-44-68-44-68. 198 F.

**Eagle Eye Cherry**  
*Olympia*, 28, boulevard des Capucines, 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Opéra. Le 13 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 159 F.

### DERNIERS JOURS

**30 avril** : Impression 36  
de Michel Deutsch, mise en scène de l'auteur.  
**Théâtre de la Bastille**, 76, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-57-42-14. 80 F et 120 F.

**Ce soir on improvise**  
de Luigi Pirandello, mise en scène de Claude Stratz.  
**Athénée-Louis Jouvet**, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-05-19-19. De 40 F à 160 F.

**2 mai** : Philippe Avron  
*Je suis un saumon*.  
**Théâtre Rive Gauche**, 6, rue de la Gaieté, Paris 14<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-35-32-31. De 50 F à 160 F.

**Théâtre Rive Gauche**  
Loc 01 43 35 32 31

**Philippe Avron**  
*Je suis un saumon*

« Une épopée géniale. » **PARISCOPE**. « Un joyau, une perle. Une belle leçon d'espoir et d'amour » **FIGAROSCOPE**. « Talent et générosité » **L'HUMANITE**. « Sublime l'art du spectacle à une voix » **FIGARO**. « Voyage merveilleusement drôle et fraternel » **JDD**.

Nomination **MOLIERES'99** « Meilleur One man show »

Illustration **KL**



## PROGRAMMES

## ARTE

19.00 Archimède.  
19.45 Météor, Arte Info.  
20.15 Reportage.  
Kosovo : Otan, la guerre des mots.  
20.45 La Vie en face.  
Les professeurs de Liverpool.  
21.30 Thelema.  
Un diable en paradis : Toni Ungen  
Très 22.35, 22.45, 23.40, 0.25, 1.10  
L'Homme sur son lit.  
22.40 Port d'attache.  
23.10 Les Trois Brûlés.  
23.30 Le Chapeau Volant.  
0.30 La réponse.  
0.30 Jean de la Lune.  
1.00 Sammy et Rosée  
s'envoient en Pair III  
Film, Stephen Frears (V.O.).

**M 6**

18.25 Lots et Clark.  
19.20 Mariés, deux enfants.  
19.50 Les Six Minutes, Météo.  
20.10 Notre belle famille.  
20.40 Dérochage info.  
E=Mi découverte.  
20.50 Pourquoi ça marche ?  
Spécial magazine : toutes les nouveautés  
et tous les bons plans.  
22.45 Suspicion.  
Télé. Harry Langstreet.  
0.30 Zone Interdite. Au cœur de la haine

**RADIO**

20.55 Questions pour tu  
Spéciale grandes éco

**22.10** Mauryas géores.  
**23.00** Nuts magnétiques.

**FRANCE-MUSIQUE**

**20.00** Concert de J.F. Par le Belmondo Quintet, avec Stéphane Belmondo, trompette et bugle, Lionel Belmondo saxophone, etc.

**22.30** Musique pluriel.  
Festival Présences 99.  
Œuvres de Dutilleul.

**23.07** Le Dialogue des masses.

**RADIO CLASSIQUE**

**20.15** Les Soirées. Œuvres de Beethoven  
20.40 Pierre Boulez,  
compositeur et chef d'orchestre.  
Œuvres de Ravel, Bartok, Mahler.

**22.30** Les Soirées... (saute). Œuvres de  
Mozart, Beethoven, Schubert.

## PROGRAMMES

**LA CINQUIÈME/ARTE**

17.00 Au nom de la loi. O.  
17.30 100 % question.  
17.55 Le Cadenas des effets spéciaux.  
18.20 Météo.  
18.25 Le Monde des animaux.  
19.00 Connaissance. [2/3].  
19.45 Météo, Arte info.  
20.15 Reportage, Kosovo : l'insupportable Exode.  
20.40 L'Assommoir de l'Histoire.  
20.45 Drug XVII : Des Français en captivité.  
21.05 Les Cent Photos du siècle.  
21.15 *De Gaulle*, Jean-Pierre Bonnaire, 1968.  
21.55 *Météo*, *L'Éclair d'aujourd'hui*.  
Opéra de Donizetti.  
0.00 La Incarné. La Finale.  
Téléfilm, Patricia Maruy. O.  
1.20 *Météo*, *L'Éclair d'aujourd'hui*.  
Téléfilm, Tomi Streiff. O.

**M 6**

17.00 Des clips et des bulles.  
17.35 *Cœur Caraïbes*.  
Téléfilm, Paolo Barzman [1/2]. O.  
18.15 Lois et Clark. O.  
19.20 *Marqué, des enfants O.*  
19.50 *La Séductrice, Météo*.  
20.10 Notre belle famille. O.  
20.40 Décruchage info.  
Une journée avec...  
20.50 Prise au piège.  
Téléfilm, Jérôme Enrico. O.  
22.30 *Soupirs légitimes*.  
Téléfilm, William A. Graham. O.  
0.10 *Spécial quoi ça marche ?*  
Pourquoi nous : toutes les nouveautés et tous les bons plans.

**RADIO**

**FRANCE-CULTURE**

19.45 Les Enjeux internationaux.  
20.05 Les Chrétiens de la musique. [3/5].  
20.30 *Agora*, Mohamed Mokaddem.  
21.00 *Philabulab*. Le philosophe chinois Han Fan. Invité : Jean Lévi.  
22.10 *Fiction*, *Un art ou le rien*.  
Invité : Jean Sorez, de Vladimir Nabokov.  
23.00 *Nuits magnétiques*.  
L'après, l'al pas envie.  
0.05 *Le monde de la nuit*.  
Invité : Jean Sorez, de Vladimir Nabokov.

## FRANCE-1

19.40 Prélude.  
20.00 Concert. Par l'Orchestre national  
de Lyon, dir. Emmanuel Krivine :  
Œuvres de Florentz, Saint-Saëns,  
Chédrine, Ferroud.  
22.30 Musique pittoresque.  
Œuvres de Djambazov, Mather.  
23.07 Les Greniers de la mémoire.

**22.33 Les Sales Blagues d'**  
**Mort aux vaches. O.**  
**22.35 Manga manga. Tok**

**20-21** Festival Toulouse les orgues.  
 Pour l'ensemble vocal Les Éléments et  
 l'Instrument de Musique, dir. Martin  
 Gaster, Francis Jacob, organiste ;  
 Œuvres de Marchand, Gilles,  
 De Grigny, Charles-... (choir).  
**22-23** Les Solitaires... (soubte). Goethe (6 : k)  
 Liedes von Wilhelm Meuser.  
 Œuvres de Reichardt, Zelter, etc.

**ES SYMBOLES**

**Les cotes des films**

- On peut voir
- On a pas manqué
- Chef-d'œuvre ou classique

**Les symboles spéciaux de Canal +**  
 DD Dernière diffusion  
 ♦ Signaling spécial pour  
 les sourds et les malentendants

**Les codes du CSA**

- Tous publics
- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Interdit aux moins de 16 ans
- ⊗ Interdit aux moins de 18 ans

**Les codes des films**

- On peut voir
- A ne pas manquer
- Cher d'œuvre ou classique

**Les symboles spéciaux de Canal +**

- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

1. World  
chnique  
d'accès  
l'année  
cte aux  
aux par-  
Click,  
et Ly-  
he. Des  
rs avec  
et de  
kit de  
ommer-  
nترنت  
ilité de  
nique.  
in four-  
Xavier  
compte  
coût de  
é, envi-  
rs taxes  
ans ces  
espérer,  
s reve-  
butions  
par le  
compte  
nt, par  
prix de  
nisseur  
é les hy-  
tres, les  
ent pas  
ient ou  
Réseau.  
cratise

**A. Ba.**

**S**

imaginatifs  
James  
10. Ce  
autre  
pagnie  
las. Si  
finan-  
impé-  
moitié  
nsas.  
le Mac  
ur les  
que et  
950 la  
rte de  
s au-  
les la-  
raines  
tique,  
tèmes  
des  
cente-  
onda-  
- âgés  
s - de  
pour-  
erche

la de-  
ir qui  
est le  
mari-

supé-  
léma-

nitive  
 ques  
 tudes  
 )

é 334  
rvice  
it du  
ato-

de la  
nell  
ches

هكذا من الأصل

## Le secrétaire d'Etat italien au Trésor, Nuccio Cusumano, est révoqué et arrêté

Un coup de filet des carabinieri a eu lieu à la suite d'un scandale mafieux en Sicile

**ROME**  
de notre correspondant  
Les carabinieri ont procédé, lundi 26 avril, à un vaste coup de filet en Sicile parmi des hommes politiques et dans les milieux de la construction. Au total, dix personnes ont été arrêtées parmi lesquelles Nuccio Cusumano, secrétaire d'Etat au Trésor (UDR, union démocratique pour la République) - qui a immédiatement été révoqué de ses fonctions par le président du conseil, Massimo D'Alema - ainsi que le responsable de l'industrie pour la région Sicile, Giuseppe Castiglione. Un mandat d'arrêt a égale-

ment été délivré contre un sénateur, Pino Fittarello, couvert pour le moment par son immunité parlementaire. Tous trois sont membres de l'UDR, formation créée en juillet dernier par Francesco Cossiga et issue des rangs de l'ancienne Démocratie chrétienne, qui, depuis le mois d'octobre dernier, appuie les gouvernements de Massimo D'Alema.

**LES TRAVAUX D'UN HÔPITAL**  
En dehors de ces « personnalités excellentes » (« les excellences », comme on appelle les mystérieux soutiens de la Mafia) figurent éga-

lement un avocat, des chefs d'entreprise du bâtiment et le directeur de l'hôpital Garibaldi de Catane (Sicile), qui est au centre de ce nouveau scandale politico-mafieux. Des irrégularités ont été découvertes dans l'adjudication des travaux de la seconde tranche de cet hôpital de 56 000 mètres carrés dont le coût est estimé à 200 milliards de lires (100 millions d'euros). L'enquête a débuté au mois d'octobre dernier.

Une première série d'arrestations avait déjà été opérée. Mais il ne s'agissait que de menu fretin, à l'exception de Giulio Romagnoli, en-

trepreneur milanais, l'homme qui avait emporté l'adjudication de l'hôpital Garibaldi. C'est à la suite de ses déclarations que toute la filière de la corruption a été remontrée. Comme toujours, il s'agit apparemment d'ententes illicites et de versements de commissions indues.

L'implication d'un membre du gouvernement a bien évidemment suscité des remous politiques. Carlo Azeglio Ciampi, ministre du Trésor, a qualifié ce scandale « d'affaire grave et désagréable ». C'est la première fois depuis la formation du gouvernement D'Alema, en octobre dernier, que l'exécutif est mêlé à un scandale de cette ampleur. Massimo D'Alema a immédiatement réagi, comme l'avait fait Romano Prodi, en mars 1998, à propos d'Angelo Giordani, numéro 2 du ministère de l'Intérieur, qui avait été chassé du gouvernement en raison de soupçons de collusion avec la Mafia.

En revanche, ce n'est pas la première fois que Nuccio Cusumano, cinquante et un ans, originaire de la province d'Agropoli, en Sicile, est soupçonné de liens avec la Mafia. En 1992, il avait réussi à échapper à une enquête sur le versement d'une commission de 40 millions de lires (20 000 €). Aujourd'hui, il inscrit à son actif une première : l'arrestation d'un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions sans précédent dans l'histoire de la République italienne. Quant à Pino Fittarello, le Sénat devra se prononcer sur la levée de son immunité parlementaire. Il y a quelques mois, sentant sans doute le vent tourner, ce sénateur avait démissionné, sans explications, de la commission parlementaire antimafia.

Patrice Claude

Michel Bôle-Richard

## Un rapport préconise une réforme radicale de la scolarité à l'ENA

**DEPUIS TROIS ANS**, les promotions sortantes de l'ENA adressent à tour de rôle au premier ministre des « lettres ouvertes », dans lesquelles elles critiquent leur scolarité et demandent la suppression de l'accès direct aux grands corps (Le Monde du 2 avril). Le malaise qui règne à l'Ecole nationale d'administration a été entendu par Michèle Puybasset, conseillère d'Etat, aujourd'hui présidente de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA), qui, dans un rapport confidentiel remis au ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, préconise une réforme radicale de la scolarité.

M<sup>me</sup> Puybasset, qui avait été chargée d'étudier la qualité de la formation délivrée par l'Ecole, a minutieusement passé en revue les critiques des élèves : le nombre des matières enseignées leur paraît trop important et leur contenu trop académique ; l'enseignement des disciplines dites managériales (gestion des ressources humaines, prise de décision, négociation et communication) leur paraît très insuffisant.

M<sup>me</sup> Puybasset juge ces revendications justifiées au regard des exigences nouvelles de l'administration, qui imposent un recentrage sur les fonctions de conception des politiques publiques, de contrôle et d'évaluation. Pour atteindre ces buts, « poser des règles juridiques ne suffit plus, il faudra également se préoccuper (...) de leur traduction sur le terrain et de leur mise en œuvre dans le temps », explique-t-elle. En outre, « le respect de l'environnement nouveau, national et international, suppose la maîtrise de l'art de la négociation », et, notamment, « la capacité à proposer des solutions de compromis ».

Quant à « l'amélioration du service rendu à un meilleur coût », elle exige « des capacités managériales évidentes : non seulement de stratégie et de tactique, mais aussi d'organisateur, d'initiateur de nouvelles méthodes et par-dessus tout d'entraîneur d'hommes », car « l'autorité hiérarchique ne suffit pas », estime M<sup>me</sup> Puybasset. Elle « fait le pari » que « ces capacités multiples, qui ne relèvent pas exclusivement de l'intelligence, mais impliquent le caractère et le comportement, peuvent faire l'objet d'un apprentissage ».

C'est la raison pour laquelle elle propose de modifier radicalement la formation, qui serait axée sur trois matières : techniques administratives générales, management public (quatre mois) et techniques de l'action internationale et européenne, auxquelles correspondraient trois stages, respectivement en préfecture, en entreprise et à Bruxelles, au lieu de deux précédemment. L'enseignement du management public comprendrait notamment l'animation d'une équipe, la négociation et la gestion des conflits.

M<sup>me</sup> Puybasset préconise, comme le demandent les élèves, une clarification des critères de notation de ces stages. Elle demande que les examens de classement, dont le nombre passerait de quinze à trois, pour ne plus « polluer la scolarité », permettent d'évaluer des capacités autres que celles, intellectuelles, d'analyse et de synthèse : « imagination, doute, sens du concret et des nécessités, capacité à évaluer les impacts ». Cette révolution pédagogique requiert l'effort d'une recherche en sciences administratives, « l'appel exclusif à des praticiens de l'administration présentant le risque d'une transmission, sans distance, critique, de savoir-faire qui datent déjà ».

Au passage, M<sup>me</sup> Puybasset suggère que l'ensemble de la scolarité se déroule sur un seul site, à Paris, et que les locaux de Strasbourg soient dévolus à la formation permanente, le « caractère factice et le coût de la bilocalisation actuelle » ayant déjà été « amplement dénoncés ». Si M<sup>me</sup> Puybasset entend les revendications des élèves sur la scolarité, elle refuse de supprimer l'accès direct aux grands corps, qui constitue à ses yeux « la main-mauvaise des formules », pour attirer les meilleurs éléments dans la fonction publique et maintenir le sang neuf dans ces corps. Après avoir dénoncé les effets pervers d'une telle suppression, elle propose de traiter le « malaise » des administrateurs civils en revalorisant leurs carrières, en leur réservant des entrées au tour extérieur dans les grands corps et en instaurant une meilleure gestion des hommes, qui permette de « repérer » les plus aptes à occuper des postes de responsabilité.

Acacio Pereira

Rafaële Rivais

## « Crime Watch » : qui a tué la jolie Jill Dando ?

**LONDRES**

de notre correspondant  
La reine Elizabeth a fait part de sa « peine », le premier ministre, Tony Blair, s'est dit « profondément choqué » et a rendu hommage à une femme « absolument charmante et talentueuse ». Aux Communes, l'opposition conservatrice, les libéraux démocrates et les travaillistes, pour une fois unis, ont présenté tour à tour leurs condoléances attribuées à la famille et à la nation. Lundi soir, dans tous les journaux télévisés du royaume, la mort de Jill Dando a ramené la guerre de Yougoslavie aux dimensions d'un sujet secondaire. Mardi matin, mis à part le *Financial Times*, tous les médias écrits, sans exception, consacraient leur « une » et de nombreuses pages intérieures au mystérieux assassinat de « la star la plus ordinaire » de Grande-Bretagne.

Grande, blonde, gentille, jolte, pas bête, Jill Dando faisait vaguement penser à Lady Diana. « Jill Dando : 1961-1999 », titrait mardi, avec une rare sobriété, *The Sun*, quotidien populaire, sur toute sa première page. Assassinée lundi 26 avril à midi, devant l'entrée de son domicile, d'une balle dans la tête tirée par un inconnu, Jill Dando n'était ni princesse, ni actrice, ni chercheuse scientifique, c'était une présentatrice de télévision, « l'une des meilleures et des plus sympathiques de la BBC », répètent tous ses collègues, attristés.

Ancienne journaliste qui présentait encore très occasionnellement, en 1998, le fameux « 18 heures » de la première chaîne, Jill Dando a gagné la faveur des téléspectateurs lorsqu'elle a commencé, en 1994, à présenter l'une des émissions les plus suivies de la BBC : « Crime Watch », un show hebdomadaire construit avec la collaboration de Scotland Yard pour démasquer les auteurs de crimes et de délits non résolus. Les Anglais, qui n'ont pas avec la dénonciation l'histoire et le rapport trouble qu'entretennent les Français, n'hésitent jamais à téléphoner à la police pour rapporter les événements suspects dont ils peuvent être témoins. En une décennie d'existence, le tableau de chasse de « Crime Watch » est impressionnant.

La semaine dernière, justement, Jill Dando et ses collègues avaient lancé un puissant appel à témoins pour découvrir ceux ou celles qui posent des bombes racistes dans les quartiers ethniquement mixtes de Brixton et Brick Lane (Le Monde des 21 et 27 avril). En fait, le meurtre de la célèbre présentatrice a toutes les apparences d'un contrat professionnel ou d'une vengeance longuement mûrie. Depuis lundi midi, la police passe en revue toutes les affaires élucidées grâce à son émission. Le prochain « Crime Watch » devrait battre des records d'audience.

Patrice Claude

Michel Bôle-Richard

## Les déboires judiciaires d'une ex-fonctionnaire du Quai d'Orsay

**CATHERINE BOHER**, une ancienne fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, a été mise en examen pour « escroqueries » et écrouée à la prison des femmes de Fleury-Mérogis, vendredi 23 avril, par la juge d'instruction parisienne Eva Joly, dans un dossier instruit par sa collègue Laurence Vichnievsky. Agée de 53 ans, cette ex-secrétaire adjointe du Quai d'Orsay est soupçonnée d'avoir participé au printemps 1996 à un détournement de fonds lors de la tentative de libération d'un Camerounais détenu au Yémen. Catherine Boher se serait présentée à la famille du prisonnier comme un intermédiaire potentiel et aurait demandé 1,2 million de dollars (environ 7 millions de francs). L'argent se serait finalement volatilisé et la famille a porté plainte.

Catherine Boher avait été interpellée, mardi 20 avril, à son domicile de Compiègne-de-Confident (Pyrénées-Orientales). Elle avait été radiée des

cadres du ministère en octobre 1997 après avoir été condamnée en 1992 à une peine de prison avec sursis dans une autre affaire d'escroquerie.

Le nom de Catherine Boher apparaît également dans un autre dossier instruit par Laurence Vichnievsky, sur la faillite frauduleuse de Conserver 21, une société qui devait commercialiser une « molécule miracle » censée augmenter la durée de vie de produits frais. La société aurait en fait servi à détourner d'importantes sommes d'argent vers des paradis fiscaux. Dans cette affaire, Yves Bonnet, ancien député UDF de la Manche et ancien directeur de la Direction de la surveillance du territoire, avait été mis en examen en novembre 1997 pour « complicité d'escroquerie ». La justice lui reprochait d'avoir joué un rôle actif dans le montage de la société Conserver 21, créée en 1995 par Denis Allot, lui-même incarcéré en mars 1997.

Jean-Michel Beaudoin, ancien

chargé de mission de la mairie de Paris et ex-directeur de cabinet du président du Centre national des indépendants (CNI), qui avait pris des parts dans Conserver 21, avait également été mis en examen et incarcéré en octobre 1997. Il aurait eu des relations avec l'Association pour le développement des relations arabo-françaises (Adraf), qui aurait joué un rôle dans la tentative de libération du Camerounais détenu au Yémen.

Catherine Boher s'était présentée en 1982 sous l'étiquette RPR aux élections cantonales à Perpignan. Passée au Front national, elle avait obtenu 20,59 % des voix au premier tour des élections cantonales de mars 1985. Elle avait ensuite rejoint, temporairement, les rangs du CNI. C'est dans le département des Pyrénées-Orientales que Conserver 21 avait le projet d'implanter une usine.

Acacio Pereira

Rafaële Rivais

### DÉPÊCHES

■ **INDE** : la Chambre des députés a été officiellement dissoute, lundi 26 avril, par le président indien K. R. Narayanan. Selon le président de la Commission électorale, M. S. Gill, les troisièmes élections générales en trois ans ne pourront avoir lieu avant la fin juillet. L'organisation d'élections en Inde est très lourde : 600 millions d'électeurs, 900 000 bureaux de votes et 4 millions de membres des forces de l'ordre pour assurer la sécurité. La Bourse de Bombay a chuté de près de 5 % à l'annonce de la dissolution. - (Corresp.)

■ **CÔTE D'IVOIRE** : 105 étudiants et lycéens ont été interpellés, lundi 26 avril à Abidjan, où de nombreux magasins ont été saccagés en marge d'une grève d'élèves et d'étudiants. Yopougon, quartier populaire de la capitale, a été le plus touché par les incidents. Deux grands magasins (Tati et Jatak) ont été entièrement pillés et dévastés. - (AFP)

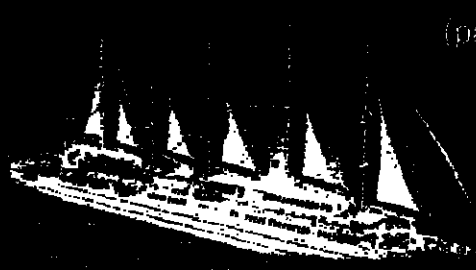
■ **DÉMISSION** : le maire de Reims, Jean Falala (RPR), âgé de 70 ans, a annoncé au conseil municipal, lundi 26 avril, qu'il abandonnait ses fonctions de maire pour des « raisons de santé ». M. Falala, maire de Reims depuis 1983, conserve toutefois son mandat de député de la Marne. C'est le premier adjoint au maire, Jean-Louis Schneider (DVD), qui devrait lui succéder d'ici deux semaines.

■ **VIOLENCES** : de violents affrontements ont opposé, dans la soirée du lundi 26 avril, les forces de l'ordre et plusieurs dizaines de jeunes de la cité des Francs-Moisins de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Cinq fonctionnaires de police ont été brûlés par un cocktail molotov. Ces incidents semblent liés à la mort, jeudi 22 avril, d'Abdulkarim Fadiga, un responsable d'une association sportive, poignardé à Saint-Denis alors qu'il s'opposait à un trafic de drogue.

Tirage du Monde daté mardi 27 avril 1999 : 500 578 exemplaires.

## Club Med Croisières

Capt. Mykonos, Bonifacio, Santorini, Tunis...  
Soyez l'un des 350 privilégiés à redécouvrir à bord de Club Med 7 la Méditerranée orientale. Et bénéficiez de 12 % de réduction par annee de mariage pour les départs des 31 mai, 26 juin et 23 août 1999, quelle que soit votre date d'anniversaire de mariage. Club Med Voyages, Hava Voyages, Forum Voyages et agences agréées du N. Azur : 0 801 802 803. Prix appel local.



-1%

(par année de mariage)

Etre-ne



apport préconise  
réforme radicale  
scolarité à l'ENA

# Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

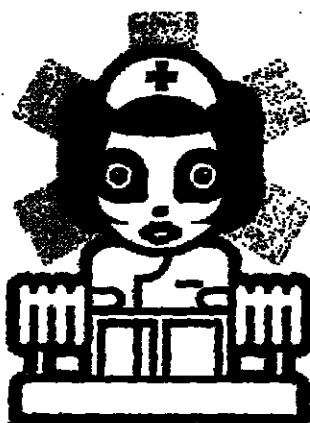
MERCREDI 28 AVRIL 1999

www.lemonde.fr/nvtechno



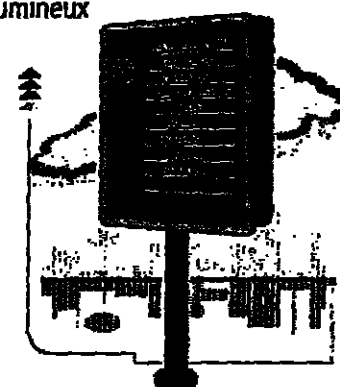
**LES HOMMES**  
Stanislas Dehaene  
vient de décrocher  
une bourse  
de 1 million de dollars  
pour étudier comment  
notre cerveau calcule.  
P. III

« LE MONDE »-CANAL +  
WebSeeker permet  
de chercher  
une information sur  
le Web en consultant  
jusqu'à 120 moteurs  
simultanément. P. VII



**BOGUE**  
Est-il bien raisonnable  
de se faire hospitaliser  
au moment du passage  
à l'an 2000 ? P. IV

**LA TECHNIQUE**  
Comment mesure-t-on  
la pollution de l'air  
à l'aide d'un simple  
rayon lumineux  
tendu  
entre  
deux  
tours ?  
P. VI

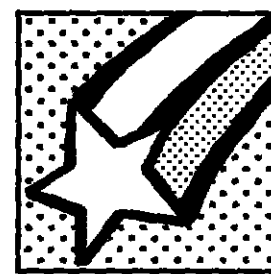


**PETITES ANNONCES**  
6 pages d'offres  
d'emplois. P. VIII à XIII

L'ENQUÊTE

La Silicon Valley  
reste pour beaucoup  
l'Eldorado  
des nouvelles  
technologies.  
Pourtant, à en croire  
certains investisseurs,  
il serait plus facile  
aujourd'hui  
de lever des capitaux  
en France

## Start-up : où investir pour réussir ?



CERTAINS mythes ont la vie dure. Celui de la Silicon Valley est des plus cortices. Chaque année, ils sont des milliers - inventeurs, ingénieurs, hommes d'affaires ou financiers - à aller s'installer dans cette vallée de la Californie et tenter de faire fortune dans les technologies de pointe. Palo Alto, Santa Clara ou San José sont autant de villes qui cristallisent sur leurs noms les rêves de réussite commerciale et financière des nouveaux conquérants de l'Ouest illu-

minés par les feux du Nasdaq, le marché américain des valeurs boursières de haute technologie. Les atouts de la Vallée ne se démentent pas : importance du capital-risque, proximité géographique avec des centaines d'entreprises, utilisation massive des stock-options en guise de salaires, législation sur le travail plus lâche qu'en France... L'inventaire est souvent opposé aux lourdeurs de l'administration française et à la grande difficulté de lever des fonds pour

monter son entreprise dans le secteur des nouvelles technologies. Mais, derrière cette vitrine, la réalité est parfois plus cruelle. L'appât de gains rapides et une méconnaissance des règles en vigueur dans la région peuvent rapidement transformer l'Eldorado en miroir aux alouettes. Plusieurs Français en ont fait l'amère expérience : partis pleins d'espoirs, ils se sont fait rattraper par la réalité économique féroce qui veut que celui qui apporte l'idée ne soit pas nécessairement le directeur de la société créée. Philippe Claude, capital-risqueur chez Atlas Venture, connaît bien ce problème : « Il y a un dicton dans notre métier qui dit qu'une idée vaut 1 dollar, un produit 10 et un business plan 100. » Il n'est pas rare alors de voir un ingénieur ou un inventeur se faire déposséder de son bien au profit de dirigeants plus aguerris aux joutes commerciales.

« Ce sont des choses qui arrivent, confirme Alain Barritant, journaliste implanté depuis dix ans la Silicon Valley et membre de DBF, une association qui sert de lieu de rencontre pour les créateurs d'entreprises français expatriés. Ceux qui viennent ici ont souvent besoin de capitaux mais ils ont beaucoup de mal à accepter l'idée de confier leur société à des investisseurs étrangers. Ça choque leur culture très patrimoniale de l'entreprise. Mais il faut savoir qu'aux Etats-Unis l'idée seule ne vaut pas grand-chose s'il n'y a pas derrière un plan de financement et une solide étude marketing. Alors oui, il y a beaucoup d'argent en circulation, mais les investisseurs sont très exigeants. Et ils n'hésiteront pas à mettre les meilleures personnes aux postes clés, quitte à vous éloigner de la direction. »

Ce choc des cultures est parfois bien difficile à avaler pour des hommes et des femmes dont l'entreprise est souvent le projet de toute une vie. Un « bébé » qu'il faut pourtant accepter de partager si l'on veut bénéficier de la manne financière des investisseurs américains. « Heureusement les choses sont en train de changer, assure Philippe Claude. La France et, plus généralement, l'Europe deviennent de plus en plus concurrentiels sur le marché du capital-risque et n'ont plus rien à envier aux Etats-Unis. Et aujourd'hui, je dirais qu'il est plus facile de lever des capitaux en France qu'à l'étranger. » Fini en effet le temps où les banques françaises

Guillaume Fraissard

**PIONNIERS**  
Jean-Marie Chauvet  
et Patrick Perez ont créé  
voici quinze ans  
leur entreprise  
dans la région  
de San Francisco.  
De retour en France,  
ils conseillent et financent  
désormais les jeunes  
entrepreneurs. Rencontre.  
P. II



La philosophie américaine va à l'encontre de la conception patrimoniale de l'entreprise à l'européenne : là bas, on dit qu'une idée vaut 1 dollar, un produit 10 et un business plan 100

“.com” par-ci,  
“.com” par-là,  
tout devient  
“.com”  
quelque chose.

Nous sommes le point de .com

Sun  
microsystems

هكذا من الأمل

## Les mots de l'investissement

### BUSINESS ANGEL

Entrepreneur privé qui engage ses propres fonds pour financer une entreprise débutante.

### BUSINESS PLAN

Le business plan est une étude très détaillée des possibilités financières et commerciales de la future entreprise. Il sert à convaincre les investisseurs de la rentabilité et du potentiel de cette société.

### CAPITAL-RISQUE

Investissement dans une société présentant des risques mais promettant une forte croissance: le rendement généralement attendu est 40 % à 50 % par an.

### LOVE MONEY

Argent donné ou prêté par les proches d'un créateur d'entreprise.

### NASDAQ

Lancé en 1971 par la National Association of Security Dealers, le Nasdaq est le premier marché boursier des valeurs électroniques aux Etats-Unis.

### POSTE D'EXPANSION ECONOMIQUE

Les PEE sont les relais du ministère de l'économie et des finances dans les pays étrangers. Ils fournissent des informations, des études de marché et autres services à ceux qui souhaitent s'implanter hors de l'Hexagone.

### SILICON VALLEY

La Silicon Valley est née dans les années 50. A l'origine, des problèmes financiers de l'université Stanford pour accompagner sa rapide croissance de l'après-guerre. L'idée de créer un pôle technologique est donc lancée pour occuper les milliers d'hectares disponibles sur le campus. Varian Associates a été la première entreprise à s'y installer, suivie rapidement par Eastman Kodak, General Electric et Hewlett Packard.

### STARTUP

Petite entreprise à fort potentiel de croissance, généralement dans le domaine des nouvelles technologies.

### STOCK-OPTIONS

Mode de rémunération très répandu aux Etats-Unis réservant au salarié des actions de l'entreprise à un prix préférentiel. Lorsque celui-ci décide de les liquider, il les achètera au cours de départ (bas) et les revendra au cours du moment (théoriquement plus élevé).

### Jean Bolot, directeur d'Ensim

« En France, les chercheurs n'ont pas la culture entreprise. Ils aiment publier un bon article dans un congrès ou une revue, mais ne pensent pas toujours à développer des produits. » Jean Bolot, ancien chercheur, a passé de nombreuses années à l'Inria (Institut national de recherche en informatique et automatique) à mettre au point des technologies pour Internet. Avec souvent la tentation de voler de ses propres ailes et de monter une société.

En 1996, Jean Bolot part aux Etats-Unis. « Une fois dans la Silicon Valley, raconte-t-il, je me suis rendu compte que tout le monde montait sa société. A ce contact, on réalise que c'est quelque chose de très facile à faire. » Il refuse alors une offre de poste dans le laboratoire d'AT&T pour rejoindre deux amis dans l'aventure Ensim, une société qui développe des logiciels pour les fournisseurs d'accès. « A l'inria dans le cadre du projet Rodan (« Le Monde interactif » du 3 mars), j'ai travaillé à réduire les effets d'encombrement sur le Réseau, notamment dans les domaines du son et de la vidéo. J'amène toute cette expérience chez Ensim. »

Jean Bolot porte un regard admiratif sur la Vallée: « C'est impressionnant de voir des jeunes de 20 ans à la tête de fonds d'investissement gigantesques ! Et puis l'utilisation des stock-options permet d'avoir rapidement 15 à 20 personnes sans disposer de beaucoup de fonds. » Sur la France, il reconnaît que les choses sont en train de changer: « Dans la réalité, on s'aperçoit que les technologies développées là-bas ne sont pas plus évoluées qu'en France. C'est l'effet de masse qui fait la différence. Pour reprendre l'exemple de l'inria, je pense que les chercheurs ne capitalisent pas assez: sur ce qu'ils trouvent, même si cela évolue peu à peu. »

www.ensim.com

www.ensim.com

## Pieds tendres

### Itinéraires de trois entrepreneurs français

#### David Dupouy créateur de Sensiva

L'aventure débute dans une chambre d'étudiant. David Dupouy, élève ingénieur, développe jours et nuits des programmes pour simplifier la micro-informatique. « Je me disais que, comme je ne pouvais pas faire mes études aux Etats-Unis, j'allais y travailler. »

Le départ a lieu en août 1997. « Mon carnet de rendez-vous était plein, j'ai refusé plusieurs postes d'ingénieur pour me consacrer à Sensiva. » Aidé par quelques personnes dans la Silicon Valley, David Dupouy dépose les brevets de ses logiciels, rédige son business plan, paye son avocat et commence sa chasse au financement. « Trouver des investisseurs a été épuisant et très difficile. Ils investissent dans seulement 1 % des business plans qu'ils reçoivent; alors, même s'ils ont de l'argent, ils n'investissent pas les yeux fermés ! Mais avec un bon produit, une bonne équipe et surtout beaucoup de persévérance on peut faire partie de ces 1 %. » Son projet séduit vite: « Dessiner un Z pour faire un zoom dans n'importe quel programme graphique avec la souris, c'est quand même plus facile que de se rappeler un tas de commandes qui varient en fonction de logiciels. » Aujourd'hui, plusieurs fabricants de logiciels et de tablettes graphiques ou de souris ont adopté sa technologie. Le logiciel sera bientôt disponible sur Macintosh et sur PC, et une version Windows CE est en cours de développement.

www.sensiva.com

#### Didier Benchimol, président d'Imédiation

Avec sa société, Imédiation, Didier Benchimol a levé 60 millions de francs (9,15 millions d'euros) de capital-risque. Un pari un peu fou pour la France. « Les investisseurs mettent de l'argent sur des projets bien définis et surtout sur une équipe de management qui a déjà fait ses preuves dans l'industrie », explique l'ancien directeur général de Netscape Europe. Fondé par deux Américains, Imédiation donne dans le commerce électronique avec des techniques de vente croisées, de marketing sur la Toile et de distribution par différents canaux. « Je suis rentré dans le jeu par l'intermédiaire du fonds d'investissement Viventes [composé à un tiers par Vivendi], qui souhaitait que je participe à l'aventure et que je donne les orientations stratégiques de l'entreprise. »

Didier Benchimol tire un bilan plutôt positif de l'évolution du capital-risque en France. « Aujourd'hui, un bon projet trouve du financement dans l'Hexagone. Le seul blocage tient au fait que les investisseurs français ne sont pas encore assez spécialisés pour prendre des risques sur des secteurs à très fort potentiel qui engendrent souvent de gros dangers. » Autre leçon retenue: « Les entreprises françaises sont en train d'évoluer. Auparavant, elles se dépechaient de partir s'installer aux Etats-Unis avant de penser revenir une fois bien établies là-bas. Maintenant, elles pensent à démarrer partout en même temps pour être sûres de s'imposer sur leur marché. Cela coûte plus cher au départ, mais ce facteur d'internationalisation est très rassurant pour les investisseurs. »

www.imediation.com

G. F.

### L'ENQUÊTE

## Deux pionniers à la conquête de l'Ouest

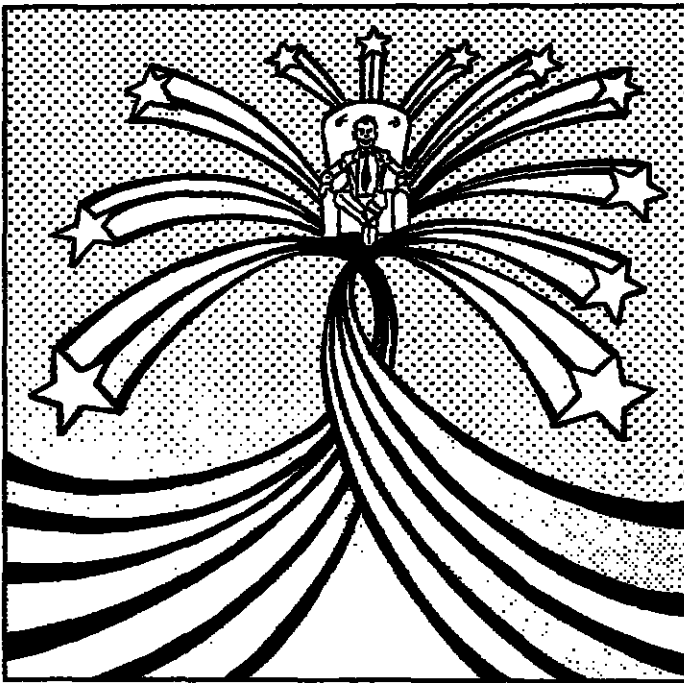
Quinze ans après avoir créé Neuron Data dans la Silicon Valley, Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez parrainent les débutants

UN LÉGER EMBONPOINT, quelques cheveux qui commencent à blanchir, des costumes stricts et chics. Aux abords de la quarantaine, Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez, d'apparence, ne ressemblent plus à leurs photos. Ce sont pourtant bien eux, sur ces clichés de 1984 dont les couleurs ont légèrement passé avec le temps: cheveux longs, jeans délavés, sacs à dos, et pas un sou vaillant. Contraste. On a un peu de mal à imaginer les deux prospères hommes d'affaires qu'ils sont devenus aujourd'hui couchant dans des duvets froissés, squattant des chambres exiguës, câblant un hangar sans âme qui leur servira de premier bureau.

A leur manière, Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez sont des pionniers du Nouveau Monde. S'ils ont choisi, il y a quinze ans, quoi qu'il en coûte, d'aller s'installer dans la Silicon Valley, à Palo Alto, ce n'était pas seulement par défi. « Nous n'avions pas vraiment le choix, explique Jean-Marie Chauvet. A l'époque, le capital-risque en France ne disposait pas de beaucoup de fonds. Les institutions financières et le vieux capitalisme européen n'étaient pas ouverts au risque. »

Va donc pour les Etats-Unis. Jean-Marie Chauvet est spécialiste en télécommunications. Patrick Perez est frais émoulu de HEC. Avec un ami, Alain Rappaport, médecin de formation, qui s'envole avec eux, ils ont mis au point un prototype de logiciel expert sur Macintosh, Nexpert. Rien de bien révolutionnaire, en vérité. Sinon que ce genre d'application, qui fait appel à l'intelligence artificielle et est utilisée dans l'aide au diagnostic ou dans le cal-

cul de l'évaluation du risque en assurances, ne fonctionne à l'époque que sur de gros ordinateurs très coûteux. Nexpert, lui, se contente d'un banal micro-ordinateur. Et coûte 5 000 dollars, quand le moindre concurrent revient dix fois plus cher. « En France, se souvient encore Jean-Marie Chauvet, lorsque nous présentions notre projet, on nous a plus d'une fois ri au nez. Nos interlocuteurs financiers n'étaient souvent pas en mesure de comprendre notre technologie et l'intérêt qu'elle pouvait présenter. » Changement de décor de l'autre côté de l'Atlantique. A Cupertino, au siège d'Apple, nos trois aventuriers présentent leur invention à Alan Kay, transfiguré de Xerox, père des icônes et des fenêtres. Le gourou se



OLIVIER ZILBERTIN

montre immédiatement intéressé par Nexpert, et recommande les trois jeunes gens. Le pied à l'étrier. En juin 1985, décrochent un chèque de 250 000 dollars pour créer leur société, Neuron Data, siège social à Palo Alto. En novembre de la même année paraît la première version de leur logiciel, bientôt adopté par Boeing et la NASA. Succès et croissance rapide. Neuron Data ouvre des filiales au Japon, en Europe. En 1990, le jeune trio français refuse l'offre d'Oracle

de racheter leur société pour 36 millions de dollars. « Nous avons peut-être commis là une erreur », admet Patrick Perez.

Mauvaise gestion, méconnaissance des règles du jeu singulier de la Silicon Valley? Toujours est-il qu'en 1996 la compagnie qu'ils ont créée nommée à sa tête une nouvelle équipe dirigeante. Toujours membres du conseil d'administration, les deux compères restent en Europe, où l'un comme l'autre s'occupent désormais de capital-risque. Le premier à Londres pour la société Business Vision Development Ltd. Le second à Paris pour le compte de Dassault Développement. Pas forcément pour réitérer les ardeurs de ceux qui, comme eux, il y a quinze ans, voulaient se lancer les yeux fermés dans la conquête de l'Ouest. Mais pour les alerter sur la difficulté de l'entreprise, ses risques. Pour expliquer encore, selon l'expression de Jean-Louis Gassée, autre Français de la Vallée, qu'il vaut souvent mieux se contenter de la minorité d'une entreprise bien financée que de conserver la « majorité d'un bateau qui prend l'eau ». Et, surtout, que la traversée de l'Atlantique n'est plus la condition sine qua non pour trouver des financements.

Olivier Zilbertin

### Concours

JUSQU'AU samedi 15 mai, le ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie organise un concours pour les créateurs de sociétés ouvertes aux personnes résidant en France, ainsi qu'aux ressortissants de l'Union européenne et aux Français résidant à l'étranger. Les projets doivent prévoir la création d'une entreprise innovante, s'appuyant sur une recherche technologique, installée sur le territoire national et indépendante. Les lauréats recevront une aide pouvant s'élever à 300 000 francs (45 735 €) pour financer les prestations nécessaires à la création de leur entreprise. Une fois celle-ci créée, les projets pourront se voir attribuer une aide d'un montant maximal de 3 millions de francs (457 350 €) pour financer jusqu'à 35 % de leur développement. Par ailleurs, le Défi start-up est un concours lancé par l'association Siboc, pour la création d'entreprise dans le secteur des technologies de l'information. Il propose de lancer dix sociétés nouvelles en juin en épaulant les jeunes créateurs par des conseils et un appui financier. La première du genre a été née de ce concours a été financée à hauteur de 1,3 million de francs (198 184 €) par quatre business angels de l'association afin de mettre en place un site de commerce électronique. Les trois créateurs ont vingt-sept ans chacun et ils sont de profils commercial et graphiste.

### Trois questions à...

#### Olivier Lallier, consultant au poste d'expansion économique de San Francisco

##### 1 Quel est votre rôle dans une région comme la Silicon Valley?

Notre mission principale est de conseiller les créateurs d'entreprise sur leur mode d'implantation. En règle générale, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup de bonnes idées en France, de bons ingénieurs mais qu'ils ont du mal à se vendre. Notre rôle est donc de les conseiller sur les questions de marketing, de communication et de gestion financière de leur future entreprise.

Les postes d'expansion économique sont aussi là pour fournir des études de marché, des notes sur des partenaires éventuels, et pour assurer une veille technologique, économique et stratégique.

##### 2 Certains Français qui sont partis dans la région parlent du risque de se faire voler sa technologie ou son projet. Y a-t-il des pièges à éviter avant de s'implanter dans la Vallée?

On ne peut pas vraiment parler de piège, ni de risques de se faire déposséder de son entreprise. Mais il y a des choses importantes à savoir avant de s'implanter ici. Par exemple, quand on arrive dans la Silicon Valley, je crois qu'il ne faut pas hésiter à ouvrir une partie de son capital à un dirigeant qui connaît bien le milieu et qui va savoir donner au projet une

véritable dimension commerciale. Son intérêt ne sera pas de s'approprier cette entreprise mais bien de la faire prospérer. Maintenant, sur le plan des moyens, il est certain que de nombreux hommes d'affaires et investisseurs possèdent les moyens financiers et les structures juridiques pour étouffer une société et s'approprier une technologie. Il faut être prudent, c'est tout.

##### 3 Peut-on dire que dans la Silicon Valley il y a plus d'argent que d'idées?

Ce n'est pas aussi schématique que cela. Il y a beaucoup d'idées qui circulent dans la région car il existe de nombreux facteurs avantageux pour les faire fructifier. Le problème, c'est la concentration, qui n'est pas nécessairement une bonne chose. Ici, si vous n'avez pas de partenariats solides avec de grandes entreprises vous rencontrerez beaucoup de difficultés pour monter une société dans le secteur d'Internet.

L'autre problème vient du fait que beaucoup d'entreprises arrivent sur une même niche. La concurrence est donc très forte et les plus petites d'entre elles qui ne disposent pas des fonds nécessaires auront beaucoup de mal à s'imposer.

Propos recueillis par Guillaume Fraissard

## Risquer en France

### Pas la peine de traverser l'océan pour tenter l'aventure

moyenne de 5 millions de francs (760 000 €) mais pouvant atteindre jusqu'à 15 millions de francs (2 290 000 €). « Les mentalités ont évolué. Il y a quelques années, il était de bon ton de dire qu'en France on ne trouvait pas l'argent nécessaire, et que l'on ne comprenait rien aux nouvelles technologies. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Avec la multiplication des intervenants privés, le retour des établissements bancaires et financiers, le potentiel d'investissement est très élevé. »

Pour preuve, les chiffres du premier tableau de bord de l'innovation, inauguré le 15 avril par le ministère de l'économie et des finances et qui sera désormais publié chaque semestre: de +30 %

+70 % de taux de croissance en valeur pour les chiffres d'affaires des entreprises dans les secteurs liés aux technologies de l'information et de la communication; quadruplement des fonds levés sur le nouveau marché; 15 000 entreprises créées dans ce secteur en 1998; 8 400 brevets déposés.

Restent quelques difficultés. Financières: « Il est vrai que les fonds se concentrent essentiellement autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et des biotechnologies », souligne-t-on ainsi chez Leonardo Finances, spécialiste dans le conseil et le financement des PME. Culturelles: « Il faudrait que les chercheurs apprennent à devenir des entrepreneurs, estime-t-on. On a parfois du mal à discuter avec eux, à leur faire comprendre les enjeux, car ils n'ont aucune approche du monde de l'entreprise et des réalités économiques. »

O. Z.



Didier Benichou  
président d'Immédiation



## le. top. des. réseaux

Les sites scientifiques et technologiques à visiter

**cimss.ssec.wisc.edu**

Quel temps fera-t-il demain ? Pour répondre à cette éternelle question avec le plus de précision possible, les météorologues utilisent et mettent au point des systèmes technologiquement toujours plus avancés. L'université du Wisconsin, aux États-Unis, fait référence dans le domaine des études météorologiques par satellite. Programmes de reconnaissance des orages tropicaux, recherches sur les comportements climatiques du pôle arctique : le site de l'université fait le point sur les différents champs d'investigation investis par les chercheurs. Les visiteurs trouveront également les derniers instruments de mesure atmosphérique élaborés par les étudiants, ainsi que de nombreux modules de prévision climatique numériques.

**set.gmd.de**

La machine dépassera-t-elle un jour l'homme ? L'intelligence artificielle est devenue un champ d'étude qui séduit de plus en plus de chercheurs dans le monde scientifique. Une visite sur le site de l'Institut des systèmes intelligents et autonomes du centre national allemand de recherche en technologies de l'information finira par convaincre les plus sceptiques que la frontière entre la fiction et la réalité n'est peut-être pas si étanche.

**cyberworkers.com/Leonardo**

Depuis plusieurs années, l'Observatoire des arts et technologies (Olat) se donne pour vocation de favoriser les points de rencontre entre les arts et les sciences. Artistes,

scientifiques, philosophes, universitaires et simples internautes sont invités à échanger, sur la Toile, leurs idées à propos de l'impact de l'art et des développements scientifiques et techniques sur la culture contemporaine. Dictionnaire, guide, sélection d'œuvres off line, sites incontournables ou concepts émergents, le site propose de nombreux repères dans le champ de l'art et des technologies. Un détour par l'exposition « Afrique virtuelle », consacrée à la fonction du masque africain, s'impose.

Une sélection de Stéphane Mandard



QUERDADO / PH. E. BACQUENIERE

## Entrée libre

Les offres d'accès gratuit à Internet se multiplient. Exemple avec Free

APRÈS World Online et juste avant Lokace, Free propose l'accès gratuit et illimité à Internet, sans abonnement à toute personne résidant en France. Un formulaire d'inscription (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et date de naissance) suffit pour bénéficier de l'offre d'accès gratuit qui couvre à son lancement officiel, le 26 avril, 65 % de la France métropolitaine. Appartenant pour 95 % au groupe Iliad et pour 5 % aux fondateurs dirigeants, Free présente l'avantage sur ses concurrents de ne pas être limité dans le temps et en nombre d'adhérents : World Online réserve, en effet, son offre aux 200 000 premiers arrivés pour un an et Lokace-Online, à partir du 27 avril, aux 250 000 premiers pour la même durée. Autre distinction de taille, le numéro de Carte bleue n'est pas demandé. « L'investissement de départ, remarque Xavier Niel, actionnaire majoritaire d'Iliad et président du conseil d'administration, s'élève à 75 millions de francs. Free s'appuie sur sa propre infrastructure : réseau privé en fibres optiques, trois

opérateurs (France Télécom, World Comet et Colt), 12 sites techniques en province, 6 000 lignes d'accès portées à 12 000 à la fin de l'année et une liaison d'accès directe aux États-Unis. » Free a déjà deux partenaires américains : DoubleClick, pour la régie publicitaire, et Lycos, le moteur de recherche. Des transactions sont en cours avec des fabricants d'ordinateurs et de modems pour intégrer le kit de connexion à leurs offres commerciales.

La gratuité de l'accès à Internet pose le problème de la viabilité de ce nouveau modèle économique. « Ce qui est très cher pour un fournisseur d'accès, explique Xavier Niel, c'est la gestion du compte client et le marketing. Le coût de fourniture n'est pas très élevé, environ 15 à 16 F (2,3 à 2,5 €) hors taxes par mois pour un client. Dans ces conditions, il faut, pour prospérer, des partenariats solides, des revenus publicitaires, des rétributions sur les marges obtenues par le commerce électronique. On compte à l'avenir sur le reversement, par l'opérateur, d'une partie du prix de la communication au fournisseur d'accès. Free vise en priorité les lycéens, les étudiants, les cadres, les PME, tous ceux qui ne veulent pas investir dans un abonnement ou qui n'ont jamais abordé le Réseau. Notre objectif est de démocratiser Internet. »

A. Ba.

www.free.fr

### LES HOMMES

## Stanislas Dehaene, le boss des maths

A 33 ans, ce chercheur français vient de décrocher une bourse de 1 million de dollars pour étudier comment notre cerveau calcule

DANS LE BUREAU exigu qu'il partage avec deux chercheurs, Stanislas Dehaene est tout sourire. On le serait à moins : à 33 ans, ce docteur en sciences cognitives vient d'obtenir 1 million de dollars (plus de 6 millions de francs, 920 000 euros) de la fondation Mc Donnell pour approfondir ses recherches sur les bases cérébrales du calcul arithmétique.

Comment diable a-t-il décroché le prix ? « J'ai dû envoyer un dossier », répond-il en éclatant de rire. Avant d'ajouter, mi-sérieux, mi-raillleur : « Cette somme m'est attribuée personnellement pour des travaux de laboratoire. Pas question de m'acheter un bateau et plein de cravates comme avec un prix Nobel. » Non, Stanislas Dehaene profite de cette manne providentielle pour lancer un programme d'expériences sur dix ans. « Je n'ai aucun compte à rendre. En recherche, avoir une telle liberté n'arrive jamais », s'exclame-t-il. Un collier de barbe et des lunettes cerclées masquent à peine une joie juvénile.

Si la chance lui sourit aujourd'hui, Stanislas Dehaene a tout fait pour la provoquer. Depuis toujours, lycéen, il est déjà estampillé « fort en maths ». Pour lui, le passage en classe préparatoire n'est qu'une formalité avant d'intégrer l'Ecole normale supérieure en mathématiques.

Mais cette discipline « trop aride pour toute une vie » ne lui suffit pas. L'étudiant veut percer le sens caché derrière la pratique des nombres. « J'ai toujours été intrigué par ce qui se passe dans la tête d'un mathématicien lorsqu'il fait des mathématiques », se souvient-il. Avidé de pratique expérimentale, il pousse la porte du laboratoire de psychologie cognitive de Jacques Mehler et démarre sa thèse sur le mécanisme cognitif de comparaison des nombres. Il profite de ses visites avec le docteur Laurent Cohen à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour enquêter sur les bizarreries du cerveau.

Certains patients, à la suite de lésions cérébrales, ne savent plus lire tout en sachant compter ou se retrouvent incapables d'effectuer la moindre soustraction alors qu'ils récitent par cœur les tables de multiplication. Tout aussi passionné de théorie, Stanislas Dehaene planche sur la modélisation de réseaux de neurones avec Jean-Pierre Changeux dont il suit les cours au collège de France. Après une année post-doctorale au laboratoire américain de Mike Posner, où il se familiarise avec la technique de l'imagerie cérébrale, ce brillant touche-à-tout possède la

panoplie complète d'outils pour comprendre enfin comment le cerveau calcule.

Inutile de scruter le chef dégarri de Stanislas Dehaene pour y détecter la légendaire bosse des maths, chère aux phrénologistes du XIX<sup>e</sup> siècle qui étudiaient les fonctions intellectuelles de l'homme d'après la forme extérieure du crâne. La réalité cérébrale est autrement plus complexe.

« Pour résoudre la moindre soustraction, dix à quinze aires cérébrales se coordonnent et agissent de façon commune, explique-t-il. Pour l'approximation nous faisons appel à notre perception innée des ordres de grandeur. Cette intuition qui vous fait dire sans réfléchir que 2 + 7 se situe plus près de 10 que de 30. En revanche, le calcul exact sur les grands nombres demande l'activation des aires du langage. » Pour lui et les siens – ses trois fils sont premiers de la classe – le calcul a toujours été un jeu d'enfants. Mais, loin d'en tirer une quelconque gloire, ce digne collectionneur de casse-tête préfère se consacrer à ce qui pose problème.

Avec la somme versée par la fondation, il engage ses efforts de recherche sur la « dyscalculie » qui est aux chiffres ce que la dyslexie est aux lettres. Près de 3 % à 6 % des enfants, socialement adaptés et maîtrisant le langage, seraient ainsi dépourvus de capacité arithmétique. « Ils se retrouvent aussi perdus face aux chiffres qu'un daltonien à qui vous demandez de voir du rouge ou du vert », commente Stanislas Dehaene.

La première étape auprès des adultes atteints de ce handicap devrait permettre de séparer la cause biologique (génétique ou périnatale) de l'influence de l'éducation. « A terme il sera in-

teressant de mesurer de façon concrète l'impact de l'éducation sur le cerveau », poursuit-il. Nullement impressionné par ce lavage de cerveau universel, il ajoute : « Si l'éducateur agit sur les représentations mentales de l'enfant, la culture évolue de son côté pour rendre la tâche plus facile au cerveau. » En témoignent la calculatrice ou l'ordinateur, auxiliaires indispensables de notre cervelle déficiente.

« Laissons l'ordinateur prendre en charge toutes les opérations qui relèvent du calcul formel. Je vous le garantis, notre cerveau n'est pas bon pour ça. Débarrassé de ces contraintes, on gagnera du temps pour apprendre des choses significatives. » Pour autant Stanislas Dehaene ne vend pas son âme à la machine toute-puissante. On est loin d'un Marvin Minsky désireux de réduire la complexité de la vision à quelques algorithmes ingénieux. Dehaene, lui, continue de scruter les circonvolutions cérébrales, seules capables de résoudre des problèmes complexes. Ce qui ne l'empêche pas d'imaginer une interface directe entre l'ordinateur et le cerveau humain. Même si « se servir des ondes cérébrales pour communiquer avec l'ordinateur reste une manipulation assez banale et d'une médiocre efficacité ». C'est que tout reste à faire

dans ce domaine. Même le pire ? « Dans une récente expérience américaine, on a réussi à détecter par imagerie cérébrale si la personne imaginait un visage ou un paysage. » De là à lever un jour le voile sur les pensées intimes de chacun, il y a un pas que Stanislas Dehaene n'est pas près de franchir.

### Les millions de Mr Mac

« LENT, besogneux et sans imagination », tels sont les qualificatifs dont s'affuble lui-même James McDonnell, alias Mr Mac. Ce « self-made-man » n'est autre que le fondateur de la compagnie d'avions McDonnell Douglas. Si la réussite industrielle et financière sourit à ce travailleur impénitent, elle ne remplit qu'à moitié son rêve de gosse de l'Arkansas. Passionné de sciences, Mr Mac s'enthousiasme alors pour les découvertes en astrophysique et en génétique. Il crée en 1950 la fondation McDonnell, forte de 300 millions de dollars aujourd'hui, afin de soutenir les laboratoires dans cinq domaines (astrophysique, génétique, sciences cognitives, systèmes complexes, histoire des sciences). A l'occasion du centenaire de sa naissance, la fondation a doté dix chercheurs – âgés de moins de quarante ans – de 1 million chacun afin qu'ils poursuivent leur voie de recherche originale.

De quoi mettre en œuvre la devise de feu Mr Mac, pour qui « l'indépendance financière est le seul gage d'une créativité maximale ».

www.jamf.org

### Dates

12 mai 1965  
Naissance à Roubaix (Nord).

1984  
Entre à l'Ecole normale supérieure pour étudier les mathématiques.

1989  
Thèse en psychologie cognitive sous la direction de Jacques Mehler (Ecole des hautes études en sciences sociales, EHESS).

1996  
Sortie de son ouvrage *La Bosse des maths* aux éditions Odile Jacob (300 p., 140 F, 21,34 €).

1997  
Chargé de recherche à l'unité 334 de l'Inserm, au sein du service hospitalier Frédéric-Joliot du Commissariat à l'énergie atomique.

8 avril 1999  
Reçoit 1 million de dollars de la fondation James McDonnell pour poursuivre ses recherches sur le calcul.

Cécile Guérin

هكذا من الأصل

## Le tour du bogue

### « Délit de tromperie »

Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, a menacé de poursuites pour « délit de tromperie » ou pour « défaut intrinsèque », les fournisseurs de matériel informatique bogue. M<sup>me</sup> Lebranchu a accusé les fournisseurs d'ordinateurs de « manque de transparence ». « Il faut tout dire et qu'il ne faut pas opter pour une politique de l'autruche », a-t-elle ajouté. La ministre a par ailleurs annoncé qu'une caravane de camions affrétée par l'Etat ferait le tour de France, afin de mobiliser les entreprises isolées sur le problème du bogue de l'an 2000.

### Représailles

Selon Rosanne Hynes, directrice du Comité an 2000 au sein du Pentagone, la coopération américano-russe sur les problèmes du bogue de l'an 2000 est toujours active, elle n'a même jamais été suspendue. « Le ministère de la défense russe prend le problème très au sérieux et fait le maximum pour le résoudre », précise-t-elle. Rappelons que le porte-parole du ministère de la défense russe avait annoncé l'interruption de cette même coopération en signe de protestation contre les attaques de l'OTAN en Serbie.

(« Le Monde interactif » du 7 avril).

### Argent de poche

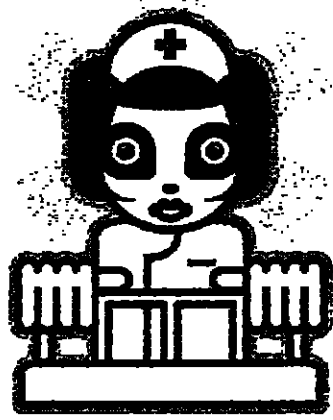
Pour Bob Moore, porte-parole de la Réserve fédérale américaine, 50 milliards de dollars (47 milliards d'euros, 310 milliards de francs) vont être imprimés pour répondre à la demande des banques, mais surtout à celle de nombreux citoyens américains, qui souhaitent conserver de fortes sommes d'argent en numéraire, étant inquiets des effets du bogue de l'an 2000 sur le système bancaire.

### Psychologique

Aux Etats-Unis, le bogue de l'an 2000 a passé le stade du problème technologique pour devenir psychologique. Selon John Koskinen, principal conseiller du président Clinton pour le passage au troisième millénaire, le risque majeur est un mouvement de panique injustifié. Edward Kelley, gouverneur de la Banque fédérale, a déclaré, lors d'un colloque sur « les médias et la prévention », que c'est essentiellement la réaction du public qui indiquera, si oui ou non, le problème du bogue de l'an 2000 a été résolu.

### Baby-boom

La promesse de produits gratuits à vie et l'espoir de plus de 1 million de livres sterling



(10 millions de francs, 1,52 million d'euros) de retombées publicitaires pour les géniteurs du premier enfant né en 2000 pourraient produire un véritable baby-boom en Grande-Bretagne. Outre une éventuelle saturation des maternités, les obstétriciens s'inquiètent de la paralysie des ordinateurs des hôpitaux à laquelle pourrait conduire le bogue de l'an 2000.

### Chinois

La Chine tente tardivement de rattraper son retard de préparation au passage au troisième millénaire. Selon M<sup>me</sup> Zhang Qi, directeur général du département des produits électroniques du ministère de l'Industrie, les fonds alloués à la résolution de ce problème sont insuffisants, la coopération et la coordination entre les

départements concernés inadéquates et le personnel est inexpérimenté.

### Alimentaire

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le bogue de l'an 2000 menacerait la production agricole et les systèmes d'approvisionnement alimentaire au niveau mondial. La menace pèse sur « la chaîne alimentaire dans son ensemble », estime la FAO. « Les perturbations devraient affecter les approvisionnements en semences, les informations sur les marchés et l'ensemble des services essentiels à la production agricole », indique-t-elle encore. Les pays en développement, qui dépendent des exportations de produits de base, pourraient souffrir tout particulièrement de ces problèmes informatiques. La FAO appelle ces pays à « mobiliser leurs ressources et leur temps pour trouver des solutions de dépannage ».

### Prévention

Suite à une réunion du directoire de la société japonaise de produits pharmaceutiques Fujisawa Pharmaceutical Co., les cadres supérieurs ont décidé de ne pas prendre l'avion durant les vacances de l'hiver 2000. Cette décision collective a été prise afin de préserver la direction de la société de tout crash aérien.

## La pharmacie fait passer la pilule

### Les grands du médicament ont dépensé des millions pour s'adapter

L'ENSEMBLE de la chaîne du médicament est concernée par le bogue depuis la logistique (approvisionnement en matières premières et distribution de produits finis) jusqu'au contrôle électronique de la production et à l'analyse de la qualité. On imagine sans mal les conséquences sanitaires, économiques et le discrédit qu'un mauvais dosage des médicaments pourrait entraîner. Les grands de la pharmacie, Sanofi et Rhône-Poulenc Rorer en tête, confirment que les outils d'analyse de conformité des produits sont fortement touchés, tout comme les matériels de supervision (capteurs, automates...) ou les centrales de pesée, qui pourraient fonctionner de façon erronée. Les deux groupes ont dépensé des dizaines de millions de francs pour mettre à jour ou remplacer leurs systèmes et se sont prêts comme la plupart des multinationales de la pharmacie. Cependant, de récentes inspections menées par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de

santé révèlent que de nombreux industriels moyens et petits ont accumulé un retard très inquiétant (certains n'ont même pas commencé leur inventaire!). « Je ne m'inquiète pas car ce sont des professionnels de la qualité », souligne le professeur Hazbroucq, directeur pharmaceutique de la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH). En revanche il est préoccupé par la question du stockage et de la distribution, qui sont fortement informatisés. Ainsi l'approvisionnement des cinquante-six établissements publics dépend de la tour de stockage de la PCH, qui gère électroniquement des milliers de palettes de médicaments. Les grands distributeurs qui alimentent les pharmacies ont commencé très tôt leurs travaux et ne devraient pas avoir de problèmes. Pour parer à toute éventualité, les industriels, les grossistes, les hôpitaux et les officines prévoient de faire des stocks. En espérant que les usagers ne feront pas de réserves abusives. Les professionnels, conscients de leur obligation morale, feront tout pour que les médicaments « qui sauvent la vie » ne viennent jamais à manquer. Ils savent que la moindre rupture aurait des effets dévastateurs.

J.-R.D. et N. Q.-S.

### BOGUE 2000



« LES QUESTIONS, il vaut mieux se les poser tout de suite et, comme beaucoup d'autres CHU, nous avons plus de questions que de réponses », indique Philippe Banville, directeur adjoint et coordinateur général pour l'an 2000 du centre hospitalier universitaire (CHU) d'Amiens.

Dans ce domaine, je suis partisan de la plus grande transparence. Voilà qui ne laisse pas indifférent quand on songe à l'immense chantier que représentent les 56 CHU et les 3 500 hôpitaux de France. Rien qu'à Amiens (1 800 lits, 5 000 personnes), on a répertorié plus de 10 000 appareils et systèmes électroniques (technique-logistique, systèmes biomédicaux et systèmes d'information) susceptibles d'être touchés par le bogue.

Dans cette course contre la montre, l'accident qui a eu lieu en septembre 1998 à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon après un problème sur un groupe électrogène de secours, entraînant indirectement le décès de dix patients alors en réanimation, a sensibilisé tout le monde. Si, dans ce cas, la date n'est pas en cause, cet accident a cependant démontré la faiblesse potentielle des systèmes techniques et électroniques vitaux.

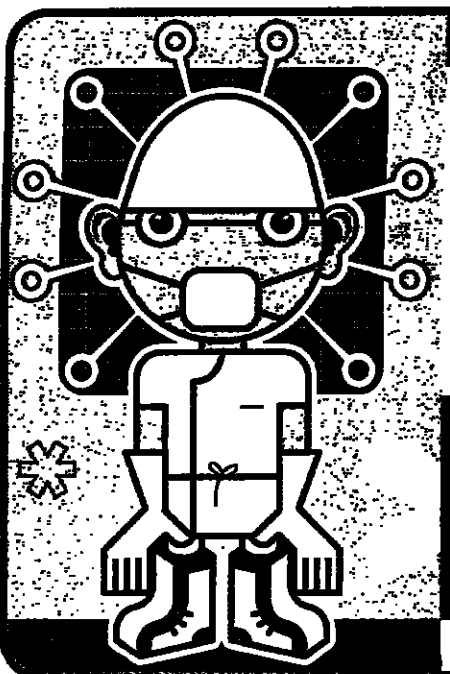
Si 95 à 98 % des appareils biomédicaux ne sont pas concernés par le bogue, les quelques pour-cents restants peuvent être vitaux. C'est le cas de l'automate pour la numération de la formule sanguine qui donne des résultats erronés ou du stimulateur cardiaque temporaire qui flanche. Sans oublier l'appareillage électronique installé au domicile des patients, comme pour la dialyse, qui reste difficile à recenser et donc à tester. « Notre message tient en une phrase : risque vital,

## La santé aux urgences

incertitude zéro », assure Philippe Cirre, sous-directeur des systèmes d'information et chargé de mission sur le bogue à la direction des hôpitaux. En novembre 1998, le secrétaire d'Etat à la santé a demandé aux hôpitaux et cliniques d'inventorier le matériel, de mener des analyses d'impact, de questionner leurs fournisseurs, puis de réaliser les tests nécessaires. Pour les y aider, la direction des hôpitaux a mis au point, à partir d'études réalisées dans trois CHU pilotes, un guide méthodologique « Passage à l'an 2000 en milieu hospitalier ».

Cette action d'envergure demande une prise de conscience et une implication de toutes les unités fonctionnelles. A Amiens, par exemple, la direction a mis en place un réseau de 150 correspondants (chef de service, secrétaire médicale, spécialiste en informatique...) en charge de la sensibilisation de terrain et des remontées d'information. Car la « bombe » du millénaire est un casse-tête chinois.

La hantise : l'appareil qui pourrait échapper au recensement, celui qui circule entre les services ou celui qui aurait dû être « réformé » et qui ne l'a pas été. L'évaluation des risques est également complexe. Deux mille appareils à l'hôpital amiénois sur les 10 000 utilisent une horloge temps réel avec des impacts divers : certains dont les données sont opérationnelles présentent un problème d'affichage, d'autres génèrent des données erronées ou tombent en panne. Les ingénieurs ont été confrontés à des cas insolites, comme celui de deux appareils absolument identiques, l'un cessant de fonctionner et l'autre pas, sans que



l'on sache pourquoi.

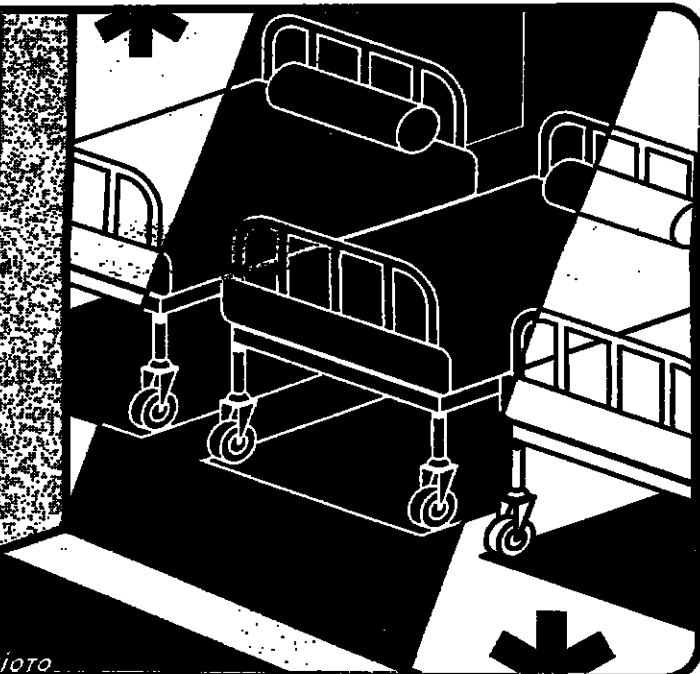
Il y a aussi certains équipements compatibles qui ne le sont plus dès qu'on les connecte. Beaucoup d'établissements ont pris l'habitude d'adapter le matériel standard du commerce à leurs besoins en ajoutant des boîtiers. L'assurance du fabricant que ses appareils passent bien l'an 2000 ne présage donc en rien de la sûreté du matériel « personnalisé ». Chaque hôpital public a dû mener un travail de fourmi, en questionnant tous les fournisseurs par lettre recommandée (400 en moyenne) : fabricants d'appareils, mais aussi fournisseurs de services d'eau, d'électricité et

### Les hôpitaux attendent l'an 2000 avec la hantise d'avoir oublié de vérifier des appareils vitaux

de télécommunications. Et considérer la dégradation de qualité : on connaît mal l'impact des microcoupures sur les systèmes électroniques. « Une simple baisse de pression de l'eau, explique Bernard Clays, ingénieur technique et logistique au CHU d'Amiens, empêche le bon fonctionnement des blocs opératoires. De même, au bout de deux heures de coupure, la situation sanitaire (talles, douches) devient vite ingérable ».

« S'il y a aujourd'hui une dynamique d'action dans les grands hôpitaux, la situation globale reste très hétérogène », déclare François Grimonprez, directeur du département plateau technique du Centre national de l'expertise hospitalière. Beaucoup de sites n'ont pas encore effectué leur inventaire, et d'autres se sont lancés dans les corrections sans même faire d'inventaire et sont obligés de revenir en arrière. Les fournisseurs renvoient les hôpitaux et les cliniques sur leur site Internet alors que la plupart ne sont même pas branchés ! « Sur le plan national, Philippe Cirre confirme que cette sensibilisation concerne aussi bien le public que le privé, « mais il est évident que, sur le terrain, il y a des disparités : la plupart des petits établissements sont en décalage ».

Il est plus que temps que les grosses unités qui y rechignent encore partagent leur savoir-faire avec celles qui



sont en retard, déclare en substance Philippe Pucheu, responsable des études à la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés (Fehap). « La notion d'enjeu national et d'action pour le bien commun n'est pas encore passée dans les esprits », reconnaît Philippe Banville. Un point de vue partagé par Patrick Tauziac, consultant an 2000 chez ON-X Consulting, société qui a participé à la rédaction du guide méthodologique : « Pour des raisons culturelles, les grands hôpitaux et les établissements plus modestes, le secteur public et le secteur privé n'ont pas l'habitude de collaborer. Autre exemple, dans le milieu hospitalier, le bogue souligne le divorce entre le monde administratif et le monde médical, qui cohabitent difficilement : l'un raisonne en « équipements impactés », l'autre en « processus de soins ».

Il y a également un manque de coordination entre les ministères et les collectivités locales : personne n'a demandé aux services de santé des armées de partager leur connaissance de la gestion de crise en contexte dégradé. » Tous les hôpitaux devront mener, entre avril et septembre, les tests avec les fournisseurs, mais ces derniers n'auront pas forcément toutes les ressources humaines nécessaires pour faire le travail dans les temps. « C'est une grosse préoccupation », avoue Philippe Cirre ; mais, s'il y a la moindre incertitude sur un matériel vital, la consigne est de ne pas l'utiliser, même s'il n'y a qu'un risque sur cent. »

Impossible d'avoir un état des lieux national tant que les tests ne sont pas achevés. En attendant, on prépare des plans alternatifs et des plans d'urgence, et l'ensemble du personnel hospitalier sera en alerte maximale pendant la période du 25 décembre au 5 janvier. « D'autant que, ajoute Philippe Cirre, si les hôpitaux et les cli-

niques qui ne sont pas prêts renvoient leurs patients vers les CHU, l'aspic, voire l'embolie, est à craindre. » De plus, conséquence des fêtes, il risque d'y avoir un afflux aux urgences au moment même où il en faudrait le moins possible. Le paradoxe, c'est que le ministère devra demander aux patients qui le peuvent de décaler leur hospitalisation programmée (50 % des cas), sans que cela jette la suspicion sur la qualité des soins en fin d'année. Le ministère fait confiance aux Français et à leur bon sens. Reste à savoir si la réciproque est vraie.

J.-R.D. et N. Q.-S.

### Mode manuel

POUR FAIRE face aux coupures d'eau ou d'électricité, panne sur des appareils vitaux, des plans de contournement manuel sont actuellement à l'étude dans tous les établissements de santé. Par exemple il faudra prévoir un technicien prêt à déclencher manuellement le démarrage d'un groupe électrogène ou des infirmières prêtes à se substituer à un système d'assistance respiratoire. Par ailleurs, certains biologistes ou manipulateurs dans les laboratoires devront se réentraîner d'ici à la fin de l'année à opérer en manuel. Mais tout n'est pas contournable : pour certains actes automatisés, le personnel n'est plus formé. Ainsi, rien ne remplace la précision d'une image du carreau au scanner en cas de traumatisme crânien. De même, les techniques d'analyse de sang ne sont pas enseignées en faculté. Et les sociétés qui fabriquaient les réactifs ont déposé leur bilan à cause des vendeurs d'automates.

### Trois questions à...

#### Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé

##### 1 Quelle est l'estimation du coût global de l'an 2000 pour le système de santé ?

Cette estimation est délicate à réaliser, mais le coût représente probablement 1 à 1,5 % des dépenses des établissements de santé. Et la rénovation du parc biomédical, technique et informatique qui cette occasion est un gage de meilleure qualité des soins pour l'avenir.

##### 2 Comment comptez-vous anticiper les inquiétudes du public ?

Après avoir informé et sensibilisé tous les acteurs de la santé publique et privée afin qu'ils soient encore plus vigilants que d'ordinaire pour parer à toute anomalie en fin d'année, Martine Aubry et moi-même allons informer le public sur les moyens mis en œuvre. Une chose me paraît essentielle : le passage à l'an 2000 ne doit pas troubler la relation de l'usager avec le système de santé. Il n'est pas question d'intervenir dans la relation entre la personne malade et son médecin, qui est seul juge du traitement adapté à la situation. En revanche, il y a des interventions programmées et donc des hospitalisations qui se

prévoient. Lorsque l'on a le choix du moment, ce n'est généralement pas la période des fêtes de fin d'année que l'on retient. Mais bien entendu les personnes devant être hospitalisées seront prises en charge dans les conditions habituelles mises en œuvre par nos hôpitaux.

##### 3 Avez-vous prévu des plans de crise ?

Des plans de sauvegarde pour parer d'éventuels dysfonctionnements dans les établissements sont bien sûr préparés. Nous allons être attentifs à la mobilisation des personnels : ceux-ci ont déjà été sensibilisés et seront présents pour faire face aux urgences qui ne manqueront pas d'intervenir durant cette période qui est une période de fête. Martine Aubry et moi-même veillons à ce que les services du ministère et les agences sanitaires soient dès à présent extrêmement attentifs à l'approvisionnement en médicaments, ou en sang. Celui-ci ne doit souffrir aucune carence. Le système de veille sanitaire sera également en alerte.

Propos recueillis par Jean-Rémi Déléage et Natacha Quester-Séméon



**Lumineux**

Avec le réveil-projecteur, l'heure s'inscrit sur un large écran à cristaux liquides et s'affiche sur un mur, un plafond ou une surface plane. La projection est orientable et réglable quant à l'intensité lumineuse et la grandeur des chiffres. Cadre en noir, argent ou en bois. 299 F (45,60 €) et 499 F (76 €) la version radio pilotée qui se remet automatiquement à l'heure.  
■ Oregon Scientific : 01-43-48-00-22

**Vibrant**

Comment être alerté avec discrétion des appels qui proviennent d'un téléphone mobile ? Casio propose une solution astucieuse qui associe une montre, la Vivibel, et le portable. Celle-ci se met à vibrer lors de la réception d'un appel. La sensibilité du vibreur est réglable. Poignet fin s'abstenir car la montre est volumineuse (diamètre : 4 cm). 1 195 F (180 €) bracelet en résine et 1 575 F (240 €) bracelet en métal.  
■ Casio : 03-88-71-51-51  
■ www.casio.com

**Intégré**

Construit par Alcatel et utilisant un navigateur conçu par Sun Microsystems, le prototype WebTouch est un téléphone d'une nouvelle génération. Il est doté d'un moniteur intégré qui permet de surfer sans passer par un micro-ordinateur. Son usage est simple : à l'aide d'un clavier, de touches préprogrammées, d'un écran tactile et d'un lecteur de carte à mémoire, il donne accès à de nombreux services, du commerce électronique à la réception

## Les duettistes

Ils fonctionnent en tandem ou ont des doubles fonctions

d'informations boursières. Le lancement du WebTouch est envisagé en septembre aux États-Unis et en Europe. Prix envisagé : moins de 2 000 F (300 €).  
■ www.alcatel.com

**Mobile**

Expert en communication, l'ordinateur de poche HP Jornada 680 travaille en duo. Il se connecte à un téléphone portable GSM et récupère le courrier électronique. Par le biais de la carte Rex ou Rex Pro, qui sert d'agenda électronique, les données sont échangées avec un poste de travail fixe. Le HP Jornada 680 fait aussi office d'enregistreur.

**Universel**

Avec l'adaptateur téléphonique PNote Pro, on peut se connecter à Internet partout dans le monde. Fonctionnant en 100, 220 et 240 volts, il évite de devoir adapter sa prise aux normes du pays. Compact et léger (225 g), le PNote Pro se fixe au bloc d'alimentation du portable à l'aide d'une bande velcro fournie. 289 F (44 €). Fabricant : APC (American Power Conversion).  
■ www.apc.com/francals/ftool/locatoc.htm

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier

## Dans les labos

**La pile à combustible carbure**

Mettre en circulation, en Californie, quarante-cinq véhicules propulsés par une pile à combustible entre 2000 et 2003, c'est le nouveau défi que se sont lancés les constructeurs automobiles Ford et DaimlerChrysler, dont l'accord sur cette technologie remonte au printemps 1998. La pile fonctionne sur le principe inverse d'une électrolyse et produit de l'électricité tant qu'elle est alimentée par un carburant riche en hydrogène. Elle a l'avantage d'être non polluante. Mais les constructeurs doivent encore résoudre les problèmes de stockage du carburant et des coûts de production de la pile.

**El Niño pisté par les poissons**

Les déplacements du plancton et des poissons qui le suivent pour se nourrir pourraient permettre de prévoir les années où El Niño sévit. Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs de l'IRD (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) ont croisé dans des modèles de simulation numérique, l'un intégrant les paramètres physiques de la circulation océanique, l'autre modélisant la consommation de nitrates par le plancton végétal. Ils savaient que les zones les plus poissonneuses se situent à la lisière des eaux chaudes et d'autres plus froides, remontées des profondeurs. Et ils avaient noté que, pendant les années El Niño, cette frontière était située 2 500 km plus à l'est qu'en période normale.

**Les fullerènes ont la vie dure**

Les fullerènes, molécules quasi sphériques composées d'un grand nombre d'atomes de carbone, suscitent beaucoup d'espoir. On a pensé à les utiliser pour acheminer des composants en exploitant leur structure en forme de cage. Voici maintenant qu'on les soumet à de fortes pressions dans l'espoir d'obtenir des matériaux presque aussi durs que le diamant. Et ça marche ! Une équipe grenobloise aidée de chercheurs portugais et russes a réussi à synthétiser une phase polymérisée à trois dimensions, c'est-à-dire un réseau de fullerènes dont chacune des « cages » est liée avec ses douze voisines. Sous l'effet de la pression, les liaisons entre les atomes de carbone sont devenues plus courtes.

**Des électrodes et au lit !**

Pour passer une bonne nuit, les astronautes n'auraient pas besoin d'un marchand sable, mais d'être couverts d'électrodes ! Telle est la curieuse conclusion d'une étude sur le sommeil en orbite rapportée par le magazine britannique *New Scientist*. Charles Czeisler, du Harvard Medical School Hospital, à Boston, a émis l'hypothèse que les astronautes ne dormaient pas parce qu'ils étaient préoccupés par leur mission. Et expliqué leur meilleur sommeil avec des électrodes par le fait que permettre aux médecins d'étudier leur repos était alors inclus dans leurs tâches !

### LA TECHNIQUE

## Capteurs à six pattes

ON NE COMPTE plus les extraterrestres insectoïdes de bande dessinée dotés d'yeux de mouche ou d'antennes supersensibles. Car, c'est évident - du moins pour les scénaristes de BD - cet arsenal, dont l'être humain est dépourvu, ne peut qu'apporter sinon des sens supplémentaires, du moins des sens plus développés. Sans aller jusqu'à ces utopies de science-fiction, certains chercheurs travaillent pour les systèmes de défense particuliers des insectes, non seulement pour comprendre comment ceux-ci fonctionnent mais aussi pour utiliser ces supercapteurs naturels comme détecteurs de pollution.

Naturellement intéressé par la résistance de ces animaux aux insecticides répandus par les agriculteurs, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) s'est penché sur les mécanismes que met en œuvre la mouche drosophile afin de se protéger des attaques chimiques extérieures. Pour s'apercevoir qu'un type de protéines activées dans la défense de son organisme, les cytochromes P450, répondaient également à la présence de certains gaz d'échappement des automobiles, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). En présence de HAP, les gènes des cytochromes P450 sont activés, et la drosophile se met à produire ces protéines qui lui servent à se protéger du stress chimique auquel elle est soumise.

Comme l'explique Marcel Amichot, chargé de recherche à l'unité santé des végétaux et environnement du centre INRA d'Antibes, « l'un des buts de ces recherches est l'utilisation de l'insecte comme biomarqueur de la pollution de l'air. Pour cela, nous devons d'abord identifier les gènes qui sont activés lorsque l'animal est en présence des polluants. » Resterait ensuite à développer l'instrumentation susceptible de transformer la mouche en biodétecteur pratique d'utilisation.

A l'élégante idée de la drosophile transgénique devenant fluorescente lorsque le gène sensible est activé est préférée une solution plus classique consistant à déposer sur un support solide de l'ADN correspondant aux gènes dont on veut suivre l'expression et à le mettre en contact avec le matériel génétique des mouches exposées à l'air urbain. Ce procédé présente l'avantage de pouvoir suivre plusieurs dizaines de gènes à la fois. Par rapport à des capteurs chimiques traditionnels, le biodétecteur va nettement plus loin.

A plusieurs centaines de kilomètres d'Antibes, une équipe de chercheurs allemands s'est inté-



Les chercheurs s'intéressent de près à l'extrême sensibilité des insectes qui signalent la pollution et les incendies bien avant les appareils électroniques

ressée à un coléoptère de la famille des buprestes, *Melanophila acuminata*. Les larves de cette espèce présentent la particularité de ne pouvoir se développer que dans le bois d'arbres récemment brûlés. D'où la nécessité absolue de pouvoir rapidement repérer, et à grande distance, les incendies de forêts. Les entomologistes savaient déjà que la bes-

L'INRA s'est penché sur les mécanismes que met en œuvre la mouche drosophile afin de se protéger des attaques chimiques extérieures

## Détecter, pas mesurer

SI LES CAPTEURS biologiques sont plus sensibles que leurs homologues électroniques, ils présentent l'inconvénient de ne pas fournir de données chiffrées quant au niveau de pollution. Un faux problème selon Marcel Amichot, du centre INRA d'Antibes : « Qu'est-ce qui est le plus important ? Dans les problèmes de pollution, une valeur absolue n'a pas de véritable signification parce qu'elle n'induit pas la même réponse selon les individus. De plus, le mélange des polluants entraîne des synergies ou des inhibitions des effets d'un polluant par un autre. Dans ces conditions, l'avantage du vivant par rapport au capteur chimique est clair : on voit si l'environnement global a un effet toxique ou pas sur l'organisme. »

Mais qui est le point de .com?

Nous sommes le point de .com

Sun  
microsystems

سكوا من الأصل

## Agenda

### RENCONTRES

**Le 29 avril**  
Kosovo : la guerre sur Internet  
Un jeudi par mois, à 19 heures, l'Ecole Multimédia et Le Monde interactif organisent un forum thématique retransmis sur Internet en Real Video. Les internautes peuvent poser leurs questions en direct aux intervenants.  
■ [www.ecole-multimedia.com](http://www.ecole-multimedia.com)

**Du 28 au 30 avril**  
Téléform 99  
Salon professionnel des nouvelles technologies, de l'éducation et de la formation. Un concours des meilleurs intranets/extranets récompensera les usages d'Internet appliqués à la formation. Inscription sur le site.  
■ Parc Chanot, à Marseille  
■ [www.cyberworkers.org/teleform99](http://www.cyberworkers.org/teleform99)

**Du 28 avril au 2 mai**  
Salon multimédia  
Organisé dans le cadre du Salon international du livre et de la presse.  
■ Palexpo de Genève  
■ [www.salonmultimedia.ch](http://www.salonmultimedia.ch)

**Jusqu'au 2 mai**  
Méta-Instrument  
Le Méta-Instrument mesure en permanence la position, la vitesse, le sens de déplacement des pieds, des poignets, des mains et des doigts. Les informations sont traitées en temps réel par des logiciels développés au gré de l'imagination des compositeurs. Présentation-concert dans le cadre de l'exposition « Les sons ».  
■ Cité des sciences et de l'industrie, Parc de La Villette, tous les jours à 14 h 30, 15 h 30 et 16 h 30, sauf les lundis.  
■ [www.cite-sciences.fr](http://www.cite-sciences.fr)

**Du 28 avril au 9 mai**  
Foire de Paris  
La Foire de Paris accueille un Salon du multimédia regroupant plusieurs espaces : informatique, télé, vidéo et son.  
■ Porte de Versailles à Paris  
■ [www.zdprod.com/marketing/salon-multimedia](http://www.zdprod.com/marketing/salon-multimedia)

**Les 4 et 5 mai**  
Actualité juridique  
L'Institut d'études politiques de Grenoble organise deux journées de formation consacrées aux aspects juridiques liés au Web.  
■ [www.sciences-po.upmf-grenoble.fr](http://www.sciences-po.upmf-grenoble.fr)

### Les rendez-vous d'avril et de mai

**Le 5 mai**  
Forum des Images  
Chaque mois, la Vidéo-thèque de Paris propose une lecture critique de sites Internet ou de CD-ROM. Au programme ce jour, deux sites artistiques consacrés à la danse. L'entrée pour la journée est de 30 F (4,57 €).  
■ [www.forum.vdp.fr](http://www.forum.vdp.fr)

**Le 5 mai**  
Médecine du sport  
L'Association sportive de l'Institut national des télécommunications (Asint) organise de 16 heures à 21 heures le premier colloque sur la médecine du sport retransmis en direct sur le Web. Avec notamment une conférence sur le thème d'Internet, nouveau moyen de recherche de l'information médicale.  
■ [www.minet.net/colloque\\_asint/](http://www.minet.net/colloque_asint/)

**Du 13 au 15 mai**  
Agora 99  
La Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) organise les premières Rencontres des jeunes créateurs multimédia en



C. WILLIANT/STATION MIR

Rhône-Alpes. Inscription gratuite pour tous les jeunes rhodaniens de 16 à 30 ans.  
■ [www.quartz.fr/agora/](http://www.quartz.fr/agora/)

**Le 20 mai, à 20h30**  
Station Mir  
Huit artistes de Station Mir, collectif de recherche et de création audiovisuelle et multimédia, s'associent à d'autres artistes ou groupes le temps d'une soirée Nomade à la Fondation Cartier pour créer une musique d'un nouveau genre : la Fractal Pacing Musik.  
■ [www.fondation.cartier.fr/fr/nomade/](http://www.fondation.cartier.fr/fr/nomade/)

**Du 23 avril au 7 juin**  
Alpinisme  
Des écoliers du Vercors vont suivre au jour le jour, sur Internet, l'expédition Vertical 99, première ten-

tative française d'ascension du Gurla Mandata (Himalaya).  
■ Revue Vertical : [www.glenat.com/vertical/vertical.htm](http://www.glenat.com/vertical/vertical.htm)  
■ Ecoles du Vercors : [www.ac-grenoble.fr/vercors/](http://www.ac-grenoble.fr/vercors/)

**Du 19 mai au 19 juin**  
Festival du film interactif  
Le film interactif : nouveau langage cinématographique ? Le premier Festival international du film de l'Internet (FIFI) s'adresse aux réalisateurs, infographistes et informaticiens. Son objectif est d'inciter à la création on line. Clôture des candidatures le 4 mai.  
■ [www.acran-noir.com/fifi/cp001.html](http://www.acran-noir.com/fifi/cp001.html)

Rendez-vous notés par Nicolas Bourcier et Cristina Marino

### Manchettes

#### Le retour des ferrofluides

Le Financial Times du 20 avril fait le point sur les applications des ferrofluides. Le quotidien rapporte que ces aimants liquides obtenus par la suspension de minuscules particules magnétiques à l'intérieur d'un liquide support, découverts il y a près de 70 ans, trouvent aujourd'hui une seconde jeunesse. Ils peuvent être utiles dans le domaine de l'environnement pour la séparation des agents contaminants, mais aussi pour confectionner des joints de raccordement pour les oléoducs et pour la transmission de l'énergie ultrasonique.

#### Compaq change de tête

Faute de bénéfices suffisants cette année, l'emblématique patron de Compaq, Eckard Pfeiffer, a donné sa démission le dimanche 19 avril suite à un conseil d'administration houleux. Il est remplacé par Benjamin Rosen, le président du conseil de Compaq. Le New York Times du 20 avril consacre sa « une » à l'événement et rappelle la succession de mauvais résultats qui ont entraîné ce départ : érosion des parts de marché sur les très lucratives ventes de serveurs, la chute des prix des PC, mauvaise gestion des stocks et difficultés d'intégration de Digital Equipment, récemment absorbé.

#### Un site pour l'adoption

L'USA Today du 20 avril rapporte la volonté du gouvernement de créer un site Web pour faciliter l'adoption d'enfants aux États-Unis. Ce site devrait présenter les photos de plus de 8 000 enfants en attente d'un foyer. Il ne devrait pas être opérationnel avant l'année 2001. Le quotidien précise que la mise en place du site coûtera 1,5 milliard de dollars (1,4 million d'euros, 9,3 millions de francs) à l'État avec des frais de maintenance annuels estimés à 1,25 million de dollars. Actuellement, rappelle USA Today, 37 États disposent d'un tel site mais le manque de moyens les rend peu opérationnels. La volonté du gouvernement de créer un tel site est fondée sur une statistique qui prouve le triplement du nombre d'enfants à adopter en 2001 aux États-Unis.

#### Du danger des mobiles

Les utilisateurs de téléphone portable ont du souci à se faire. C'est ce qu'assure, dans son édition du 10 avril, New Scientist, qui relève que, si les risques de cancer ou de « cuisson » du cerveau par micro-ondes ne sont pas démontrés, le coup de fil sur un mobile présente quelques curieux effets secondaires : l'International Journal of Radiation Biology (vol. 75) rapporte ainsi des trous de mémoire, ou du moins un temps de réaction accru pour se souvenir chez les sujets exposés.

### LA TECHNIQUE

## L'air sous surveillance

Les grandes villes françaises se dotent de nouveaux moyens pour tenir la pollution à l'œil

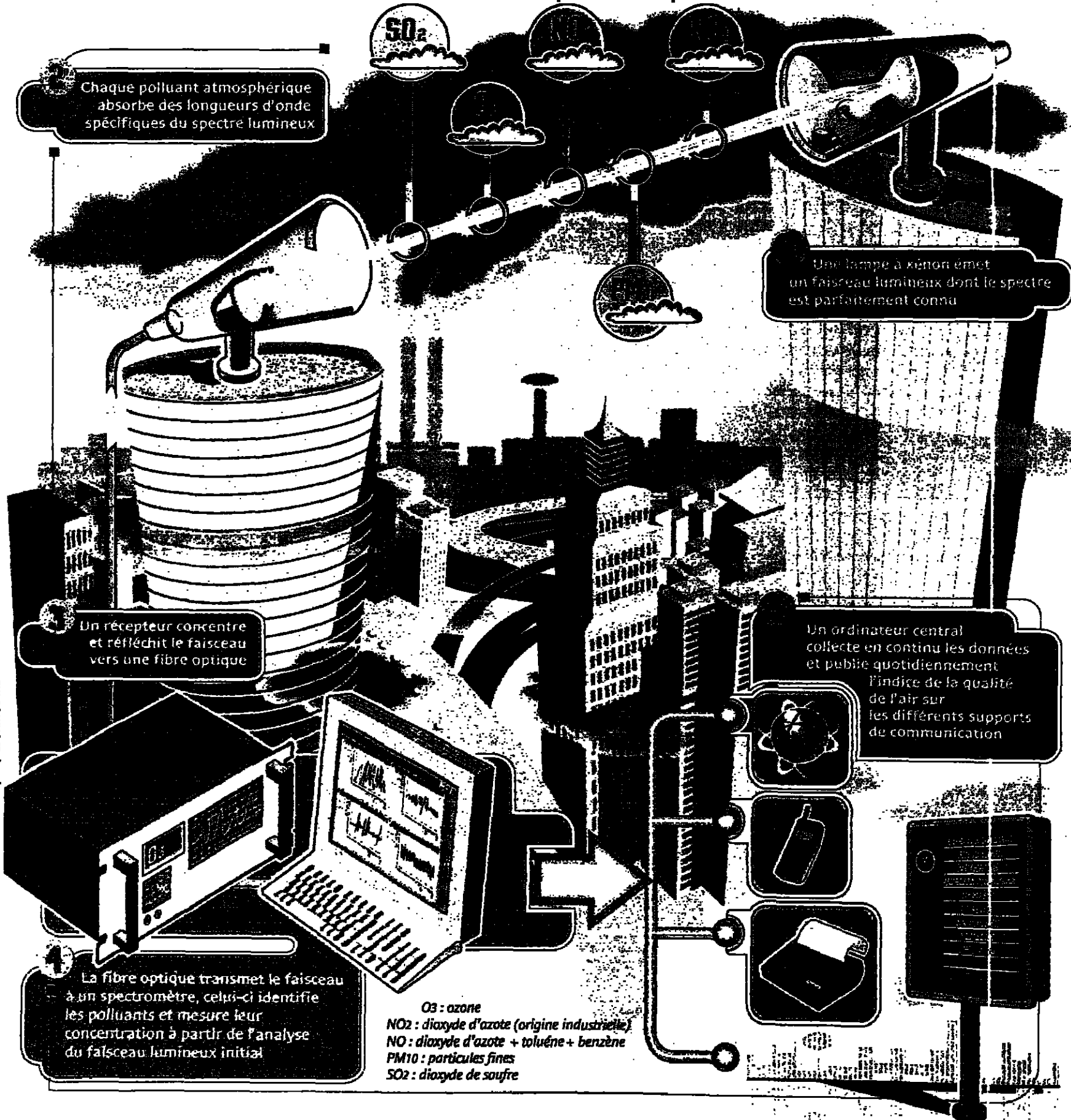
A BORDEAUX, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Rouen, Strasbourg et Toulouse, 265 morts prématurés sont dus chaque année à la pollution de l'air, annonçait en guise d'alerte, il y a une semaine une étude de l'Institut de veille sanitaire (InVS). Les résultats de cette enquête confirment la forte implication des particules (fumées noires), du dioxyde de soufre ( $SO_2$ ), du dioxyde d'azote ( $NO_2$ ) et de l'ozone ( $O_3$ ) dans la surmortalité par maladie cardio-vasculaire et par maladie respiratoire.

Or la loi sur l'air reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et d'en connaître précisément la qualité. Dans ce souci, Airparif, association chargée de surveiller la pollution atmosphérique en Ile-de-France, publie chaque jour, et depuis février sur son site Web, l'indice de la qualité de l'air de la ville de Paris et de son agglomération, mesuré au cours de la journée par quelque 35 stations implantées en Ile-de-France.

Depuis quelques années, Airparif utilise la méthode DOAS (spectrométrie d'absorption optique différentielle), un système téléométrique qui permet de détecter et d'analyser la pollution atmosphérique sans effectuer de prélèvement d'échantillons d'air. Partant du principe que les gaz polluants absorbent des longueurs d'onde de lumière caractéristiques, le dispositif consiste à émettre un faisceau lumineux sur un trajet de 1 600 mètres reliant la tour Saint-Jacques, dans le centre de Paris, au toit du bâtiment d'Airparif, près de la Bastille, et d'en analyser le spectre. Il est alors possible de mesurer simultanément jusqu'à six polluants d'origine automobile et industrielle sur plusieurs centaines de mètres.

Selon Martine Boissavy Vinau, ingénier à Airparif, « ce système donne une idée beaucoup plus proche de la pollution réelle ambiante que les stations traditionnelles de prélèvement à point fixe », qui sont généralement situées au ras du sol. Toutefois, celui-ci présente un inconvénient de taille : « Il est difficile à mettre en œuvre en ville, car il doit être situé à une hauteur élevée afin qu'aucun obstacle ne vienne perturber le trajet lumineux ».

Le réseau de surveillance de l'environnement de Lyon expérimente, lui, un Lidar, dispositif dérivé du système DOAS qui permet de réaliser des coupes en trois dimensions des concentrations de polluants, mais qui rencontre encore des problèmes de calibrage et de validation de ses résultats.





## Maître crawler

### WEBSEEKER 3.0

Editeur : ForeFront  
Distribué par Apsydoc  
(filiale à 100 % d'AB Soft)  
Support : CD-ROM PC  
Configuration minimale : PC 486 ;  
8 Mo de RAM ; Windows 95-98  
Prix : 925 F (50 €)

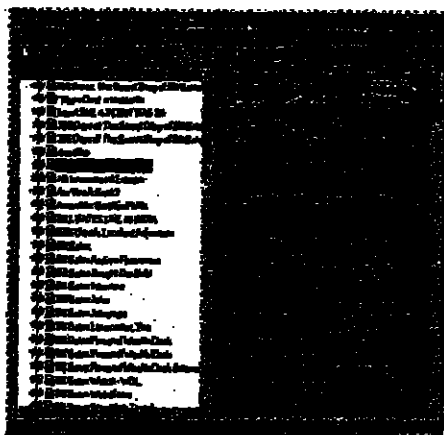
POUR trouver une information sur Internet, chacun a sa petite technique. Mais comment ne pas avoir la très désagréable impression de manquer une page Web lors d'une recherche ? Et si il existait, quelque part, bien cachée dans un recoin de la Toile, l'information exacte que l'on convoite ?

Pour en avoir le cœur net, on peut toujours vérifier sur plusieurs moteurs de recherche. Certains, comme Altavista, optent pour le *full text searching* : à chaque fois que le mot-clé figure sur une page, elle est recensée. Tapez « Kosovo »... et débrouillez-vous avec 294 060 réponses !

Autre technique, l'indexation. A partir de « Kosovo », le moteur Yahoo propose des classements par catégories : 19 sites sont proposés, de l'« exploration géographique », aux « institutions et politique ». Reste que cette navigation est longue, laborieuse et pas toujours efficace.

Heureusement, il y a les « metacrawlers » (métamoteurs), comme go2net.com, qui proposent de consulter et réunir les résultats les plus pertinents de plusieurs moteurs à votre place. C'est simple, rapide et gratuit. Mais pas forcément complet.

WebSeeker, un logiciel sur CD-ROM, s'impose alors comme le dernier recours : il est le métamoteur le plus abouti à ce jour. Enregistrez l'application, lancez votre navigateur, donnez votre mot-clé ou votre phrase à WebSeeker... et allez boire un café ! En plus des grands généralistes - Altavista, Lycos, Yahoo, Infoseek... - les moteurs spécialisés dans le sport, le droit, les



Si le métamoteur propose une synthèse spectaculaire, l'esprit d'analyse, lui, n'est pas fourni avec le kit

WebSeeker permet de lancer une requête simultanément sur des dizaines de moteurs de recherche, de vérifier et de trier les résultats. Une information plus complète, en un temps record

voyages ou le multimédia sont consultés pour vous. Jusqu'à 120 moteurs, classés par catégories, vont être passés au crible. Trois types de requêtes sont proposées : « éclair », « validée » ou « filtrée ». La première se contente d'offrir les résultats

bruts, la seconde supprime les doublons et vérifie si les pages sont consultables. La troisième crée une page Web avec index. Mieux : durant la recherche, les pages sélectionnées sont téléchargées en tâche de fond et leur accès devient alors instantané ! Non seulement on apprécie la fluidité, mais en plus le logiciel se débarrasse des publicités. Une icône rajoutée au début de chaque page permet de passer d'un site à l'autre en un clin d'œil. Une recherche affinée sur le Kosovo prend environ 8 minutes et permet de retenir quelque 1 000 sites. On peut par la suite affiner sa requête, en précisant plusieurs termes à trouver ou à exclure impérativement. WebSeeker permet d'enregistrer une recherche, ainsi que les résultats sur le disque dur, pour être éventuellement mise à jour ultérieurement. Ce métamoteur propose même à l'utilisateur de planifier ses recherches. Au jour et à l'heure dits, le logiciel se connecte seul, parcourt le Web, enregistre les informations et se déconnecte ! Mais attention ! Si le métamoteur propose une synthèse spectaculaire, l'esprit d'analyse, lui, n'est pas fourni avec le kit.

Julien Pot (Canal +)

## Dans les rayons

### Dico jeunes

Des images et des sons, une interface simple et amusante, une interface de recherche puissante, un correcteur orthographique basé sur la phonétique, une intégration complète au traitement de texte Word : rien ne manque, en somme, au Robert Junior pour être l'indispensable compagnon de route des dernières années d'école et des premières années de collège. Au programme, pour les 8-12 ans, 20 000 mots, 40 000 sens, 28 000 exemples, 7 000 mots prononcés et pas moins de 320 groupes thématiques.

■ Le Robert Junior (Havas Interactive). Pour PC. 299 F (45,58 €).

### L'Égypte éternelle

L'Égypte ancienne est actuellement le sujet de prédilection des éditeurs multimédias. Mais, s'il ne fallait consulter qu'un seul des nombreux CD-ROM consacrés à ce thème, *L'Égypte au temps des pharaons* tiendrait vraisemblablement la corde. D'autant que depuis le 9 avril 1999, et jusqu'au 12 juillet de la même année, ce titre devient plus interactif que jamais, avec l'exposition, organisée au Grand Palais par la Réunion des Musées nationaux et le Louvre, « L'art égyptien au temps des pyramides ». A noter que ce CD-ROM a été reconnu d'intérêt pédagogique par le ministère de l'Éducation nationale.

■ *L'Égypte au temps des pharaons* (Le Louvre et la Réunion des Musées nationaux). Pour Mac et PC. 299 F (45,58 €).

### Dernières parutions

■ *Internet et après ?* (Flammarion). - La « théorie critique des nouveaux médias » proposée par le médiatique Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS. Un peu ardu, mais passionnant, pour comprendre que « l'idéologie technique d'aujourd'hui n'est pas moins dangereuse que les multiples dominations d'hier ». 129 F (19,67 €).

■ *Sim City 3000* (First Interactive). - On ne présente plus le jeu, dont la troisième version vient de sortir, et dont les deux premiers volumes avaient conquis plus de sept millions de joueurs. Mais voici maintenant le livre, guide officiel pour créer la ville de ses rêves. 99 F (15,23 €).

■ *Le Théâtre de minuit* (Syntex). - Un CD-ROM d'éveil, comme on dit un livre d'éveil : Murielle Lefèvre a mis en scène et en musique (sur une création de Mishiru Oshina - le CD-ROM est produit par la chaîne de télévision japonaise NHK), les images de Kvetia Pacosva, artiste tchèque spécialisée dans le dessin pour enfants. Sans le moindre texte additionnel, ce titre est destiné, en priorité, aux moins de 6 ans. 199 F (30,34 €).

## Le Monde CANAL+

### Sabir cyber

## Tableur

LE TABLEUR est la plus belle invention de la micro-informatique. On le doit à deux individus, Dan Bricklin et Bob Frankston, inventeurs du logiciel Visicalc (pour Visible Calculator) en 1978. Bricklin était un informaticien qui avait repris ses études à Harvard en 1977, après une première expérience professionnelle pendant laquelle il avait travaillé sur les traitements de données des mini-ordinateurs de DEC. Il cherchait à trouver une utilité aux micros et pensait que ceux-ci pouvaient simplifier la gestion des entreprises.

Bricklin était aussi un idéaliste qui pensait que les logiciels devaient être la propriété de tous. Il refusa de déposer un brevet. D'autres s'en chargèrent. Publié au printemps 1979, quelques mois avant Wordstar, le premier traitement de texte, et huit ans après la calculatrice, le tableur venait révolutionner l'histoire du calcul et l'ensemble des rapports entre l'homme et le chiffre.

Excessif ? Je ne crois pas. Le tableur est d'abord une pure invention, peut-être la seule de toute la micro-informatique. Les jeux vidéo, le traitement de texte, Internet, les bases de données, la photo numérique, tout cela a été inventé soit bien avant, soit tout à fait indépendamment. Seul le tableur a été créé *ex nihilo* pour ces nouvelles machines. Avec Lotus 1-2-3, à partir de 1982, c'est d'ailleurs lui et lui seul qui les fait entrer dans les entreprises. Le destin du tableur et celui du micro-ordinateur sont ainsi intimement liés. Mais il y a plus. On considère souvent que le tableur est un « traitement de chiffres », au même titre qu'il y a des traitements de texte. Mais il fait subir aux chiffres bien plus que ce que le traitement de texte fait aux mots. Il les travaille, les ordonne, en fait naître d'autres, et leur donne un nouveau sens. L'équivalent

littéraire de tableur serait traitement d'idées.

Des origines, en anglo-américain, le tableur fut un *spreadsheet*. Le mot, et l'idée existaient déjà dans un dictionnaire américain de comptabilité de 1952 (Eric L. Kohler's Dictionary for Accountants). Une *spread sheet* (les deux mots étaient séparés) désignait une feuille de travail comportant une matrice permettant de vérifier les calculs comptables par une double approche, en lignes et en colonnes.

Mais le mot ne se traduisait pas bien en français (« feuille, en colonnes » ou « format à l'italienne » ?), et son origine y était inconnue des informaticiens, un grand flottement lexical s'ensuivit chez nous. Comme le tableur original s'appelait Visicalc, on commença par parler de *calque*.

En mai 1982, dans *L'Ordinateur individuel*, l'essai d'un concurrent de Visicalc, intitulé Supercalc, suggère *calc*, aussitôt traduit « calque ». Mais, si les initiales comprennent d'où ça vient et relient *calque* à *calcul*, les nouveaux venus ne voient pas le rapport entre un logiciel de calcul et une feuille de papier *calque*.

En juillet, *calque* est remplacé par *calculateur visible*, décalqué de Visicalc. En septembre, on se résigna pour *tableau magique*, avec d'une défile de la raison. Un an après, le numéro récapitulatif « Cinq ans d'informatique individuelle » risquera un « *tableur*, ou *calque* », qui signifie la fin d'une époque. A partir de la fin 1983, on dit *tableur*.

Ces trois ans de tâtonnements ne furent pas perdus, car *tableur* est bien supérieur à *spreadsheet*. Le mot français, plus général, ne reste pas collé à la gèbe comptable, et il est en plus actif. C'est justice, car le *tableur* agit bel et bien sur ce qu'on entre dans ses cellules.

Cléo (Canal +)

## Tendance

MOT solidement implanté, sans concurrence chez les noms communs. Mais le danger vient justement de l'absence de concurrence. Le monopole de fait de Microsoft sur le marché du *tableur*, transforme Excel, le produit de la marque, en nom de moins en moins propre.

### Dico

L'ENTRÉE de *tableur* dans le Petit Larousse fournit un bel exemple des difficultés culturelles françaises à s'emparer du domaine. Le mot est bien présent dès 1987, mais sous l'extraordinaire définition suivante : « Logiciel permettant d'opérer une partition fine d'un écran d'un visuel ». La bourde sera corrigée dans les années 90 avec la définition suivante : « Programme de création et de manipulation interactives de tableaux numériques visualisés », qui n'est pas un modèle non plus, mais qui dure à ce jour. Le portugais utilise *spreadsheet*, l'italien  *foglio elettronico*, l'allemand *Kalkulationstabelle* et l'espagnol  *hoja de balance*.

Et  
pour vous,  
que pouvons-  
nous mettre  
au .com?

Nous sommes le point de .com

**Sun**  
microsystems

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCT

IV

VIII / LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

## Informatique - Réseau

Importante enseigne de grande distribution recherche son

### Directeur Informatique

Paris R/P  
Directement rattaché à la Direction de la centrale nationale du groupe, vos missions vous conduiront à :

- ♦ assurer l'évolution du système d'information interne de notre centrale,
- ♦ prendre en charge l'analyse des besoins fonctionnels, l'instruction, la mise en oeuvre et la coordination des solutions retenues sur l'ensemble du périmètre (centrales d'achats, magasins, autres sociétés de l'enseigne),
- ♦ être garant de la sécurité et de la cohérence de l'ensemble des systèmes d'information du groupe,
- ♦ définir les budgets et gérer l'ensemble des moyens matériels et humains.

Agé de 35/40 ans, Bac +4/5, Ingénieur ou Universitaire, vous justifiez d'une expérience similaire qui vous aura permis d'acquies des connaissances en architecture de systèmes ouverts (UNIX, NT, réseaux et groupware) et un sens aigu du management d'équipes et de projets. Vos qualités de gestionnaire, d'animateur et votre excellent relationnel seront garants de votre réussite au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sur notre site web ou par courrier, sous la référence ISA25826 à Stéphane Amiot.

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex  
web : www.mprance.com e-mail : informatique@michaelpage.com

Michael Page  
INFORMATIQUE

La filiale spécialisée d'un groupe bancaire national de premier rang recherche un

### Chargé d'Etudes Risques

Paris

Rattaché au Directeur des Risques, vous prenez en charge la conception, la mise en place et la gestion des outils nécessaires à l'analyse et à la surveillance des risques (tableaux de bord, outils d'aide à la décision).

Vous participerez à la création et au suivi de différents "scores" afin d'optimiser le processus de décision sur des dossiers de crédit immobilier et à la consommation. Possédant de bonnes connaissances informatiques vous êtes capable de mettre en place et de maintenir un système expert.

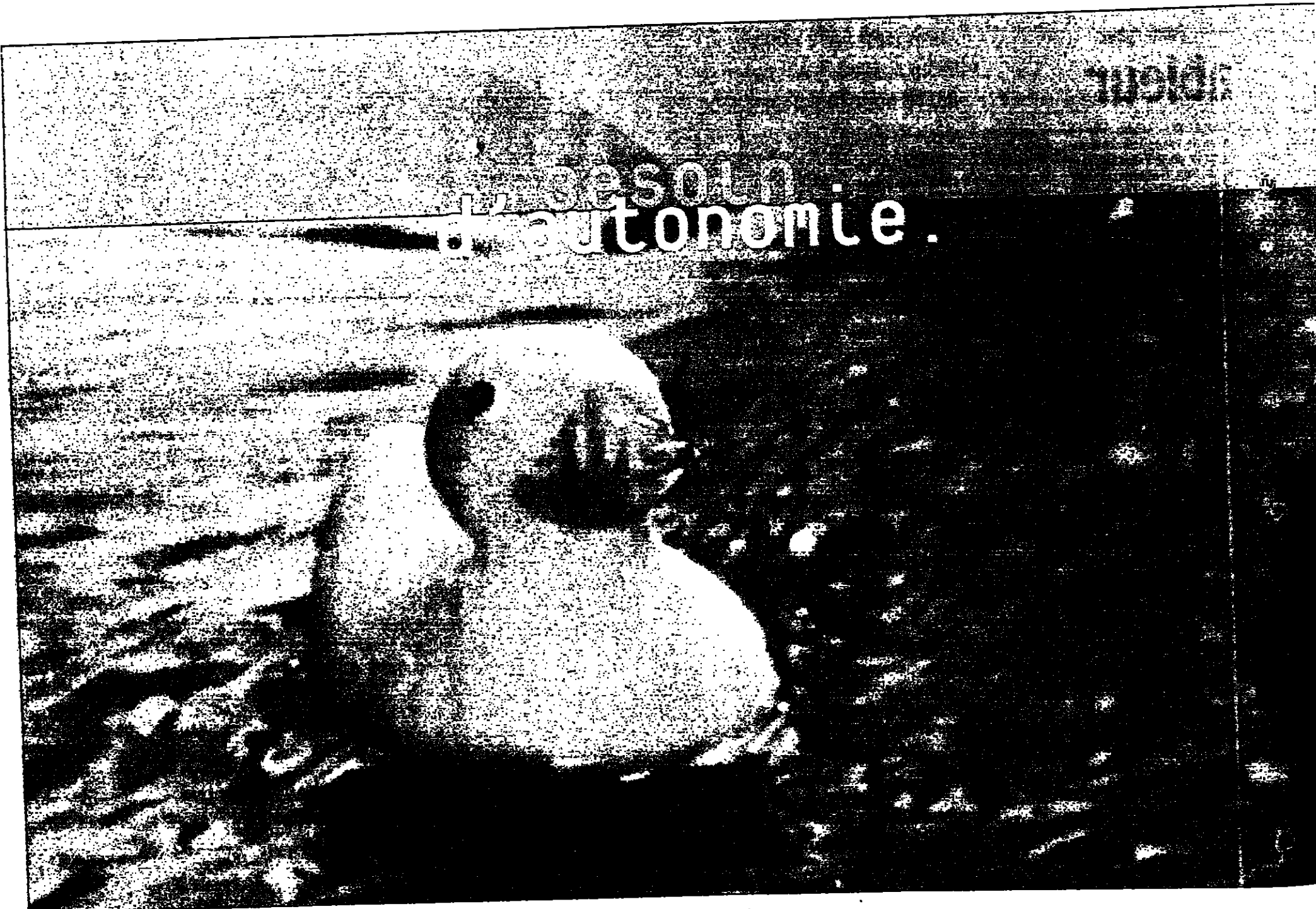
Merci d'adresser votre candidature, sur notre site web ou par courrier, sous la référence BJB182499 à Jean-Valéry Bert.

web : www.mprance.com

23 rue Boissière 75116 Paris

e-mail : banque@michaelpage.com

Michael Page  
BANQUE



9 TELECOM faites le choix de vos envies.

Faire le choix de vos envies, c'est déjà faire un choix d'avenir. En rejoignant 9 Telecom, filiale française de Telecom Italia, opérateur d'envergure internationale, vous participerez au développement de produits et de services parmi les plus innovants et les plus compétitifs du marché. L'acteur majeur de la téléphonie fixe en France, 9 Telecom s'adapte en permanence aux exigences des entreprises et des particuliers. Pour contribuer à son développement, 9 Telecom recherche des collaborateurs imaginatifs, motivés par l'évolution constante d'un secteur de pointe.

#### DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION

Notre Direction est garante de la définition, du développement et de l'exploitation des systèmes d'information et des plateformes de services.

#### Chefs de projets Développement

Au sein d'équipes fonctionnelles, vous veillerez à la mise en forme des cahiers des charges, au pilotage de la maîtrise d'oeuvre et de l'application de nos systèmes d'information. Vous avez acquis une expérience significative dans les domaines de la programmation, du marketing, de la relation clientèle, des cartes d'appels, de la gestion des données, du datawarehouse, si possible dans le secteur des télécoms. Réf : CPD/AG/179

#### Ingénieurs Systèmes-Réseaux-Sécurité

Vous assurez l'industrialisation de la gestion et de la sécurité des systèmes de notre département exploitation. Ingénieur de formation, vous connaissez impérativement les plateformes Unix, IT, les Réseaux Cisco, les protocoles TCP/IP, Radius. La maîtrise d'Internet est un plus. Réf : ISR/AG/179

#### Ingénieurs/Chefs de projets Architecture-Intégration-Qualité

Selon votre profil, vous participez à l'intégration, à la définition et à l'évolution de l'architecture et veillez à la qualité des systèmes d'information. La connaissance de l'environnement Télécom est indispensable. Réf : CPA/AG/179



études Risques

## PRIME une carrière d'ingénieur est un défi permanent

Société spécialisée dans le conseil en hautes technologies (350 personnes) recherche dans le cadre de son développement :

**Ingenieurs Télécoms** (mar. n)  
Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans le développement des logiciels de base et la programmation de la téléphonie. Vous maîtrisez l'anglais et le français. Vous êtes motivé et aimez les défis. Vous êtes intéressé par les technologies de pointe.

**Ingenieurs Temps Réel** (mar. n)  
Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans le développement des logiciels de base et la programmation de la téléphonie. Vous maîtrisez l'anglais et le français. Vous êtes motivé et aimez les défis. Vous êtes intéressé par les technologies de pointe.

**Développeurs Administrateurs**  
Systèmes SOBR (mar. n)  
Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans le développement des logiciels de base et la programmation de la téléphonie. Vous maîtrisez l'anglais et le français. Vous êtes motivé et aimez les défis. Vous êtes intéressé par les technologies de pointe.

**Ingenieurs Réseaux/Administrateurs**  
Systèmes (mar. n)  
Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans le développement des logiciels de base et la programmation de la téléphonie. Vous maîtrisez l'anglais et le français. Vous êtes motivé et aimez les défis. Vous êtes intéressé par les technologies de pointe.

**Ingenieurs Technologies Object-Oriented**  
Systèmes (mar. n)  
Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans le développement des logiciels de base et la programmation de la téléphonie. Vous maîtrisez l'anglais et le français. Vous êtes motivé et aimez les défis. Vous êtes intéressé par les technologies de pointe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence choisie à 9 Telecom, DRH, 38 Quai du Point du Jour, 92659 Boulogne cedex ou par Email : [recrutement@9telecom.fr](mailto:recrutement@9telecom.fr)  
<http://www.9telecom.fr>

## Généraliste des télécoms : rejoignez le leader

Créée il y a plus de 100 ans en Finlande, notre entreprise est aujourd'hui l'un des leaders mondiaux des télécommunications. Nous comptons 44 000 employés dans 45 pays et nos produits sont commercialisés dans 130 pays. Particulièrement reconnus dans le domaine des systèmes réseaux digitaux, nous nous développons actuellement en France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, et Turquie et recherchons pour chacun de ces pays un

## Chef de Projet

Acquisition de sites

Vous possédez une bonne expérience du management commercial dans un environnement technique. Vous recherchez l'innovation, l'esprit d'équipe, l'aspect international - tout cela dans une société renommée en pleine expansion. Vous souhaitez véritablement mener à bien vos missions et visez une carrière avec des perspectives uniques. Saisissez cette opportunité !

La connaissance des systèmes réseaux digitaux est requise. Rigoureux, organisé, vous maîtrisez l'anglais. Nous vous offrons des conditions attractives et de réelles perspectives d'évolution dans une entreprise internationale.

Vous êtes intéressé par ce challenge ?

Vous planifiez et coordonnez les installations télécoms sur les sites en cours d'acquisition. Vous contrôlez de manière constante l'avancement du projet et les implications durée/coûts/qualité. Vous avez également en charge le management des équipes internes et des sous-traitants, les aspects légaux, l'administration et les procédures d'autorisation.

Pour plus d'informations, contactez nos consultants au 49 (0) 6173 940 556 du lundi au vendredi, ou adressez CV, lettre et photo en anglais ou allemand sous réf. 9-186 à : Eckstein Personnel Consulting GmbH - P.O. Box 5487 - D-65748 Eschborn - Germany. E-mail : [muukkonen@eckstein-p-consulting.de](mailto:muukkonen@eckstein-p-consulting.de)

Des opportunités sont à saisir dans d'autres domaines d'activité

d'équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence choisie à 9 Telecom, DRH, 38 Quai du Point du Jour, 92659 Boulogne cedex ou par Email : [recrutement@9telecom.fr](mailto:recrutement@9telecom.fr)  
[www.9telecom.fr](http://www.9telecom.fr)

VOUS DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



مكثا من الأمل

هكذا من الأصل

X / LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

REPRODUCTION INTERDITE

## Informatique - Réseaux Télécommunications

### Grands réseaux de voix et de données

Alcatel est l'un des acteurs majeurs sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications (voix, données, images, services) destinées aux entreprises. Leader en France, la Division Service et Distribution (3 000 personnes et 3,7 MdF de CA) comprend huit Directions qui couvrent l'ensemble du territoire. Nous souhaitons renforcer nos équipes techniques et de management dans le domaine des Services et recherchons des ingénieurs à fort potentiel :

#### PROJECT MANAGERS

PARIS RP (RÉF. N1916) • RÉGIONS (RÉF. N1927)

Rattaché au Responsable des Opérations, vous prenez en charge l'organisation et le pilotage de projets complexes (réseaux voix / données / images, call centers). Vous assistez nos équipes commerciales dès l'élaboration de l'offre et devenez l'interlocuteur privilégié du Client. Vous gérez le projet dans sa globalité : planning, aspects financiers et contractuels, déploiement sur site, coordination de l'équipe de réalisation. Vous êtes le garant de la satisfaction du Client. Ingénieur de formation, vous avez une expérience similaire de 2 à 5 ans, de préférence dans le domaine des réseaux.

#### CONSULTANTS TÉLÉCOMS ET RÉSEAUX

PARIS RP (RÉF. N1938) • RÉGIONS (RÉF. N1949)

Vous réalisez des missions d'audit et de conseil dans les domaines télécom, systèmes, réseaux et multimédia. Vous intervenez en avant-vente, assistez nos Clients dans l'expression de leurs besoins, collectez les informations de trafic et assurez la modélisation des flux. Vous améliorez l'efficacité des systèmes et/ou des environnements rencontrés en préconisant des solutions techniques pertinentes. Vous travaillez dans une optique de prospective sur les évolutions technologiques et sur la stratégie d'Alcatel. Ingénieur, vous avez une expérience similaire d'au moins 2 ans et un bon sens de la communication.

#### CONCEPTEURS RÉSEAUX

PARIS RP (RÉF. N1960) • RÉGIONS (RÉF. N1971)

Au sein de nos projets d'intégration, vous assurez la réalisation de prestations d'ingénierie qui complètent notre offre standard de solutions techniques. Vous concevez l'architecture des réseaux (plan de dressage, configuration, ...) et l'optimisez en vous appuyant sur les outils de simulation et de design les plus évolués. Vous prenez part à la réalisation du projet avec les équipes d'installation. Vous sollicitez, si nécessaire, l'intervention d'experts techniques. Ingénieur de formation, vous avez au moins 2 ans d'expérience dans la conception d'architectures de réseaux.

\* Chef de Projet

#### JEUNES INGÉNIEURS TÉLÉCOM ET RÉSEAUX

VOIX, DONNÉES, ADMINISTRATION DE RÉSEAUX, CALL CENTERS  
PARIS RP (RÉF. N1982) • RÉGIONS (RÉF. N1993)

Après une période d'intégration et de formation à nos produits, services, outils et méthodes, vous prenez part à nos projets télécom et réseaux. En contact avec nos équipes commerciales et à l'écoute des besoins des Clients, vous intervenez dans les phases de mise en œuvre, de déploiement et de recette de solutions innovantes : voix, données, call centers, administration de réseaux. Vous évoluerez progressivement vers une fonction de spécialiste (Concepteur Réseaux, Ingénieur d'Applications, Consultant, Expert Produit, ...) ou vers un poste de coordination et d'encadrement (Project Manager, ...). Ingénieur débutant, ou doté d'une première expérience, vous avez de bonnes connaissances en réseaux télécom.

#### Profil et Offre

En fonction du poste concerné, vous avez de 25 à 35 ans environ. Vous évoluez dans un environnement high tech : télécom, informatique, consulting, ... Vous offrez une solide culture technique (réseaux Voix/Données, environnements hétérogènes, ...) à une expérience acquise dans le cadre de projets proches des nôtres. Vous avez un bon niveau d'anglais. Vous bénéficiez d'un environnement de travail de haut niveau, propice au développement de votre potentiel. L'importance de votre contribution dans l'évolution de notre "Services Clients" vous garantit de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence choisie à notre Conseil : PREMIÈRE LIGNE 57, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY - Fax : 01 41 92 98 99. Email : premiere-ligne@wanadoo.fr

#### MAIRIE DE PARIS

DIRECTION DES AFFAIRES SCOLAIRES

La Direction des Affaires Scolaires a reçu pour mission de câbler et de donner accès à Internet à l'ensemble des écoles élémentaires, collèges et lycées municipaux parisiens (500 établissements) pour septembre 2000. Maître d'ouvrage de ce projet, elle recherche pour renforcer la maîtrise d'œuvre un

#### Ingénieur - Organisateur

Responsable technique de la maîtrise d'œuvre, vous participerez à la rédaction des appels d'offres, l'exécution des marchés et aurez en charge l'expertise technique, le suivi et la logistique des prestations.

La mission s'orientera dans un second temps vers la conception, la mise en œuvre et la gestion de la téléphonie (voix, données, IP ...) des mêmes établissements.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Bac +4/5), vous possédez une expérience de conduite de projets importants, et une connaissance des technologies de câblage et Internet. L'esprit ouvert, rigoureux et méthodique, apte au dialogue avec de nombreux partenaires, vous saurez vous impliquer dans ces domaines d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre et prétentions)

Mairie de Paris - DASCO

Bureau des Technologies de l'Information

et de la Communication

3, rue de l'Arsenal - 75181 PARIS Cedex 04

bic@mairie-paris.fr

MAIRIE DE PARIS

GEC  
déménagement !

Toujours du  
nouveau  
chez GEC...  
même l'adresse.



Générale Europe Consultants

## Carrières internationales

TEST  
QUALITATIF

Notre agence de communication recherche pour participer à un test de campagne : des ingénieurs système et information et des ingénieurs télécoms ayant une expérience professionnelle. Si cette offre vous intéresse, appelez le 01 53 24 28 44. Indemnisation prévue.

Société internationale d'assistance technique recherche pour ses chantiers de moyenne et longue durée en

CHIMIE ET PÉTROLE :

DIRECTEURS DE CHANTIER

DIRECTEURS ADMINISTRATIFS

SUPERINTENDANTS OU CHEFS DE ZONE

SUPERVISEURS :

• Génie Civil • Charpentes Métalliques • Levage • Tuyauteries • Electricité • Instrumentation • Peinture • Calorifuge.

De formation technique (Bac + 2), vous êtes bilingue français/ anglais et justifiez d'une expérience dans la fonction (2 ans minimum requise). Vous êtes disponible sous 1 mois.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. CS914014 sur l'enveloppe à CANDISSIMO - B.P. 80 - 92105 Boulogne cedex qui transmettra.

# Un bon choix se fait rarement seul.

SYNDICAT DE CONSEIL EN RECRUTEMENT

SYNTEC

Un bon choix ne se fait pas sans exigence.  
Notre objectif : garantir l'adéquation des hommes et de leurs fonctions.

Un bon choix ne se fait pas sans dialogue.  
Notre objectif : favoriser un échange complet et sincère, pour évoluer dans la confiance.

Un bon choix ne se fait pas sans efficacité.  
Notre objectif : vous faire gagner du temps et de l'argent, grâce à la qualité des moyens d'évaluation et l'efficacité des services.

Le label des annonces Syntec, c'est le talent  
de 144 cabinets conseil à vos côtés.

30, rue Fabert - 75007 PARIS

www.syntec-recrutement.org



# Informatique - Réseaux Télécommunications

Christian Dior  
COUTURE

Pour accompagner le développement de  
notre Direction Informatique, nous recherchons un :

## Chef de Projet Junior International

Rattaché au responsable des études, vous prendrez en charge l'ensemble des applications informatiques de notre réseau boutiques au niveau international (Europe, Asie, USA). Intercouteur privilégié des filiales et support pour les échanges d'information, vous êtes responsable de la consolidation et de la fiabilité des données. A moyen terme, vous participerez à l'évolution technologique et fonctionnelle de notre base centrale.

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez acquis une expérience de 2 ans en tant que chef de projet junior ou analyste en environnement micro-informatique et plus spécifiquement avec VISUAL, BASIC, ACCESS, SQL. Une expérience fonctionnelle de la gestion commerciale serait appréciée.

Vos capacités d'analyse, de conception, votre autonomie et votre sens du service vous permettront de réussir vos missions et vous ouvriront des perspectives au sein d'un groupe de dimension internationale.

Un excellent niveau d'anglais et une forte disponibilité géographique sont requis pour ce poste. Poste basé à Paris avec de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre, photo et prétentions) à/réf. 117/CRJ/MD à Catherine Brossat, PM Ressources Humaines, 28 rue Anatole France, 92300 Levallois-Perret. E-mail : pmrh@pmrh.com



Ce qui

Les métiers  
du Crédit  
Lyonnais

Vous êtes bien. Bien dans votre tête. Plein d'énergie. Optimiste, enthousiaste et volontaire. Vous avez du tempérament et faites preuve de créativité. Ce qui vous anime, c'est la gestion du changement. Dans le cadre de la mise en place d'un nouveau système de traitement des instruments financiers (SIVM), nous recherchons pour notre centre de **Staples** (94) un :

## Responsable valeurs mobilières H/F

Responsable de la cellule de pilotage, vous êtes chargé d'optimiser l'efficacité et de garantir l'intégrité et l'évolution du nouveau système d'information. A l'écoute des différents clients (directions marketing, dépositaires, intermédiaires, back-offices...) et en relation avec vos fournisseurs (informatique, les organismes de place), vous :

- encadrez et fédérez une équipe d'opérateurs et de techniciens experts dans leur métier (20 personnes),
- constituez et participez à des groupes de travail et à des études de place en appui du département organisation,
- garantissez la sécurité et la qualité du traitement des opérations,
- assurez un reporting régulier auprès de votre hiérarchie et de la maîtrise d'ouvrage.

De formation bac +4/5, vous justifiez d'une expérience reconnue de 7 à 8 ans dans le domaine des valeurs mobilières et idéalement en informatique. Vos qualités managériales et de gestionnaire, votre maîtrise des interfaces clients/fournisseurs, notamment avec l'informatique, vous permettront de réussir dans cette fonction.

Pour ce poste à pourvoir immédiatement, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV), sous la réf. RVH/LM, au Crédit Lyonnais DCTI/Ressources Humaines, 92081 Paris-La Défense Cedex 10.



CREDIT LYONNAIS

NOUS VOUS DEVONS UNE NOUVELLE BANQUE

PRINTEMPS  
recherche

## Responsable de Projet en Organisation

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre Direction de l'Organisation et de l'Assurance Qualité un Responsable de Projet.

En relation étroite avec nos directions opérationnelles, vous prendrez en charge l'optimisation, la rationalisation des processus existants et l'amélioration de nos services clients (clients marchands).

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans dans ce type de fonction acquise dans une entreprise de grande dimension. Une expérience en Organisation et en gestion de projet de grande entreprise.

Vous possédez une bonne connaissance des systèmes d'information et une bonne maîtrise organisationnelle des processus et maîtrisez particulièrement la gestion de projets d'organisation, l'expérience de la mise en œuvre d'un projet - type ERP, la connaissance de la supply chain et/ou de la fonction achat/Vente dans la Grande Distribution serait un plus.

Votre sens relationnel, votre pugnacité et votre humilité sont des atouts majeurs pour réussir dans ce poste.

Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au Service Recrutement Cadres - PRINTEMPS, 102 rue de Provence, 75009 PARIS.



## POUR GAGNER QUELQUES DIXIÈMES DE SECONDES SUPPLÉMENTAIRES, LES CONSULTANTS ALTRAN N'HÉSITENT JAMAIS À PRENDRE DES ANNÉES D'AVANCE.

Leader européen du conseil en technologies, Altran s'engage pour trois ans aux côtés de l'écurie Prost Grand Prix, en qualité de partenaire technologique.

Altran apporte son expertise pour appuyer les défis technologiques auxquels l'écurie doit faire face. Des consultants européens du groupe Altran sont impliqués sur les projets de recherche et développement menés au sein de Prost Grand Prix.

Le partenariat unissant Altran à Prost Grand Prix se fonde sur la reconnaissance par les deux sociétés de valeurs et de modes de fonctionnement communs, autour des technologies de haut niveau, de la performance et de la place centrale de l'homme dans leurs activités.

Dans un environnement économique et technologique en évolution constante et très rapide, Altran accompagne ses clients en mettant à leur service son approche plurisectorielle et multiséculaire des technologies innovantes. Il les aide à développer ou à maintenir l'avance technologique qui leur permet d'accroître leur compétitivité.

Consultants en Télécom-Radiocom R&D PGPLM-1202

Consultants en Méthodes-Production R&D PGPLM-1534

Consultants en Systèmes Temps Réel R&D PGPLM-1306

Exercer notre métier, c'est découvrir la richesse culturelle du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des 65 sociétés européennes d'Altran.

Si l'univers du conseil en technologies vous attire et si vous vous reconnaissez dans les valeurs qui unissent Altran et Prost Grand Prix, merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à Jean-Michel Martin, 251 bd Pereire, 75017 Paris.

E-mail : martin@altran-group.com

Pour plus d'informations sur notre partenariat technologique ou sur le groupe, vous pouvez consulter notre site web : [www.altran-group.com](http://www.altran-group.com)



[www.altran-group.com](http://www.altran-group.com)

les jeudis de l'informatique  
& des télécoms

Le jeudi 6 mai 99

[lesjeudis.com](http://lesjeudis.com)

Le Monde **NUMERO 26**

سكوا من الأمل

هكذا من الأصل

XII / LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

REPRODUCTION INTERDITE

## Achats - Logistique - Organisation

### Envie de Liberté...

Sunbeam

**NOUVEAU SIÈGE EUROPÉEN BASÉ À LYON** - Le groupe SUNBEAM (18 milliards de Francs de CA), leader mondial et européen sur la plupart de ses métiers, conçoit, produit et commercialise des biens de consommation haut de gamme (camping plein air, sécurité domestique, etc.). Nos marques (COLEMAN, EASTPAK, CAMPINGAZ, FIRST ALERT) sont mondialement connues. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie européenne, SUNBEAM crée un siège social européen à Lyon (69) d'où sera piloté l'ensemble de la politique R&D, marketing, logistique, financière, informatique et juridique pour l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique (1,5 milliard de Francs de CA, 850 personnes). Afin de renforcer nos équipes, nous recherchons des professionnels expérimentés ayant une forte ouverture internationale. En nous rejoignant, vous intégrerez un environnement qui vous offrira des moyens importants, une forte responsabilisation et une dimension multiculturelle dynamique. Pour l'ensemble de ces postes, une pratique courante de l'anglais est nécessaire.

#### Responsable Supply Chain

Sous la responsabilité directe du Vice-Président Opérations, vous assurerez le management de l'équipe logistique centrale et locale. Vous aurez en charge la mise en place des processus de "supply chain", de stockage et de transport. A 35-40 ans, vous avez une formation technique ou commerciale complétée par une spécialisation en logistique. Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience de la logistique sur le plan européen. Trilingue français, anglais, allemand, une bonne connaissance de EDP et de JD Edwards est un plus. Voiture de fonction. Réf. 1067LM/DL

#### Responsable des Stocks

Sous la responsabilité directe du Vice-Président Opérations, vous aurez pour mission de sélectionner les meilleurs fournisseurs et de négocier les meilleures conditions pour le niveau de qualité recherché. Vous travaillerez en étroite collaboration avec nos différentes équipes, et en particulier le marketing. A 35-40 ans, vous avez une formation d'ingénieur complétée par une spécialisation commerciale ou achat et au moins 5 ans d'expérience dans la négociation avec des fournisseurs internationaux. Votre pratique de l'anglais, du français et de l'allemand est courante. La connaissance de EDP est un plus. Voiture de fonction. Réf. 1068LM/SM

#### Responsable des Approvisionnements Internationaux

Sous la responsabilité du Directeur "Supply Chain", vous aurez en charge la gestion et le suivi des stocks centraux et locaux. Vous organiserez opérationnellement la "supply chain" (passation et suivi des ordres d'achat, organisation du transport, gestion des formalités de douane, etc.) et réaliserez le suivi financier de vos opérations. A 25-30 ans, vous avez une formation Bac+2 en logistique ou en commerce international. Vous avez 2 à 3 ans d'expérience d'une chaîne logistique sur le plan européen et pratiquez le français et l'anglais couramment. La connaissance de JD Edwards est un plus. Réf. 1069LM/RA

#### Responsable du Planning et des Stocks

Sous la responsabilité du Directeur "Supply Chain", vous aurez pour mission de préparer et communiquer les plannings aux usines et aux fournisseurs. Vous gèrerez les différents paramètres statistiques et définirez vos objectifs de stock. Vous travaillerez en étroite collaboration avec notre organisation commerciale et nos usines. A 30-35 ans, vous avez une formation Bac+2 en logistique et 3 à 5 ans d'expérience minimum dans la gestion des prévisions et des plannings de vente ou de production. La connaissance de JD Edwards et d'une troisième langue (allemand, espagnol) est un plus. Réf. 1070LM/RP

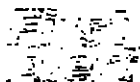
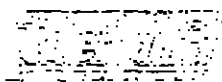
#### Analyste Prévisions des Ventes

Sous la responsabilité du Directeur "Supply Chain", vous aurez en charge la mise en place du processus de collecte des informations permettant la définition des prévisions pour les ventes et les usines. Vous jouerez un rôle d'intermédiaire essentiel entre notre organisation commerciale, nos usines et les fournisseurs. Vous travaillerez avec les équipes marketing et ventes sur l'assortiment et la prévention des risques potentiels. A 30-35 ans, vous avez une formation Bac+2/3 et 3 à 5 ans d'expérience dans la gestion des prévisions et des plannings de vente ou de production. La connaissance d'un logiciel de prévision est nécessaire, celle de JD Edwards un plus. Réf. 1071LM/AP

#### Responsable JD Edwards - Finance et Logistique

Vous serez impliqué dans le projet de mise en place de JD Edwards, et gèrerez les modules financiers et logistiques. A terme, vous interviendrez sur nos projets JD Edwards à venir sur le plan européen. A 30-45 ans, vous avez une formation informatique supérieure et au moins 5 ans d'expérience dans la mise en place de modules financiers et logistiques de progiciels de gestion intégrés. Vous avez au moins une expérience significative de mise en place de JD Edwards. Bilingue français et anglais, la pratique d'une troisième langue européenne est un plus. Réf. 1074LM/JD

Pour rejoindre nos équipes, adressez votre candidature (lettre de motivation, CV & photo), en précisant impérativement la référence de votre choix sur l'enveloppe et la lettre et votre niveau de rémunération actuel à PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly-sur-Seine cedex. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon.



PA Consulting Group

## Le monde de l'industrie et de la recherche

Vous aimez résoudre des problèmes complexes ?  
Vous allez être servi

Groupe industriel français d'envergure mondiale (27 000 personnes, 22 milliards de chiffre d'affaires), nous sommes présents dans les secteurs de l'énergie et de la connectique.

Nous mobilisons nos équipes spécialisées dans l'ingénierie nucléaire, dont les compétences vont de la conception et de la mise en service des réacteurs aux services après-vente d'urgence et de maintenance, en passant par la conception et la fabrication de composants nucléaires.

Depuis nous possédons déjà une première expérience, vous êtes titulaire d'une grande école d'ingénieurs et avez acquis des compétences dans l'un des domaines suivants : Mécanique des solides, Automatique, Mécanique des fluides, Physique, Neurologie ou Génie atomique. Vous aimez travailler en équipe et être en contact avec les clients. Vos bonnes capacités d'adaptation et votre maîtrise de l'anglais seront vos atouts pour mener à bien votre mission. Pour ces postes basés à Paris-La Défense, merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) sous référence IN 35 à : FRAMATOME - Tour FRAMATOME, Département Ressources Humaines - ASCH - 1 place de la Coupole, 92084 Paris-La Défense.

www.framatome.com



Le monde de l'industrie et de la recherche

BRETAGNE

ZOOPOLE  
développement

Cette association loi 1901 située à Saint-Brieuc - Ploufragan Côtes-d'Armor est un Centre d'Innovation Technologique composé de plusieurs centres de profit qui assure également l'animation économique d'un Technopôle spécialisé dans la santé humaine et animale. Elle recherche son

#### DIRECTEUR (H/F)

Mission : Placé sous l'autorité du Président de l'Association, il sera chargé de :

- Prospecter en France voire en Europe des entreprises susceptibles de s'implanter sur le Technopôle.
- Gérer l'association. Participer à la définition de la politique de développement de l'association et mettre en œuvre les plans d'action qui en découlent.
- Représenter l'association et l'ensemble des établissements du Technopôle dans les réseaux locaux, régionaux et nationaux de l'innovation et du développement économique.
- Animer des réunions et des groupes de travail sur le Technopôle.

Pour les aspects techniques, il pourra s'appuyer sur les compétences des universitaires, vétérinaires, ingénieurs, pharmaciens, chercheurs et techniciens présents sur le site.

Profil : Nous souhaitons confier cette mission à un candidat de formation supérieure ayant acquis une réelle compétence en stratégie, management ou marketing et fort d'une expérience significative réussie en développement économique. Des connaissances de type scientifique seraient appréciées.

Réponse assurée par notre Conseil aux candidats remplissant strictement ces conditions et dont le dossier comprend lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous Réf. 99.04.07.D/L.M.

Alain KERVEDEC - B.P. 423 - 5, place de la Liberté  
22004 SAINT-BRIEUC Cedex 1 - Tél. 02.96.33.23.88

DISCRETION ASSURÉE



# Le monde de l'industrie et de la recherche

## Généraliste des télécoms : rejoignez le leader

Créée il y a plus de 100 ans, notre entreprise, dont le siège est situé en Finlande, est aujourd'hui l'un des plus grands spécialistes des télécommunications à travers le monde. Nous sommes particulièrement reconnus dans le domaine des systèmes réseaux digitaux. Nous recherchons un

## Responsable Infrastructure

Vous possédez une solide expérience du management de projets dans le domaine de la construction - acier, électricité ou énergie. Vous souhaitez travailler à la pointe de la technique, et continuer à vous perfectionner. Saisissez votre chance !

Vous êtes responsable de la construction d'un site dans le domaine des télécommunications. A ce titre, vous avez pour missions la planification et l'organisation du projet, le contrôle des coûts et de la qualité, la mise en place et l'encadrement des équipes (personnel interne et sous-traitants). Vous prenez également en charge les procédures légales. De formation ingénieur ou équivalent, vous avez le sens du service client. Votre talent d'organisateur et vos qualités de management sont essentiels pour réussir à ce poste. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives professionnelles importantes au sein d'une entreprise internationale.

Nous nous développons aujourd'hui en France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie et Turquie.

Pour plus d'informations, appelez nos consultants au 49 (0) 6173-940 556 du lundi au vendredi ou adressez votre candidature en anglais ou allemand sous la référence S-164 à : Eckstein Personnel Consulting GmbH - R.O. Box 5467 - D-65746 Eschborn - Germany. E-Mail : muuktonen@eckstein-P-Consulting.de

Et travaillez à la pointe de la technologie !

Cabinet de conseil et d'études spécialisé dans le secteur de la santé recherche un

## Directeur d'études

Ce poste implique :

- des connaissances approfondies dans le domaine de l'économie et des politiques de santé,
- une expérience de plus de 3 ans dans le conseil en tant que Chef de projet.

Une expertise dans la conduite du changement serait un plus.

Formation : niveau 3<sup>e</sup> cycle ou Grande Ecole.

Age : 35/40 ans environ.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à SANESCO Jean-Yves GUEDI - 47/49, avenue Edouard Vaillant 92517 Boulogne-Billancourt Cedex.

## CEGELEC

SUD-OUEST TOULOUSE

Filiale d'ALSTOM, recrute

pour son activité Courants faibles

### Ingénieur chargé d'affaires

De formation Grandes Ecoles d'ingénieurs (SUPELEC, ARTS & METIERS), 2 à 3 ans d'expérience, vous aurez en charge le développement de l'activité courants faibles réseaux et télécommunications.

pour son activité Ingénierie Electrique (Courants forts et courants faibles)

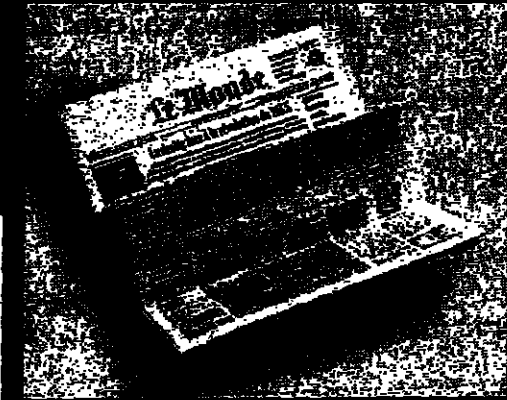
### Ingénieur chargé d'affaires

De formation Ingénieur, vous justifiez de 2 à 3 ans d'expérience réussie dans le domaine.

Pour ces deux postes, vous aurez à superviser l'organisation du chantier, le chiffrage, le suivi, l'animation des équipes bureau d'études et chantier et la recherche de techniques innovantes. Rigoureux, autonome, avec le goût du contact terrain. Bonnes connaissances de l'anglais technique.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions en précisant l'activité choisie à CEGELEC - SUD-OUEST Mme CROZADE - 11 Impasse des Arènes - 31082 TOULOUSE Cedex 1.

POUR DONNER UN NOUVEL  
ÉLAN À VOTRE CARRIÈRE,  
LISEZ LE MODE D'EMPLOI



\*  
Consultants,  
financiers,  
spécialistes  
de la communication  
et du marketing,  
responsables  
des ressources  
humaines,  
les offres d'emploi  
qui vous concernent  
sont dans votre  
supplément du lundi,  
daté mardi.

\*  
Spécialistes  
des hautes  
technologies,  
de l'informatique,  
de l'industrie ou  
de la recherche,  
les offres d'emploi  
qui vous concernent  
sont dans votre  
supplément du mardi,  
daté mercredi.

Ouvrez Le Monde. Le monde de l'emploi s'ouvre à vous

Le Monde

MATRA DATAVISION, partenaire N°1 des entreprises industrielles pour les solutions produits process d'ingénierie assistée par ordinateur.

Pour répondre aux besoins croissants des entreprises qui souhaitent renforcer leur compétitivité industrielle grâce à l'amélioration de leur solution produits-process en conception et fabrication, MATRA DATAVISION offre une gamme complète de services : audit, consulting, support, formation, assistance, déploiement, re-engineering de process, ...

De plus, dynamisée par sa coopération avec DASSAULT SYSTÈMES et IBM, dont il est le seul Business Partner International en IAO, MATRA DATAVISION commercialise et déploie la gamme des solutions CATIA (CFAO), Enovia (GDT) et Deneb (IPAO), en sus de ses propres gammes Euclid, Desing Manager (GDT) et Cas.Cade (applications spécifiques).

Déjà fort de ses 650 salariés présents en Europe et Amérique du Nord, MATRA DATAVISION, filiale de MATRA HAUTES TECHNOLOGIES et bientôt d'AEROSPATIALE-MATRA, poursuit ses investissements.

Pour faire face à la croissance de ses activités, MATRA DATAVISION recherche des :

## GESTIONNAIRES / CHEFS DE PROJET

Vous êtes chargé d'établir et de négocier les offres de services autour de nos produits et nos solutions. Une fois la commande prise, vous réalisez les affaires en respectant vos objectifs de qualité, coût et délais.

Vous possédez une solide expérience du monde du service en milieu industriel et une bonne connaissance des technologies de pointe.

## INGENIEURS SUPPORT METIER

Après une première expérience dans un bureau d'études et/ou bureau de méthodes, vous maîtrisez le processus de conception et fabrication des métiers de l'automobile et/ou de l'aéronautique.

Vous avez travaillé sur des logiciels de CFAO (CADD, CATIA, Euclid), ou des logiciels process (Robcad, Igrapi), ou encore de simulation de flux (Witness, Aréna, Simple++, Quest, ...) et êtes motivé par des missions de service à forte valeur ajoutée.

## INGENIEURS SUPPORT ASSISTANCE

Vous maîtrisez un logiciel GDT du marché ainsi que les techniques courantes de bases de données et vous possédez une connaissance des enjeux de la gestion de données techniques.

Autonomie, sens du relationnel allié à un réel souci de réponse aux attentes clients, sont les qualités requises pour réussir à ce poste.

Pour tous ces postes, la maîtrise de la langue anglaise est indispensable.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant le poste choisi à notre Direction des Ressources Humaines.

MATRA DATAVISION  
31, avenue de la Baltique - Z.I. de Courtabouf - 91954 Les Ulis Cedex.

OUVRONS LA VOIE AU TALENT

## INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

## Ingénieurs et informaticiens



ESSONNE 27 000 habitants recrute

## ANALYSTE SERVICE INFORMATIQUE

(grade de technicien territorial)

### VOS MISSIONS :

Rattaché au responsable du Service Informatique, vous gérerez les projets de la phase de détermination des besoins à l'exploitation quotidienne.

Après avoir étudié le cahier des charges, vous effectuerez l'analyse technique des offres.

Pilote technique du projet, vous coordonnerez les interventions internes et externes tout en assurant le paramétrage, l'intégration et le suivi de l'application ainsi que l'assistance aux utilisateurs.

Outre la gestion des demandes, vous aurez également en charge les développements complémentaires.

VOTRE PREMIERE MISSION CONSISTERA A POURSUIVRE LA MISE EN OEUVRE DE L'INFORMATISATION DE LA MEDIATHEQUE.

Les horaires de travail sont liés à ceux de la Médiathèque.

### VOS COMPETENCES :

Vous connaissez l'environnement technologique des serveurs Escala AIX, NOVELL et WINDOWS NT.

Votre sens des contacts vous permettra d'entretenir des relations avec les correspondants informatiques et les utilisateurs de l'ensemble des services.

Rémunération statutaire + régime indemnitaire + primes de fin d'année et d'intéressement.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo à :  
Monsieur le Sénateur-Maire  
B.P. 43 - Rue du Morvan  
91942 LES ULIS Cedex

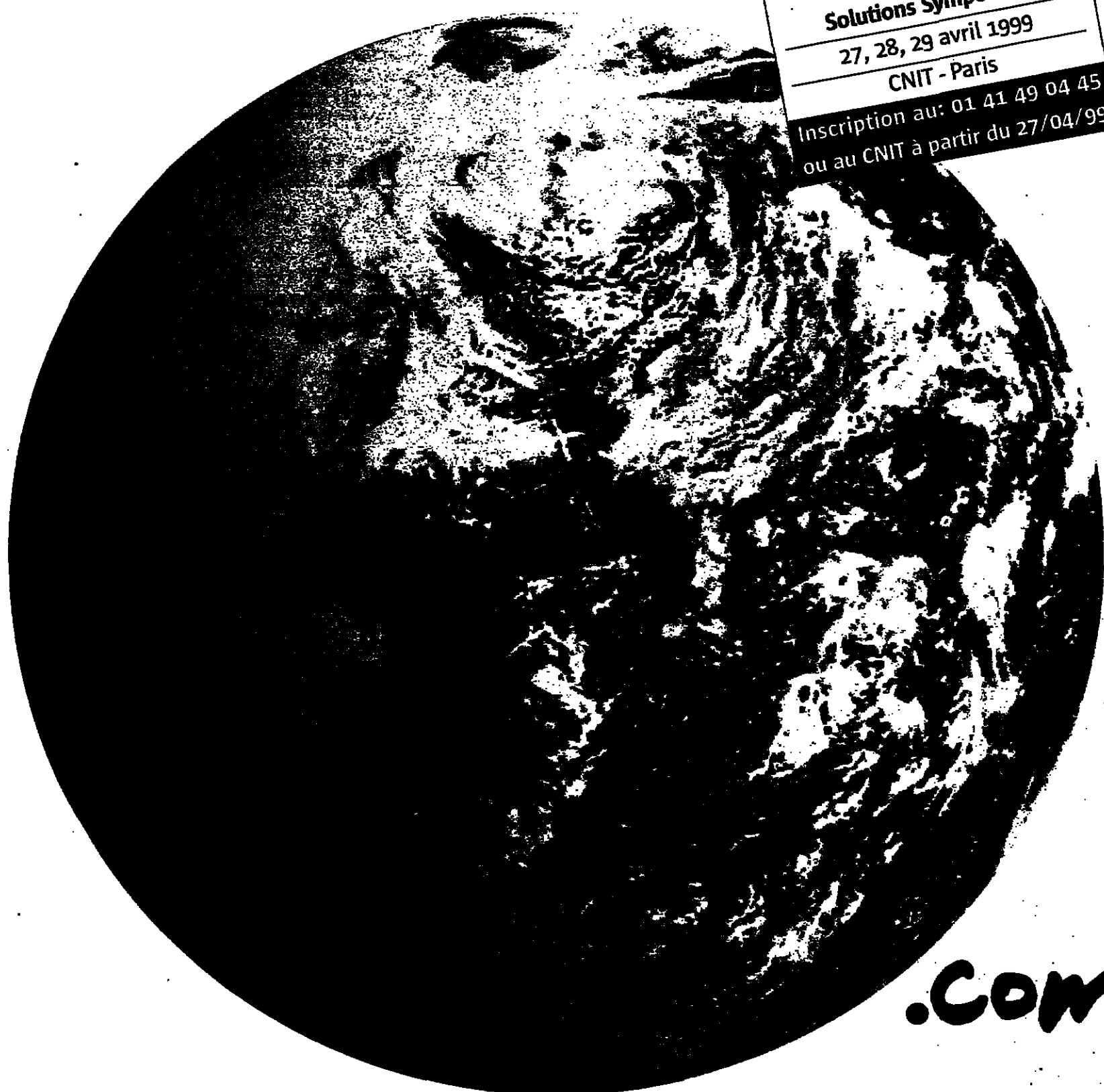
Mieux vivre notre ville

مركز من الامم

هكذا من الأصل

XIV / LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

(Publicité)



Java Enterprise  
Solutions Symposium

27, 28, 29 avril 1999

CNIT - Paris

Inscription au: 01 41 49 04 45  
ou au CNIT à partir du 27/04/99

.com

Aujourd'hui,

tout le monde est plus ou moins familier des .com

qu'on voit fleurir un peu partout. Mais qui est le point de .com ?

Nous sommes le point de .com

Nous sommes le point de .com. Sun Microsystems a inventé un langage -Java- qui permet à Internet de tourner en toute liberté, partout et pour chacun. Grâce aux autres inventions de Sun Microsystems, l'usage du Net est en train de s'étendre à la Terre entière, créant un nouveau monde d'interactions. Avec SPARC, Solaris, Java et Jini à leurs côtés, des milliers de sociétés, certaines vieilles de 50 ans et d'autres de quelques heures, sont en train de marquer des .com dans le monde du business, se réinventant chaque jour grâce à nous. Que pouvons-nous mettre au .com pour vous ? [www.sun.fr](http://www.sun.fr) THE NETWORK IS THE COMPUTER.™

 **Sun**  
microsystems

\*LE RESEAU EST L'ORDINATEUR